
NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06727742 0

HISTOIRE

DES

GRANDS CAPITAINES

DE LA FRANCE.



HISTOIRE
DES
GRANDS CAPITAINES
DE LA FRANCE.

Nous publiâmes, le premier, une *Histoire des Généraux Français.* On l'a souvent copiée sans nous citer. Les Écrivains délicats savent que les sources de l'Histoire sont dans les dépôts publics et les manuscrits. Chacun peut prendre du marbre brut dans la carrière ; mais quand le marbre est poli et forme un édifice, cet édifice appartient à celui qui l'a construit. On nous a dit que les tribunaux punissaient la contrefaçon et non le plagiat. Feraient-ils grâce à celui qui, ouvrant mon secrétaire, ne prendrait que trente louis sur cent qu'il pourrait dérober ?

Cet Ouvrage se trouve à PARIS,

Chez Abel LANOE, rue de la Harpe, n.° 78.
VERDIÈRE, quai des Augustins, n.° 27.
BÉCHET, quai des Augustins, n.° 57.
Aimé ANDRÉ, quai des Augustins, n.° 59.
MONGIE, boulevard Poissonnière.
GAGLIANI, à la Librairie Étrangère et Française, rue Vivienne, n.° 18.
MM. TREWTELL et WURTZ, rue de Lille, n.° 17.

Et à LONDRES,

Chez M. COLBURN, Conduit-Street.

HISTOIRE
DES
GRANDS CAPITAINES
DE LA FRANCE,

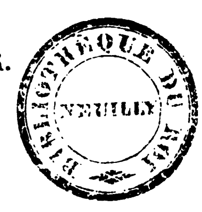
PENDANT LA GUERRE DE LA LIBERTÉ
(DE 1792 A 1802).

PAR A.-H. CHÂTEAUNEUF.

NOUVELLE ÉDITION ABSOLUMENT REFONDUE, RÉDUITE AUX FAITS PRINCIPAUX ET AUX SEULS NOMS CÉLÈBRES.

> « Les détails qui ne mènent à rien sont, dans l'Histoire, ce que sont les bagages dans une armée, *impedimenta*; on doit les supprimer. La multitude des faits se nuit à elle-même, et, en tout genre, il n'y a que les choses principales qui restent dans la mémoire des hommes. »
>
> VOLTAIRE.

TOME PREMIER.



PARIS,
DE L'IMPRIMERIE D'ABEL LANOE, RUE DE LA HARPE.

1820.

A MONSIEUR

TRONCHET.

SÉNATEUR,

L'historien qui a laissé un modèle du genre biographique (1), *aurait pu dédier son livre à Sylla, à Pompée ou à César; il le fit paraître sous les auspices de Pomponius Atticus, simple citoyen de Rome, mais recommandable par ses talens, la douceur de ses vertus et l'honorable emploi de ses richesses : Atticus, heureux médiateur entre les partis qui divisèrent trop souvent la République romaine, cher à plusieurs grands hommes rivaux d'ambition ou de gloire, s'était concilié leur estime et leur respect.*

Les traits de ressemblance que vous avez, SÉNATEUR, *avec cet illustre Romain, qui fut l'ami de Cicéron, d'Hortensius et de César, mais qui*

(1) Cornélius Népos.

Nous publiâmes, le premier, une *Histoire des Généraux Français.* On l'a souvent copiée sans nous citer. Les Écrivains délicats savent que les sources de l'Histoire sont dans les dépôts publics et les manuscrits. Chacun peut prendre du marbre brut dans la carrière ; mais quand le marbre est poli et forme un édifice, cet édifice appartient à celui qui l'a construit. On nous a dit que les tribunaux punissaient la contrefaçon et non le plagiat. Feraient-ils grâce à celui qui, ouvrant mon secrétaire, ne prendrait que trente louis sur cent qu'il pourrait dérober ?

Cet Ouvrage se trouve à PARIS,

Chez ABEL LANOE, rue de la Harpe, n.° 78.
VERDIÈRE, quai des Augustins, n.° 27.
BÉCHET, quai des Augustins, n.° 57.
AIMÉ ANDRÉ, quai des Augustins, n.° 59.
MONGIE, boulevard Poissonnière.
GAGLIANI, à la Librairie Étrangère et Française, rue Vivienne, n.° 18.
MM. TREWTELL et WURTZ, rue de Lille, n.° 17.

Et à LONDRES,

Chez M. COLBURN, Conduit-Street.

HISTOIRE
DES
GRANDS CAPITAINES
DE LA FRANCE,

PENDANT LA GUERRE DE LA LIBERTÉ
(DE 1792 A 1802).

PAR A.-H. CHÂTEAUNEUF.

NOUVELLE ÉDITION ABSOLUMENT REFONDUE, RÉDUITE AUX FAITS PRINCIPAUX ET AUX SEULS NOMS CÉLÈBRES.

> « Les détails qui ne mènent à rien sont, dans l'Histoire, ce que sont les bagages dans une armée, *impedimenta*; on doit les supprimer. La multitude des faits se nuit à elle-même, et, en tout genre, il n'y a que les choses principales qui restent dans la mémoire des hommes. »
>
> VOLTAIRE.

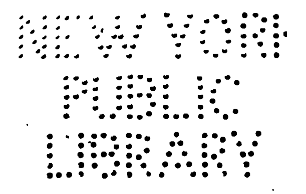
TOME PREMIER.



PARIS,

DE L'IMPRIMERIE D'ABEL LANOE, RUE DE LA HARPE.

1820.



circonstances n'ayant jamais fait naître d'aussi grands capitaines. On n'aura point oublié, après douze ans, quels hommes de lettres l'annoncèrent quand elle parut. C'étaient MM. de Boufflers, Bernardin-de-Saint-Pierre, de Fontanes, Esménard et Palissot. On a placé leurs jugemens à la fin du second volume, pour s'en honorer aux yeux des lecteurs près de qui on a besoin de tels suffrages.

On a rétabli, dans ce livre, les passages supprimés par les Censeurs; on a fait les changemens que la vérité mieux connue et le goût prescrivaient; on a introduit l'ordre qu'on aime, depuis les productions de l'esprit jusqu'au spectacle de la nature, qui n'est si ravissant que parce que tout y révèle la main qui en régla l'harmonie. Les généraux sont placés dans une suite chronologique. On a ainsi toute l'histoire de la guerre. On ose dire qu'un tel livre réunit l'intérêt du genre biographique à l'importance d'une histoire générale, puisqu'on remonte au berceau des hommes dont on écrit la vie, et qu'on donne aux événemens mémorables une étendue et des développemens qu'on chercherait en vain dans un autre ouvrage. Enfin, c'est un livre tout nouveau, tant on s'est appliqué à examiner les faits et à épurer le style, sans lequel l'histoire ne survit pas aux événemens les plus célèbres. C'est la seule édition qu'on avoue; les autres sont incomplètes ou mutilées par les ciseaux de la Censure.

La durée de la guerre, écrivions-nous, en 1810, et des inimitiés puissantes, qui nous ont fait trouver l'amertume dans les lettres qui consolent les autres hommes, n'ont pu vaincre notre persévérance. Nous

A MONSIEUR

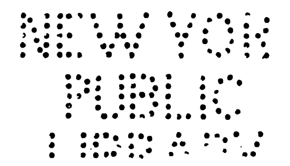
TRONCHET.

SÉNATEUR,

L'historien qui a laissé un modèle du genre biographique (1), *aurait pu dédier son livre à Sylla, à Pompée ou à César; il le fit paraître sous les auspices de Pomponius Atticus, simple citoyen de Rome, mais recommandable par ses talens, la douceur de ses vertus et l'honorable emploi de ses richesses : Atticus, heureux médiateur entre les partis qui divisèrent trop souvent la République romaine, cher à plusieurs grands hommes rivaux d'ambition ou de gloire, s'était concilié leur estime et leur respect.*

Les traits de ressemblance que vous avez, SÉNATEUR, *avec cet illustre Romain, qui fut l'ami de Cicéron, d'Hortensius et de César, mais qui*

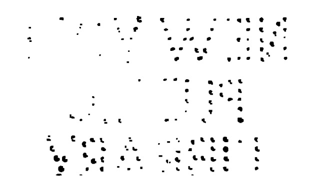
(1) Cornélius Népos.



fut moins utile que vous à son pays, m'ont fait vivement désirer l'honneur de placer votre nom à la tête de cet ouvrage, que j'eusse adressé au savant vertueux, comme je l'adresse au Sénateur de l'Empire. On verra, peut-être, dans cet hommage de l'Histoire de nos guerriers au premier jurisconsulte de France, une allégorie heureuse; c'est que la force et la gloire des armes doivent s'unir à la sagesse et à la puissance des lois!

Dix années de guerre ont produit parmi nous d'aussi grands capitaines, que les trois guerres Puniques chez les Romains. Malgré tant de belles actions, le genre historique est encore la partie de notre Littérature la plus faible et la moins encouragée. Cependant, une bonne histoire serait un monument plus durable que ceux de marbre et d'airain qu'on élève à la gloire de nos guerriers. Des Vandales ont brisé les belles statues qui ornaient nos tombeaux, nos palais et nos places publiques ils n'ont pu détruire la Henriade et le Siècle de Louis XIV par Voltaire.

CHATEAUNEUF.



donnons un nouveau volume, avec le juste espoir qu'il sera accueilli par tous les amis de la gloire de nos armes. Les jeunes officiers en retireront les plus grands fruits, en apprenant à mériter tous les grades par leur épée. Le monument qu'on cherche à élever aux armées françaises, n'est pas un de ces livres que les historiographes des rois, qui rarement sont des historiens, composent pour louer uniquement la puissance et les grandeurs. De l'histoire d'un grand capitaine, on y descend jusqu'au soldat, si un trait de bravoure peint cet enthousiasme guerrier, que la France, *sans l'exciter pour des entreprises injustes*, doit conserver, pour ne pas craindre les ressentimens que laissent, dans des cœurs ennemis, nos triomphes militaires et les efforts de notre liberté.

Nous avons toujours présenté la guerre la plus juste comme une calamité pour les vainqueurs, et l'ambition comme un crime contre le genre humain. Sans cet esprit philosophique, l'histoire est plus nuisible qu'utile aux peuples et aux souverains. Ce livre fut proscrit par la haine des ministres contre ce système, et par la jalousie de Bonaparte contre deux ou trois grandes renommées qu'on avait osé égaler à la sienne. Il ne nous fut plus permis d'en douter, en lisant ces mots ironiques dans une lettre de monsieur de Champagny, ministre de l'intérieur :

« . . . . . . Le succès d'un ouvrage, tel que celui que vous avez entrepris, est la récompense la plus digne de l'auteur ; et celui qui *s'est donné* l'honorable mission de raconter les exploits de nos guerriers, doit *ambitionner*, non une récompense pécuniaire, mais la

circonstances n'ayant jamais fait naître d'aussi grands capitaines. On n'aura point oublié, après douze ans, quels hommes de lettres l'annoncèrent quand elle parut. C'étaient MM. de Boufflers, Bernardin-de-Saint-Pierre, de Fontanes, Esménard et Palissot. On a placé leurs jugemens à la fin du second volume, pour s'en honorer aux yeux des lecteurs près de qui on a besoin de tels suffrages.

On a rétabli, dans ce livre, les passages supprimés par les Censeurs; on a fait les changemens que la vérité mieux connue et le goût prescrivaient; on a introduit l'ordre qu'on aime, depuis les productions de l'esprit jusqu'au spectacle de la nature, qui n'est si ravissant que parce que tout y révèle la main qui en régla l'harmonie. Les généraux sont placés dans une suite chronologique. On a ainsi toute l'histoire de la guerre. On ose dire qu'un tel livre réunit l'intérêt du genre biographique à l'importance d'une histoire générale, puisqu'on remonte au berceau des hommes dont on écrit la vie, et qu'on donne aux événemens mémorables une étendue et des développemens qu'on chercherait en vain dans un autre ouvrage. Enfin, c'est un livre tout nouveau, tant on s'est appliqué à examiner les faits et à épurer le style, sans lequel l'histoire ne survit pas aux événemens les plus célèbres. C'est la seule édition qu'on avoue; les autres sont incomplètes ou mutilées par les ciseaux de la Censure.

La durée de la guerre, écrivions-nous, en 1810, et des inimitiés puissantes, qui nous ont fait trouver l'amertume dans les lettres qui consolent les autres hommes, n'ont pu vaincre notre persévérance. Nous

donnons un nouveau volume, avec le juste espoir qu'il sera accueilli par tous les amis de la gloire de nos armes. Les jeunes officiers en retireront les plus grands fruits, en apprenant à mériter tous les grades par leur épée. Le monument qu'on cherche à élever aux armées françaises, n'est pas un de ces livres que les historiographes des rois, qui rarement sont des historiens, composent pour louer uniquement la puissance et les grandeurs. De l'histoire d'un grand capitaine, on y descend jusqu'au soldat, si un trait de bravoure peint cet enthousiasme guerrier, que la France, *sans l'exciter pour des entreprises injustes*, doit conserver, pour ne pas craindre les ressentimens que laissent, dans des cœurs ennemis, nos triomphes militaires et les efforts de notre liberté.

Nous avons toujours présenté la guerre la plus juste comme une calamité pour les vainqueurs, et l'ambition comme un crime contre le genre humain. Sans cet esprit philosophique, l'histoire est plus nuisible qu'utile aux peuples et aux souverains. Ce livre fut proscrit par la haine des ministres contre ce système, et par la jalousie de Bonaparte contre deux ou trois grandes renommées qu'on avait osé égaler à la sienne. Il ne nous fut plus permis d'en douter, en lisant ces mots ironiques dans une lettre de monsieur de Champagny, ministre de l'intérieur :

« ...... Le succès d'un ouvrage, tel que celui que vous avez entrepris, est la récompense la plus digne de l'auteur ; et celui qui *s'est donné* l'honorable mission de raconter les exploits de nos guerriers, doit *ambitionner*, non une récompense pécuniaire, mais la

gloire de faire passer son nom à la postérité, avec le nom qu'il célèbre. »

Nous connaissons une *ambition* encore plus noble dans un ministre ; c'est de refuser trois cents mille francs d'honoraires. La singularité d'un tel désintéressement eût fait *passer le nom de M. de Champagny à la postérité*, plus sûrement que tous les actes de son ministère. »

Un homme de lettres comblé de faveurs manquerait peut-être à la modestie, s'il opposait d'autres suffrages ; mais cette vanité, si c'en est une, sera pardonnée à celui qui n'obtint jamais de récompense pour un ouvrage, dont le but était d'assurer *un nom historique* aux militaires français, et de recueillir ces actions mémorables qui donnent à notre nation (malgré deux défaites où elle fut écrasée sans être vaincue) la prééminence des armes sur tous les autres peuples de la terre.

LETTRE DE M. BERNARDIN DE SAINT-PIERRE.

« Vous me demandez, Monsieur, des conseils sévères sur votre ouvrage. Lorsque vous m'en communiquâtes le projet, je crois vous avoir dit que c'était une tâche bien difficile de distribuer les palmes de la gloire ; vous la remplirez dignement. J'ai trouvé dans votre préface historique le désir d'être équitable, des traits de franchise et de liberté, de la chaleur, de la rapidité et des morceaux bien frappés. L'article du général Custine m'a rappelé des tems plus déplorables mille fois que ceux de nos guerre sciviles. Cependant vous

faites encore apparaître quelques traits de vertu au milieu de tant de crimes; celle de madame de Custine, partageant ses soins religieux entre son beau-père et son époux au fond des cachots, brillera dans la postérité comme une lampe ardente qui éclaire des tombeaux au sein d'une nuit obscure.

« Je reviens à votre préface, vraiment historique, que j'ai lue deux fois. Je ne peux donner trop d'éloges à ces deux passages : « On se précipitait, dans ce tems là, vers nos frontières menacées. » — « La Hollande vit pendant un hiver aussi rigoureux, etc. (1). Les Vies de Custine, Dampierre, Dugommier, Kléber, Marceau et Pichegru commencent, comme un roman, par attacher, et finissent comme le dernier acte du drame le plus touchant. Rien n'est plus ennuyeux que les batailles; mais je n'ai pas éprouvé un instant de fatigue en vous lisant; c'est que vos récits ne sont jamais longs; ils sont toujours animés. Le style m'a paru aussi varié que vos personnages, dont aucun ne se ressemble, du moins dans vos portraits.

Westermann n'était qu'un misérable, avec sa bravoure surnaturelle. C'est bien là le héros du carnage : il est à vos guerriers ce que *Sacripante* est aux héros de l'Arioste, dans le Roland furieux. Quand vous écriviez cet article, votre corps s'était enflammé par quelque liqueur forte mêlée de poudre à canon. Vous n'avez point fait grâce à ce tigre altéré de sang, et cependant vous n'avez pas dit tout ce qu'on en rapporte.

---

(1) Voyez page 32.

Consultez l'ancien conventionnel Camus à ce sujet. Je termine cette lettre par un conseil ; c'est de ne parler d'aucun général vivant. Vos éloges les plus vrais passeraient pour des flatteries ; vos censures les plus justes seraient des offenses. Il m'a semblé aussi que vous auriez dû faire ressortir davantage la figure *du principal personnage*, dans votre préface historique. Il y est moins loué que Kléber, Pichegru et Moreau. Votre fortune et peut-être votre repos dépendent de cet avis que bien d'autres personnes vous ont donné. « Dans les monarchies, dit Montesquieu, on ne juge pas les actions des hommes, comme bonnes, mais comme belles; comme justes, mais comme grandes; comme raisonnables, mais comme extraordinaires. » etc.

DE SAINT-PIERRE.

LETTRE DE M. PALISSOT.

« Je m'empresse de vous témoigner le plaisir que m'ont fait les premiers volumes de votre *Histoire*. J'ai tout lu : le style m'a paru digne du sujet ; j'en attends la suite avec impatience, et j'ose vous promettre que cet ouvrage vous fera beaucoup d'honneur. Si je n'avais pas été du nombre de vos premiers souscripteurs, la seule lecture de ces volumes aurait suffi pour m'engager à souscrire. Continuez, Monsieur, et recevez les assurances bien sincères d'une estime que je me fais gloire d'avouer, et d'un attachement que je conserverai toute ma vie. »

PALISSOT.

LETTRE DE M. DE FONTANES,

Président du Corps-Législatif.

« J'ai recu, Monsieur, les nouveaux volumes de l'*Histoire des Généraux français.* Votre style est rapide comme leurs victoires. Vous savez rassembler en peu de pages les grandes choses qui ont été faites en peu de jours. C'est aux Héros dont vous êtes l'Historien a vous apprécier dignement. »

FONTANES.

Les ministres les plus absolus, n'osent pas toujours ce qu'ils désirent. On aurait voulu interdire l'histoire des grands capitaines; mais elle avait le sujet pour égide. On préféra l'emploi de la séduction à une injustice ouverte. Il y avait, sous M. de Pommereuil, directeur de la librairie, un homme qui poussait le zèle pour le bien jusqu'à refaire à neuf tous les livres qu'il censurait. Je le vis plus d'une fois, le scalpel en main, suer sang et eau pour sauver au moins le corps de l'ouvrage par l'amputation de quelques membres. « Savez-vous, me dit-il, que l'Empereur *a un tic* contre vous; vos derniers cahiers l'ont fait bondir de colère *jusqu'au plancher.* » Il me proposa de lui laisser *remettre l'ouvrage à neuf,* ou de le suspendre *au moyen* d'une indemnité de quarante mille francs. De son côté, M. de Pommereuil m'informa qu'il avait essuyé *une boutade* de l'Empereur à mon sujet. « Vous n'êtes pas attentif, lui avait-il dit, à ce qu'on écrit. Dans son dernier cahier sur le maréchal Kellerman, M. de Châteauneuf cite une lettre de nature à rester sècrète, toute ma vie, depuis que j'ai épousé une archiduchesse. J'y dis au maréchal,

en 1809, que j'attends que la saison soit meilleure *pour frapper un vigoureux coup de massue sur la maison d'Autriche.* Dans un autre endroit, il dit que le maréchal m'a envoyé cent quatre-vingt mille conscrits, *tous formés*, dans l'espace de six semaines. C'est vrai, mais dangereux à dire, parce que cela prouve une prodigieuse consommation d'hommes. Vite, vite, M. de Pommereuil, faites tout saisir, jusqu'aux exemplaires qu'on pourrait trouver dans l'hôtel du maréchal. Confisquez aussi l'histoire du maréchal Bernadotte, sans oublier les exemplaires qu'on fait emballer pour la Suède. » M. de Pommereuil ajouta : « Je n'y tiens plus, et sans aller plus loin, j'assemble demain mes quatorze censeurs pour avoir leur avis. Il leur demanda s'ils ne trouvaient pas *d'inconvénient* à la continuation de mon livre. Ils lui répondirent que non. Mais le livre, répliqua le visir de la pensée, déplaît à l'Empereur. » Les quatorze censeurs opinèrent tous à la suppression, *sans indemnité.*

Aujourd'hui que l'écrivain est son propre censeur, nous pourrions supprimer l'éloge du persécuteur de cet ouvrage. Mais la représaille la plus juste serait une infidélité dans l'histoire. Nous n'avons loué dans Bonaparte que on génie militaire qu'on ne peut lui contester. C'est à ceux qui, dans leurs écrits, l'ont orné des vertus qu'il n'avait pas, à cacher ces louanges ou à les rétracter. Si nous avions la faiblesse de désavouer les nôtres, *le Dictionnaire des Girouettes* est là pour nous les rappeler. (1)

(1) Ouvrage piquant, où l'on oppose les écrits anciens aux nouveaux.

Mably, dans ses conseils aux historiens, dit qu'il n'y a pas de bonne histoire dont les rognures ne soient plus considérables que le livre qui reste. On a suivi ce judicieux avis; on a réduit six volumes à deux, et cependant rien d'essentiel n'est omis. D'où vient qu'une foule de livres sur les guerres les plus mémorables sont tombés dans l'oubli? c'est que les auteurs, au lieu de choisir les événemens, racontent tout. L'écrivain qui aspire à des succès doit plaire aux gens du monde, aux professeurs et aux élèves. On ose dire que ces trois classes de lecteurs recherchèrent le plus cet ouvrage.

On ne présente que les généraux qui, s'armant en 1792 contre l'agression étrangère, périrent pour la *juste cause* de la liberté. Les autres guerres, que la France eut le malheur de chercher ou de soutenir pour l'ambition d'un seul homme, ne sont que du sang inutilement répandu. Souvenir déplorable, si on n'avait pas l'indépendance! La France donnerait aujourd'hui les cent volumes de l'histoire de ses conquêtes, pour la seule page d'une constitution libre. La justice de sa cause contre les rois, finit en 1801, aux batailles de Marengo et d'Hohenlinden. Bonaparte livra depuis, il est vrai, *des batailles de géants;* mais il est permis de douter qu'elles vivent aussi long-tems dans l'histoire que *le petit combat* devant New-Yorck où Rochambeau et Lafayette, victorieux avec huit mille Français, donnèrent le premier signal de l'indépendance aux peuples opprimés.

Heureux nos premiers capitaines, d'avoir trouvé la mort sur le champ de bataille! ils n'ont pas vu la liberté publique foulée par le char de la victoire: ils n'ont pas

prêté le secours de leurs bras à un insatiable conquérant dans ses expéditions lointaines où la valeur de nos soldats devait se briser contre les obstacles de la nature : ils n'ont pas vu envahir notre territoire par les mêmes ennemis qui, pendant leur vie, n'avaient jamais osé l'entamer. La reconnaissance et l'admiration sont pour ces premiers généraux ; le merveilleux avec le désespoir pour Bonaparte. A peine son règne commence-t-il, qu'il est le seul général en chef. Ce colosse écrase toutes les renommées. L'intérêt qu'on trouve dans la vie d'un général Dugommier disparaît dans celle d'un duc de Montébello. C'est que l'un servit sa patrie, et l'autre un conquérant. L'histoire de Bonaparte, comme général en chef, en deux volumes in-8°, suivra immédiatement celle des Grands Capitaines. Ce n'est que là qu'on lira les exploits et les revers de ses lieutenans.

PRÉFACE HISTORIQUE.

Cet ouvrage, consacré à la gloire de nos armées, doit élever le courage des jeunes Français par de grands exemples. Cornélius Népos craignit que ce genre d'écrire, où il réunit la simplicité et la précision à l'élégance du style, ne parût pas assez digne de Thémistocle et d'Aristide (1). Sa patrie honora tant de talent et de modestie : l'autorité publique lui éleva une statue entre les hommes célèbres.

On n'a pas voulu toujours être aussi précis que cet historien : on a décrit des combats, on a peint des

(1) *Hoc genus scripturæ leve et non satis dignum summorum virorum personis.*

caractères. « Les Vies des hommes illustres que Népos nous a laissées, dit M. de Laharpe dans son *Cours de littérature*, sont, à proprement parler ; des sommaires de leurs actions principales ; mais en rapportant les événemens, il a négligé les détails qui peignent les hommes, et ces traits caractéristiques dont la réunion forme leur physionomie ». La vie d'Annibal n'a pas vingt pages dans cet historien. Lorsqu'on n'a pas lu Polybe, Tite-Live et Plutarque, on n'a vu que de profil ce grand capitaine, dont les *vices immenses égalaient les immenses vertus* (1).

Mais si l'art veut qu'on soit précis dans une histoire ancienne, une révolution contemporaine, devant qui s'abaissent la gloire et les malheurs des siècles écoulés, dont la violence

(1) Tite-Live.

ébranla l'Europe, l'Afrique, l'Amérique et l'Asie, qui détruisit en dix ans et recréa des empires, semblait réclamer plus d'espace en offrant un intérêt plus vif au lecteur qui en fut l'admirateur effrayé. On eût craint d'enlever quelque chose à la gloire de nos grands capitaines, si on ne les avait considérés que sous deux ou trois brillantes époques de leur vie; comme Tacite dans celle d'Agricola, qui sut vaincre et policer les sauvages Bretons, et livra sans doute plus de combats que son historien n'en a conservés. Mais quel guerrier ou quel lecteur ne préférerait un seul trait du pinceau de Tacite aux longs récits d'un autre historien? Quelques pages tracées de sa main, favorable ou sévère, éternisent la gloire de Traséas (1) ou la honte de Néron. Son talent

---

(1) Traséas était le Sénateur le plus vertueux et le plus inflexible; il périt.

à jeté un éclat immortel sur une seule conquête d'Agricola, et cent batailles gagnées n'ont pu sauver de l'oubli tous ces guerriers du Bas-Empire, à qui il n'a manqué que d'excellens historiens pour paraître aussi grands qu'Alexandre (1).

On aime à savoir par quels degrés un grand homme de guerre s'est élevé. Les exemples des Rosen et des Chevert, de simples soldats devenus lieutenans-généraux et maréchaux de France, ont peut-être produit tous les efforts de cette guerre mémorable. Que faisaient tant de grands capitaines dans ces jours où la liberté, encore fille du ciel, agitait la France sans l'ébranler; où cet astre dont les feux, quand ils sont modérés, versent des bienfaits sur les nations, se leva du fond de l'Amérique qu'il avait

(1) Tel fut l'ascendant du génie de Tacite et de sa

éclairée, pour s'éteindre tout-à-coup dans les ténèbres ou devant les livides clartés des flambeaux de l'anarchie? Paris en appela plusieurs à la première fédération du Champ-de-Mars : fête digne d'un grand peuple! pompe digne des regards d'un héros! Modestes et confondus parmi les jeunes fédérés, nul ne les remarqua et ne prévit leurs grandes destinées, tandis qu'eux, nés pour la guerre et pour la renommée, voyaient leur avenir dans cette alliance auguste et solennelle de tant de citoyens armés, secrétement agités de l'idolâtrie du peuple pour ces grands orateurs, qu'ils devaient un jour effacer par leur gloire. Un pareil souvenir placé

---

vertu, que Rome et la postérité ont cru tous les éloges qu'il a donnés au caractère, aux talens et aux exploits de son beau-père. L'historien doit être, encore plus que l'orateur, *vir bonus dicendi peritus*, un homme de bien éloquent.

au commencement de la vie d'un grand homme, fait palpiter d'espoir le cœur d'un jeune guerrier : c'est la première arme offerte à l'enfance d'Achille ; elle l'enflamme d'un transport soudain, et trahit, malgré lui, l'instinct de son courage.

Les vertus, chez les anciens, furent presque toujours les compagnes du courage, et les talens l'ornement de l'héroïsme. Quels sont les héros que les siècles préfèrent? ceux qu'on peut aimer même en les admirant. L'impitoyable Achille est le seul invincible entre les gueriers d'Homère ; le sensible Hector est le plus grand. Si le lecteur charmé, complice de la vengeance du fils de Pélée, est emporté avec le char rapide qui traîne le corps sanglant d'Hector, son admiration s'arrête pour détester sa fureur ; et le plus vaillant des Grecs en est le plus odieux lorsqu'insensible

aux larmes de Priam il hésite de rendre les restes défigurés de son malheureux fils. On ne lui pardonne d'avoir été implacable, les armes à la main, qu'au moment où, ému par les prières du vieillard d'Ilion, dont les cheveux blancs lui rappèlent la vieillesse plaintive du solitaire Pélée, il pleure cet Hector qu'il vient d'immoler. Quel fut le plus vanté des heureux conquérans que Rome a produits, le plus regreté, lorsqu'il tomba surpris sous le poignard d'une main parricide? ce fut le plus humain, le plus généreux des empereurs, clément *jusqu'à être obligé de s'en repentir* (1); ce héros, *le plus semblable à Alexandre-le-Grand, mais à Alexandre sobre et maître de sa colère* (2); ce vainqueur de Pompée qui fit

---

(1) *Cæsari proprium et peculiare sit clementiæ insigne, quâ usque ad penitentiam omnes superavit.* Pline, liv. 9.

(2) Patercule.

éclater ses regrets à la mort de son rival, lorsque sa perte lui livrait Rome et l'empire de l'univers; ce César qui transmit sa puissance et le nom dont lui seul était digne à d'indignes successeurs. Et parmi nous, n'en doutons pas, un trait d'humanité survivra au fragile éclat des conquêtes. L'avenir dédaignera d'apprendre les noms de tant de provinces envahies : l'esprit accablé du nombre de nos combats refusera de se charger de dates, de siéges et de batailles indécises; mais la mémoire du cœur retiendra à jamais ce trait d'humanité du conquérant de l'Italie, lorsqu'il brisa à Milan les fers de cette jeune religieuse, que le fanatisme avait descendue vivante dans un tombeau. L'historien, qui recueillera ses belles harangues à son armée, leur préférera peut-être ces mots si simples et si touchans, dignes de l'âme d'Hector ou du cœur

de César. « On a voulu punir cette infortunée, écrivait-il, d'avoir suivi le penchant de son cœur, dans l'âge et dans le pays de l'amour. Elle porte sur son visage vingt-deux ans et la mélancolie de ses malheurs ».

« La gloire des conquêtes, dit un célèbre orateur (1), est toujours souillée de sang; c'est le carnage et la mort qui nous y conduisent, et il faut faire des malheureux pour se l'assurer. L'appareil qui l'environne est funeste et lugubre, et souvent le conquérant lui-même, s'il est humain, est forcé de verser des larmes sur ses propres victoires. Si les hommes se donnaient des maîtres, ce ne serait ni les plus nobles ni les plus vaillans qu'ils se choisiraient : ce serait les plus tendres, les plus humains; des maîtres qui fussent en même tems leurs pè-

(1) Massillon. Cette citation fut supprimée par les Censeurs, en 1810.

res. Le titre de conquérant n'est gravé que sur le marbre ; le titre de père du peuple est gravé dans les cœurs ».

On a recueilli les mots heureux, les maximes, les traits de courage, de fermeté, de discipline, de désintéressement et d'humanité. D'Alembert mêla des anecdotes à ses *Éloges historiques*. Plutarque, Tite-Live même sont pleins de ces traits qui raniment l'esprit fatigué du récit des combats. On a dit qu'aucun de nos traits modernes n'égalait ceux des Grecs et des Romains. Si nos belles actions brillent moins dans nos *Recueils*, que celles de Scipion et d'Annibal dans *Tite-Live*, de César dans ses *Commentaires*, et d'Alexandre dans *Quinte-Curce*, c'est qu'à peu d'ouvrages près, nous n'avons que des gazettes ; c'est que les historiens de Rome avaient plus de talent et d'imagination que les nôtres (1). Par

(1) « Un Journal n'est pas plus une histoire, que

imagination, on n'entend pas ici cette faculté qui invente, mais l'heureux don du style qui anime un récit, l'art de choisir les événemens et d'opposer les caractères, de laisser échapper une réflexion ou un trait imprévu

---

des matériaux ne sont une maison. L'histoire ne consiste pas à détailler de petits faits, à produire des manifestes, des répliques, des dupliques. Ce n'est point ainsi que Quinte-Curce a composé l'histoire d'Alexandre ; ce n'est point ainsi que Tite-Live et Tacite ont écrit l'histoire romaine. Il y a mille journalistes, à peine avons-nous deux ou trois historiens modernes. Nous souhaiterions que tous ceux qui broient les couleurs, les donnassent à quelque peintre pour en faire un tableau ». (Voltaire, dans une Lettre à M. Norberg, auteur d'une mauvaise histoire de Charles XII.)

Il est utile de rappeler les préceptes de Voltaire, dans un tems où plus de cent auteurs nationaux et étrangers nous ont donné et nous préparent des histoires nouvelles. Nous avons une histoire de la Révolution qui n'est encore qu'au trentième tome ! Presque tous les mémoires historiques sur cette guerre ne donnent que des relations prolixes, ne décrivent que des mouvemens d'armées. On a cherché, dans cet ouvrage, plus de précision, pour être lu des militaires et des gens du monde.

qui charme dans un historien, lequel doit avoir quelque chose du poète et de l'orateur. Voltaire est peut-être le seul qui ait élevé à la France de beaux monumens historiques. Nul n'a senti, comme lui, l'enthousiasme guerrier. Quelle éloquence noble et rapide dans ces éloges adressés aux officiers morts dans la guerre de 1741, qu'il écrivit avec ce talent dont la France s'honore autant que de leur mort glorieuse! « O mémoire! s'écrie-t-il, ô noms du petit nombre d'hommes qui ont bien servi l'état, vivez éternellement! mais surtout ne périssez pas tout entiers, vous guerriers qui êtes morts pour le défendre. C'est votre sang qui nous a valu des victoires, c'est sur vos corps déchirés et palpitans que vos compagnons ont marché à l'ennemi, et qu'ils ont monté à tant de remparts; c'est à vous que nous devons une paix glo-

rieuse, achetée par votre perte. Plus la guerre est un fléau épouvantable, rassemblant sous lui toutes les calamités et tous les crimes, plus grande doit être notre reconnaissance envers ces braves compatriotes, qui ont péri pour nous donner cette paix heureuse qui doit être l'unique but de la guerre, et le seul objet de l'ambition d'un vrai monarque ». Voltaire veut qu'on prononce des éloges funèbres sur les Français qui ont péri en combattant pour la patrie. « Un peuple qui fut l'exemple des nations, qui leur enseigna tous les arts et même celui de la guerre, le maître des Romains qui ont été nos maîtres, la Grèce enfin, parmi ses institutions qu'on admire encore, avait établi l'usage de consacrer, par des éloges funèbres, la mémoire des citoyens qui avaient répandu leur sang pour la patrie; coutume digne d'Athènes, digne d'une

nation valeureuse et humaine, digne de nous! Pourquoi ne la suivrions-nous pas, nous long-tems les heureux rivaux, en tant de genres, de cette nation respectable? Pourquoi nous renfermer dans l'usage de ne célébrer après leur mort que ceux qui, ayant été donnés en spectacle au monde par leur élévation, ont été fatigués d'encens pendant leur vie? »

Les Français ne savent presque jamais admirer ce qui, chez d'autres peuples, eût été l'objet d'un culte national. Le Sénat de Rome dressa une statue équestre à cette fille intrépide, qui, à la vue d'un camp qu'elle fuyait, passa le Tibre à la nage, au milieu d'une grêle de dards qu'on lui lançait du rivage ennemi; et à peine trouvons-nous quelques villages en France, où soient gravés sur une colonne informe les noms des plus

braves Français qui, le sabre entre les dents, franchirent ainsi de plus grands fleuves sous le feu des canons d'une citadelle emportée malgré ces fleuves et les remparts (1)! Nos prytanées répéteront mille fois le nom d'un Cynégire, qui, poursuivant l'ennemi, arrête une barque persane avec la main droite, qu'on lui coupe, avec la gauche qui lui est coupée encore, et qui enfin la saisit avec les dents; et une tombe commune couvre le nom de cet officier qui, les deux mains blessées, arrachait avec les dents, comme ce Grec fameux, les bois des palissades du retranchement espagnol où il reçut le coup mortel.

S'il faut remonter aux tems fabuleux des anciens peuples pour trouver ces traits français d'audace et d'in-

---

(1) Ecrit en 1805. On a élevé depuis une foule de monumens.

trépidité, on cherche en vain, aux plus belles époques de l'Histoire Romaine, ces formidables armées et cette succession inépuisable et rapide de grands capitaines qui, de nos jours, ont brillé sur le théâtre de la guerre. La postérité s'étonnera que de nouveaux soldats, mal armés et sans discipline, affamés et sans vêtemens, que de simples laboureurs, conduits par de jeunes chefs qu'ils avaient nommés, aient arrêté ce torrent de légions étrangères, et refoulé tant de peuples divers au cœur de leurs états ; que la baïonnette, seule arme des Français, ait emporté tant de remparts, bravé l'artillerie la plus formidable, et que des hymnes guerriers et le pas de charge aient vaincu la tactique la plus savante de l'Europe. Elle ne croira point à ces prodiges de nos jours, si elle oublie qu'il est quelque chose au-dessus de tant

de chefs habiles et d'innombrables ennemis ; l'inébranlable courage et l'ivresse de la liberté.

Quel temps fut jamais plus fécond en miracles de bravoure, que les premières campagnes des Français! la honte de l'intérieur de la république ne les a point effacés. Les hommes simples et valeureux qui prodiguaient leur sang pour nous défendre, aimaient ardemment leur pays. Rome eut un Décius : mille de nos officiers ont trouvé une mort plus glorieuse et plus utile à leur patrie, en se précipitant dans la redoute où ils ont été mutilés ; mille de nos soldats ont monté sur le rempart à travers l'embrâsure du canon qui les foudroyait, et l'ont tourné contre l'ennemi.

Ici, c'est un canonnier qui, à Mons, reste seul parmi tous ses compagnons tués. Il voit son déshonneur dans la fuite ; il encloue son canon, et s'é-

crie : « Tu ne peux plus servir pour la patrie, tu ne serviras pas contre elle » ; et à l'instant il tombe percé de coups de baïonnettes ; là, c'est un grenadier (Pie) dont l'histoire a conservé le nom, qui mortellement blessé, dit à son officier : « Je meurs à côté de mon fusil ; je n'éprouve qu'un regret, c'est de ne pouvoir plus le porter ». Un garde national perd les deux bras près de Maulde ; il pleure de ne pouvoir plus les élever au ciel pour le bénir de ce que les Français ont remporté la victoire. Un sergent des grenadiers, nommé David, reçoit une balle dans le sein ; il la tire avec son couteau, la jette dans son fusil et la renvoie à l'ennemi (1). Ah ! gravons sur l'airain

(1) Voici un trait plus extraordinaire du soldat d'une nation qui a eu aussi son siècle de bravoure : Au siège de Diu, dans les Indes, les puissans efforts de la cour de Cambaie pour emporter cette impor-

le nom de tant de braves ; de ce grenadier blessé à Mons, qui voulait qu'on le jetât dans le fossé où, pour atteindre l'ennemi, on roulait des cadavres; de ce chasseur qui, près de Philippeville, voyant un de nos étendards pris par les Autrichiens, se précipite dans leurs rangs, le leur arrache, et teint de son sang et de celui des ennemis, le rapporte à ses compagnons; de ce citoyen de Lille, qui, au lieu de sauver les meubles de sa maison enflammée, s'élance au haut du clocher pour arracher aux flammes le drapeau de la liberté. C'est à l'exemple de ces jeunes volon-

---

tante place, furent inutiles ; parce que les Portugais qui la défendaient, firent des choses qui parurent au-dessus de l'humanité. Ils poussèrent l'acharnement au point qu'un soldat arracha, dans la chaleur du combat, une de ses dents, et la mit dans son arquebuse au défaut de balles qui lui manquaient.

taires de l'armée de Dugommier, qu'on dut le retour de la discipline : condamnés aux arrêts, ils demandent à sortir pour marcher à l'ennemi, et rentrent d'eux-mêmes en prison après le combat. Un enfant sollicite des magistrats de la ville de Baïonne la permission de combattre à côté de son père : le jour de la bataille de Jemmappes, un vieux invalide apprend que son fils a déserté ; il court prendre sa place, et s'écrie, à chaque coup de fusil qu'il tire sur l'ennemi : Ah ! mon fils, faut-il que le souvenir de ton crime empoisonne des momens si glorieux ! »

On se précipitait dans ce temps-là vers nos frontières menacées : des vieillards cachèrent leurs cheveux blancs sous le casque guerrier ; des femmes trompèrent les yeux sous l'uniforme pour être admises dans

nos camps. La vieillesse bravait les fatigues, l'enfance étonnait l'âge viril, le sexe le plus faible donnait au nôtre l'exemple de l'intrépidité. Le général Dagobert, âgé de 73 ans, montait à cheval tous les jours à quatre heures du matin, pendant l'hiver le plus rude, et à minuit, visitait encore nos avant-postes. Le jeune Harispe, pour sauver son frère, s'avance sur un grenadier espagnol, le pistolet à la main, et le fait prisonnier ; un tambour, âgé de 13 ans, a la main coupée d'un coup de sabre par l'ennemi ; de l'autre main il continue de battre le rappel. Une dame, plus étonnante que la Clélie des Romains, épouse et premier aide-de-camp d'un général français, donne l'éveil à une armée et la sauve d'une surprise, vend ses bijoux pour secourir les malades, et défile tout son linge en charpie pour les blessures des soldats.

La seconde année de la République (1793) voyait à peine s'ouvrir une nouvelle campagne, que sept cent quatre-vingt mille combattans, soutenus dans nos villes par quatre millions de citoyens armés, marchaient avec audace contre les généraux les plus habiles. Nos officiers avaient appris de ces généraux mêmes à les combattre et à s'aguerrir : nos soldats s'étaient formés à la discipline sous de jeunes chefs dont la tactique nouvelle, adaptée à l'impétuosité française, changea, en moins d'un an, la face de l'Europe. La Hollande vit pendant un hiver aussi rigoureux que celui où Charles XII perdit la moitié de son armée, les Français braver les élémens, la faim, les inondations, avancer toujours sur des surfaces de glace, la cavalerie entrer dans un golfe de la mer, courir sur les eaux du Zuiderzée, des

escadrons entourer des vaisseaux et s'emparer, pour la première fois, d'une flotte au milieu des abîmes qui menaçaient de s'ouvrir sous le poids des hommes, des armes et des chevaux. Cent combats décisifs, vingt-neuf batailles rangées, la prise de cent cinquante-deux villes, trois mille huit cents canons, quatre-vingt-dix drapeaux, soixante-dix mille fusils, quatre-vingt mille ennemis tués, quatre-vingt-dix mille prisonniers : c'est par ces incroyables succès que les Français signalèrent leurs secondes armes, et jetèrent dans tous les Etats les fondemens ou la crainte d'autant de Républiques.

L'admiration respirait à peine, qu'un homme extraordinaire s'élève, et livre de plus sanglans combats. Il subjugue l'Italie, marche aux portes de Vienne et force l'Empereur à demander la paix. Avant lui, le destin

se partage entre l'Autriche et la France, voit vaincre et céder tour-à-tour la tactique et l'audace. Bonaparte paraît ! il soumet la fortune et occupe les cent voix de la Renommée par des batailles et des traités.

Lorsque nos descendans, au sein d'une profonde paix, liront nos combats en Egypte, l'Italie deux fois conquise par Bonaparte qui, tel qu'Annibal, y fut toujours victorieux (1), la journée de la Trébia, où Souworow, tout vainqueur qu'il était, avançait en frémissant au nom de Macdonald, la bataille de Zurich où Masséna, nouveau Charles Martel, arrêta d'autres barbares, ses combats sous les remparts de Gênes plus terribles que ceux d'Hector devant Troie, Championnet, avec

(1) *In Italiâ semper superior dicessit.* (Cornelius Nepos.)

douze mille Français sans artillerie, dispersant devant lui une armée de quatre-vingt mille hommes, et détruisant soixante mille *Lazaroni* dans les rues de Naples, où chaque Français combattit un peloton de ces hommes intrépides dans le cercle que sa baïonnette avait décrit, on ose le prédire, nos descendans relégueront parmi les fictions les mêmes prodiges que nous avons vus, et cet héroïsme guerrier, comme celui des premiers Grecs, leur paraîtra trop grand pour l'histoire.

Une nouvelle campagne s'ouvre et finit en un mois (1800)! Pendant qu'Augereau triomphe à Würtsbourg, que Macdonald se précipite avec son armée à travers les glaces du Spulgen, Moreau marche à Vienne effrayée, malgré l'hiver, les remparts et les fleuves de l'Allemagne.

Quel Français touché du malheur des nations, après quinze ans de combats, ne fit pas de vœux pour voir la paix consoler la terre? Mais nulle victoire ne pouvait confondre ces rois, que la monarchie, la république et l'empire avaient vaincus tant de fois? Les batailles de Marengo et d'Hohenlinden auraient été les dernières, si d'un côté l'ambition, de l'autre des ressentimens secrets l'eussent permis.

Puisque le destin des Français était de combattre sans cesse, qui put donc arrêter le cours de leurs triomphes? Celui qui avait obtenu les plus grands, à Austerlitz, à Pultuck, à Friedland, à Vienne dans le palais même des Empereurs. Sans égal dans nos tems modernes, et peut-être dans l'histoire, Bonaparte s'était surpassé lui-même dans la grande armée où il faisait mouvoir trois cents mille combattans avec autant

de précision et de rapidité que Turenne conduisant cinquante mille hommes. Enfin, ses dernières conquêtes l'avaient élevé à ce degré de gloire qui fait taire les calamités dans la nation victorieuse. Ce fut l'époque où les Rois s'allièrent par des mariages à lui et à ses lieutenans, tant la force et la victoire subjuguent les peuples et les souverains même ! Nul mortel n'obtint tant de gloire ; nul n'abusa tant de la fortune.

La France doit honorer à jamais son armée aussi brave que malheureuse. Non, elle ne fut pas défaite dans les déserts de la Russie ; un climat où le froid prive de la vie et le désespoir d'un ennemi qui, de ses mains, brûle ses propres entrailles, triomphèrent, en un moment, du nombre et de la valeur. Le génie d'Alexandre, uni aux forces de Gen-

gis, se fût brisé contre de tels obstacles. Leçon éternelle pour nous, pour les nations qui suivraient des conquérans dans des expéditions lointaines contre des peuples qui savent préférer la mort au joug d'un maître étranger.

L'homme extraordinaire qui avait changé la face du monde est tombé. Le vainqueur de l'Orient, mort, à trente-deux ans, d'intempérance et de débauche, aurait fini comme le vainqueur de l'Europe, s'il eût combattu plus long-tems.

A la sage politique, Bonaparte préféra la force aveugle qui, à la fin, doit périr. Il fit voir, en dix ans, ce que Rome ambitieuse n'éprouva qu'après dix siècles et dans sa décadence. « Cet empire fut détruit, dit Montesquieu, parce que toutes les nations l'attaquèrent à-la-fois et pénétrèrent par-tout. » Bo-

naparte seul, et non la puissance des hommes, pouvait amener les Français à l'un de ces deux partis ; l'abandonner pour rester une nation, ou périr avec lui..... et pour lui !

En retraçant les triomphes de la République, on a cru qu'on devait être juste envers les ennemis, et qu'il serait plus honorable à notre nation de montrer que les peuples qu'elle a combattus avaient autant de bravoure et une tactique savante que nous n'eussions jamais vaincue, sans les prodiges qu'enfantent les révolutions et l'enthousiasme de la liberté. La renommée d'un général ne semble-t-elle pas s'agrandir, si sur ce vaste théâtre de victoires et de revers, on l'oppose à des guerriers tels que le prince Charles et Souworow ? Cette justice qu'on doit à ses ennemis autant qu'à sa patrie,

ne fut refusée en France que dans ce tems malheureux où la barbarie du langage et des mœurs étouffait l'équité. On a effacé comme des taches plus injurieuses pour notre histoire que pour nos ennemis toutes ces expressions sauvages dont on a rempli les relations de nos premiers combats ; là, nos ennemis sont représentés comme des lâches, comme les satellites des tyrans ; lorsque nous, malheureux ! nous avions pour maître un Robespierre (1). Notre amour pour la vérité irait encore plus loin ; si parmi les nations qui se sont armées contre nous, nous connais-

---

(1) Il y a des historiens qui croient faire grand plaisir à un prince, en rabaissant le mérite de ses ennemis. Achille serait moins grand, s'il n'avait pas défait un Hector. D'autres invectivent contre les chefs des ennemis, comme s'ils voulaient les défaire la plume à la main.

LUCIEN.

sions un guerrier plus grand que nos grands capitaines, nous marquerions sa supériorité, et nous ferions le même aveu que fit Nepos dans son histoire, qui sans doute fut lue par Pompée et César : « S'il est vrai, dit-il, comme personne ne peut en douter, que les Romains aient surpassé en courage tous les peuples de la terre, on ne peut nier qu'Annibal, par son génie, ne soit aussi supérieur à tous nos grands capitaines, que le peuple romain l'est par sa valeur aux autres nations. »

Cette opinion fait peut-être moins d'honneur à la franchise de l'historien romain qu'un trait peu connu de Charles XII n'en fit à ce héros. Après la bataille de Narva, où, avec huit mille Suédois il défit le Czar et quatre-vingt mille Moscovites, on

dressa à Narva même une relation de cette victoire pour l'envoyer à Stockholm et aux alliés de Suède. Le vainqueur retrancha de sa main tout ce que l'historien avait dit de trop avantageux pour lui et d'injurieux pour le Czar.

On n'a pu taire la funeste influence de quelques représentans du peuple, sur les armées. Qui ne se rappelle en frémissant leurs dénonciations contre les généraux livrés au tribunal révolutionnaire (1)? L'histoire ne doit pas moins inspirer l'horreur du crime, que graver dans le cœur de beaux exemples et l'amour de la vertu. Le silence, dans un historien, est plus qu'un mensonge ; il est une faiblesse et un hommage secret aux tyrans, redoutables encore lorsqu'ils sont abattus.

(1) Voyez les Vies des généraux Luckner, Custine, Biron, Beauharnais, Dampierre, Hoche, etc.

Si un lecteur craint la peinture des cruautés qui ont déshonoré le gouvernement, la moitié de sa servile assemblée et ses tribunaux sanguinaires, c'est que son cœur l'accuse et le poursuit (1). Quels sont les hommes qui voudraient briser les burins de l'histoire? les mêmes qui craignent qu'une main hardie ne révèle leurs attentats, qu'ils croient oubliés parmi les honteuses lois, les forfaits et les glorieux événemens qui reposent confondus dans les vastes archives de la révolution. Eh! comment retenir son indignation et ses larmes, lorsque nos premiers généraux ont vu arrêter le cours de leur gloire par la basse jalousie de nos décemvirs,

(1) *Reperies qui, ob similitudinem morum, aliena malefacta sibi objectari putent.* Vous trouverez des hommes qui, par leur ressemblance avec de grands coupables, croient qu'on leur reproche leurs crimes par le récit des attentats d'autrui.

lorsque l'admiration pour les exploits est sans cesse détournée vers ce nombre effrayant de victimes, prises jusque dans nos camps, où la victoire n'était pas un asile contre la rage de leurs bourreaux? Si quelques guerriers, malgré eux, soumis à leur puissance, échappèrent à leurs soupçons, leur gloire ne doit pas être plus ternie par l'oubli des tyrans, que celle de Sertorius, de Murenna et de tant d'autres généraux romains qui ne partagèrent point les excès barbares du dictateur Sylla. Le vertueux Germanicus servit sous Tibère, le brave Corbulon, sous le plus méchant des empereurs, le sage Agricola, sous Domitien (1). L'exemple de ce géné-

(1) Germanicus, après avoir appaisé les séditions des soldats et refusé l'empire qu'ils lui offraient, fut persécuté par Tibère et empoisonné par Pison. Néron, jaloux des services de Corbulon, donna l'ordre de le faire mourir. Cet illustre général le prévint;

ral, dit Tacite, nous apprend qu'on peut être grand sous un mauvais prince, et que la soumission modeste, jointe aux talens et à la fermeté, peut donner une autre gloire que celle où sont parvenus des hommes plus impétueux, qui n'ont cherché qu'une mort illustre et inutile à la patrie » (1).

La lenteur qu'on a apportée dans l'impression de cette histoire, promise depuis six ans, prouvera qu'on a voulu ne la donner qu'après avoir recueilli les matériaux les plus authentiques. Notre travail eût été plus

---

il se perça de son épée en disant, *je l'ai bien mérité.* Agricola ne dut une longue carrière qu'à sa prudente modestie et à son éloignement de la cour des empereurs.

(1) Corneille a mis ces vers politiques dans la bouche de Pompée attaché au parti de Sylla, dans sa belle scène de l'entrevue de Pompée et de Sertorius :

> Lorsque deux factions partagent un empire,
> Chacun suit au hasard la meilleure ou la pire,
> Suivant l'occasion ou la nécessité

rapide, si, comme d'autres écrivains, on eût adopté un grand nombre d'articles transportés de quelques recueils dans cet ouvrage. Il eût ressemblé à une de ces compilations qui sortent si souvent des presses *des entrepreneurs en librairie* de Paris. Après avoir reconnu l'inexactitude des sources, où tant d'autres ont puisé avant nous, on s'est livré à des recherches qui eussent effrayé un écrivain moins laborieux. Ce livre ne devant pas être un simple relevé de journaux, on a compulsé les dépôts publics, interrogé les familles des

---

Qui l'emporte vers l'un ou vers l'autre côté.
Le plus juste parti, difficile à connaître,
Nous laisse en liberté de nous choisir un maître;
Mais quand ce choix est fait, on ne s'en dédit plus.
J'ai servi sous Sylla du tems de Marius,
Et servirai sous lui, tant qu'un destin funeste
De nos divisions soutiendra quelque reste.
. . . .
Je lui prête mon bras sans engager mon âme:
Je m'abandonne au cours de sa félicité,
Tandis que tous mes vœux sont pour la liberté.»

généraux morts, les militaires qui ont combattu à côté de ceux qui vivent encore : on a pensé que la France, et peut-être l'Europe, rechercheraient une histoire qui donnerait l'explication de nos étonnans succès par le récit de tant d'exploits, par la peinture du caractère de nos généraux, et quelquefois par celle d'un simple soldat. Si, sous le rapport de dix ans de travail, de recherches et de soins, il était permis de se comparer à un historien célèbre, on pourrait appliquer à cet ouvrage ce que Voltaire a dit de son Précis du siècle de Louis XV : *Deux lignes ont coûté quelquefois quinze jours de lecture.*

Les plus beaux traits de la valeur française sont placés à la fin de cet ouvrage. « Les braves actions de tant d'officiers et de soldats, dit Voltaire, sont innombrables dans toutes les

guerres ; mais il y en a de si singulières et de si uniques dans leur espèce, que ce serait manquer à la patrie, que de les laisser dans l'oubli ».

GÉNÉRAUX

EN CHEF.

« La mort a moissonné l'élite de l'armée. »
Sophocle.

ROCHAMBEAU,

MARÉCHAL DE FRANCE.

JEAN-BAPTISTE-DONATIEN DE VIMEUR DE ROCHAMBEAU, né d'une famille noble, le premier juillet 1725, entra à seize ans, comme cornette, dans le régiment de cavalerie de Saint-Simon. Il se trouva à la bataille de Rocoux, livrée aux alliés par le maréchal de Saxe (1). Colonel, à vingt-deux ans, du régiment d'infanterie de la Marche, il le commanda à

(1) Cette bataille, dit Voltaire, ne fut que du sang inutilement répandu, et une calamité de plus pour tous les partis. Aucun ne gagna ni ne perdit de terrain. Chacun prit ses quartiers. L'armée battue avança même jusqu'à Tongres. L'armée victorieuse s'étendit de Louvain dans ses conquêtes, et alla jouir du repos auquel la saison d'ordinaire force les hommes dans ces pays, en attendant que le printems ramène les cruautés et les malheurs que l'hiver a suspendus.

la bataille de Laufeld : il reçut deux blessures graves, sous les yeux du roi Louis XV et du maréchal de Saxe. Au siége de Maëstricht, il fut chargé par M. de Lowendal de l'investissement de cette place, sur la rive gauche de la Meuse, avec vingt-quatre compagnies de grenadiers. Brigadier d'infanterie et chevalier de Saint-Louis, en 1756, Rochambeau fit le siége de Mahon sous le maréchal de Richelieu. Cette citadelle était regardée, après Gibraltar, comme la place de l'Europe la plus forte par sa situation, par la nature de son terrain, et par trente ans de soins qu'on avait mis à la fortifier. Tout y était impénétrable au canon. Rochambeau descendit dans les fossés malgré le feu de l'artillerie anglaise; on planta des échelles hautes de treize pieds : les officiers et les soldats parvenus au dernier échelon s'élançaient sur le roc en montant sur les épaules les uns des autres. C'est par cette audace difficile à comprendre, que la place fut emportée.

Détaché avec quatre mille hommes dans le pays d'Halberstadt, il prit la forteresse de Regenstein avec quatorze pièces de canon et fit la garnison prussienne prisonnière (1757). Il commanda, à la bataille de Crevelt, une

brigade qui, avec deux autres de l'armée française, résista à toute l'armée du prince Ferdinand.

Colonel du régiment d'Auvergne, il força, à la tête des grenadiers de l'armée, le général Luckner à se retirer dans les gorges de Salmunster : ayant rejoint le corps de M. de Stainville, il enveloppa et détruisit une division de dix mille hommes, où le comte de Fersen, leur général, fut tué et perdit toute son artillerie (1760). Le lendemain, il se trouva, sur le champ de bataille, en tête des forces du prince héréditaire qu'il décida, par ses manœuvres et la bonté de sa position, à se retirer. A la bataille de Clostercamp, il était à l'aile gauche de l'armée; le prince héréditaire, après avoir culbuté le corps de Fischer (1), attaqua le flanc de l'armée pendant la nuit. Rochambeau y porta ses grenadiers et ses chasseurs, et commença le changement de front de l'armée; sa brigade soutint le premier effort de l'ennemi. Ces premières dispositions furent approuvées de M. de Castries, qui fit avancer le reste de ses troupes, et acheva les mouvemens qui décidèrent le succès de cette

(1) Célèbre partisan dans nos armées.

journée. D'Assas, capitaine dans le régiment d'Auvergne, y périt. MM. de Castries et de Rochambeau l'avaient envoyé à la découverte pendant la nuit. A peine cet officier avait-il fait quelques pas, que des grenadiers ennemis, en embuscade, l'environnent et le saisissent à peu de distance de son régiment ; ils lui présentent la baïonnette, et lui disent que s'il fait du bruit il est mort. D'Assas se recueille un moment pour mieux renforcer sa voix ; il crie : *A moi, Auvergne, voilà les ennemis ;* il tombe aussitôt percé de coups. « Ce dévouement, digne des anciens Romains, aurait été immortalisé par eux, dit Voltaire, dont nous avons emprunté ce trait. On dressait alors des statues à de pareils hommes : dans nos jours ils sont oubliés ; et ce n'est que long-temps après avoir écrit cette histoire (1), que j'ai appris cette action si mémorable ».

Rochambeau, maréchal de camp et inspecteur-général de l'infanterie, fut appelé, par le maréchal de Broglie, au commandement de l'avant-garde de l'armée. A la bataille de Filinghamen, il soutint les efforts redoublés d'un corps supérieur d'ennemis. Lorsqu'ani-

(1) *Siècle de Louis XV.*

mé par le combat, il reçut l'ordre d'une retraite, il l'exécuta avec tant d'ordre qu'il n'éprouva aucune perte. Il conduisit un corps de quatre mille hommes pour couvrir la communication de l'armée française, menacée par le prince Ferdinand. Ce général envoya quinze mille hommes pour enlever Rochambeau, et tourner ensuite le camp de M. de Stainville. Rochambeau, averti de son dessein, marcha au-devant de l'ennemi, le combattit cinq heures, donna à M. de Stainville le tems de prendre une nouvelle position, et le rejoignit avec le corps qu'il avait conservé. A la fin de la campagne, il arrêta une irruption du prince héréditaire, le força de se retirer sur l'armée du prince Ferdinand, et prit un camp près de Fritzlar, d'où il couvrit toutes les communications de l'armée (1762). Avec la brigade de Poitou, réunie à la réserve de M. de Stainville, il charge les grenadiers Anglais de milord Granby qui veut couper la retraite de l'armée, et les culbute. Il marche par sa gauche pour suivre le mouvement de la grande armée, et rase les fortifications de Fritzlar.

Il fut placé à la tête l'armée auxiliaire que Louis XVI envoya dans l'Amérique septen-

trionale, révoltée contre l'Angleterre (1780). Le défaut de transports ne permit d'embarquer que cinq mille hommes. Après un combat de mer, à la hauteur de Bermudes, dans lequel le chevalier de Ternay repoussa une escadre anglaise, le général Rochambeau descendit avec ses troupes à Rhode-Island. En quinze jours de travail, il enveloppa son corps et la marine du roi dans des fortifications si redoutables, que le général anglais Clinton, embarqué avec dix mille hommes sur cent transports protégés par quinze vaisseaux de ligne, fut obligé de renoncer au projet d'une attaque combinée par terre et par mer, et retourna à New-Yorck.

Rochambeau passa onze mois sans nouvelles de France, et dans l'attente d'une seconde division. Il rendit néanmoins un service essentiel, en protégeant la marine du roi contre les forces triples des Anglais. Ces forces se réunirent en vain à l'escadre de l'amiral Rodney. L'ennemi se détermina à porter ses desseins vers le sud de l'Amérique, à 300 lieues de Rhode-Island. Les communications par mer semblaient être impossibles, lorsque le général Rochambeau reçut de France des renforts; il s'avança par terre pour rejoindre le général

Washington devant New-Yorck. Après avoir reconnu cette place, et, par les mouvemens de son armée, persuadé au général Clinton qu'il avait résolu de l'attaquer, Rochambeau reçut la réponse de l'amiral de Grasse, qui lui annonçait pour la fin d'août, l'arrivée de son escadre à l'entrée de la baie de Chésapeack, trois mille hommes de troupes qu'il amenait des colonies, et tous les secours maritimes que le général Rochambeau lui avait demandés pour délivrer la Virginie, près de succomber sous les efforts du lord Cornwallis, malgré la vigoureuse défense de La Fayette. Washington, à la tête d'un détachement américain, et Rochambeau avec un petit corps français, qui portait dans son courage la liberté de la colonie, s'avancèrent et se réunirent, en vingt-quatre heures, avec les deux flottes de MM. de Grasse et de Barras, le détachement de La Fayette et celui qui venait des îles, sous les ordres de M. de Saint-Simon. Les armées des plus puissans empires ont souvent livré vingt batailles, sans que la mort de deux ou trois cents mille hommes ait produit une aussi grande révolution que les siéges des petites villes d'Yorck et de Glocester. Huit mille deux cents Anglais posèrent les armes devant l'armée américaine et

française, et lui livrèrent vingt-deux drapeaux et cent quatre-vingts pièces de canon.

La prise d'Yorck-Town et le désarmement de l'armée anglaise en Virginie furent le résultat d'un des plus vastes plans de guerre qui aient été conçus par des généraux d'armée. Ce plan doit illustrer à jamais la mémoire de Washington, de Rochambeau et de La Fayette. Ces trois généraux proposèrent à l'amiral de Grasse de se dérober des îles du Vent avec toutes les forces navales dont il disposait, de cingler vers la Chésapeack, et de venir bloquer les rivières de James et d'Yorck, pour resserrer le lord Cornwallis dans la presqu'île où ils méditaient de l'envelopper. Mais il fallait que, sorti de Rhode-Island avec le corps français, Rochambeau se réunît à l'armée américaine; qu'il trompât sur ses mouvemens, et contînt dans New-Yorck l'armée du général Clinton; enfin qu'il fît, avec une incroyable rapidité, une marche de soixante-six camps successifs, le long des côtes, où les larges embouchures des fleuves et les passages détruits par l'ennemi, retardaient à chaque pas les mouvemens de la petite armée. Malgré ces obstacles, les têtes des colonnes françaises et américaines passaient la Delaware, et atteignaient la Ché-

sapeack à Head-of-Elk, lorsque M. de Grasse mouillait à l'entrée de la baie. La vivacité des attaques, l'habileté des marches et des contre-marches du général La Fayette, entre les deux rivières, avaient non-seulement préservé la Virginie, elles amenèrent le lord Cornwallis à se retrancher à Yorck-Town, là même où il avait été prévu qu'on ferait capituler cette armée, et qu'on fixerait à jamais la liberté et les destinées de l'Amérique septentrionale.

On peut juger de la sensation que fit dans toute la France, alors patriotiquement animée contre l'Angleterre, le retour glorieux d'un des libérateurs de l'Amérique (1783). Rochambeau reçut ces hommages si flatteurs dans une monarchie, lorsqu'on y voit l'accord si rare du peuple et de la cour : il fut nommé chevalier des ordres du roi, et commandant en chef de deux provinces, la Picardie et l'Artois. Le congrès des Etats-Unis, par un *resolved*, lui donna deux pièces de canon de l'armée de Cornwallis où était gravée une inscription glorieuse.

M. de Rochambeau alla commander en Alsace en 1789; il y arriva dans le moment des troubles populaires. Lui seul, peut-être, pouvait calmer cette province par le double as-

cendant de son patriotisme et de sa gloire. Il rétablit la tranquillité, éclaira le peuple, et préserva les villes du pillage des *Prolétaires*.

Lorsque la France craignit les efforts réunis des rois que sa constitution nouvelle éloignait de son alliance, le général Rochambeau fut nommé au commandement de l'armée du Nord, comme le guerrier le plus digne d'être opposé à ces vieux généraux qui avaient humilié la France vers la fin du règne de Louis XV, pris nos colonies, et enchaîné la liberté de la Hollande et du Brabant. Il rétablit toutes les fortifications de cette frontière; il forma à Dunkerque, à Maubeuge et à Sedan, trois camps retranchés qui ont été respectés par l'ennemi (1792). Louis XVI l'éleva alors au grade de maréchal de France. Peu de tems après, ce roi, ou plutôt l'Assemblée nationale qui régnait en sa place, déclara la guerre à l'empereur d'Allemagne, sans qu'il y eût rien de préparé pour une telle entreprise. Le maréchal de Rochambeau fut contrarié dans tous ses plans; on lui en présenta d'absurdes, auxquels il fut forcé de se soumettre. Un général d'armée n'exécute jamais bien que les plans qu'il a trouvés lui-même. Ce fut l'opinion du grand Condé, de Turenne, de Villars; c'est celle

des historiens qui ont défendu l'indépendance des généraux d'armée contre les ordres injustes de leur cour. Le maréchal de Rochambeau se démit du commandement dont, sous un ministre tel que Dumouriez, il ne lui parut pas possible de soutenir la responsabilité. Après cinquante ans de service, il se retira dans sa terre natale, où il mourut chargé d'ans et de gloire (1808).

LUCKNER,

MARÉCHAL DE FRANCE.

NICOLAS DE LUCKNER, d'une illustre maison, naquit le 12 janvier 1722, à Camp, en Bavière. Il entra, comme cadet, dans le régiment de Morasvitzki, au service de l'Electeur, et fit ses premières armes en Hongrie. Il était major du régiment de Ferrary-hussard, lorsqu'il passa au service d'Hanovre avec le grade de colonel. Le roi d'Angleterre, George III, le nomma, en 1760, lieutenant-général et commandant de Ratzebourg. Le corps qui avait toujours vaincu sous lui, dans la guerre de sept ans, ayant été réformé par les ministres, malgré la promesse du Roi, il abandonna, avec un juste ressentiment, toutes les grâces qu'il avait méritées en soldat. Madame de Pompadour, dans ses *Lettres Spirituelles* (1), demande au maréchal de Soubise,

(1) Lettre 58.e, édition de 1781.

en 1762 : « Quel est ce brave Luckner dont on m'a tant parlé, et qui a acquis tant de gloire à nos dépens ? Il faut avouer que les Anglais sont trop bien servis. »

Louis XV voulut ravir M. de Luckner à l'Allemagne par des pensions et des honneurs; ses vues secrètes étaient d'en priver l'étranger, sans jamais l'employer dans ses guerres. Le général de Luckner, tout Français dans le cœur, fut long-tems à deviner cette trompeuse politique des ministres qui l'avaient séduit par l'appât de la gloire offerte dans nos camps, mais qui ne voulaient payer que la valeur oisive d'un général qu'ils adoptaient pour n'avoir plus à le craindre. M. de Luckner, trop soldat pour ramper à la cour, ne savait qu'offrir son bras toutes les fois que la France armait. Il avait perdu dix-huit ans dans ce cruel repos, lorsque l'Assemblée constituante, qui avait d'autres principes que ceux de la Cour, invita Louis XVI à lui conférer le titre de maréchal de France. Plus ce vieux général avait paru négligé par les ministres, plus l'Assemblée Nationale, par le plaisir secret de les humilier et de venger M. de Luckner, voulait que le Roi augmentât les honneurs d'un guerrier qui s'était déclaré

pour la liberté. Les représentans de la nation lui prodiguaient les éloges ; ils disaient à la tribune : « Le général Luckner a battu des Français lorsqu'il commandait des Allemands ; qui ne vaincra-t-il point lorsqu'il sera à la tête des Français ?

Louis XVI l'éleva au commandement de l'armée du Nord (1792). Des délateurs l'accusèrent de trahison ; l'Assemblée nationale opposa son estime aux traits de l'envie ; elle déclara que ce général conservait la confiance de la nation. L'auteur de cette Histoire se rappelle encore d'avoir vu la séance solennelle de l'Assemblée nationale, où ce général en cheveux blancs, conduit par un jeune ministre de la guerre, M. de Narbonne, vint offrir les restes d'une vie glorieuse à la patrie et à la liberté. M. de Luckner, prononça mal son discours ; son accent étranger fit sourire. M. de Narbonne, qui s'en aperçut, dit : « M. Luckner a le cœur plus français que l'accent : il lui est plus facile de gagner une bataille, que de faire un discours. »

Le maréchal de Luckner avait formé son plan de campagne d'après le caractère impétueux de nos soldats : il se déclara pour la

guerre offensive, système opposé aux vues de la Cour et de la moitié de l'Assemblée nationale, qui craignaient de voir renaître en France l'ambition des conquêtes. Malheureusement, l'armée était sans discipline. L'égalité absolue, introduite dans nos camps, ne laissait voir dans le baron de Luckner qu'un noble odieux, ennemi de la liberté, à laquelle il avait feint de se sacrifier pour s'élever au commandement des armées.

Ce général voulait être également fidèle au Roi et à la constitution nouvelle; erreur, ou plutôt dévouement sublime qui perdit, depuis, tant de citoyens vertueux, à la fois sujets fidèles et amis de la liberté. Il se plaignait avec courage de ces clubs d'ignorans et de factieux dont les discours soulevaient l'armée contre les officiers, et de ces lâches payés secrétement par l'ennemi pour crier à chaque combat : *Nous sommes trahis, sauve qui peut.*

Le 13 de juin 1792, l'armée du Nord s'empara de Menin ; l'avant-garde, commandée par le général Valence et le maréchal de Luckner en personne, prit Courtray, défendu par les Autrichiens. Le maréchal s'exposa comme un simple soldat. Plusieurs officiers lui ayant reproché l'excès de son courage : « Bon, mes

amis, répondit-il, les balles respectent les braves ». L'indiscipline des soldats causa ses revers. Pendant sa retraite, l'arrière-garde, aux ordres de M. de Jarry, fut assaillie de quelques coups de fusil tirés des fenêtres du faubourg de Courtrai : ce général y fit mettre le feu. Les ennemis du maréchal de Luckner lui reprochèrent cette barbarie qu'il n'avait point commandée, et dont il eût puni l'officier qui s'en était rendu coupable, s'il avait eu près de lui un conseil militaire; mais l'impunité était alors assurée à des crimes que les coupables couvraient du prétexte de la liberté ou du salut des armées.

Le Conseil exécutif de la République nomma M. de Luckner généralissime des armées du Nord, du centre et du Rhin. Dumouriez ne l'éleva à ce poste dangereux, que pour montrer l'impuissance d'un vieillard de soixante-douze ans, et le renverser. Ses intrigues le rendirent suspect à la nation : la Convention lui permit de se retirer dans une ville de la république. Il avait choisi Strasbourg, lorsque le Comité de Salut public le fit enlever, de nuit, dans sa retraite. Des gendarmes le traînèrent à l'Abbaye, où ils le laissèrent, pendant un mois, étendu sur la paille dans un

noir souterrain. « Il était si sûr de son innocence, m'a écrit son fils, M. le comte de Luckner, grand-bailli dans le Holstein, qu'il ne voulut jamais quitter la France, malgré la terreur et les instances de toute sa famille. Le tribunal révolutionnaire le condamna, après un quart-d'heure d'audience, à avoir la tête tranchée, sur l'accusation ordinaire *d'avoir conspiré contre la Nation.* Il fut sur-le-champ envoyé au supplice ; et, dans la crainte qu'il ne fût délivré par le peuple, le bourreau, au lieu de le conduire avec la lenteur d'un convoi funèbre, reçut l'ordre d'aller au galop.

Des écrivains trompés ont peint M. de Luckner comme un soldat qui ne sut que combattre, abandonné à l'ivresse et à de grossières voluptés. Ces reproches ne peuvent ternir sa mémoire qu'auprès des hommes qui ne l'ont pas connu. Celui qui écrit son histoire l'a vu dans ces tems déplorables où le mépris de l'ancienne politesse et l'oubli des devoirs commençaient à gagner la nation, depuis la lie du peuple jusqu'aux classes les plus élevées : il peut attester, devant la postérité qui commence pour M. de Luckner, que ce général connut une autre gloire que celle des armes. Il avait l'esprit orné des chefs-d'œu-

vre de sa langue. Je lui ai entendu réciter tout Klopstock par cœur. Aucun ouvrage historique de sa nation ne lui était inconnu. Il s'exprimait difficilement en français ; ce qui lui fit refuser de l'esprit par ceux qui n'auraient pas su parler sa langue. Un défaut plus réel de son caractère fut l'avarice, vice qui obscurcirait la gloire d'une profession moins belle que celle des armes. Il vint en France avec la réputation du plus habile partisan de l'Allemagne ; et s'il eût commandé dans des tems plus heureux, il eût mérité le nom d'un des grands capitaines de l'Europe.

DUMOURIEZ,

GÉNÉRAL EN CHEF. (1)

Son origine ; ses plans ; ses intrigues. — Il fait déclarer la guerre à l'Autriche, diffame les généraux en chef pour les supplanter, flatte tour-à-tour le roi et les jacobins, succède au général La Fayette, après le dix août 1792.

DUMOURIEZ (C.-F.), né à Cambray, le 26 janvier 1734, est fils d'un commissaire des guerres, auteur d'une imitation en vers de *Richardet.* Voltaire à qui ce poëme fut dédié lui donna un moment de célébrité. Dumouriez, que nous avons vu, en France, adopter le système de la plus absolue égalité, s'est fa-

(1) On a considéré comme finie la carrière de ce général célèbre, âgé de 86 ans et vivant dans la retraite à Londres. On ne pouvait l'ometre, sans interrompre la suite des grands événemens : on n'a fait une exception que pour lui seul.

briqué une généalogie, dans les pays étrangers. On croyait autrefois difficilement aux généalogies tardives : on croit moins encore à celles qui ont attendu la révolution pour se montrer. Si l'on peut ajouter foi aux Mémoires de Dumouriez écrits par lui-même, il descend d'une famille ancienne au parlement de Provence, appelée Perrier (1).

Ce général, que j'ai connu robuste et ramassé, à soixante-sept ans, fut très-faible dans son enfance. Il entra, à quatorze ans, comme cornette au régiment d'Escars cavalerie. Le jeune Dumouriez se distingua dès son entrée au service; il fut blessé au combat

(1) C'est à un des ancêtres de cette maison, que le célèbre lyrique Malherbe a adressé des stances, pour le consoler de la mort de sa fille enlevée à la fleur de ses ans.

« Ta douleur, du Perrier, sera donc éternelle ?
« . . . .
« Et Rose, elle a vécu ce que vivent les Roses,
« L'espace d'un matin.

Nous avons connu à Paris, en 1792, un homme de la famille du Perrier; il avouait Dumouriez pour son parent. Il est vrai que c'était dans le temps où ce général était Ministre des affaires étrangères, et pouvait donner des ambassades.

d'Emstetten et à la bataille de Clostercamp. « A vingt-deux ans, écrit-il dans ses Mémoires, j'avais reçu la croix de Saint-Louis et vingt-deux blessures ». Réformé à la paix de 1763, il se mit à voyager *pour étudier les langues et les mœurs des peuples;* on disait alors qu'il était espion du ministère de France. Il alla tour-à-tour offrir ses services aux Génois et au général Paoli qui combattaient, les Gênois pour la domination, Paoli pour la liberté de la Corse. Refusé par les deux partis, il passa dans cette île où tout homme, avec un uniforme et du courage, était bien reçu pendant le feu des discordes civiles; il se joignit à un adversaire de Paoli, et fut battu par ce général devant Bonifacio. L'esprit d'intrigue qu'il avait reçu de la nature, lui ayant mal réussi, il revint en France, et proposa des plans pour s'emparer de l'île de Corse. Le ministère les reçut avec la défiance qu'on a pour un aventurier, et en profita depuis. Dumouriez parcourut alors l'Espagne et le Portugal, chargé encore de ces missions secrètes que les gouvernemens dérobent quelquefois à leurs ambassadeurs, pour les donner à *ces espions moins honorables, qui peuvent,* dit Voltaire, *avertir toutes les Cours des desseins*

d'une seule, donner à-la-fois l'alarme à l'Europe, et garantir les plus faibles des invasions que le plus fort est toujours près d'entreprendre.

Dumouriez donna, à son retour, un ouvrage intitulé : *Essai sur le Portugal.* La conquête de la Corse ayant excité l'ambition de la Cour de France, pour prix des instructions qu'il avait remises, il se fit nommer aide-maréchal-général-des logis, dans l'armée qui devait la soumettre. Il fut fait colonel, se brouilla avec tous les généraux, et déplut surtout à M. de Marbœuf, gouverneur de l'île, par sa prétention à vouloir qu'on suivît ses avis, et par son penchant à railler ses supérieurs. Le duc de Choiseul l'envoya, en 1770, en Pologne, comme ministre auprès des confédérés, pour les animer contre la Russie. « J'y fis deux campagnes en chef et de grandes négociations avec des succès très-variés, dit Dumouriez ; mais comme les mesures des Polonais étaient mal prises, leur révolution tourna mal, et leur pays fut partagé ». Il publia un an après, un ouvrage sur le service des troupes légères. Envoyé à Hambourg, en 1773, il passa les bornes qu'on lui avait prescrites, dans une négociation relative

(1) Siècle de Louis XIV, chap. II.

aux affaires de la Suède. Il fut mis à la Bastille d'où il envoya des conseils aux ministres qui l'avaient puni. A la mort de Louis XV, la lettre de cachet fut levée. Pour être singulier en tout, il épousa sa nièce. Nommé, en 1776, un des commissaires chargés d'examiner où l'on pourrait construire un port de guerre sur la Manche, il fit d'abord rétablir, pour lui, le commandement de Cherbourg, et décider ensuite en faveur de cette ville la préférence qui lui était disputée par la Hogue. Il proposa alors, pour attaquer les îles de Jersey, Guernesey et de Wigt, deux plans qui furent rejetés. Il s'anima par le refus, et en envoya dix autres aux ministres qui, vaincus par sa constance et ses vues ingénieuses, l'auraient employé, si on eût fait une descente en Angleterre. Dumouriez se donne, dans ses mémoires, tout l'honneur d'avoir prédit la révolution de l'Amérique anglaise. Il fut, pendant onze ans, occupé des travaux de Cherbourg. A son arrivée, cette ville n'avait que sept mille habitans; il la laissa peuplée de vingt mille âmes: c'est la seule fois qu'il ait également servi la France par son zèle et par son repos.

Il était brigadier des armées du roi, lorsqu'il se rendit à Paris pendant l'hiver qui sui-

vit la convocation des Etats-généraux. Il y publia un ouvrage plein d'idées libres, qui ne le firent point nommer député. Il revint à Cherbourg où il lui fut plus facile d'être élu commandant de la garde nationale. Mais les places de la capitale excitaient seules son ambition. Il y vint, en 1790, se faire recevoir dans la société des Jacobins. Il fit plusieurs pamphlets; il eut la maladresse (inconcevable dans un homme qui ne voulait que s'élever) d'en publier un contre les *amis des Noirs*. Forcé d'attendre que le tems eût effacé ce délit contre l'égalité, il tourna ses vues vers la Cour; il accabla le roi, les ministres et la reine de ses plans pour le *bonheur de la France*. Dans une de ses lettres à Louis XVI, qu'on a trouvée depuis, il s'afflige que sa naissance ne lui permette pas d'approcher de *son roi*. Il partit pour le Brabant, dans le dessein de servir la révolte de ce pays contre l'Empereur, beau-frère du roi de France qu'il avait vainement flatté. Il fut mal accueilli des chefs de cette révolution, revint à Paris, et chercha à s'unir d'ambition avec Mirabeau, qu'il avait d'abord combattu dans quelques écrits. On croit que ce député, pour se délivrer d'un intrigant dont l'amitié était importune, le fit

nommer au commandement de la douzième division de l'armée. Mais Dumouriez, dédaignant un emploi où il ne serait point remarqué, resta à Paris, et fatigua encore les ministres, de ses plans politiques et militaires. Lorsque Louis XVI abandonna sa capitale, ce général écrivit à Barrère, membre de l'Assemblée constituante, qu'il allait rassembler les troupes de son commandement pour défendre la représentation nationale. On voit que ses offres de service s'adressaient toujours au pouvoir nouveau, qui pouvait le venger du pouvoir qui ne l'avait pas aperçu.

Il marcha contre les premiers rassemblemens de la Vendée, et les dissipa : il revint à Paris, flatta les Jacobins, et se fit nommer commandant de l'Alsace sous le maréchal de Luckner. Devenu ministre des affaires étrangères, malgré le roi, il invectiva contre la maison d'Autriche, et fit déclarer la guerre avec une précipitation qui faillit à perdre la France. Rien n'y était préparé pour résister aux forces de l'empereur; mais Dumouriez avait vu dans la guerre le principe de sa fortune et un commandement. Ce n'est presque jamais autrement que les intérêts des peuples

sont traités par les ministres, si les ministres ont de l'ambition. Il ne fit que passer au ministère de la guerre; Louis XVI l'éloigna avec deux autres ministres, partisans secrets de la république. Pendant que l'Assemblée législative accusait du renvoi des ministres le comité autrichien des Tuileries (on nommait ainsi le conseil secret de Louis XVI, dominé par la reine), Dumouriez fit rendre à cette Assemblée un décret qui l'autorisait à servir comme lieutenant-général à l'armée du maréchal Luckner, qu'il avait en vue de supplanter. Là, il devint plus attentif aux passions et aux événemens, pour se déclarer en faveur de la monarchie ou de la république. Quand il vit l'opinion dominante entraîner Louis XVI à sa perte, il envoya à l'Assemblée nationale un mémoire où il exagérait les premiers échecs de l'armée, diffamait La Fayette, et accusait les généraux d'*incivisme*, pour les remplacer. Cet écrit hâta la révolution qui priva le roi de son trône, et accrut l'animosité des Jacobins contre le général La Fayette, qui prit la fuite après le 10 août 1792. Dumouriez, délivré ainsi de ses rivaux, fut nommé général en chef des armées, par le nouveau conseil exécutif de la république.

Victoire de Valmi. — Bataille de Jemmappes. — Dumouriez s'empare de la Belgique.

L'ARMÉE française avait été toujours battue: les soldats étaient sans discipline et sans expérience, en présence de généraux ennemis dont la tactique passait pour la plus savante de l'Europe. Le roi de Prusse et l'empereur d'Allemagne, réunis aux émigrés français, déjà maîtres de Longwi et de Verdun, s'avançaient dans la Champagne. Dumouriez rassemble, dans le camp de Grand-Pré, l'armée de ligne, et l'unit aux nouveaux bataillons, que l'enthousiasme de la liberté faisait sortir des villes comme des hameaux. Il remporta une première victoire à Valmi sur les Prussiens, par l'habileté des généraux Kellerman et d'Aboville. Ce dernier avait admirablement disposé l'artillerie; elle seule décida du succès de cette journée. Alors Dumouriez commença à négocier avec le roi de Prusse. L'assurance donnée à ce souverain que Louis XVI, prisonnier de la Convention, ne serait pas condamné

sa politique intéressée, les millions qu'on lui offrit, la saison pluvieuse et les maladies de son armée décidèrent sa retraite. Dumouriez aurait pu tailler en pièces son arrière-garde; il ne la poursuivit pas. Il paraît aujourd'hui certain qu'il avait fait la convention secrète, avec le roi de Prusse, de sauver Louis XVI, et qu'il ne profita pas de sa victoire, à Valmy, pour se ménager un appui dans les révolutions qu'il prévoyait. Tout fut crédulité et tromperie dans ce traité : Dumouriez produisit une fausse lettre de Louis XVI, dont la signature bien imitée trompa le roi de Prusse, et les millions promis ne furent point comptés; le Conseil qui gouvernait la France, riait en secret des Parisiens auxquels il faisait accroire qu'on avait détruit jusqu'au dernier Prussien : il n'avait promis la grâce de Louis XVI que pour détacher Frédéric-Guillaume II des rois alliés contre la République. Dumouriez revint à Paris. Dans une séance des Jacobins, il harangua le peuple, reçut le bonnet rouge des mains de Robespierre, l'embrassa aux yeux de l'Assemblée, et partit pour l'armée n'ayant de républicain que ce frivole emblème de la liberté.

Il prépara à Valenciennes l'invasion de la

Belgique; il dit à son armée : « Entrons dans ces belles provinces comme des libérateurs et des frères ». Il adressait en même tems aux Belges une proclamation, pour les porter à la révolte contre leur souverain. Il attaqua les Autrichiens dans leur camp retranché; avant la bataille, il montra à ses soldats les hauteurs de Jemmappes, en s'écriant : «Voilà l'Autrichien, qu'il soit précipité ! la baïonnette en avant ! c'est la seule tactique digne de votre courage ». Quarante mille Français gravissent ces hauteurs, marchent contre cinquante redoutes qui recèlent trente mille Autrichiens et deux cents pièces d'artillerie. Il y eut un instant de désordre, inévitable dans une première bataille. Dumouriez rallie lui-même sa cavalerie qu'il précède, et met en fuite celle de l'ennemi. Cette bataille fut décisive; les Français y parurent supérieurs par l'artillerie et l'arme blanche; Dumouriez déploya une bravoure surnaturelle ; il emporta le village de Carignan comme un simple capitaine d'avant-garde. Monté sur un cheval rapide, il courait aux deux extrémités de sa ligne foudroyée par la mitraille et les boulets de cent bouches d'airain. Les soldats croyaient ne pouvoir pas assez prodiguer leur vie pour un tel général.

Un trait peindra leur dévouement: il voulut emporter les retranchemens du Mont Parisel. Il appelle tous les grenadiers : « Camarades, leur dit-il, c'est pour la liberté des peuples que nous combattons. Vous savez que les soldats des despotes craignent l'arme blanche; je vous demande si nous ne pourrions pas emporter le Mont-Parisel? sa prise nous rend maîtres de Mons ». Les grenadiers s'écrient : « Marchons »! Ils jettent fusils et gibernes, escaladent la montagne le sabre à la main, et enlèvent toutes les redoutes. Mons ouvrit ses portes à la troisième sommation qu'on lui fit. Les Français entrèrent à Bruxelles, à Ath, à Tirlemont, à Liége; et Dumouriez, maître de tous les Pays-Bas, fit prendre à son armée des quartiers d'hiver sur la Roër et sur la Meuse.

Il ne fallait qu'un plan heureux, secondé des ministres, dans la campagne qui devait s'ouvrir, pour chasser au-delà du Rhin les alliés retranchés à Coblentz, à Trèves et à Luxembourg; mais Dumouriez s'était attiré la haine des *Sociétés populaires* et des dominateurs de l'Assemblée nationale : les ministres avaient envoyé dans son armée des commissaires, dont les vols soulevaient les habitans;

ils dépouillèrent les églises, dans un pays où la religion exerçait son empire. Les cœurs s'éloignaient tous les jours des Français; néanmoins Dumouriez fit le dessein de s'emparer de tout le pays entre la Meuse et le Rhin, et de pénétrer dans le cœur de la Hollande. Il vint à Paris solliciter des forces nouvelles; il y renouvela ses plaintes contre Pache, ministre de la guerre; il l'accusa d'avoir laissé l'armée sans secours. Il dit, dans ses mémoires, que le second sujet de son voyage était de sauver le roi. Mais ne voyant que le parti de la Gironde qui passait pour le plus modéré, il devint odieux à celui de la Montagne : il finit par déplaire à toutes les factions. Alors sa passion la plus vive était de jouer le rôle d'un chef de parti; il y eût sacrifié le plus beau commandement et la gloire réelle de garder ou d'étendre ses conquêtes. Par une fatalité qui l'a perdu, il paraissait moins touché de sa puissance militaire qu'avide de dominer Paris et la Convention. L'adresse d'un Cromwel eût échoué contre la violence du peuple et l'ambition de deux ou trois cents petits tyrans audacieux et fanatiques qui ne retenaient leur pouvoir qu'en précipitant le peuple à des extrémités nouvelles. Dumouriez essaya de les

dominer, en parlant d'ordre et de modération; il se vit poursuivi par des libelles et les fureurs de Marat. Il chercha un asile à la campagne. Il y prétexta une maladie pour n'avoir pas d'opinion pendant le procès de Louis XVI. Ce général, qui semble pleurer la mort de ce prince dans ses mémoires, garda alors le silence. Il ne parut qu'un ambitieux timide.

Perte de la bataille de Nerwinde par l'armée française.— Retraite de Dumouriez vers les frontières de France. — Il cherche à soulever son armée. — Sa fuite. — Portrait de ce général.

DUMOURIEZ, au milieu des factions, n'avait jamais perdu de vue son projet d'envahir la Hollande. Il écrivit de Paris à Miranda, l'un de ses lieutenans, de faire les préparatifs de cette conquête; il lui ordonna de négocier à Anvers un emprunt de huit millions de florins, ou de l'imposer de force sur les premiers négocians et sur le clergé. Miranda ouvrit la campagne, le 15 février 1793, par le bombardement de Maëstricht: Dumouriez s'empara lui-même, en quelques jours, de Bréda, Klundert et Gertruydemberg, et mit le siége devant Williamstadt et Berg-op-Zoom. Il s'était fait précéder d'une proclamation, où il invitait les Hollandais à secouer le joug de la maison d'Orange. Pendant qu'il est tout entier à cette nouvelle expédition, qu'on l'a blâmé d'avoir

entreprise, lorsqu'il était à peine assez fort pour garder la Belgique, le prince de Cobourg, suivi de quarante mille hommes, attaque la grande armée que Dumouriez venait d'affaiblir par son absence, par les corps qu'il avait détachés, et par une faute plus grande en divisant cette armée au bord de la Roër. Le prince autrichien renverse nos avant-postes près d'Aldenhoven, se présente le lendemain devant Maëstricht et en fait lever le siége. Dumouriez ne put réunir que quarante-cinq mille hommes dans la plaine de Tirlemont. L'avant-garde ennemie fait d'abord replier nos soldats. Dumouriez reparaît sur le champ de bataille et lui fait éprouver à son tour une perte de douze cents hommes. Il voulut arrêter le prince de Cobourg en lui livrant bataille. On a dit qu'elle fut résolue contre toutes les règles de l'art, sans doute parce que ce général l'a perdue. On n'a pas voulu voir qu'il était dans une situation extrême ; une retraite savante eût passé pour une déroute, et il était perdu aux yeux de son gouvernement, si son armée reculait devant le prince autrichien. L'ambition et la confiance d'un général dans sa fortune lui firent tenter le hasard des batailles dans la plaine de

Nerwinde. Le duc de Chartres qui commandait le centre de l'armée, et Valence qui conduisait l'aile droite, combattirent avec une valeur admirable. La victoire, fixée du côté des Français au commencement du combat, changea en revers par la trahison de Miranda. Ce général s'éloigna du champ de bataille, et laissa les autres divisions ouvertes aux Autrichiens. La perte des Français fut immense; on a dit que les cavaliers autrichiens ne pouvaient plus remuer le bras dont ils avaient sabré nos soldats dans une mêlée sanglante. Le général français profita de la lassitude de l'ennemi pour sauver le reste de l'armée; mais le découragement et l'opinion que les généraux avaient trahi, la firent se débander. Si l'Autrichien eût connu ce désordre, il eût taillé en pièces jusqu'au dernier soldat. L'armée se réfugia aux frontières de Flandre et du Hainaut. Cette Belgique, qui avait coûté tant de sang et trois grandes batailles, fut reprise en vingt jours par les Autrichiens.

Dumouriez croyait entendre dénoncer ses revers aux Jacobins; son commandement était envié. Il jugea qu'il ne pouvait sauver ses jours que par une révolte contre le gouvernement, et qu'une retraite sur les terres étrangères,

s'il ne livrait nos places fortes, l'exposait, comme le général La Fayette, à être enfermé dans les cachots de l'Autriche. Il annonce soudain, dans une proclamation, qu'il va à Paris dissiper les *anarchistes*, et protéger la Convention qu'ils oppriment. Il prouva, dans ce dessein difficile, qu'il ne connaissait pas l'esprit de son armée. Il s'en était laissé voir pendant qu'il traitait avec un prince Autrichien; elle était dans cette ferveur de la liberté qu'aucun général ne pouvait balancer. L'armée se crut trahie, et passa en un instant de l'amour à la haine. Dumouriez, avec une valeur héroïque et une activité comparable à celle de César, n'avait ni le génie de Cromwel, ni l'esprit de Monck. Pour qu'un général séduise son armée, il faut, par des années de combats et un long éloignement, qu'elle s'accoutume à le regarder comme la patrie. Un Germanicus, un Agricola, sous de mauvais princes, auraient pu soulever des soldats romains; ils étaient soutenus par dix ans de gloire dans les camps, et par le souvenir de leurs ancêtres, dont le peuple révérait les images. Dumouriez n'était connu de son armée que depuis un an; et quoique l'égalité proclamée lui tînt lieu de naissance, elle ne voyait en lui qu'un aventu-

rier malheureux, qui pouvait être remplacé par un général fidèle à la république. A peine son dessein fut-il connu, qu'une foule d'officiers et tous les volontaires nationaux l'abandonnèrent : au même instant, quatre commissaires de la Convention arrivent au camp pour s'assurer de sa personne. A leur tête était Camus, républicain rigide et juge inexorable. Il avait fait connaître la crainte à Dumouriez par une action de vigueur ; un jour que ce général se plaignait qu'on lui attribuât les desseins de César, Camus lui dit : « Vous avez raison de renoncer à cette envie ; si vous étiez César, je serais Brutus » ; et il lui mit un pistolet sur la poitrine. Ce même représentant du peuple présenta à Dumouriez le décret qui l'appelait à la Convention. Dumouriez le lut, sans changer de visage. Il dit à Camus que cette décision serait funeste dans un moment où l'armée affaiblie et mécontente se débanderait, si son général s'éloignait. Il offrit sa démission. Camus lui demanda : « Après avoir donné votre démission, que ferez vous ? — Ce qu'il me conviendra, lui répart le général ; mais je vous déclare sans détour que je ne me rendrai pas à Paris pour me voir condamner par un tribunal révolution-

naire. — Vous ne reconnaissez donc pas la Convention? — Je ne reconnais pas le tribunal de sang où l'on veut me traîner, et tant que j'aurai ce fer dans la main je ne m'y soumettrai jamais. Si j'en avais le pouvoir, il serait aboli comme l'opprobre d'une nation libre ». Un des députés, Bancal, lui cita les exemples de résignation des plus fameux Romains. « M. Bancal, lui répondit Dumouriez, nous nous méprenons toujours sur nos citations, et nous défigurons l'histoire romaine; nous excusons nos crimes par l'exemple de leurs vertus. Ces Romains n'ont pas tué Tarquin : ils avaient une république bien réglée, et de bonnes lois; ils n'avaient ni clubs de Jacobins, ni tribunaux révolutionnaires. Nous sommes dans un temps d'anarchie : des tigres veulent ma tête, et je ne veux pas la donner. J'ai passé le mois de janvier à Paris, et sûrement Paris ne s'est pas calmé depuis mes revers. Je sais par vos journaux les plus authentiques, que la Convention est dominée par un monstre nommé Marat; que les Jacobins en remplissent les tribunes. La Convention ne pourrait pas me sauver de leur fureur; et si je pouvais prendre sur ma fierté de comparaître devant de pareils juges, ma contenance seule

m'attirerait la mort ». Camus revenait toujours à l'ordre de la Convention, qu'il rendait plus effrayant par sa rudesse républicaine. Dumouriez l'accuse, dans ses mémoires, de s'être seul opposé à une conciliation, vers laquelle penchaient ses trois collègues; il dit que s'ils se fussent décidés à retourner à Valenciennes, pour informer, de cette ville, la Convention des motifs qui empêchaient le général en chef de se séparer de son armée, il aurait commis l'imprudence de les laisser aller. « Je vous jure, reprit Dumouriez, que je ne cherche pas à éluder un jugement; je vous promets sur ma parole d'honneur, et les militaires y sont fidèles, que dès que la nation aura un gouvernement et des lois, je rendrai compte de ma conduite. Je demanderai moi-même un tribunal. Aujourd'hui ce serait un acte de démence ». Les commissaires de la Convention s'éloignèrent pour délibérer. Dumouriez avait fait ranger en bataille, dans sa cour, le régiment des hussards de Berchigny, et ordonné à un officier, dont il était sûr, d'être prêt à exécuter avec trente hommes ce qu'il ordonnerait. Le représentant du peuple Camus avait déjà vu ce régiment sous les armes, sans montrer un instant d'irrésolution.

Pendant que la crainte se répandait sur les visages de ses officiers, Dumouriez, avec sa sérénité ordinaire, s'approcha du médecin de l'armée, M. Menuret, et lui dit en riant : « Hé bien docteur, quel topique conseillez-vous de mettre sur cette plaie ? — Le même que l'an passé au camp de Maulde, répond le médecin : un grain de désobéissance ». Au bout d'une heure, les députés rentrent dans la salle. Camus dit d'un ton brusque : « Citoyen général, voulez-vous obéir à la Convention nationale et vous rendre à Paris ? — Pas dans ce moment-ci, répond Dumouriez. — Vous désobéissez à la loi. — Je suis nécessaire à mon armée. — Eh bien, je vous suspends de vos fonctions ; vous n'êtes plus général. J'ordonne qu'on ne vous obéisse plus, et qu'on s'empare de vous. » Il faut remarquer que Camus n'avait pas un soldat à ses ordres ; tout était soumis aux volontés de Dumouriez. Cette audace a été regardée par les uns comme un trait de démence, et par d'autres comme celui d'un courage sublime. Tous les officiers font éclater des murmures. Camus, avec la même fermeté, ordonne qu'on lui dise les noms de ces militaires ; cent noms sont prononcés d'un seul cri menaçant. Dumouriez lui amenant

deux jeunes femmes, dit : « Voici les demoiselles Ferlich ». C'étaient deux filles guerrières, douces sous la tente du général, très-courageuses un jour de combat. Les Autrichiens avaient brûlé leur maison, qu'on faisait rebâtir aux frais de la république. Une d'elles dit : « C'est affreux » ! Tous les officiers s'écrient : « on veut nous enlever Dumouriez notre père, Dumouriez qui nous mène à la victoire » ! Dumouriez commande en allemand aux hussards d'entrer. « Arrêtez ces quatre hommes, dit-il à l'officier, et qu'on ne leur fasse pas de mal ». « Général Dumouriez, s'écrie Camus, vous perdez la république. » — « C'est vous plutôt, vieillard insensé ! » On les fit monter dans une voiture entourée de hussards qui les livrèrent au général autrichien Clairfait, comme des ôtages qui répondraient des excès auxquels on pourrait se porter à Paris contre la famille royale.

Dumouriez venait d'ordonner à Miasinski, son lieutenant, d'aller s'emparer de Lille. Miasinski se laissa attirer sans sa division dans la ville, par une ruse des représentans du peuple, qui l'envoyèrent au tribunal révolutionnaire. Dumouriez tenta aussi vainement de s'assurer de Valenciennes; le général Ferrant

lui en ferma les portes. Il osa se montrer au camp et haranguer les troupes. S'il fut troublé par les murmures des soldats, il fut encore plus effrayé du silence de ses officiers. En s'avançant vers Condé pour s'assurer de cette place, il rencontra une colonne de trois bataillons de volontaires nationaux. Etonné d'une marche qu'il n'a pas ordonnée, il s'arrête pour les laisser passer. Un soupçon l'éclaire; il s'éloigne à cent pas, dans une terre labourée. La colonne se met alors à le poursuivre avec des cris : « Arrête, arrête ». Il arrive au bord d'un fossé; son cheval refuse de le franchir; il le passe à pied. Il n'échappa à dix mille coups de fusils qui furent tirés que par la vitesse d'un autre cheval que lui donna le domestique du duc de Chartres.

Cependant de nouveaux commissaires de la Convention avaient rallié l'armée sous les murs de Valenciennes, et nommé Dampierre général en chef, pour l'opposer à Dumouriez. Ce général abandonné et fugitif, envoya une nouvelle proclamation aux corps qui lui restaient soumis : il promettait le rétablissement de la royauté constitutionnelle, dans la personne du fils de Louis XVI ; il annonçait que le prince de Cobourg était d'accord avec lui.

Il n'avait pas réussi en colorant sa marche sur Paris de l'intérêt de la Convention ; il acheva de soulever contre lui ces républicains, en déclarant qu'il voulait placer un roi sur le trône. Ce dernier effort est une preuve de plus qu'il se connut mal lui-même et son armée. Dumouriez, avec de l'esprit, n'avait pas le génie qui attend et saisit le moment propice aux desseins de la politique. N'osant plus se présenter devant ses troupes, il resta à l'armée autrichienne avec trois ou quatre mille Français qui vinrent s'y réfugier. La Convention l'avait mis hors de la loi, et promis une récompense de trois cents mille francs à qui le ramènerait mort ou vif. Ce fut alors qu'il écrivit à cette assemblée, qu'il allait marcher pour délivrer la France de l'oppression des Jacobins. « Dût-on m'appeler César, Cromwel ou Monck, disait-il, je sauverai la patrie malgré les Jacobins et les régicides conventionnels qui la protégent ». Je rétablirai la constitution de 1791, et un souverain légitime ». Il se retira d'abord à Bruxelles et à Cologne. De la Suisse, il passa en Angleterre ; mais lord Grainville lui ordonna d'en sortir. Après avoir erré inconnu en Suisse et en Allemagne, il se retira dans le Holstein (1795). Ne pou-

vant plus occuper la renommée de ses exploits et de ses querelles avec la Convention, il se mit à écrire l'histoire de sa vie. C'est le meilleur livre qu'on puisse consulter sur le commencement de la guerre, si on sait distinguer ce que le ressentiment lui inspire contre ses rivaux et les officiers qui refusèrent de livrer la France aux généraux de l'Autriche. Malgré l'apologie qu'il fait sans cesse de lui-même, il laisse voir ce caractère mobile qui le porta à flatter toutes les factions pour s'élever par elles. Dumouriez n'eut qu'un seul but : commander, et plus tard, dominer la Convention. Il fut le plus remuant de ceux que la révolution fit sortir de l'obscurité. Si on se permettait de le comparer à quelqu'un, on dirait qu'il ressemble au fameux cardinal de Retz qui excita les troubles de la Fronde pendant la minorité de Louis XIV. Mais Dumouriez n'a pas su se condamner à un repos sincère, comme ce prêtre factieux, qui expia sa rébellion par des vertus. Il a offert long-tems à l'Europe ce qu'il y a de plus digne de pitié, un vieillard ambitieux qui tourmentait le déclin de sa vie en essayant de communiquer aux ministres étrangers l'agitation continuelle de son esprit.

NOTICE SUR DUMOURIEZ.

Dumouriez fit solliciter, de Hambourg où il était réfugié, son retour au sein de la république. Le Directoire répondit à M. Reinhard, son chargé d'affaires, que l'ex-général oubliait que le Directoire était sorti de cette Convention qu'il avait trahie. Bonaparte craignit moins de rappeler un traître qu'un rival. Dumouriez offrit alors son *expérience* aux ministres anglais; mais comme il n'ignorait pas que leurs promesses, d'ordinaire, sont plus brillantes que réelles, avant de livrer ses plans, il eut la prévoyance de se faire assurer, *par contrat*, trente-six mille livres de rente. Son dernier trait d'esprit fut de renoncer pour toujours à la France, quand il apprit, à Londres, quel genre de reconnaissance les Français accordaient aux généraux Moreau et Bernadotte. Dumouriez vit dans une charmante retraite, à quelques milles de Londres. Il a remplacé les deux sœurs Ferlich, trop vieilles aujourd'hui pour être ses aides-de-camp, par une jeune Anglaise qui, au soin de lui plaire, unit le soin non moins important, d'éloigner tout collatéral qui aspirerait à la succession des guinées.

Aucun des plans de Dumouriez n'apprit au ministère anglais à vaincre Bonaparte. Ceux de Moreau et de Bernadotte n'auraient pas été plus heureux, si l'armée française n'eût été d'abord vaincue par les élémens. Dumouriez a cherché à prouver que Bonaparte aurait dû perdre toutes les batailles qu'il a gagnées. Son opinion parut injuste même aux Anglais. Voici le fragment d'un de ses ouvrages publié à Londres en 1809.

« Si Bonaparte n'eût pas placé sur sa tête ardente la couronne de fer; s'il eût éloigné de son front audacieux le diadème impérial teint du sang du duc d'Enghien; s'il eût pardonné à Pichegru et à Georges; si, étouffant la jalousie, il eût laissé Moreau enseveli dans les délices de sa terre de Grosbois, et la France dans un repos glorieux acheté par des victoires éclatantes; s'il eût cherché à réparer les calamités d'une sanglante révolution, rétabli le commerce, l'agriculture, les mœurs; s'il eût couronné ces bienfaits par le sacrifice de son ambition, en faisant remonter l'héritier légitime sur un trône purifié des anciens abus et des souillures de l'anarchie... Bonaparte eût été le plus grand des hommes que l'histoire ancienne et moderne offre à l'admiration des siècles. »

Il aspire à la monarchie universelle (en 1810); mais il aura le sort des Attila, des Genséric, de mille autres conquérans moins injustes, car leurs vices étaient ceux de leur siècle et de leurs hordes barbares. Sa politique est précipitée, fausse, indiscrète; son talent militaire, si vanté et si heureux jusqu'à l'année 1807, peut être contesté. Aucune de ses victoires n'a été le fruit de l'art; il aurait dû perdre toutes ses batailles, si les généraux ennemis avaient su profiter de ses témérités.

Après avoir parlé du projet de Bonaparte d'anéantir l'empire de Russie, ou de contraindre Alexandre à une alliance dont le partage de la Turquie entre la France, l'Autriche et la Russie eût été la base et le prix, et de forcer l'Angleterre de rendre Malte, le cap de Bonne-Espérance, les conquêtes dans les Deux Indes, Dumouriez montre le second plan qui le remplace : il était encore plus gigantesque. C'était de rétablir à la fois le royaume de Pologne ; de forcer la Turquie, la Perse, la Suède et l'Autriche à déclarer la guerre à la Russie, pour la réduire au point de faiblesse et de nullité où elle était avant Pierre-le-Grand. Bonaparte comptant sur son invincibilité, promettait de donner une bataille décisive et de dicter des lois dans Pétersbourg.

« Ce plan est vaste, spécieux, il éblouit, continue Dumouriez ; mais le *simple bon sens* suffit pour en démontrer l'extravagance. Le tems des conquêtes est passé. Trente mille Grecs, commandés par le plus dangereux fou de la terre, Alexandre-le-Grand, partent de l'Europe, sans argent, sans magasins, ne portant que des armes et leur tactique ; ils attaquent en aventuriers le roi de Perse, maître de toute l'Asie, mais dont les vastes états étaient gouvernés par une constitution semblable à celle de l'empire Ottoman. Les Grecs trouvent, dans cet empire, de l'or et des satrapes lâches ou traîtres : tout cède à la terreur de leurs armes. Trois batailles suffisent pour changer la face de l'Asie ; et l'invincible Alexandre, après avoir fait encore une pointe ridicule dans l'Inde, massacré tous ses amis, mis le feu à Persépolis, pour plaire à une courtisane, est vaincu lui-même par le luxe et les délices de l'Asie, et périt, à trente-deux ans, victime de la débauche et de l'ivrognerie. Voilà ce qu'on nous apprend à admirer dans les colléges. Bonaparte est menacé du sort de son modèle ; mais il ne conservera pas la même gloire, parce que son siècle est plus raisonnable. »

Il est remarquable que ce soit un général qui juge ainsi un conquérant ; ce qui ne l'est pas moins, c'est sa prédiction en 1810. « Les Russes lui disputeront pied à pied ces contrées difficiles, où il ne trouvera ni magasins, ni ressources d'habillement et d'armement, ni argent. Il faudra qu'il tire tous ses moyens de deux cents lieues. Ses communications, trop faibles parce qu'elles seront trop prolongées, seront menacées, interrompues, coupées ; et son armée périra, victime de la faim, de la fatigue, de la nudité, du climat et du fer des Russes. »

CUSTINE,

GÉNÉRAL EN CHEF.

Ses victoires à l'armée du Rhin. — Sa retraite sur Landau.

ADAM-PHILIPPE DE CUSTINE naquit à Metz, le 4 février 1740, d'une famille noble et ancienne. Nommé, à l'âge de sept ans, lieutenant en second au régiment de Saint-Chamans, il suivit le maréchal de Saxe pendant la campagne des Pays-Bas. Réformé, il reprit ses études à Paris. Il sortit du collége pour entrer dans le régiment du roi, et se distingua, dans la guerre de sept ans, par des traits d'audace et d'intrépidité. Rapidement enseigne, lieutenant, capitaine au régiment de Schomberg-dragons, il était colonel du régiment de son nom, à vingt-un ans. Il voyagea pendant la paix dans les principales cours de l'Europe, et porta toutes ses études sur leurs forces mi-

litaires. Le grand Frédéric le distingua. Custine approfondit, à Berlin, la tactique moderne. A son retour, il porta l'instruction de son régiment à une telle perfection, qu'il put servir de modèle.

Au commencement de la révolution d'Amérique, il fut du nombre de ces braves Français qui passèrent dans le Nouveau-Monde. Sa passion pour la guerre et l'indépendance de ce peuple (qui fut sage et libre en révolution) était si grande, qu'il changea alors le commandement du régiment de Dragons-Custine contre celui de Saintonge-Infanterie. Sa bonne conduite au siége d'Yorck lui fit donner le brevet de maréchal de camp. A son retour en France, il fut fait gouverneur de Toulon. La noblesse de Lorraine le nomma député aux États-Généraux. Son ressentiment contre la cour, dont il se croyait mal récompensé, le mit dans le parti de l'opposition.

Tandis que Dumouriez envahissait la Belgique, Custine devait attirer vers ce fleuve les forces de l'ennemi. Le 29 septembre 1792, il rassemble un corps de quatorze mille hommes, et se porte sur Spire, défendue par cinq mille Allemands. Il l'enlève de vive force et fait quatre mille prisonniers. Il avait préservé la

ville du pillage; le lendemain, d'indignes militaires mutinèrént les troupes. Custine fit fusiller, à la tête de l'armée, les officiers et les soldats les plus coupables. Il apprend que la garnison de Mayence n'est que de quatre mille hommes de troupes impériales; il médite de s'en emparer. C'était un coup décisif à la fin de la campagne. Il part secrétement et de nuit, force sa marche, culbute un petit corps autrichien à Worms, et arrive le 19 octobre sous les murs de la place; il y entre, le lendemain, à la faveur des intelligences qu'il s'est ménagées et de la menace d'escalade. Il passe le Rhin, s'empare de Francfort, menace Hanau, Gissen, et bat les Prussiens à Lensbourg. Ces divers mouvemens imposent à tous les princes du nord de l'Allemagne. Les habitans de Francfort massacrèrent la garnison française. Cette trahison le força de se retirer de dessus l'Anidda et la Lahn. Il jette une garnison dans Kænigstein; il livre quatre combats près de Limbourg, lève des contributions, arrête l'ennemi, et se replie sur Cassel. Cette ville, qu'il avait déjà fortifiée, lui offrait un abri tranquille.

Les Prussiens attaquèrent le 6 janvier 1793 son avant-garde à Hochheim. La négligence de

Houchard, l'un de ses lieutenans, favorisa la surprise de l'ennemi; mais Cassel protégea la retraite. L'hiver fut employé à rendre ce poste inexpugnable, à approvisionner Mayence et à renforcer l'armée que Custine porta à quarante-cinq mille hommes.

Cependant une armée prussienne s'était avancée sur le Bas-Rhin et, le printems suivant, elle passa ce fleuve vers Baccarach. Custine rassemble soudain dix-huit mille hommes sur la Nahe, et vole à sa rencontre; il attaque ses flanqueurs avec succès à Stromberg. La nuit suivante il voulait combattre le corps entier, persuadé, d'après les promesses du gouvernement, que l'armée de la Moselle couvrait son flanc gauche, en occupant le revers occidental des Vosges, et par là le préservait des tentatives d'un corps d'Autrichiens rassemblés, à Trèves, sous les ordres du prince de Hohenlohe; mais au milieu de l'action, il apprend que l'armée de la Moselle se retire derrière la Blise pour couvrir la Lorraine, et ouvre ainsi aux Autrichiens les passages qu'elle devait leur fermer. Alors il ne vit plus que de la témérité dans son premier dessein; il réunit l'armée sur la rive gauche de la Nahe, et appuya sa droite au Rhin par un corps dé-

taché en avant de Bingen. Il s'y fortifia, en observant les mouvemens des Prussiens. Quelque tems après, ils attaquèrent la droite de l'armée française. Custine, obligé d'évacuer son camp, se replia sur Altzey. La même nuit, il prévit que Mayence pourrait être investie; il destina quinze mille hommes à sa défense, et commanda au reste de l'armée et à l'artillerie légère de venir le joindre par Worms. Deux commissaires de la Convention nationale, Rewbell et Merlin de Thionville, l'un brutal et jaloux, l'autre brave, mais présomptueux, arrêtèrent, vingt-quatre heures, l'exécution des ordres de Custine. Pendant qu'on perd du tems, les Prussiens se rendent maîtres de Bingen, et font passer par Ingelheim des forces considérables entre l'armée française et Mayence, attaquent les troupes qu sortent de cette place, et les forcent d'y rentrer. Custine, plein de confiance dans ce qu'il vient de prescrire, tient position à Ob[illegible]stein, livre, le même jour, deux sanglans combats, repousse l'ennemi, et lui fait souffrir une perte énorme. C'est ici qu'on reconnaît le pouvoir malheureux des représentans du peuple sur les généraux.

Le contre-ordre de Rewbell et de Merlin de Thionville venait de priver l'armée de ses ren-

forts, de ses tentes, de ses caisses, de son artillerie légère, de sa cavalerie. Cette première infortune lui ôtant les moyens de tenir la campagne devant l'ennemi, Custine brûle ses magasins, et se retire avec les débris de l'armée sur Landau. Il arrive près de Weissembourg avec vingt mille hommes, harassés et sans armes, loin de Mayence, bloquée et abandonnée à ses propres forces. Réduit à la défensive, il parcourt la frontière, de Thionville à Landau, et à force de zèle et d'ardeur, il forme une autre armée du Rhin; un mois après, elle campa sur les deux bords de la Lauter, au nombre de cinquante-deux mille hommes. La rive gauche du Rhin fut fortifiée. Landau, Bitche, Fort-Louis furent approvisionnés, et les Français en état de reprendre l'offensive. C'est dans cette attitude encore menaçante, que Custine apprit la trahison de Dumouriez, et ses suites déplorables; il reçut l'ordre de le remplacer à l'armée du Nord. Avant de s'éloigner, il voulut ébranler les armées, pour ouvrir à son successeur le chemin de Mayence assiégée; il donna l'ordre au général Houchard de s'avancer dans le Hundsruck, et lui-même, avec une partie de l'armée du Rhin, il attaqua l'avant-garde ennemie qui avait passé la Quiech. Mais déjà les Jacobins disposaient de

armées. Un lieutenant-général, qui commandait l'aile droite, n'attaqua pas; un chef de bataillon du centre cria *sauve qui peut*, au milieu du combat; Houchard n'avait pas avancé avec impétuosité. L'ennemi échappe, et Custine, pressé par les revers de l'armée du Nord, est forcé d'abandonner le Rhin pour se rendre en Flandres. Il trouve en arrivant une armée séditieuse, tremblante et dispersée, la frontière envahie et Valenciennes assiégée.

Ses premiers momens furent employés à rétablir la discipline. Il remonta les restes de sa cavalerie, et s'établit au camp de César, sous Bouchain. Pendant ce temps-là le gouvernement le pressait de faire lever le siége de Valenciennes. Il fallait risquer une bataille; Custine ne le pouvait pas. Alors on l'accusa en secret dans les comités du gouvernement. On n'osait l'enlever au milieu de l'armée; il fut mandé à Paris, sous prétexte de concerter des plans de campagne. Tous ses amis l'avertirent des dangers qu'il allait courir: mais Custine ne pouvait soupçonner le crime, même dans ses plus farouches ennemis, tandis qu'ils méditaient de le livrer au tribunal du tyran le plus lâche qui ait asservi une nation brave éclairée et magnanime.

Il est traduit au tribunal révolutionnaire.—Dévouement de madame de Custine sa belle-fille.—Sa sentence de mort.—Portrait de ce général.

Le Comité de salut public avait destitué tous les généraux dont la gloire l'avait ébloui, ou dont il craignait l'indépendance et la fermeté. Les échafauds dressés contre les vertus de la monarchie, menaçaient déjà les guerriers dont les exploits fondaient la république : sous ce règne de fer, un général, après avoir épuisé son sang, s'il était un moment trahi par la fortune, venait en répandre le reste dans cette lice effroyable que l'infortuné Custine ouvrit à ses successeurs. Les officiers et les soldats étaient les jouets des mêmes fureurs : tandis qu'ils montaient à l'assaut, leurs frères et leurs sœurs marchaient au supplice.

Les deux factions de la Convention nationale, qui divisaient la France, se disputèrent long-tems la protection de l'armée de Cus-

tine. Quand ce général se fut prononcé pour le parti le plus juste, où étaient l'éloquence et les lumières, le Comité de salut public lui prépara des défaites et résolut sa honte. Mais la honte resta aux artisans du crime. On lui ravit tous les moyens qui assurent de faciles conquêtes ; on aigrit contre lui le peuple et les soldats ; chaque jour la feuille de Marat annonçait sa trahison (*a*).

Mayence venait de capituler, après un siége de six mois, où les Français, consumés par la faim, avaient montré une patience et un courage au-dessus de la nature humaine. Le général Houchard, ingrat et perfide, accusa Custine de ce nouveau revers, Custine, éloigné depuis cinq mois de cette place assiégée (*b*)! Les vrais coupables avaient besoin de trouver une victime; on lut à la tribune, cette lettre de deux proconsuls près de l'armée de la Moselle (*c*) : « Mayence, qui avait encore des vivres et des munitions pour plusieurs mois (*), s'est rendue lâchement, lorsqu'elle était sur le point d'être secourue par les troupes de

(*) C'était une calomnie digne du plus grand châtiment. Depuis cinquante jours, la garnison française et les habitans ne vivaient que d'herbes sauvages, de chats et de souris.

la République. Custine triomphe enfin; car l'artillerie immense qui était dans cette place, et toutes nos provisions, sont devenues la proie de l'ennemi ». La lecture de ces calomnies, au moment des défiances que causent toujours de premiers revers, fit décréter Custine d'accusation, le même jour où la Convention déclara *traîtres à la patrie* cent députés qui s'étaient opposés, le 31 mai, à ses violences barbares. Ce général ne parut pas alarmé; il osa se montrer chez les ministres, dans l'Assemblée nationale, et jusque dans ces groupes nombreux, dont le calme ou l'agitation décidaient, dans ce temps-là, du sort des premiers de la république. Animé contre le ministre de la guerre, il l'accusa d'avoir contrarié ses plans par le refus des secours qu'il lui avait demandés et par l'insubordination qu'il avait répandue dans son armée, à la faveur de ces poisons sortis des presses du *Père Duchesne*, ou préparés par Marat pour l'indiscipline et la révolte (*d*). Il fut accusé à la Convention d'avoir tenté un soulévement dans Paris. Le Comité de salut public le fit arrêter, par un de ces hommes vendus aux tyrans, capables seulement de crimes heureux, pour s'élever du sein de la bassesse sur la ruine de ceux qu'ils

veulent renverser. Le général Rossignol, espion et bourreau à la fois du Comité de salut public, chercha Custine : suivi de dix gendarmes déguisés, il fondit sur lui, un poignard à la main, tandis que ce général traversait le Palais-Royal rapidement pour fuir les acclamations du peuple. Il le saisit et l'entraîne à la Conciergerie (*e*).

Robespierre avait juré la mort du général Custine; et parce qu'il était importuné par l'éclat de sa réputation, il voulut l'assassiner. Ce monstre ne fut que trop obéi par les serviles instrumens de ses cruautés; il les rassemble tous et leur ordonne de porter leurs dénonciations à son tribunal redoutable. Il promet des proconsulats aux députés, des grades aux militaires et le pardon à quelques officiers qui ont rendu Mayence. Je ne veux point chercher, dans la nuit qui les couvre, leurs noms déshonorés; mais consacrer par un souvenir dans l'histoire, le nom de deux jeunes officiers vertueux. Billaud-Varennes, Collot-d'Herbois et Robespierre les mandent au Comité de salut public. Ces officiers résistent aux menaces et plus encore aux promesses. Le plus jeune (Dutillet) parle avec une fermeté qui étonne Robespierre. Billaud-Va-

rennes est transporté de fureur : « Traître, dit-il, tu défends ton général! tu es son complice. — « Celui que vous accusez, s'écrie Dutillet, a bravé cent fois la mort pour la république. Voici la liste de mes crimes» ! il découvre sa poitrine couverte des cicatrices de ses blessures. Collot-d'Herbois et Robespierre lui ordonnent de se retirer. En s'échappant de cet antre effroyable d'où sortaient tant de crimes et de plans de victoire, Dutillet reproche son silence à son ami, qui lui répart : « J'étais désarmé, que pouvais-je répondre » ? Enfin Custine parut devant ses juges. Ces officiers osèrent encore le justifier quoique le tribunal eût toujours frappé du même arrêt de mort les défenseurs et l'accusé. Parmi cent délateurs, quatre hommes lui furent fidèles ! Redoutable ascendant de la tyrannie ! la faiblesse, la crainte et l'ambition lui sacrifieront presque toujours l'infortune et la vertu (*f*). Madame de Custine, sa belle-fille, fut la seule de sa famille qui osa implorer les juges du tribunal. Vain secours de l'innocence et de la beauté ! ni ses vertus, ni sa piété filiale ne purent fléchir leur barbarie.... Cette jeune femme, impatiente et courageuse, devançait le jour au palais : triste et voilée, elle attendait, sous ces voûtes som-

bres, que le bruit des gonds et de la redoutable escorte l'avertissent du passage de la prison à la salle des jugemens de mort. Elle embrassait son père dans un morne silence : elle le suivait devant ses juges. Assise au pied de l'escabelle, elle levait vers lui des yeux mouillés de larmes. Lorsque l'interrogatoire était suspendu, plus mourante que lui, elle le consolait en montrant un espoir qu'elle cherchait en vain dans le fond de son cœur. Si Custine s'arrachait à ses embrassemens pour rentrer dans sa prison, elle allait déposer dans le sein de son jeune époux, prisonnier à la Force, ses alarmes pour les jours de son beau-père. Elle était la seule de ses enfans qui lui rendît des devoirs si touchans : la terreur avait fait taire le sang et glacé l'amitié. On la voyait partager ses soins religieux entre le père et le fils, courir d'une prison à l'autre, déguisant sa tristesse sous un front serein, pour éloigner un pressentiment funeste. Son cœur était le dépositaire de leurs secrets tourmens, et de ces combats tumultueux que la crainte et l'espérance élevaient tour à tour dans le cœur du père et de son malheureux fils. Un jour elle sortit du palais avec plus d'espoir; le sourire était sur ses lèvres. Du milieu de cette foule indigente et bar-

bare, qu'un salaire attirait au tribunal pour applaudir les arrêts par d'affreuses clameurs, des femmes lui firent entendre ces effroyables railleries : « Elle rit ; mais elle ne rira pas long-temps : c'est la fille de Custine ; son père jouera bientôt *à la main chaude* ». La main s'indigne et frémit en retraçant ces douloureux souvenirs ; une horrible crainte s'empare de l'historien, élève sa voix et la fait retentir jusqu'aux maîtres des empires. La faiblesse des premiers chefs qui s'élevèrent dans la république, un désir effréné du pouvoir, la multitude de nos maîtres, une liberté insensée à la tribune, un grossier langage et de sauvages mœurs, le démenti donné par nos législateurs à toutes les vérités anciennes, l'athéisme révélé au peuple dans nos temples profanés, les massacres impunis, amenèrent ces incroyables changemens dans la nation la plus humaine de l'univers ; elle devint aveugle et barbare par les fausses lumières et la férocité de ses tyrans.

Il ne fallait rien moins que la jeunesse et la santé la plus florissante, pour que madame de Custine ne succombât pas sous le poids de ses propres douleurs. Avec quel intérêt, cet autre peuple de Paris, toujours trompé, mais

plus curieux que méchant, la voyait près du malheureux Custine, pendant les séances du tribunal, où ce général confondit la calomnie et l'ignorance de ses lâches accusateurs! Forcé de descendre à justifier des victoires, il développait ses plans de campagne; il fit, pour ainsi dire, un cours de tactique, où le talent d'un grand capitaine brillait dans tout son éclat. Plus d'une fois il aurait pu s'écrier comme Scipion l'africain : « Avant de répondre, montons au Capitole, pour remercier les dieux de la victoire qu'à pareil jour je remportai sur les ennemis de ma patrie ». Il prouva en vain qu'on lui devait des triomphes; que ses conquêtes devaient répondre pour lui à l'odieux soupçon d'avoir négligé de secourir Mayence; qu'il attendit vainement, pendant quatre mois, les recrues nombreuses qu'on lui annonçait. Il repoussa victorieusement tous les chefs d'accusation. Mais l'atroce tribunal et la foule d'hommes altérés de sang qui l'entouraient, étaient vendus à l'horrible jalousie de Robespierre, et ce tyran avait fondé sa puissance sur les échafauds.

Custine parla deux heures. Son éloquence était calme lorsqu'il retraçait ses plans de campagne, véhémente lorsqu'il refutait les impu-

tations de l'accusateur public. Sa patience et sa dignité ne l'abandonnèrent qu'une fois ; ce fut lorsque ses juges, s'égarant dans leurs discours, par l'ignorance de l'art de la guerre, ils excitèrent dans ce général un mouvement d'impatience et de pitié ; l'auditoire fit entendre contre eux un long murmure mêlé de cris de haine et de mépris. Custine s'éloigna pendant la déclaration du jury. L'hypocrite président invita ce peuple immense, qu'il soudoyait, à ne donner au jugement qui allait être rendu, aucune marque d'approbation ou de blâme. « Custine, dit-il, n'appartient plus à la république, mais à la loi qui va le frapper. Comme homme, il faut le plaindre de ce qu'il a encouru par sa conduite un pareil sort ». Le monstre, devant un peuple aveugle et complice de sa rage, feignait de mêler les formes de la justice aux dehors de la pitié. Tant le crime puissant tremble encore au faîte du pouvoir, et sent le besoin de tromper, pour excuser ses fureurs !

Custine, accompagné de gendarmes, reparut dans la salle d'audience ; le silence du lugubre auditoire le fit tressaillir. Ce guerrier intrépide, qui avait vécu, pour ainsi dire, avec la mort, qui n'avait jamais détourné sa

marche à l'aspect d'une batterie ennemie, promenant autour de lui ses regards incertains, semblait craindre de les ramener vers le président, et de lire dans ses yeux l'arrêt que sa bouche allait prononcer. Il entendit sa sentence avec une profonde émotion (*g*); il parcourut l'assemblée d'un regard douloureux (*h*), et se tournant vers le tribunal, il dit : « Je meurs innocent ». Tandis que les voûtes du palais lui renvoyaient les clameurs du peuple, ce général, dans un calme céleste, tomba aux pieds de son confesseur, le pria de rester près de lui et de consacrer aux prières cette dernière nuit. Il écrivit une lettre à son fils. Après lui avoir fait les adieux d'un père prêt à mourir, il lui recommanda d'attendre les beaux jours de la République, pour réhabiliter sa mémoire aux yeux de la nation trompée : il conjura sa belle-fille de remettre toute sa correspondance à un écrivain excellent, et de le venger par le jugement de l'équitable histoire de l'injustice de ses contemporains (*i*).

Le lendemain il alla au supplice vêtu de l'uniforme national; il voulut mourir avec l'habit sous lequel il avait combattu. Pendant la marche lente et funèbre de son cortége, il ne détourna jamais son attention d'une lecture

que lui faisait son confesseur, et quelquefois il levait vers le ciel ses yeux mouillés de larmes. Sorti un moment de ce recueillement religieux par les cris de la foule qui se pressait autour de lui pour le voir mourir, il s'écria : « Est-ce là ce peuple qui célébrait mes victoires? On lui a persuadé que je l'ai trahi. » Descendu au pied de l'échafaud, il se mit à genoux au pied de l'échelle. Il regarda d'un œil fixe l'instrument suspendu pour son supplice; et se relevant avec courage, il se précipita sous le fer du bourreau. Il périt à l'âge de cinquante-trois ans, après quatorze campagnes de guerre.

Custine avait reçu de la nature une force égale aux passions de son âme : son corps s'était endurci dans les fatigues de la guerre, qu'il mêlait à l'excès des voluptés. Il portait dans le commandement la violence et la dureté de son caractère ; cependant son cœur était bon et fidèle en amitié. Ardent dans ses dispositions, il était calme un jour de bataille; son sang froid était admirable : un de ses aides-de-camp (Baraguey-d'Hilliers), lui lisait une dépêche pendant que ses soldats se battaient; une balle siffle et perce entre ses doigts la lettre déployée ; l'aide-de-camp s'arrête :

« Continuez, lui dit Custine, c'est un mot que la balle aura emporté. »

Ce qui aurait à peine ému les autres hommes devenait en lui de la fureur. Les détracteurs de ses victoires changèrent sa gloire en tourment: il fut abandonné ou trahi par ceux que sa sévérité avait blessés, insulté par une multitude effrénée; mais son front conserva sa noble fierté jusqu'à la mort. Après ses prières et quelques larmes qu'il donna au souvenir des passions de sa jeunesse, les regrets de la vie et toutes les faiblesses humaines cessèrent leur murmure dans son cœur calmé par le repentir. Comme le duc de Luxembourg mourant, il oublia tous ses triomphes pour ne se rappeler que le verre d'eau donné par ses mains à un pauvre, au nom du Dieu de miséricorde. Il goûta le sommeil de l'innocence pendant la nuit qui fut sa dernière; et il porta sur l'échafaud la résignation d'une âme pieuse et toute consolée par l'espérance d'une heureuse immortalité.

NOTES SUR CUSTINE.

(*a*) On a vu Custine rire quelquefois des mensonges impudens dont ces feuilles fourmillaient. Lorsqu'il était accusé par un journaliste de choses grossièrement fausses, il faisait répandre le journal dans son armée; le soldat s'indignait, brûlait le journal, et adorait le général.

Le but de ces envois aux armées, écrivait le ministre de la guerre Bouchotte à Robespierre, est d'empêcher les soldats de *s'engouer* de leurs généraux.

(*b*) Houchard, lieutenant réformé, vivait pauvre près de Sarrebourg au commencement de la révolution. Custine le prit pour son aide-de-camp. Il était, grâce aux bontés de son bienfaiteur, général en chef de la Moselle. Son ingratitude augmenta tous les jours avec son ambition. Bon officier de troupes légères, il était incapable de commander une armée. Custine osa le dire au gouvernement, lorsqu'on confia à Houchard le commandement de l'armée de la Moselle. Houchard, dès ce moment, ne s'occupa qu'à le dénoncer et à le perdre; il cria le premier *à la trahison*, lorsque Mayence fut rendue.

(*c*) Tous les malheurs de l'armée du Rhin ont été causés par la présence de cinq proconsuls, qui changeaient nos succès en revers. Ils furent les espions, les délateurs et les assassins du général Custine.

(*d*) Une seule feuille du *Père Duchesne* (Hébert,

substitut de la commune de Paris), excitait le peuple et les soldats à assassiner vingt généraux et cent députés, à massacrer les prisonniers de guerre. Les mots les plus obscènes étaient répétés cent fois dans le même numéro. C'était-là le livre de *tactique* que le comité de salut public envoyait tous les jours aux armées, au nombre de quarante mille exemplaires, payés cinquante mille francs par mois.

(*e*) Ce Rossignol, général en chef, s'est couvert de crimes dans la Vendée; sa grossière ignorance égalait sa lâcheté. Il disait que pour vaincre *les brigands*, il fallait employer *la torche au lieu d'épée.* Collot-d'Herbois, qui admirait la *simplicité* de cet homme, qui ne savait pas signer son nom, eut la démence, dans une séance de la Convention, de le proposer pour modèle à Westermann.

(*f*) Un membre du jury, nommé Dumont, que les premiers attentats du tribunal révolutionnaire avaient éloigné de ses séances, prit publiquement la défense de Custine. Voici quelques fragmens d'un écrit qu'il eut le courage de faire afficher. Un homme juste et sensible, parmi tant de juges barbares, est un phénomène qu'il faut faire connaître, précisément parce qu'on ne le trouve qu'une fois dans l'histoire de ce sanglant tribunal : « Avant que l'affaire de Custine fut commencée, disait-il, des législateurs, au lieu de se borner à en demander la prompte instruction, se sont permis de dire qu'il fallait se hâter de *faire tomber sa tête*! Pendant cette instruction, on a entendu des colporteurs de journaux crier l'interrogatoire du

scélérat Custine ! Des représentans du peuple auraient-ils dû influencer l'opinion des jurés ? Devrait-on souffrir qu'avant la décision du procès, l'accusé fût proscrit publiquement ? »

Des hommes, encore plus féroces que le tribunal, firent un crime aux juges de vouloir décider sur des fautes militaires, dont Custine pouvait se justifier, au lieu de tirer, du seul royalisme de Custine, *des inductions qui devaient le mener à l'échafaud.* Le tribunal, pour n'avoir pas voulu considérer l'accusation sous le seul rapport du *royalisme*, *du fayétisme*, etc., et de tous les noms inventés par la haine, *ce qui l'eût expédié plus vite* (*), fut accusé de se montrer bien peu *révolutionnaire*, et menacé d'être destitué.

(*g*) Dernière lettre de Custine à son fils.

28 août 1793, à dix heures du soir.

« Adieu, mon fils, adieu. Conservez le souvenir d'un père. Je n'emporte qu'un regret, c'est celui de vous laisser un nom, qu'un jugement fera croire un instant coupable de trahison, par quelques hommes crédules. Réhabilitez ma mémoire quand vous le pourrez ; si vous obtenez ma correspondance, ce serait une chose bien facile. Vivez pour votre aimable épouse, pour votre sœur que j'embrasse pour la dernière fois.

« Je crois que je verrai arriver avec calme ma dernière heure. Adieu encore, adieu. Votre père, votre ami. CUSTINE.

(*) Ces mots sont extraits littéralement d'un journal de ce temps-là, écrit par un homme dont on veut bien taire le nom, quoiqu'il soit assez déshonoré.

(*h*) J'ai cru devoir, par respect pour la vérité, ne pas dissimuler l'espèce de faiblesse que le général Custine montra avant d'entendre la lecture de sa sentence. Mais ses regrets pour la vie n'étaient que la crainte du déshonneur dont il se crut couvert, parce qu'il n'avait pas convaincu des juges barbares. Cette sublime vertu, que son fils, condamné après lui, montra en allant au supplice, n'appartient pas toujours aux grands talens ou à la bravoure du guerrier : Lucain mourut avec faiblesse ; Biron, sous Henri IV, vit l'échafaud en frémissant. Ce tranquille mépris du jeune fils de Custine pour la mort, fut le fruit d'une vie sans tache ; et sous le rapport des mœurs et de la tempérance, son père n'était pas sans reproches.

(*i*) Madame Necker, dans un de ses ouvrages (*), où la morale la plus pure s'allie heureusement à un style plein de grâces et animé de la chaleur de la vertu, a loué le sublime dévouement de madame de Custine pour son beau-père et son époux.

« O ! vous, lui dit-elle, gloire de votre sexe! je baise les traces de vos pas, je les couvre de fleurs jusqu'à la porte de cette prison, que vos larmes vous font ouvrir chaque jour : puisse le charme de vos vertus, pareil à celui de la lyre d'Orphée, fléchir les arbitres de la mort, et présenter un nouvel argument, plus touchant que tous les autres, en faveur de l'identité des époux, et de l'indissolubilité du mariage ! »

(*) Réflexions sur le Divorce.

BIRON,

GÉNÉRAL EN CHEF.

ARMAND-LOUIS GONTAUT DE BIRON, duc de Lauzun, né à Paris en 1753, avait plus qu'une vaine noblesse ; il portait un *nom historique*, qu'il devait à la gloire de ses ancêtres. Nul courtisan n'a eu, comme lui, cette politesse, ces grâces légères, ce charme de l'esprit, qu'il savait allier au courage et à une passion vive pour les armes. Adoré des femmes dans une cour brillante et voluptueuse, il fit voir, en 1778, qu'un chevalier français ne se laisse point amollir; il quitta les plaisirs où sa jeunesse et son penchant l'entraînaient, pour aller combattre, sous Washington, dans les déserts de l'Amérique; il y détruisit la cavalerie anglaise, à la tête d'une légion qu'il avait formée en cosaques. Il a laissé dans cette contrée un nom cher et célèbre. L'amour de la liberté qu'il apporta après cette belle révolution, née du génie de Francklin, lui fit adopter, en 1789, cette autre révolution où les

premiers et les plus ardens furent ces mêmes guerriers qui avaient porté leurs armes au secours d'Anglais opprimés par des Anglais.

M. de Biron fut député de l'ordre de la noblesse à la première Assemblée Nationale : il y montra plus d'amour de la liberté que d'éloquence; plus de soins à justifier le duc d'Orléans qu'il ne convenait à un sujet fidèle. Chargé d'une négociation à Londres avec M. de Talleyrand-Périgord, il y fut arrêté pour dettes (1792). A son retour en France, il obtint le commandement en chef de l'armée du Rhin. Le gouvernement lui ayant retiré ses troupes, pour grossir l'armée que le général Custine faisait marcher sur Francfort, Biron devint, sans murmure, le lieutenant de ce général qui, auparavant, lui avait obéi (1793). Placé à la tête de l'armée d'Italie, il fit la conquête du comté de Nice. La misère était extrême dans ses camps ; des soldats étaient nus et sans pain; d'autres n'avaient pour vêtemens que des couvertures de laine et des lambeaux de tapisseries qu'ils avaient enlevés aux habitans Biron ramena la discipline. Lorsque le duc d'Orléans fut transféré dans les prisons de Marseille, le Comité de Salut public craignit que Biron ne tentât la fidélité de son ar-

mée pour délivrer ce prince qui avait aspiré à monter sur le trône sanglant de Louis XVI. Carrier, représentant du peuple, dont la cruauté se décelait par des discours, avant qu'il eût effrayé la France par le meurtre de tant de Nantais, se montra un de ses plus ardens persécuteurs. La Convention cédant aux clameurs des ennemis de Biron, l'envoya commander dans la Vendée. Il reprit Saumur aux royalistes et les défit à Parthenay; mais malgré son dévouement à la République, l'éclat de son nom, la politesse de ses mœurs et de son langage irritaient l'envie et blessaient l'*égalité* sauvage d'un garçon orfèvre nommé Rossignol devenu général, sans talens pour la guerre, mais brave et téméraire lorsque le vin exaltait sa tête et lui cachait le péril. Biron voulut combattre d'autres Français comme les lieutenans de César avaient combattu d'autres Romains. Une sorte de grandeur généreuse peut se mêler aux troubles qui s'élèvent entre les habitans d'une république ou du même Empire; l'histoire honore, après deux mille ans, les deux grands hommes qui décidèrent, dans les champs de Pharsale, à qui resterait l'Empire de l'univers; mais elle imprime un opprobre vengeur aux noms de ces exé-

crables rivaux (1), dont les tables de proscription immolèrent plus de citoyens que le fer de leurs soldats. Biron rassembla une armée pour vaincre, dans une seule bataille, les habitans de la Vendée armés contre la république; il voulut déployer, le même jour, des forces redoutables par la discipline et la science de leurs manœuvres; mais la cruelle politique du gouvernement de 1793 était d'éterniser les malheurs d'une guerre plus que civile, et de laisser cette plaie politique long-temps ouverte pour purger la république de tout le sang qu'il ne pouvait répandre sur les échafauds. Brûler les villages, en disperser les habitans, livrer cent petits combats qui ne terminaient rien, irriter les Vendéens par des décrets sanguinaires: tel fut le barbare système des Verrès de la Convention, jusqu'à la mort du tyran (10 thermidor an 2, 1793). Biron fut enlevé à son armée au moment où elle s'ébranlait pour une bataille décisive. Westermann, le plus brave de ses lieutenans, venait de l'accuser de ne l'avoir pas secondé dans un combat contre les Vendéens victorieux. Westermann ne voulait que le supplanter; mais, en l'éloi-

(1) Sylla et Marius.

gnant, il le livrait aux bourreaux de la république. Insensé ! qui ne prévoyait pas que sa cruelle valeur ne le sauverait pas lui-même d'une fin aussi funeste ! Biron fut jeté dans un cachot où il languit pendant huit mois. M. Lecointe-Puyravaux, représentant du peuple, éleva la voix en faveur de ce général ; elle fut étouffée par les cris de quelques députés qui répandaient dans l'Assemblée la terreur dont le tyran les avait frappés. On rapporte que le jury du tribunal révolutionnaire, en condamnant Biron, éprouva pour la première fois une sorte de pitié. Sa beauté, son innocence, la douceur pénétrante de sa voix, amollirent un instant ces cœurs farouches. Biron entendit l'arrêt de sa mort avec un sourire qui marquait son mépris pour la vie. L'histoire de ces tems déplorables nous apprend que les militaires condamnés allaient au supplice avec moins de fermeté que des orateurs, des représentans du peuple et de jeunes femmes, nombreuses victimes, tous les jours immolées par un tribunal altéré de sang humain. C'est qu'il est un courage au-dessus de celui qui brave une mort dont la gloire est le prix. Le jugement du tribunal contre Biron n'exprima que l'accusation commune, pré-

texte de ses assassinats, *d'avoir conspiré contre la république en faveur du tyran Capet.*

Ce général montra une intrépidité singulière dans ce dernier moment. Lorsqu'il traversa la cour du Palais, il salua les prisonniers rassemblés sur son passage avec cette politesse qui l'avait fait passer pour l'homme le plus aimable de la Cour. « C'est fini, Messieurs, leur dit-il, je pars pour le grand voyage. » Rendu dans la triste chambre d'où l'on ne sortait que pour marcher au supplice, il demanda une bouteille de vin de Bordeaux et une volaille, but toute la bouteille, et mangea la volaille avec autant d'appétit que s'il se fût trouvé dans les circonstances les plus heureuses de sa vie. Il fit demander à la concierge un livre, lut pendant quatre heures, et se coucha paisiblement sur le grabat qui lui était destiné. Il dormit aussi profondément que dans son propre lit. Les deux gendarmes qui le gardaient l'entendirent ronfler une partie de la nuit. L'histoire a loué l'intrépidité d'Alexandre et du grand Condé, dormant la veille d'une bataille où leur génie leur assurait la victoire. Le général Biron, trop sûr de mourir, montra un courage plus grand que celui de ces deux héros. Le matin de son supplice, il

fait prier la concierge de lui apporter des huîtres; il les mangeait encore lorsque l'exécuteur entre pour le conduire à l'échafaud. « Mon ami, lui dit Biron, veux-tu bien permettre que je finisse ma dernière douzaine d'huîtres ? » Le bourreau étonné le regarde. Biron achève et marche à la mort avec son sang-froid ordinaire. Les uns assurent qu'il mourut républicain et déiste ; d'autres rapportent qu'en montant sur l'échafaud il regarda tristement le ciel en disant : « J'ai été infidèle à Dieu, à mon ordre et à mon Roi. Je meurs plein de foi et de repentir. »

BEAUHARNAIS,

GÉNÉRAL EN CHEF.

ALEXANDRE-FRANÇOIS-MARIE DE BEAUHARNAIS, né d'une famille noble, le 28 mars 1760, entra à quatorze ans dans la première compagnie des Mousquetaires. Réformé avec elle, il passa comme sous-lieutenant dans le régiment de la Sarre, fut nommé capitaine dans Royal-Champagne-Cavalerie, et, en 1788, major en second du régiment d'Hainault. Il se fit rechercher à la cour par le grand art de plaire. Ses grâces légères cachaient des vertus. A peine fut-il député de la noblesse de Blois aux États-Généraux, que la passion du bien public et de la liberté, et cette philosophie qui s'applique aux lois d'un empire et à la conduite des souverains, remplacèrent en lui ces riens sérieux qui occupent le courtisan; il fut un des premiers membres de la noblesse qui passèrent du côté du tiers-état. Il proposa l'égalité des peines pour tous les citoyens, et s'éleva contre l'injustice qui fermait alors les

places au mérite indigent et qui eût éloigné de la représentation nationale Rousseau et Mably. Il demanda l'établissement d'une garde nationale, et montra les dangers que courrait la liberté si on avait une armée de ligne trop nombreuse : il s'opposa vivement à ce que le droit de faire la paix ou la guerre fût accordé au roi; il fit décréter, en 1791, que les soldats pourraient fréquenter les clubs, hors le tems du service. Ce fut une loi funeste à la discipline; mais cette erreur même était un hommage à la liberté.

Il était président de l'Assemblée nationale lorsqu'on y annonça la fuite de Louis XVI. Le trouble éclata dans l'intérieur de l'assemblée, et la sédition autour de son enceinte. M. de Beauharnais fut calme et majestueux dans ce grand péril, et les craintes de l'Assemblée se dissipèrent à la sérénité de son visage.

Il partit pour l'armée du Nord avec le grade d'adjudant-général. Biron, qui le commandait, loua le sang-froid que Beauharnais montra près de Mons, à la déroute de nos soldats devant l'armée autrichienne. Peu de jours avant la révolution du 10 août 1792, il fut choisi par le général Custine pour commander le camp de Soissons : il s'y déclara pour la République. Il

anima les troupes de ligne par des proclamations où respirait une ardeur patriotique et guerrière. Les représentans du peuple, à qui il avait rendu ces respects extérieurs dus à leur caractère avant qu'ils eussent affecté le commandement des armées, le nommèrent général en chef de celle du Rhin. Le Comité de Salut public l'appela, peu de tems après, au ministère de la guerre; il refusa par cette lettre où se dévoile l'élévation de son âme et son horreur pour les factions.

Au quartier-général de Weissembourg,
16 juin 1793.

CITOYENS REPRÉSENTANS,

« Je vois tous les dangers qui environnent » la place où vous m'appelez, et je n'en re» doute aucun. Ce n'est donc point par une » faiblesse coupable que je prie la Convention « nationale de faire un autre choix. Je crois » que je suis plus propre à servir ma patrie » dans les camps que dans le ministère, au » milieu des orages d'une révolution. Trop » républicain pour caresser les partis, trop » ennemi des détours pour posséder l'art de » me concilier des suffrages opposés, je dé» clare que n'ayant pas l'assurance de pouvoir

» faire le bien, je respecte trop les intérêts du
» peuple pour me charger de fonctions qui
» touchent de si près son bonheur. Je sais que
» le même décret qui me porte au ministère,
» donne à un autre général le commandement
» en chef de l'armée que je commande. Je ser-
» virai sous un autre avec le même dévoue-
» ment : à mes yeux le commandement n'est
» rien, je ne vois que l'honneur de défendre
» la patrie. Si mon zèle pour la liberté vous
» fit m'appeler si jeune au commandement des
» armées, il sera heureux pour la République
» qu'une circonstance nouvelle me fasse ac-
» quérir, sous de plus vieux soldats, l'expé-
» rience qui me manque. Souffrez que, restant
» à l'armée, je préfère à un poste dont mes
» forces seraient accablées, l'avantage plus
» certain d'exposer ma vie pour l'indépen-
» dance de ma patrie, et de me compter avec
» orgueil au nombre de tant de braves soldats
» prêts à épuiser leur sang pour cimenter la
» liberté publique et le bonheur de leurs con-
» citoyens. Heureux si, pour prix de mon dé-
» vouement, le suffrage du peuple me ramène,
» à la paix, dans le sein des Assemblées na-
» tionales pour y défendre ses droits, qui se-
» ront plus long-tems exposés dans l'intérieur,

» aux entreprises de l'ambition, que me-
» nacés au dehors par les soldats des rois,
» que ne peuvent manquer de vaincre les sol-
» dats de la liberté ».

ALEX. BEAUHARNAIS.

Cette lettre déplut en secret au Comité de Salut public. Altier et déjà corrompu par la flatterie, il haïssait la vérité jusques dans les formes adroites dont elle adoucit son austérité; cependant il conserva ce général dans le commandement de l'armée du Rhin, mais sans le protéger contre ses dénonciateurs. Dans ce temps de terreur et d'anarchie, un misérable de la lie du peuple, s'il savait, dans la langue sauvage de la révolution, faire passer sa haine contre les riches au cœur de ceux qui l'écoutaient, pouvait perdre un homme vertueux, et persuader à la multitude qu'il était un républicain rigide : tel était alors un nommé Varlet, orateur des rues, membre de la commune de Paris. Il accusa le général Beauharnais d'être noble, et d'avoir été longtems associé à l'assemblée *des Feuillans* qui avait eu un système politique différent de celui du club *des Jacobins*. Vers ce même tems, un décret éloigna tous les nobles des

armées. Beauharnais montra un autre dévouement; il offrit de servir comme soldat: il osa écrire à la Convention pour combattre ce décret. Les représentans du peuple l'exilèrent à vingt lieues des frontières, au moment où il arrêtait les Prussiens aux environs de Landau avec une armée faible et sans discipline. Il fut enlevé *comme suspect* à la Ferté-Imbault, dans le département de Loir-et-Cher, enfermé dans une prison, et enfin livré au tribunal révolutionnaire. On lui reprocha une inaction de quinze jours à la tête de son armée, ce qui, disait-on, avait contribué à la perte de Mayence; d'avoir conspiré avec Louis XVI contre le peuple, et d'avoir tenté d'ouvrir sa prison avec d'autres conjurés, pour assassiner la Convention nationale et son Comité de Salut public. Il fut condamné à mort, le 5 thermidor an 2, âgé de trente-quatre ans. La veille de son supplice, il écrivit à son épouse (depuis, l'impératrice Joséphine) pour lui recommander ses enfans, et l'engager à faire réhabiliter sa mémoire. Le général Custine avait adressé la même prière à sa belle-fille. Cette réhabilitation ne peut être aujourd'hui que le jugement de l'équitable histoire. Heureux le tems et les nations où l'histoire

peut louer sans crainte les hommes illustres ou venger leur mémoire lorsqu'à peine ils entrent au cercueil! Cet éloge, et c'est peut-être le plus grand, est un de ceux que Tacite, qui avait vu plusieurs règnes funestes, donna aux bons empereurs, lorsque d'une plume libre et honorée il écrivit l'histoire de Rome et les annales de ses contemporains. Le général Beauharnais marcha à l'échafaud avec une fermeté égale à son courage; rien n'altéra la paix de son cœur et la sérénité de ses traits. Ce qui accrut les regrets d'une fin si funeste, ce fut la révolution qui, quatre jours après, ravit le gouvernement et la vie aux monstres altérés du sang français. Si une main puissante ou l'oubli eût protégé ses jours jusqu'au 9 thermidor 1793, il eût vu les échafauds brisés, l'innocence rassurée et l'humanité devenue enfin une vertu d'état.

DAMPIERRE,

GÉNÉRAL EN CHEF.

Son éducation. — Son caractère. — Voyage en Prusse et en Angleterre. — Traits d'humanité.

AUGUSTE-HENRI-MARIE PICOT DE DAMPIERRE naquit à Paris, le 19 d'août 1756. Au lieu d'aller chercher les noms de ses ancêtres dans d'obscures généalogies, tombeaux de la vanité aux yeux du philosophe qui veut qu'on soit illustre ou vertueux par soi-même, nous ne citerons que les *noms historiques* de son père, blessé à la bataille de Dettingen, en 1743, et de son oncle Charles de Dampierre, commandeur de Malte et chef d'escadre, qui eut une partie de la mâchoire emportée, en 1779, au combat naval de la Grenade. On rapporte que Dampierre s'enflammait, à dix ans, au récit des batailles et n'aimait des jeux de l'enfance, que ceux qui lui retraçaient l'image de la guerre. Son éducation avait eu le vice des éducations domestiques, où les maîtres, sous les yeux

des parens, ne songent à former leurs élèves qu'à l'art de plaire, le premier de tous sans doute lorsqu'il se joint à d'autres vertus. Un mot de mylord Bolingbroke, qui venait souvent dans sa famille, tourna tout à coup son esprit vers les choses solides. Ce philosophe anglais s'écria à une réponse ingénieuse de cet enfant : « Auguste, tu seras un jour un » homme : cultive, par le travail, ce que la na- » ture a fait pour toi ». Ce présage fut une leçon pour lui ; et dans ces jours heureux, mais trop souvent perdus, où la jeunesse croit se venger par les plaisirs de la longue contrainte de ses maîtres, Dampierre apprit, dans la retraite, les plus belles langues de l'Europe, les hautes sciences, le droit public, et approfondit l'art de la guerre dans les auteurs anciens et dans les bons livres modernes.

Admis, à quinze ans, dans les Gardes-Françaises, il fit éclater toutes les saillies d'un jeune amant de la gloire. On l'entendit souvent s'écrier : « Ne ferai-je donc jamais rien pour mon pays? Quand pourrai-je perdre un bras dans une bataille » ? Ce caractère ardent n'attendait que les occasions. Aux premiers différends de la France et de l'Angleterre, en 1778, Dampierre demanda à partir, comme

volontaire, pour l'Amérique septentrionale qui commençait à secouer le joug des Anglais. Mais la cour de France qui voulait conserver les apparences d'amitié avec le cabinet de Londres, et qui n'avait pas consenti encore au départ du jeune marquis de La Fayette et du général Rochambeau, n'accorda point cette permission. Ce refus lui fit haïr la cour; à chaque victoire des Américains et des officiers français, il s'écriait, en versant des larmes : « Ah! malheureux, je n'y suis pas »! Le comte d'Artois alla commander en personne le siége de Gibraltar; une foule de jeunes volontaires le suivit. Dampierre ne pouvant pas obtenir de congé, prit le parti de s'y rendre secrétement. Le même pouvoir qui s'était opposé à son départ pour l'Amérique le fit arrêter à Barcelone et conduire à Paris. Il est facile de se figurer le désespoir d'un tel homme. Ses regrets firent le tourment de ses belles années, qui lui semblaient perdues dans un odieux repos; il ne parlait qu'avec une affliction profonde de cette guerre de l'indépendance, dont la cause fut si noble et si légitime.

Il épousa alors une demoiselle qui lui apportait un million et de la beauté. Nous n'eussions pas remarqué ce mariage avec une fille

de son rang; mais celle-ci descendait de Lulli, compositeur célèbre de nos premiers opéra, que Louis XIV et son grand ministre Colbert avaient enrichi, comme tous les talens de ce grand siècle. Quelques dames de la cour se dirent entre elles que Dampierre se mésalliait. Ces dames auraient dû savoir qu'il n'est point de mésalliance avec ce qui est illustre, et que, tandis que leurs noms étaient à peine connus dans quelques sociétés de Versailles, Lulli et Quinault étaient admirés dans toutes les villes de l'Europe, où il se trouvait des hommes sensibles au charme des vers et aux beautés d'une musique harmonieuse et savante.

On n'a vu que les traits d'une enfance aimable; j'essayerai de peindre son cœur qui me fut connu. Nul homme n'a réuni à un si haut degré la sensibilité et la force, le courage et l'humanité. On l'a vu verser des larmes au simple récit d'événemens historiques passés depuis plusieurs siècles. On était sûr de tout obtenir quand on lui disait : « Je suis malheureux ». Sa bourse, ses habits, tout était partagé. Cet homme, qui, sur un champ de bataille, ne permettait pas qu'on fronçât le sourcil, volait du milieu du carnage dans les hôpitaux où ses bienfaits et sa douceur angé-

lique suspendaient la douleur. Il ne faisait point consister la gloire dans un courage indomptable et farouche, mais dans la vertu. Au milieu des camps où il aspirait à élever sa fermeté au-dessus de la nature humaine, jamais il ne détourna la vue des pleurs d'une veuve ou d'un père qui lui redemandaient un fils que les lois de la guerre avaient ravi à leur vieillesse. S'il résistait à cette voix de la nature, c'était avec un accent de bonté qui laissait voir que c'était le général et non pas l'homme qui refusait. Nos soldats lui prodiguaient les noms de bienfaiteur et de père : il en fut souvent témoin lui-même, lorsque, faisant le tour du camp, il entendait, la nuit sous la tente, les vieux soldats dire aux recrues : « Cela te va bien de crier, de te plaindre! crois-tu si nous n'avons pas eu aujourd'hui de pain, qu'il était possible de nous en donner? crois tu que notre général est à dormir? Oh! celui-là ne se repose que lorsque notre subsistance du lendemain est assurée ». Dampierre, doucement ému, se retournait vers ceux qui l'accompagnaient : « Ils m'aiment », disait-il. Ce sentiment que ce seul mot peignait si bien, était le prix le plus doux, et lui semblait encore au-dessus de la gloire. Mais

revenons aux premiers jours de sa vie.

Pendant que d'autres jeunes officiers énervaient leur courage dans les plaisirs, Dampierre passa en Angleterre. Il voulut contempler ce fier parlement qui donne des lois, accorde ou refuse à ses souverains, seul temple de la liberté avant l'indépendance donnée aux États-Unis par Francklin et Washington. Si les objets éloignés inspirent un respect plus grand, ce qu'il vit à Londres ne produisit point ce changement dans l'esprit de notre voyageur, et son séjour augmenta son admiration pour le gouvernement anglais, peut-être le plus parfait qui existât alors. Rien n'a pu ébranler la fermeté de son opinion; et, malgré la haine qu'il voua, depuis, aux chefs de ce gouvernement; malgré son vœu de le punir comme l'ennemi le plus cruel de la France, il dit toujours que les hommes n'étaient pas la chose, et que c'était celle-ci qu'il fallait admirer dans le système anglais. Cette réunion d'élémens divers, ce lien singulier qui unit les pouvoirs de la nation et du roi, la liberté dont tout Anglais jouit dans sa patrie, enfin la solidité de cet édifice, dont le roi, le principal appui, peut tomber en démence, ou être remplacé par un successeur, sans aucun ébranlement,

sans secousses dangereuses pour le peuple, lui paraissaient le chef-d'œuvre des conceptions. En-deçà, tout lui semblait despotisme ; au delà, fausse égalité, tyrannie du peuple et confusion.

Après avoir approfondi l'histoire et les lois des Anglais, un homme fait pour lui servir de modèle, attira ses regards vers Berlin : le grand Frédéric y jouissait du fruit de ses victoires et de sa politique. Dampierre prit dans les exercices de paix, dans les grandes manœuvres, les leçons les plus utiles pour son pays. Son admiration pour Frédéric tint de la passion; mais ses manières prussiennes, trop affectées, lui firent du tort à la cour, où un ridicule est plus rare qu'une mauvaise action. Un jour étant allé à une revue, la queue longue et le chapeau mis à la prussienne, Louis XVI qui le remarqua, dit avec humeur au maréchal de Biron : « Avez-vous vu ce fou de Dampierre, avec ses manières prussiennes » ? Ces seuls mots, qui furent connus des ministres et des courtisans, qui vont toujours plus loin que leurs maîtres, fermèrent pour toujours la porte à l'avancement qu'il méritait. Un second voyage en Prusse, pendant la maladie qui mit Frédéric au tombeau, le confirma dans son

estime pour ce grand homme; s'il est vrai que pour mériter ce nom, il suffise d'être ravisseur, fourbe en politique et habile guerrier.

Tous les progrès des sciences intéressaient son esprit. Lorsque M. de Montgolfier découvrit l'art, cru long-tems impossible, d'élever l'homme dans les airs, Dampierre se présenta pour monter dans le premier ballon qui fut construit à Paris. Pendant qu'il éprouve un refus, il apprend qu'un second ballon doit s'élever à Lyon. Il part pour cette ville, la minute après avoir monté sa garde, espérant de revenir à point nommé pour la prochaine. Plusieurs capitales n'approchaient point alors, pour les richesses et la splendeur, de cette seconde ville de la France. C'était le tems d'une heureuse paix pour le monde, que celui où, pour montrer son courage, un jeune officier commettait sa vie dans une faible nacelle suspendue au milieu des airs à un globe de papier qu'une étincelle pouvait enflammer. Lyon retentit des éloges des hardis voyageurs. Malgré le charme que Dampierre éprouvait aux fêtes que l'on célébrait pour lui, il repartit pour Paris où le moment de monter la garde le rappelait; mais quelque diligence qu'il eût faite, il arriva trop tard. Le

maréchal de Biron punit de six mois de prison ce voyage qui ne devait être considéré que comme une saillie de jeune homme. Cette sévérité fit abandonner à Dampierre le régiment des Gardes. Il passa successivement dans celui de Chartres, et dans les Chasseurs à cheval de Normandie. Il était en sémestre dans sa terre, lorsqu'il fit une action qui serait remarquable même dans un de ces hommes que le malheur excite à prodiguer leur vie. Un jour de fête, en hiver, à six heures du soir, tandis qu'on dansait dans le château de Dampierre, un père de famille tomba dans la rivière et disparut. Le cri de ses enfans attira une foule de paysans, sans que la pitié émue osât le secourir. La nouvelle en parvint jusqu'à la salle de danse; Dampierre en sueur quitte ses habits, court et plonge trois fois dans l'eau glacée sans trouver le malheureux que le courant venait d'entraîner : il nage rapidement, l'atteint au moment où il va être écrasé sous les roues d'un moulin, et le retire, au péril de s'y briser lui-même. Dampierre ne jouit pas du prix d'un si rare courage. L'infortuné, étouffé par le froid, ne put être rappelé à la vie. La générosité de son libérateur se tourna sur ses pauvres enfans; il leur prodigua les secours et les conso-

lations nécessaires dans leur malheur. Cette belle action, qui le fit comparer au duc Léopold de Prunswick, qui avait péri dans l'Oder, en se précipitant au secours d'un de ses sujets, pensa lui coûter la vie par une maladie violente; mais son nom ne fut plus prononcé par tous les habitans voisins de sa terre qu'avec ce respect que le rang n'impose pas toujours, et que la bienfaisance seule inspire.

On touchait à cette année 1787, trompeuse aurore d'un changement fortuné dans l'état. Les assemblées provinciales demandaient, en secret, une constitution libre, et, tout haut, les réformes que l'accablement des impôts et la misère du peuple rendaient nécessaires. L'exemple des Américains avait fait croire qu'on pouvait introduire, dans tous les gouvernemens, les conceptions les plus hardies des philosophes. L'excès seul perdit tout. Dampierre, ardent pour la liberté que n'avaient point souillée ses faux adorateurs, se montra dans les rangs de ceux qui voulaient cette liberté, c'est-à-dire, de presque toute la nation; ses opinions eurent toujours ce caractère, qui de son âme passait dans ses discours. Nommé président du département de l'Aube, il honora sa place par son patriotisme et sa

fermeté à réprimer les entreprises d'une populace effrénée. Elle venait de tremper ses mains dans le sang du maire de Troyes; elle l'avait massacré et traîné dans les rues avec tous les outrages de la barbarie. Dampierre fit dans ce département tout le bien qu'il pouvait faire. La reconnaissance des habitans voulut le porter à l'Assemblée nationale, avec M. Beugnot, homme érudit et éloquent, comme les deux citoyens les plus dignes de les représenter. Le nom de Dampierre sortait de l'urne, lorsqu'une foule des mêmes séditieux qu'il avait soumis au frein des lois, inonde la salle des séances. Dampierre, accoutumé à se montrer aux mutins, accourt; des cris et des hurlemens font entendre que c'est contre le choix qu'on a fait de lui, que la révolte est déclarée. Les sabres se croisent. C'est ici que Dampierre fit un noble sacrifice de son ambition au désintéressement et à l'humanité: il venait de braver les dangers d'une émeute qu'il croyait tournée contre la sûreté publique; pour lui ôter tout prétexte, il se désiste à l'instant et déclare qu'il ne se pardonnerait de sa vie d'arriver à l'Assemblée nationale sous de pareils auspices. Quel exemple il donnait à ces tribuns des autres villes qui obtenaient violemment les suf-

frages, et dont l'ambition cruelle eût sacrifié tout un peuple pour un honneur qu'il refusa lorsqu'il le vit mêlé à la seule idée d'une calamité publique!

Autorité de Dampierre sur l'esprit de ses soldats. — Il se distingue à la bataille de Jemmapes.—Origine de la haine de Dumouriez contre lui.

L'OPPOSITION de toutes les cours aux principes de la révolution annonçait une guerre inévitable ; Dampierre rentra dans le militaire. Il était aide-de-camp du maréchal de Rochambeau qu'il estimait pour cette gloire pure qu'il avait acquise dans les États-Unis, en combattant pour la liberté à côté du modeste et grand Washington, lorsqu'il fut nommé colonel du régiment de dragons de la Colonelle-générale (1791). Ce corps, qu'avait commandé le duc de Luynes, accoutumé au séjour de Versailles et flatté par la cour, était devenu difficile à conduire. Il fallait un homme ferme, qui lui inspirât ce reste de respect pour la naissance qui n'était point encore effacé; préjugé sans doute, mais qui existe dans les quatre parties du monde connu. Dampierre, noble, mais populaire, remplaça heureusement l'ancien co-

lonel qui avait laissé parmi ses soldats une sorte d'esprit qui les faisait accuser d'*aristocratie* par la rudesse républicaine des volontaires que les provinces envoyaient au secours de nos frontières. Dampierre les conciliait presque toujours dans ces querelles qui auraient coûté la vie à des soldats. Le bataillon de l'Oise se montrait le plus animé de tous contre les troupes de ligne. Au premier combat, au village de Bossut (29 d'avril 1792), son régiment vint passer devant le front du bataillon de l'Oise, qui laissa éclater des murmures. Dampierre se retourne : « Quoi! dragons, s'écrie-t-il, lorsque nous allons combattre les ennemis de notre patrie, vous garderiez un ressentiment funeste? Vive le bataillon de l'Oise! Vive la France »! Un même cri se fit entendre : « N'ayons de haine que contre l'ennemi. »

Peu de jours après, ces mêmes dragons, entraînés par l'esprit d'indiscipline qui gagnait tous les corps de l'armée, envoyèrent au général Dampierre une députation de cinq d'entr'eux pour demander qu'on leur distribuât tout l'argent qu'ils avaient à la masse, *attendu*, disent-ils, *qu'allant faire la guerre*, *et pouvant être tués, chacun devait jouir de ce qui était à*

lui. Cette demande fut rejetée, comme elle devait l'être. Les cinq dragons laissent cette menace en partant : *Cela suffit*. Le régiment sortait à peine de Mons pour combattre l'ennemi, que ces dragons font rompre les rangs et crient en tumulte : *La masse, ou nous ne marchons pas*. Le moment était difficile. Tous les dragons, mêlés aux séditieux, favorisaient leur audace sans leur laisser craindre d'être reconnus. C'en était fait de la discipline, et peut-être de la vie de tous les officiers, sans la fermeté de Dampierre qui fut plus grande que le péril. « Officiers et sous-officiers, cria-t-il d'une voix terrible, vous répondez sur vos têtes de l'ordre que je vais donner : Que les dragons mutinés suivent les soldats fidèles ». Tout le régiment obéit. Le colonel fit faire halte à un quart de lieue. « Apprenez, dit-il, aux dragons, que si je refuse tout à la révolte, j'accorde à la soumission ». Et il fit donner à chaque soldat six francs sur la masse. Le lendemain, on vit quelle autorité lui donnait sur les esprits ce mélange d'inflexibilité et de douceur. Dans la nuit du 29 avril 1792, le régiment bivouaqua à Mons, sur le chemin de Valenciennes. Il fut inondé tout-à-coup par des troupes de cavalerie qui criaient : « Sauve qui

peut, sauvez-vous. Tout est perdu, les ennemis sont dans le camp ». Dampierre est d'abord foulé aux pieds des chevaux qui lui brisent son casque. Il se relève et crie de toutes ses forces : « Au nom de l'honneur, dragons, soyez fermes à vos rangs ». Les cris des fuyards et l'exemple des autres corps saisis d'une terreur panique n'entraînèrent que douze dragons. Ce même jour, Dampierre avait accru l'ascendant que le mépris des dangers donne à l'officier sur le soldat; il était allé seul, à la portée du pistolet et au milieu d'une grêle de coups de carabines, reconnaître un poste de tirailleurs ennemis.

Le lendemain, les généraux, pour calmer la frayeur dont les soldats avaient paru frappés, ordonnèrent la retraite devant un ennemi très-inférieur. Tous les bons officiers pensaient qu'une retraite était plus dangereuse que de mener au combat ces troupes neuves dont l'inquiétude devait redoubler à la seule apparence de la timidité de leurs chefs. L'Autrichien, qui ne pouvait se persuader que cette grande armée se retirât sérieusement, craignit que ce ne fût une ruse des Français et fut lent à les poursuivre. Voyant bientôt que leur éloignement n'était pas un artifice, il se mit à har-

celer les troupes légères de leur arrière-garde. L'ennemi redoublait d'audace sans que personne donnât d'ordre dans ce danger extrême. Dampierre prend sur lui de le repousser; il commande aux derniers bataillons de s'arrêter, envoie son fils demander du canon, et le met en batterie sur la route, de Valenciennes à Mons. Le feu de l'artillerie force l'ennemi de s'éloigner, et permet à cette petite arrière-garde de repasser le défilé de Quiévrain. Dampierre se préparait à défendre ce passage, lorsqu'il reçoit l'ordre de poursuivre sa retraite sur Valenciennes; il hésite: « A Valenciennes, à Valenciennes, lui crie-t-on de toutes parts; il n'y a que là qu'on soit en sûreté ». Tant le duc de Biron, général en chef, avait perdu la confiance de l'armée! Les uns lui reprochaient l'éclat de sa naissance, d'autres des liaisons secrètes avec le duc d'Orléans, et tous une douceur qui dégénérait en faiblesse. Plus d'assurance dans M. de Biron eût rendu nos soldats aussi terribles à l'ennemi, qu'ils le devinrent peu de mois après sur les mêmes lieux qu'ils abandonnaient à regret. S'il a été une circonstance où l'on a dû pressentir l'impression fatale qu'un mouvement de retraite produit sur le soldat, c'était au commencement

d'une guerre qui succédait à une longue paix. L'attaque convient particulièrement au caractère impétueux de notre nation.

Dampierre, aux camps de Maulde et de Maubeuge, mit le comble à sa réputation de bon officier, par des combats d'avant-postes, et par des reconnaissances où, sans se tromper, l'œil calme doit voir les objets devant le feu et la mitraille de l'ennemi. Il se porta en Champagne avec son régiment de dragons et quatre mille hommes d'infanterie, pour s'opposer à la marche victorieuse du roi de Prusse, maître de Longwi et de Verdun. Il arriva au camp de Sainte-Menehould, la veille de la bataille de Valmi, en même temps que les vingt-cinq mille hommes de l'armée du Rhin, commandés par le général en chef Kellermann, qui le range à l'aile gauche de l'armée (1792). Les officiers supérieurs, qui m'ont confié des mémoires sur Dampierre, prétendent que ce général eût pu faire beaucoup de mal à l'ennemi pendant la vive canonnade qui s'engagea entre les deux armées, si le général en chef l'eût laissé s'avancer sur le flanc des Prussiens que la disposition des montagnes permettait d'attaquer avec une grande apparence de succès. C'était l'avis de Dampierre; mais un gé-

néral en chef doit savoir résister à l'ardeur bouillante et même au courage éprouvé de ses lieutenans. Accoutumé à voir l'ensemble et le salut de son armée, il est souvent obligé d'opposer un refus à la noble ambition d'un général de division ou d'un corps qui brûle de se distinguer. Le général Kellermann jugea qu'il était plus prudent de ne rien compromettre. Il n'y eut dans cette action nul engagement d'infanterie; le jeu supérieur de notre artillerie commandée par le général d'Aboville, le premier de nos généraux dans cette arme, arrêta la marche de l'armée prussienne.

Dampierre, à la bataille de Jemmapes, enleva les positions de Bossut et de Frameries défendues par les Autrichiens avec une opiniâtreté égale à la fureur des Français (1792). A la tête des régimens de Flandre et des bataillons de Paris, qu'il précède de cent pas, il enlève les deux premières redoutes, en tourne les canons contre les Autrichiens, et fait seize cents prisonniers. Nos soldats l'avaient vu entrer à cheval le premier dans la redoute; ils le nommèrent le premier dans ces acclamations qui suivent la victoire. Nos blessés oubliaient leurs douleurs pour se demander: « Dampierre a-t-il survécu »? D'autres di-

saient qu'ils mouraient contens, puisque *ce brave homme* était conservé à leur pays. A la tête d'un corps de dix mille hommes, il combattit à la bataille d'Anderleck près de Bruxelles, réduisit Malines, et dans une action vive, près de Liége, il acheva la conquête de la Belgique.

Dumouriez établit son quartier-général à Aix-la-Chapelle. La présence des Français fut célébrée par des fêtes et par les vœux sincères des habitans que nous venions de soumettre. Tous les peuples d'Allemagne aspiraient à cette liberté, qui combattait pour nous dans l'intérieur du pays et à l'avant-garde de nos armées. Les spectacles nous offrirent ces hommages de l'esprit qui ne sont pas les moins flatteurs pour des Français. Au moment où les acteurs présentaient une couronne de laurier au général en chef Dumouriez, les soldats crièrent des loges et du parterre : « Une couronne au général Dampierre, il l'a bien méritée ». Dumouriez payant de politique partagea la couronne ; mais il ne pardonna jamais à Dampierre de l'avoir obtenue par la voix des soldats, vrais arbitres du courage et des talens de leurs généraux. Les causes les plus légères allument souvent des haines cachées entre des hommes célèbres.

On attribua au ressentiment de Dumouriez l'ordre qu'il donna à Dampierre, dans le mois de janvier 1793, de rester à Aix-la-Chapelle avec deux mille hommes. Dampierre, en quelque sorte exilé de l'armée, jugea, avec cet œil qui perce dans l'avenir, ce que le jugement de Louis XVI par la Convention allait coûter d'efforts à la République. Il fatigua de ses lettres Pache, ministre de la guerre, pour qu'il portât les Français sur le Rhin, où nos quartiers d'hiver, devenus formidables par leur position auraient permis de réparer l'affaiblissement de l'armée. Les généraux voyaient déserter en foule ces bataillons nationaux qui ne s'étaient engagés à servir que tant que la patrie serait en danger. Mais le ministre de la guerre, jouet des factions et plongé dans une sécurité aveugle, ne fit rien pour prévenir les désastres que Dampierre prévoyait. Dumouriez lui-même ne s'occupait que d'apprêts contre la Hollande, et semblait oublier que cette expédition nouvelle, dépendant des succès de sa grande armée en Belgique, tournerait en revers par le moindre échec de celle-ci sur les rives de la Roër.

Il sauve le reste de l'armée après la bataille de Nerwinde.

TANDIS que le général Dumouriez, avec trente mille soldats, prenant les places de Bréda, Klundert et Gertruydemberg, faisait craindre à la Hollande une conquête aussi rapide que celle de la Belgique, le prince de Cobourg, à la tête de quarante mille hommes, vint attaquer les quinze mille Français dispersés sur les bords de la Roër. Ils étaient tous détruits sans la conduite ferme et la présence d'esprit du baron de Lefort (1), colonel de hussards, qui se mit à la tête de toute la cavalerie, et protégea leur retraite. Le général Dampierre, dont les troupes étaient inutiles à Aix-la-Chapelle par une suite naturelle du mauvais plan de Dumouriez, se porta sur le champ de bataille. Chargé de l'arrière-

(1) C'était un descendant de Lefort, grand-amiral de Russie, qui seconda si heureusement le Czar Pierre-le-Grand dans ses victoires, et, ce qui est plus digne d'éloges, dans la civilisation de ce pays.

garde, il sortait à peine des bois qui bordent le chemin d'Aix-la-Chapelle à Liége, qu'il entendit de loin une canonnade vive ; l'ennemi attaquait les troupes du général Lamarche. Dampierre se porte près de la barrière d'Aigneux, embusque ses canons dans des haies vives, les fait charger à mitraille, et envoie l'artillerie au-devant du général Lamarche poursuivi de si près par les Autrichiens, qu'ils étaient pêle-mêle avec les troupes légères de son arrière-garde. C'est avec ce secours que Lamarche arriva à la barrière d'Aigneux, dont le canon de Dampierre repousse les Autrichiens. Le lientenant-général Lanoue se laissa entraîner par l'ardeur de ses soldats dans un terrain coupé et inégal. On ne vit jamais rien de si rapide que la marche de ses grenadiers; en quelques minutes ils avaient gagné près d'une lieue de terrain. Ils arrivent au pied d'une éminence couronnée d'artillerie. La mitraille emporte la moitié de ses grenadiers et force l'autre à reculer aussi vite vers la barrière qui avait arrêté l'ennemi. Tout le monde se regardait sans prendre de résolution; Dampierre ramène ses troupes dans les mêmes lieux qu'elles avaient occupés. On s'y bat avec acharnement au milieu du feu de la mousque-

terie et du canon. Après des effort inouis, les Autrichiens renoncèrent à cette attaque, et laissèrent, à l'entrée de la nuit, l'arrière-garde de Dampierre maîtresse du terrain qu'elle avait vaillamment défendu.

Il se rapprocha du champ de bataille de Nerwinde (mars 1793). Dumouriez lui avait ordonné de se diriger sur Tirlemont par le chemin le plus court. Les ponts et les chemins détruits le forcèrent à choisir la grande route de Louvain. Quoique Dampierre fût arrivé le premier avec sa cavalerie, Dumouriez, transporté de colère, lui dit avec dureté, devant d'autres généraux : « Qu'il voulait que ses ordres fussent exécutés à la lettre, et qu'il avait coutume de punir ceux qui les éludaient sous quelque prétexte que ce fût ». Il fallut déboucher par une porte de Tirlemont battue par trente canons ; Dampierre passa le premier avec quelques compagnies de hussards et trois pièces d'artillerie légère dont le feu permit qu'on plaçât d'autres canons en batterie. L'ennemi fut repoussé derrière la Gête et forcé d'abandonner le village de Gorsenhoven, où les Français restèrent malgré vingt charges de cavalerie.

Dumouriez résolut d'attaquer les Autri-

chiens dans leur position en arrière de la seconde Gête. Dampierre, au centre de l'armée, eut son flanc découvert par la retraite de l'aile commandée par Miranda. L'ennemi, loin de poursuivre ce général, tourne son artillerie sur le centre dont il démonte toutes les batteries et fait un grand carnage. Dampierre arrêta le désordre, tint ferme jusqu'à la nuit et contribua au succès de l'aile droite. Il voulait qu'on attaquât le lendemain avec cette aile animée et victorieuse, et qu'on refusât à l'aile gauche de combattre sous Miranda, accusé de trahir. Dumouriez, soupant avec Dampierre dans le village de Nider-Elissen, lui dit : « Je vois bien pourquoi cela n'a pas été comme à Jemmapes. Vous commanderez demain la première attaque ». La connaissance entière des pertes de l'aile gauche et du terrain qu'elle avait abandonné fit changer à Dumouriez de dessein. Dampierre désespéré ne songea qu'à se défendre. Dès la pointe du jour il envoie son aide-de-camp au général en chef à Tirlemont, pour le prévenir de la marche des Autrichiens et de l'attaque qu'elle présageait. Dumouriez, dans ce moment écrivait ses dépêches pour Paris, dont les factions opposées lui causaient les plus vives inquiétudes. Ses victoires les

avaient forcées au silence ; le moindre revers pouvait les enhardir. Il s'écria avec colère : « Tant mieux, tant mieux ». Revenu de ce premier mouvement : « Allez, répondit-il, dites au général Dampierre que j'envoie des renforts à l'aile gauche, et que je les suis moi-même dans un moment. » Mais quelque diligence qu'il fît, il arriva trop tard. Les troupes du général Miazinski postées sur un mamelon, près d'une chaussée, de Tirlemont à Liége, étaient déjà forcées. Poursuivies par l'artillerie autrichienne portée rapidement sur ce mamelon, elles en descendent et se heurtent contre nos renforts. Le canon nous tuait par seconde dix hommes par bataillon. Un quart-d'heure du feu de ces batteries eût entièrement détruit cette masse serrée semblable à un troupeau que la frayeur rend immobile. Dampierre accourt avec sa cavalerie et du canon. Il voit que personne ne commande ; que le général Miazinski laisse écraser ses troupes sans rien décider ; il ordonne à ces soldats éperdus de se jeter à droite et à gauche et de se former en compagnies sous la protection de la cavalerie légère. Au moment où cet ordre est suivi, Dumouriez arrive de Tirlemont : « Quel est donc ce désordre, s'écrie-

t-il avec étonnement? « vous arrivez trop tard, lui répond Dampierre; je viens d'accourir du centre pour empêcher la mort de tant de braves gens ». Dumouriez, qui se garde bien de raconter ces particularités dans ses Mémoires, prétend qu'il commanda cette manœuvre qui, *parfaitement exécutée par Dampierre*, *sauva l'armée ;* mais ce n'est pas la première fois qu'un général en chef a voulu ravir à son lieutenant l'honneur d'une belle conception.

Après la perte de cette bataille de Nerwinde, l'armée se retira aux frontières de Flandre et du Hainaut. Dumouriez, qui prévit les excès auxquels les factions qui divisaient Paris se porteraient contre lui en apprenant les suites de la bataille de Nerwinde, médita contre la Convention une révolte.

Il remplace Dumouriez à l'armée du Nord.— Bataille où il est tué. — Douleur de ses soldats.

Dumouriez craignait que Dampierre ne rejetât la proposition d'introduire les Autrichiens en France, même sous le prétexte de punir les ennemis que ces deux généraux avaient dans la Convention nationale ; il le relégua loin de l'armée, au Quesnoi, avec le seul régiment de Flandre et deux bataillons de Paris. Dampierre y apprit que son général en chef allait livrer la France aux généraux de l'Autriche. Il jura, avec ses deux mille soldats, de s'ensevelir plutôt sous les ruines de la citadelle. A peine quelques citoyens osaient-ils se montrer sur la place publique. On croyait voir approcher la guerre civile. Dampierre, le front serein au milieu des communes alarmes, rappela aux soldats leur serment d'être fidèles à la République. Leur émotion éclata lorsqu'il fit entendre ces dernières paroles : « Soldats, nous avons tous juré de défendre nos lois et notre liberté; eh bien! ce serment que Du-

mouriez fit devant nous, il l'a violé le premier: il vend la patrie à nos implacables ennemis. Vous frémissez d'un tel crime ! L'honneur parle; il sera plus puissant que la voix du traître qui vous a séduits. Jurons de périr sous les débris enflammés de cette ville, avant de la livrer aux Autrichiens ». Les soldats répétaient à peine ce serment, que Dampierre apprend que les représentans du peuple l'ont nommé général en chef de l'armée du Nord pour l'opposer à Dumouriez. Il part pour Valenciennes qui venait de fermer ses portes à des soldats que Dumouriez avait envoyés pour s'en emparer. Il conjura nos troupes de ne point déchirer le sein de la patrie pour l'intérêt d'un seul homme. L'amour des soldats pour Dampierre et l'ardent patriotisme des volontaires qui préféraient la patrie à un général, décidèrent le retour de l'armée et affermirent sa fidélité à la république. Le bataillon de l'Yonne, commandé par M. Davoust, depuis maréchal d'empire, donna le premier exemple; il fut sur le point d'arrêter Dumouriez, qui lui échappa. En moins de trois jours, Dampierre parvint à réunir toute l'armée sous les murs de Valenciennes.

Le découragement se joignait à l'affaiblis-

sement. Denain, sous la protection des forteresses, permettait d'attendre les recrues d'une levée de trois cents mille hommes ordonnée par la Convention, d'y faire les apprêts de la campagne et de la levée du siége de Condé, avant que cette place fût réduite à l'extrémité. Un ordre des représentans du peuple lui fit abandonner ce plan conforme à nos revers, pour faire marcher sur-le-champ au secours de Condé une armée réduite à vingt mille soldats abattus, mal armés, incapables de résister à quatre-vingt mille Autrichiens bien conduits, et fiers d'avoir chassé, en moins d'un mois, cette armée française de la Hollande et des Pays-Bas.

Dampierre vint occuper le camp de Famars, non loin du petit ruisseau fangeux nommé Rouelle. Le cours de l'Escaut, qui sépare la ville de Condé, avait fait partager en deux corps l'armée autrichienne. Sa position semblait prescrire aux Français de ne livrer bataille qu'à l'une des deux ailes. Dampierre, sorti du camp à la pointe du jour, trompe l'ennemi par une fausse attaque sur l'autre bord du fleuve, renverse ce qui est devant lui, emporte plusieurs villages et se fait jour jusque près de Quiévrain. Cette armée autri-

chienne était vaincue, si on ne lui avait pas laissé le tems de revenir de sa première frayeur. L'aile gauche des Français s'avançant par la grande route de Valenciennes, secondait l'effort heureux de l'aile droite où Dampierre commandait en personne; mais dans presque toutes les batailles, un seul point faible, ou qu'on néglige, est ce qui les fait perdre. L'irrésolution de quelques troupes du centre et la lenteur d'un régiment qui devait s'y porter, permettent à l'ennemi de nous enfoncer, et forcent l'aile de Dampierre à la retraite.

Ce général fit rentrer toute l'armée au camp de Famars dans un ordre aussi calme que s'il l'eût ramenée d'une manœuvre de paix. Cette tentative malheureuse, la vue du sang inutilement répandu ne purent ouvrir les yeux des fougueux représentans du peuple, aussi utiles pour enflammer le patriotisme des soldats qu'inhabiles à les conduire. Sans doute la Convention nationale eut le droit de surveiller nos armées; mais un funeste attribut de ses délégués dans les camps fut le pouvoir, usurpé sur des généraux, d'ordonner un changement de position, ou de livrer des batailles. Cette opinion, que j'ai osé produire sous le règne de nos assemblées, parut sévère à quelques

hommes; je dédaignai de vains ménagemens qui n'eussent été utiles qu'à moi seul. Ce devoir n'est que la tardive justice de l'histoire. Quand la nation ne lui devrait que le seul bien d'empêcher les mêmes erreurs de se reproduire, l'histoire serait une des plus belles fonctions de la république des lettres, qui a rendu tant d'autres services au genre humain.

Dampierre ne put fléchir la volonté de ces fiers représentans du peuple. Ils avaient vu, dans le combat heureux d'une aile de l'armée, l'infaillible espoir de battre l'ennemi. Cette volonté absolue, et peut-être la crainte de leur céder en audace, le forcèrent à recommencer une attaque où sa seule espérance était de vendre chèrement sa vie. Les Autrichiens avaient renforcé la gauche de leur armée; il décida de la faire inquiéter par des détachemens du Quesnoi et de Landrecies, tandis qu'on passerait l'Escaut pour attaquer leur aile droite. Le général Lamarlière, accouru de Lille contre Saint-Amand, devait prendre cette aile à revers, au moment où Dampierre, à l'avant-garde de son armée à côté du brave Kilmaine, emportait de front le village de Reymes. L'ennemi, poursuivi vers Saint-Amand, était repoussé sous les murs de Condé, si La marlière eût secondé l'impétuosité de

tous les autres régimens; mais ses soldats, loin de la mêlée, ne firent entendre qu'un feu mourant d'artillerie. L'Autrichien, qui d'abord avait songé à la retraite, rassuré sur Saint-Amand, change brusquement de résolution et fond avec toutes ses forces sur l'avant-garde de Kilmaine abandonnée des soldats de Lamarlière, et lui enlève le village de Reymes. Dampierre accourait à l'avant-garde par le chemin de l'abbaye du bois de Vicoigne, lorsqu'il eut la cuisse emportée d'un boulet parti d'une batterie autrichienne.

Les regrets des soldats éclatèrent avec violence. La douleur se répandit sur leurs traits comme une ombre funèbre. Les uns redemandent leur père, les autres viennent, de moment en moment, savoir si la blessure est mortelle et s'il pourra les commander encore ; ce n'étaient point ces visites de corps où l'on rend à la place ce que l'on refuse à l'homme ; c'était l'intérêt sincère de vieux soldats couverts de cicatrices et de ses grenadiers d'élite qui l'avaient vu les précéder dans les batailles. L'armée entière laissa le camp désert pour jeter un dernier regard sur son général; on fut obligé de consigner les soldats sous leurs tentes. Les chirurgiens lui coupèrent la cuisse; il expira six heures après l'opération. Quand

sa mort fut annoncée, les soldats, la tête baissée et dans un morne silence, parurent immobiles comme ces statues qui pleurent sur les tombeaux. L'ennemi sembla respecter le deuil de l'armée. Tout le tems qu'elle rendit les honneurs funèbres à son général, les Autrichiens laissèrent reposer leurs armes sur cette terre malheureuse, vaste tombeau que nous allions leur disputer encore; et lorsqu'ils s'emparèrent du camp français, ils mirent des gardes près du monument que de pauvres soldats avaient élevé.

La perte de la bataille de Famars, le 23 mai 1793, et l'invasion des Autrichiens dans la Flandre française, justifièrent l'opposition de Dampierre aux ordres qui l'avaient forcé à tenter le sort des armes. Quelques mois après sa mort, un orateur de la Convention, dont les traits pleins de douceur cachaient une âme cruelle et barbare, Couthon, que nous avons vu périr depuis comme complice du tyran, voulut révéler à l'assemblée qu'il n'avait manqué que quelques jours à Dampierre pour faire le malheur de son pays. Tout le corps des représentans de la nation repoussa cette calomnie contre un guerrier malheureux, mort pour la défense de son pays.

L'opposition violente des commissaires de

la Convention, cette confidence à ses amis : « lorsqu'on est parvenu à ce comble du malheur, il faut savoir mourir »; l'ordre qu'il donna à son fils de combattre loin de lui, firent croire qu'il voulut trouver le terme d'une persécution que les calamités publiques lui rendaient désirable. Ce général, qui, dans des jours plus heureux, avait exprimé le souhait de voir la liberté affermie, ou de mourir en combattant pour elle, sembla rejeter le fardeau de la vie, quand le tyran de la République lui ravit l'espoir de voir exaucer le premier de ces vœux.

Le meurtre des généraux Luckner, Biron, Custine, Houchard et Alexandre Beauharnais, le firent estimer heureux d'avoir échappé au supplice qui l'attendait; et ceux même qui avaient pleuré sur son cercueil furent réduits à se féliciter de sa perte au milieu des malheurs de la patrie. Tant la révolution, qui avait fait désirer aux vieillards de longs jours pour jouir du bonheur, avait changé toutes les idées, et rendu indifférens sur la vie les hommes qui haïssaient cette révolution, et plus encore ceux qu'elle avait trompés!

WESTERMANN. (1)

Il conspire avec les Jacobins contre Louis XVI. — S'empare du château des Tuileries. — Commande une légion à l'armée du Nord, sous Dumouriez. — Ses combats et ses massacres dans la Vendée. — Sa déroute devant Châtillon.

WESTERMANN, fils d'un procureur, naquit en 1763, à Molsheim en Alsace. Il portait dans le cœur ces passions qui forment des hommes extraordinaires ou de grands criminels, suivant la carrière où les entraînent la haine du

(1) Westermann ne fut qu'un général d'avant-garde, il est vrai ; mais il fit tout sous les chefs qui le commandaient : un revers était réparé ou la victoire remportée, même quand Kléber et Marceau accouraient. On l'a placé parmi les généraux en chef par une exception qui ne paraîtra pas une flatterie, si on lit cet article ; il fut supprimé par la Censure, en 1811.

repos et la violence de leur ambition : jeune, il fut aimé d'une fille noble, belle et vertueuse. Il se crut trahi; il entra chez elle un poignard à la main pour la forcer de s'avouer infidèle. Aux cris qui retentirent dans la maison, les parens accoururent. Westermann confondu tourna ses transports contre lui-même, et se frappa de deux coups de poignard, aux yeux de son amante. Il s'engagea dans un régiment prussien, déserta et vint vivre à Paris avec des courtisanes. Un tel homme devait être redoutable dans les troubles de la France. Il prévit la révolution en 1787 ; il ne cacha point ses détestables vœux pour une guerre civile qui permît à son audace de tout entreprendre. Sa pauvreté l'avait forcé d'entrer, comme écuyer, dans la maison du comte d'Artois ; une insulte qu'il prétendait avoir reçue lui fit abandonner son service : dans ses adieux, il dit qu'un jour le peuple le vengerait. C'était en 1788. On verra que ce soldat devait accomplir, quatre ans après, ce sinistre présage.

Il se retira à Haguenau, révolutionna cette ville, se fit nommer par violence à une place, et fut chassé pour ses opinions extrêmes. Il revint à Paris, lorsque quarante conjurés de l'Assemblée législative, réunis aux Jacobins,

préparaient le renversement du trône. Westermann devint le chef de leur conseil secret, et les anima de sa fureur contre Louis XVI. La crainte de se voir arrêtés par l'ordre du roi avait fait naître cette conjuration entre quarante hommes qui n'avaient pour armes que des discours à la tribune et l'appui incertain de la populace des faubourgs. L'effroi plus grand de ne pas réussir leur fit abandonner plusieurs fois leurs desseins. Westermann rassura les conjurés alarmés du nombre des gardes nationales qui penchaient pour Louis XVI; il leur promit de se mettre à la tête d'une troupe indisciplinée de Marseillais et de Brestois, retenus à Paris par les auteurs de la conspiration et par l'argent que Dumouriez avait détourné du ministère des relations extérieures. M. de la Porte, intendant de Louis XVI, essaya de séduire Westermann par l'offre d'un million. Cette faveur lui parut trop tardive; il sacrifia la fortune à la fidélité qu'il avait promise à son parti. Le 10 août 1792, ce peuple des faubourgs, qu'on séduira toujours en l'animant contre les riches, se précipita en flots tumultueux, devant le château des Tuileries; un seul régiment suisse repoussa cette multitude qui n'avait jamais combattu. La victoire était

restée à ces étrangers qui, dans ce moment, devinrent la seule défense du trône et de la vie du monarque, lorsque Westermann, l'air terrible au milieu de ses farouches Brestois, vint fondre avec impétuosité sur ce régiment, et tua de sa main tout ce qui lui résista. On n'a jamais vu tant de grandeur s'écroûler si vite par l'audace unie à de petits moyens. Un homme d'une naissance obscure, ancien domestique d'un prince français, que Louis XVI avait pu faire punir comme un factieux, réuni à huit ou neuf cents ouvriers des ports de Marseille et de Brest, détruisit en un instant le plus beau trône de l'univers. Qu'au lieu d'un roi timide, on suppose un prince moins puissant que Louis XVI, mais qui eût reçu une éducation militaire, si nécessaire aux rois de France pour imposer à l'envie de leurs voisins; il se fût montré à la tête de ses gardes, et son trône serait debout. Entre les causes qui perdirent Louis XVI, les deux plus puissantes furent l'audace impunie de Westermann et le conseil timide qui amena ce prince en ôtage au sein de l'Assemblée législative. Nous savons des auteurs de cette révolution, que l'Assemblée comptait à peine quarante conjurés dans son sein, et qu'elle fut

impuissante à défendre le roi, lorsque les conjurés du dehors, victorieux et en armes, vinrent l'entourer. On plaignit ce monarque; mais personne n'osa se dévouer pour lui.

Dumouriez, qui avait contribué à abolir la royauté (1793), quoi qu'il le nie aujourd'hui dans l'histoire de ses campagnes, mit Westermann à la tête d'une légion, dans l'avant-garde de son armée du Nord. Westermann avait toutes les qualités que Caton désirait dans un homme de guerre : *Redoutable par les coups qu'il frappait, il portait encore la terreur et l'effroi dans l'âme des ennemis, par la rudesse de sa voix et l'air farouche de son visage* (1). Lorsque Dumouriez abandonna la Belgique, Westermann se retira sous Anvers, et seul avec sa légion, il se battit contre dix mille hommes. Dans un conseil de guerre, il fut le seul qui ne voulut pas capituler; il dit qu'avec une partie du canon de la place, il percerait à travers l'armée autrichienne. Cette opinion ne prévalut pas; sa légion rentra en France avec tous les honneurs de la guerre. Pendant sa marche, les Autrichiens lui offrirent trois cents mille francs et le grade de lieu-

(1) Plutarque, dans la vie de Coriolan.

tenant-général, s'il émigrait avec sa légion. Westermann, enflammé de colère, répondit que ses canons étaient chargés à mitraille, et qu'à la première proposition injurieuse à un soldat de la République, il ferait tirer, fût-il au milieu de toutes les forces de l'Autriche. A son retour, le Comité de Salut public le fit arrêter *pour ses intelligences avec l'ennemi et pour s'être livré au pillage*. Il se justifia sur le premier point, et le gouvernement le renvoya à sa légion qui, toute mutilée des coups qu'elle avait reçus à l'avant-garde de l'armée du Nord, suivit sans murmure l'ordre d'aller combattre dans la Vendée.

Arrivé à Saint-Maixen (juin 1793), il apprit qu'un corps de royalistes se rassemblait dans Parthenay; il part avec une partie de sa légion et cinquante chasseurs des Ardennes. Les Vendéens avaient entouré la ville d'un régiment de cavalerie et braqué sur la porte trois pièces de canon, Westermann, avec une fureur impétueuse, dissipe ces cavaliers, enfonce la porte à coups de canon, et, malgré le feu qui l'enveloppe, entre au pas de charge avec son infanterie, au moment où un prêtre approchait une mèche enflammée de la lumière d'un canon. Westermann fit tomber d'un coup

de sabre la tête de ce fanatique, en s'écriant: Va prier dans le ciel pour la fin de la guerre civile ».

Westermann écrivait : « Le tocsin sonne de toutes parts pour exciter les rebelles. Ce bruit, avant-coureur du sang qui va couler, anime bien davantage les soldats de la république, dont les cris demandent de nouveaux combats ». A Amailhou, où les rebelles se retranchaient, il tue leur général et met les maisons au pillage; il charge des voitures de tout ce qu'il peut enlever, et l'envoie aux habitans de Parthenay, *pour les dédommager de ce qu'ils ont perdu en se rangeant du parti de la République.* Il brûla ce village qu'on lui avait désigné comme le premier où la révolte contre la Convention avait éclaté. Il arrive ensuite, à travers des chemins inconnus, au château de Lescure, général des Vendéens, enlève tout le mobilier, et l'envoie encore aux habitans de Parthenay. « Si je ne puis me procurer des voitures, écrivait-il au gouvernement, les meubles, comme le château, seront la proie des flammes. Je veux laisser un exemple terrible à la postérité, en détruisant l'asile d'un monstre, que l'enfer a vomi pour le malheur de ces contrées ». On voit combien cette guerre

était déplorable ; les barbaries étaient les mêmes dans les deux partis. On croit lire le fameux drame de Robert, chef de brigands. Westermann arrache les drapeaux blancs qui flottent sur les villages, et menace d'incendier ceux qui fourniraient des soldats à l'armée royale. La terreur qu'il répand lui amène une foule de paysans ; il les arme de piques et de bâtons, et les force de marcher sur Bressuire, où Lescure l'attendait à la tête de quinze mille hommes. Il prend ce bourg de vive force, et livre, au Bois-des-Chèvres, un combat où il extermine, jusqu'au dernier, ces quinze mille Vendéens.

Ici, on ne sait ce qui doit étonner le plus dans ce général, de la soif du sang et du pillage, ou de cette persuasion qu'il défendait la liberté contre les tyrans. « La cause qui m'a mis les armes à la main, écrivait-il au général en chef Biron, me dit chaque jour qu'elle sera victorieuse ». Il annonçait aux habitans effrayés du carnage, qu'il venait les défendre contre les rebelles, et non pour les combattre. Après avoir réduit en cendres les villes et les hameaux, il traînait à sa suite les magistrats et les prêtres, et les forçait à prêcher l'obéissance à la République.

Parvenu à une lieue de Châtillon, quartier général des Vendéens, il fut arrêté par une hauteur garnie de dix mille hommes et de canons braqués contre lui (5 juillet 1793). Il hésite à cette vue; la bravoure de sa légion lui inspire l'audace d'attaquer ces forces redoutables. Enveloppé d'abord, il perce les plus épais bataillons, tombe sur le derrière des Vendéens, en tue deux mille et tourne le reste en fuite par l'habileté de ses manœuvres. Il écrivit à la Convention qu'il n'avait perdu que cent cinquante hommes de sa fameuse légion. On sait aujourd'ui que la moitié fut détruite. Mais vous trouvez toujours les mêmes mensonges pour cacher les pertes dans les batailles, depuis Duguesclin jusqu'à Bonaparte.

Il marcha droit aux portes de la ville avec ses soldats animés par l'espoir du butin. Les Vendéens voulaient défendre un pont de pierre qu'ils avaient coupé; Westermann le fait combler, toute sa troupe y passe. Il précipite une autre colonne du haut des sommités couronnées d'artillerie, la poursuit au pas de charge et entre dans Châtillon où il délivre six cents prisonniers républicains et les femmes de Parthenay que les royalistes avaient emmenées en ôtage. Sa cavalerie courut après les vaincus

dont elle fit un horrible carnage. Il apprit que Laroche-Jacquelin avait promis de promener, le même jour, sa tête dans Châtillon; il courut et brûla son château comme celui de Lescure, qu'il avait détruit jusqu'en ses fondemens.

Nul secours n'arrivait pour sa petite armée, et le bruit se répand que tous les généraux vendéens marchent ensemble pour l'exterminer. Il fit éclater son désespoir de reculer devant l'armée royale qui sortait de Nantes où lui-même voulait s'avancer; il se plaignit avec éclat de l'inexplicable lenteur du général en chef Biron qui, de Niort, aurait dû accourir avec quinze mille hommes. Les républicains rigides accusaient Biron de lâcheté ou de trahison; les hommes modérés disaient que ce général ne pouvait pas ébranler son armée incomplète et dénuée encore de presque tout ce qui fait gagner les batailles. Cependant la révolte fomentait dans les bataillons de Westermann : les uns disaient qu'ils combattraient sur une terre ennemie, mais qu'ils avaient horreur de se baigner dans le sang des Français. Westermann avait défendu à des soldats indisciplinés, ce cri : *Sauvons-nous, nous sommes trahis !* tout un bataillon osa le faire

entendre. Le général fit arrêter les coupables; l'infanterie ne voulut pas les laisser conduire en prison. Westermann risqua tout, même de faire entr'égorger ses soldats, pour faire respecter son autorité; il fit ranger en bataille sa cavalerie pour fondre, le sabre à la main, sur le bataillon révolté. Comme il donne l'ordre de charger, l'infanterie se prosterne, lève les mains au ciel, et implore la grâce du bataillon. Le général voulut bien se laisser fléchir; il accorda même la vie aux plus coupables, qui vinrent à ses pieds avouer qu'ils avaient été entraînés par des jeunes gens sans expérience des combats.

Westermann, avec un renfort de deux mille hommes, marchait sur Mortagne où étaient l'artillerie et les magasins de l'armée royale, lorsqu'il fut surpris et enveloppé par soixante mille Vendéens. Ils attaquent Châtillon, où les bataillons de volontaires que Westermann avait laissés, se sauvent au premier coup de fusil, en criant: Vive le Roi! A peine ce général entendit-il le coup de canon tiré sur la hauteur où son artillerie était placée, qu'il s'avança avec toute son infanterie. Les fuyards se précipitaient à travers ses rangs; pour les retenir, il donne l'ordre de tirer sur eux et de les sa-

brer. Il rentre dans Châtillon, transporté de fureur, fait braquer des canons contre les lâches qui abandonnent sa défense, et tire à mitraille sur les Vendéens. Il revient vers ses canonniers et crie à l'infanterie de le suivre; aucun n'obéit. Dans ce moment, une balle le blesse et lui fait tomber le sabre des mains. Un canonnier donna à ses yeux un rare exemple: indigné de se voir abandonné par l'infanterie, il se fait sauter à la bouche de son canon. Westermann, entraîné dans ce torrent d'hommes épouvantés, fut forcé de se sauver avec sa cavalerie. Il accusa un de ses lieutenans-colonels, ancien page du comte d'Artois, d'avoir disparu la veille de cette surprise, pour révéler aux généraux vendéens sa force et sa position.

Après de tels efforts, on agita dans la Convention, si Westermann avait trahi. Il eût donc été d'intelligence avec les Vendéens, dans le moment où ils mettaient sa tête à prix dans Châtillon et le représentaient comme le chef d'une horde d'assassins! Les commissaires du gouvernement près de l'armée des côtes de la Rochelle, trop éloignés pour juger sa conduite, l'accusèrent de s'être laissé surprendre *par ignorance de son métier*, et de n'ai-

mer, entre ses troupes, que sa légion qu'il avait formée au pillage. Un membre du Comité de Salut public dit à la tribune de la Convention : « Westermann commande des républicains, et il ne l'est pas ». Le député Rhul soutint que ce général était un traître qu'il fallait livrer au tribunal révolutionnaire, et faire tomber sa tête sous le *glaive de la Loi :* Billaud-Varenne s'écria que sa trahison était *manifeste.* Les esprits modérés amenèrent l'Assemblée à craindre le reproche d'être injuste ou passionnée, si, avant d'avoir toutes les preuves, elle livrait ce général à un tribunal redoutable. Il ne fut condamné qu'à être traduit à la barre. Les députés Legendre et Lecointre-Puyraveaux préparèrent l'assemblée à repousser l'absurde imputation qu'il eût trahi la République ; ils déclarèrent que le Comité de Sûreté générale avait reconnu son innocence ; que dans l'armée, Westermann avait la réputation d'être le fléau des Vendéens ; que son nom seul portait parmi eux la terreur, et qu'il n'était que malheureux après d'innombrables victoires. La Convention fut adoucie, mais persista à croire que Westermann avait fait de grandes fautes le jour de sa déroute, et le renvoya devant un tribunal militaire ; et pour paraître juste en tout, elle ordonna au ministre

de la guerre de s'informer du nom du brave canonnier qui s'était donné la mort à la bouche de son canon, et de décerner des honneurs à sa mémoire.

Une accusation plus grave animait contre Westermann les Jacobins de l'Assemblée; il avait fait mettre en prison le général Rossignol, *patriote par excellence*, qu'on avait trouvé dans un cabaret, prêchant la révolte et cette maxime, *que tout soldat républicain est autant que le général en chef, et qu'il n'y a que des lâches qui obéissent aveuglément.* Mais Westermann était secrètement protégé par la Convention qui, méprisant ses mœurs, s'était laissé séduire par l'excès de son courage. Toutes les villes de la Vendée le redemandaient dans leurs adresses, et disaient à la Convention : « Si vous voulez détruire les rebelles, envoyez-nous Westermann ». Ce général était perdu s'il eût été traduit au tribunal révolutionnaire; mais jugé par ses pairs dans une Cour martiale, son innocence fut facilement reconnue. Il se présenta à la barre de la Convention, où, sans se plaindre, il parla le langage du tems : *la surveillance est la sauve-garde de la liberté*; il offrit un drapeau pris sur l'armée catholique et royale, et repartit pour la Vendée.

Reprise de Châtillon. — Batailles de Laval, d'Antrames, du Mans et de Savenay.

L'ARMÉE républicaine commandée par Chalbos, venait de reprendre Châtillon. Westermann, à l'avant-garde, vit encore lâcher le pied à son infanterie. Avec sa seule cavalerie qu'il anima de sa colère et de sa fureur, il repoussa l'ennemi jusque dans Réaumur. Après sa victoire, il écrivit au gouvernement ces épouvantables paroles, qui auraient dû faire couler des larmes sur les crimes de la guerre : « Dans un circuit de trois lieues, nous avons brûlé les villages, les hameaux, les fermes et les moulins, traînant après nous les enfans, les femmes et les bestiaux. L'opiniâtreté des brigands nous a forcés à être sans pitié ». Trois jours après, il rencontra l'armée royale, soutint pendant six heures un combat furieux, et s'enfuit vers Châtillon, couvert de sang et de poussière. Les Vendéens y massacraient des soldats allemands plongés dans l'ivresse : toute l'armée républicaine fuyait en désordre vers Bressuire. Westermann, haletant de fa-

tigue, se battit encore avec les grenadiers de la Convention et sa légion de quatre mille hommes, qui pour la troisième fois fut détruite. Il sortit le dernier de la ville et abattit d'un coup de sabre un Vendéen qui s'attachait à la queue de son cheval. Les grenadiers de la Convention voulaient mourir à leur poste; mais ils n'osèrent résister à ce regard terrible dont il accompagna l'ordre d'une retraite nécessaire qui leur semblait une fuite. A l'entrée de la nuit, il rencontra le général Chalbos au Bois-des-Chèvres. La fureur de Westermann éclate; il donne aux soldats de Chalbos les noms de lâches et d'indignes républicains. Quelques-uns lui répondent qu'il doit savoir le contraire : « Eh bien! s'écrie-t-il, en ôtant son habit et l'attachant en bandoulière, si ce reproche est un outrage, marchons à l'ennemi: allons trouver la mort ou réparer la honte de notre défaite ». Quelques compagnies refusent; il pousse son cheval au milieu d'elles le sabre à la main : « Tuez-moi, leur dit-il, ou suivez-moi » : Tout vaincu qu'il est, il conçoit un projet hardi et l'exécute. Aucun général ne l'égalait dans l'art d'imaginer une surprise et de se venger d'une défaite, en accablant, par un retour imprévu, son ennemi tranquille et ras-

suré par sa fuite. Il choisit quinze cents hommes de cavalerie et un nombre égal de fantassins qu'il fait monter en croupe; infatigable et terrible, il excite au combat ses soldats abattus; jamais l'ardeur de réparer la perte d'une bataille ne l'avait tant animé. Ses soldats, encore couverts de sang et de poussière, murmurent et obéissent.

Il se dirige vers minuit, sur Châtillon (10 et 11 octobre 1793); arrivé aux premiers postes de l'ennemi, il répond : *Armée catholique et royale revenant de la poursuite des brigands* ; c'est le nom que les républicains et les Vendéens se donnaient tour-à-tour. Westermann égorge les avant-postes, entre sans bruit dans Châtillon, et disperse sa cavalerie autour de la ville, pour atteindre ceux que le fer des fantassins aurait épargnés. Plus de dix mille ennemis furent passés au fil de l'épée dans cette nuit. Les républicains reprirent quarante pièces de canon avec toute l'artillerie des Vendéens. Ce qu'ils ne purent emporter fut livré aux flammes dont l'horrible clarté suivit au loin le retraite de Westermann. Il rentra à Bressuire au point du jour, en laissant parmi les Vendéens une consternation qui lui prépara de nouvelles victoires.

Il se réunit, près de Mortagne, à la célèbre garnison de Mayence conduite par Kléber : l'avant-garde de ce général ployait, lorsque Westermann parut comme la foudre qui renverse, et força les Vendéens à fuir vers la Loire. La réunion des deux armées et les succès qui la suivirent étaient la suite de la rentrée terrible de Westermann dans Châtillon. Ce général, à la faveur de la nuit, entra dans Beaupréau, égorgea les avant-postes et se baigna dans le sang et le carnage. Le besoin du repos et l'amour du pillage l'empêchèrent de poursuivre l'ennemi jusqu'aux bords du fleuve, où il l'eût précipité, s'il eût profité de la terreur qu'il venait de répandre.

Les soldats Vendéens, que Westermann avait toujours chassés devant lui jusqu'aux bords de la Loire, allaient la passer, les uns à la nage, les autres sur de faibles radeaux, lorsqu'il parut sur la route d'Angers ; on courut de toutes parts aux armes, au son du tocsin. Mais déjà ses canons lançaient des boulets au milieu des ouvriers qui construisaient les barques. Il fit répandre, par ses espions, l'annonce d'une attaque générale et prochaine. Cette ruse fit abandonner à l'arrière-garde vendéenne le fleuve et les radeaux, pour fuir du côté de Niort.

A la bataille de Laval, perdue par le général Léchelle, Westermann, qui lui prédit sa défaite à la vue de ses mauvaises dispositions, se montra général et soldat. Il y fit *les cent diables*, suivant l'expression familière, mais énergique, de ses grenadiers, que j'ai cru devoir conserver. Il était canonnier pour débusquer les ennemis des hauteurs dont ils s'étaient emparés, cavalier pour les poursuivre, et fantassin pour les charger à l'arme blanche. « La perte des républicains en hommes, en bagages et en artillerie, fut immense, dit M. de Beauchamp dans son histoire de la Vendée ». Le général Léchelle, insulté par ses propres soldats, menacé par Merlin de Thionville, n'eut pas la consolation de mourir les armes à la main. Peu de jours après la bataille, il mourut de honte et de douleur. Cet homme présomptueux, ancien maître d'armes à Saintes, fut un exemple de ces fortunes rapides et passagères dont la révolution a offert tant d'exemples.

A la bataille d'Antrames, Westermann commença l'attaque à minuit, sans attendre une autre division qui devait le soutenir. A huit heures du matin, tout-à-coup le ciel s'obscurcit comme dans une éclipse; les soldats s'entre-tuèrent pendant une demi-heure,

sans se reconnaître. Les deux armées passèrent la nuit sous les armes. Le jour parut sans qu'aucune osât attaquer la première. Westermann, toujours à l'avant-garde, s'indignait de la défense qui enchaînait sa bravoure, lorsque Laroche-Jacquelin vint fondre sur lui et l'enveloppa. Après un combat de vingt-deux heures, foudroyé par l'armée vendéenne, il recula en désordre. Ce revers fut l'ouvrage de Rossignol, qui n'avait envoyé que de petits corps, successivement repoussés (1). Mais près de Beaugé, quoiqu'abandonné d'une autre division qui refusa de le soutenir, il coupa l'infanterie des Vendéens, s'empara de leurs canons et les poursuivit jusqu'au pont de la Flèche. Laroche-Jacquelin le démolit; Westermann fit passer ses cavaliers à la nage, et ses fantassins sur des poutres et de petits ra-

(1) Un représentant du peuple (qui ne fut point écouté) écrivait au Comité de Salut public : « il semble qu'on ait voulu rassembler dans ce pays tout ce qu'il y a de plus inepte et de moins fait pour commander des hommes. On a mis à la tête de nos phalanges des officiers supérieurs qui ne seraient pas bons pour être caporaux. Rossignol est patriote, je le crois ; mais c'est un véritable délire de le croire général, *et ce n'est pas encore le plus mauvais !* »

deaux. Il massacra la queue de l'arrière-garde qui sortait de la ville, et fit égorger, la même nuit, trois cents royalistes qui, par leur faiblesse ou leurs blessures, n'avaient pu suivre leur armée. Depuis ce moment jusqu'à sa dernière bataille, Westermann harcela les Vendéens, et les força tous les jours à se battre. On a évalué à cinquante mille le nombre de ceux que sa seule avant-garde a détruits.

A la bataille du Mans, où commanda Marceau, Laroche-Jacquelin renversa deux fois le corps de Westermann (12 décembre 1793). Ce général, mieux soutenu, recommença l'attaque, et sans attendre le signal du général Marceau, poussa les royalistes jusque dans les retranchemens de la ville. Marceau lui remit alors un billet du représentant du peuple Bourbotte qui lui commandait, sous peine de la vie, de ne plus engager d'action. Il était nuit; Marceau veut que l'avant-garde, sous les murs de la ville, n'attaque que le lendemain. « La meilleure position, lui dit Westermann, est dans la ville même. Profitons de la fortune ». — Tu joues ta tête contre un ordre rigoureux, repart Marceau; n'importe, marche, et je te soutiens ». Westermann, suivi des grenadiers d'Armagnac, force le pont et les retranche-

mens. Le feu d'une batterie, que les Vendéens démasquent, arrête d'autres compagnies; Westermann furieux tombe à coups de sabre sur celles qui balancent. Une fusillade mêlée de coups de canon s'engage dans les rues : les hommes et les chevaux s'écrasent et se tuent dans le désordre qu'augmente une obscurité profonde. Les républicains combattaient depuis dix-huit heures, sans pénétrer dans la place du Mans défendue par une artillerie qui leur emportait des rangs entiers. Kléber arrive, et fait passer de nouvelles troupes à Westermann qui, blessé deux fois sur trois chevaux tués sous lui, n'avait pas quitté son avant-garde. Il n'est pas de mon sujet de raconter les exécutions commandées par la rage inhumaine des commissaires de la Convention, qui firent égorger une multitude d'hommes et de femmes devant leur demeure. Les soldats, *qui passent toujours les ordres de rigueur qu'on leur donne* (1), massacrèrent à coups de sabre et de baïonnette la moitié des habitans. Westermann, sans s'arrêter dans la ville, poursuivit les fuyards avec acharnement. Les divisions qui le suivaient ramassaient sur

(1) Voltaire, *Siècle de Louis XIV*.

la route tous ceux des deux sexes qui leur paraissaient suspects. « Malheur à ceux qui ne pouvaient marcher, dit M. de Beauchamp; faute de moyens de transport, ils étaient fusillés sur-le-champ. Les femmes les plus riches se traînaient avec peine dans la boue, cherchant à s'assurer la protection de ces patriotes, dont le seul aspect autrefois ne leur eût inspiré que la colère et le mépris. Au milieu de tant d'atrocités, on aime à reposer son imagination sur quelques traits d'une pitié généreuse. Les soldats d'Aunis et d'Armagnac, auxquels était dû principalement le gain de la bataille, emmenèrent plusieurs vendéennes de distinction. Sans se prévaloir du droit de conquête, sans même se permettre aucun propos indécent, presque tous respectèrent leurs captives, et en arrachèrent beaucoup à une mort certaine, au risque de périr eux-mêmes victimes de leur humanité. »

L'armée royale occupa Savenay : Westermann et Kléber se présentèrent à la tête de leur avant-garde. Les Vendéens rangés en bataille sur un seul front, marchent aux républicains et les ébranlent au premier choc. Mais Westermann, Kléber et Beaupui les tournent au même instant, et par cette manœuvre leur

ôtent tout espoir de salut. La cavalerie légère de Westermann poursuivit les restes malheureux de celle des Vendéens. Plusieurs cavaliers combattirent corps à corps. « Tout ce qui put échapper au massacre, dit l'historien de la guerre de la Vendée, se dispersa sur les bords du fleuve pour tenter son passage; le plus grand nombre y fut englouti ou foudroyé par les chaloupes canonnières de la République. Les hussards traînaient dans la boue, à la queue de leurs chevaux, les drapeaux blancs arrachés aux vaincus. Le tocsin sonna dans les campagnes, et, de même qu'à la défaite du Mans, les paysans exterminèrent les fuyards. La route de Savenay à Nantes était couverte de détachemens de volontaires qui conduisaient des prisonniers à la mort, en leur chantant des hymnes patriotiques. On fusilla pendant huit jours à Savenay; ses murailles y furent teintes de sang, et ses fossés remplis de cadavres entassés en espèce de pyramides: hideux monumens de la férocité la plus barbare! Les chevaux marchèrent pendant plusieurs jours sur les cadavres de cinq à six mille Vendéens qui périrent à Savenay. »

Cette bataille détruisit les derniers corps de l'armée royale. Il semble qu'elle ne pouvait

être suivie de plus grandes calamités ; un monstre nommé Carrier devait surpasser toutes ces barbaries. Mais les crimes nouveaux de ce proconsul sanguinaire sont dans toutes les histoires de la révolution, pour l'éternel effroi de ces destructeurs inhumains que presque toutes les guerres civiles ont produits.

Son supplice avec Danton. — Portrait de ce général.

Le sort de Westermann était d'être toujours destitué après ses victoires; le tyran redoutait sa haine et son ambition (nivose an 2, 1793). La Convention le protégea sous main, tant que le Comité de Salut public lui laissa une ombre de puissance. Westermann lui offrit les dépouilles de ce fameux évêque d'Agra, qui avait allumé au cœur des Vendéens un fanatisme pour la royauté, égal à celui des autres Français pour la république. Il flatta l'Assemblée nationale, en assurant que, de cette formidable armée vendéenne, forte de quatre-vingt-dix mille hommes, il ne restait pas un combattant. « Chefs, officiers, soldats, évêques, comtesses, marquises, princesses, dit-il, tout a péri par le fer, les flammes et les flots.»

On reprochait à Westermann de courir après ce vain bruit de la célébrité qui est l'opposé d'une belle renommée. On disait qu'il devait se borner à se battre au lieu d'écrire et de haranguer la Convention. Collot-d'Herbois

déclama contre lui à la tribune des Jacobins; il concevait un mauvais présage pour la République, de l'opposition de ce général aux représentans du peuple. « Plût au ciel, s'écria-t-il, que Westermann eût péri le même jour que Westermann renversa le trône de Louis XVI » ; et pour comble de délire, il lui donna pour modèle à imiter le général Rossignol qui, « toujours attaqué par l'envie, dit-il, s'était soutenu par la *force des principes.* » Hébert le dénonça comme un des conspirateurs de la faction qui voulait anéantir *les Droits du peuple*, comme un monstre couvert d'opprobre, que Danton allait faire nommer général en chef de l'armée du Nord pour consommer la trahison de Dumouriez. Cependant ce général ne voyait à Paris que les ennemis du Comité de Salut public. Robespierre sut par des espions qu'il avait dans les hommes qui semblaient le plus animés contre lui, que Westermann tramait sa perte. Ce général, suivi de vingt soldats fidèles devait surprendre le tyran et ses complices, renverser ses tribunaux sanguinaires et proclamer la clémence dans la République : il voulait que ce plan fût exécuté le lendemain. Danton conspirait avec lui ; mais devenu timide au sein des voluptés,

il connut mal le prix d'un moment perdu; la conjuration fut découverte. Robespierre le fit arrêter le premier. Mais il existait un décret de la Convention qui portait que Westermann ne pouvait être mis en arrestation sans qu'elle en fût instruite; le Comité de Salut public l'éluda. La Convention, parvenue au dernier degré de l'oppression et de la terreur, n'osa plus défendre Westermann. Le tribunal de Robespierre le condamna à mort *comme complice de Dumouriez dans la conspiration tendante à rétablir la monarchie :* tant les tyrans craignent de dévoiler les véritables causes qui leur font immoler leurs ennemis! Quand il entendit le chef d'accusation, il tourna des regards pleins de fureur vers ses juges, et découvrant sa poitrine, il arracha l'appareil qui couvrait ses blessures : « Malheureux! leur dit-il, attendez du moins que ces plaies sanglantes soient cicatrisées ». Monté sur l'échafaud, son œil aussi calme qu'un jour de bataille, reconnut, dans la foule, des grenadiers sous l'uniforme de sa légion, qui avaient cédé à la faiblesse barbare de contempler la fin d'un général dont la réputation fut si éclatante : « Mes amis, leur dit Westermann, quand vous retournerez à l'armée, dites-lui comment le

tyran récompense les défenseurs de la patrie ». Le bourreau le saisissant, lui dit : «Tais-toi, et courbe ta tête avec courage ». Westermann se retourne et répond : «Toi, frappe de même».

La beauté des traits dans Westermann était relevée par une taille où l'on voyait la force, la grâce et la souplesse : son regard était perçant et terrible; sa voix irritée avait l'éclat du tonnerre. Ce sont ces avantages extérieurs unis à l'excès du courage, qui dans les révolutions élèvent les hommes au commandement des armées, comme ils firent distinguer les Grecs et les Romains dans les tems voisins du berceau de leurs républiques. Quand ces dons naturels accompagnent le génie de la guerre, ils forment le général parfait; car la multitude veut être charmée avant d'accorder son estime. Tels furent Marlborough, surnommé le bel anglais par nos soldats, lorsqu'il servait sous Turenne, et Hoche et Kléber, entre les héros que la mort ravit à la république. Westermann eut un talent singulier pour cette guerre d'artifices qu'il fit dans les montagnes et dans les forêts de la Vendée ; il eût peut-être moins étonné dans le commandement en chef des armées, non qu'il manquât d'esprit et du sang-froid néces-

saire dans les batailles; mais son ardeur impétueuse ne laissait rien mûrir à la prudence. Si un général voyait ployer ses soldats, il appelait Westermann; avec lui il était sûr de tout renverser. Quand la victoire n'était pas assez prompte, Westermann se dépouillait de son habit; la bride entre les dents, les bras nus, un pistolet dans chaque main, un large sabre suspendu à son poignet, il se précipitait avec toute sa cavalerie dans les plus épais bataillons; on l'a vu s'y enfoncer avec cinq ou six cents hussards, et revenir seul d'une mêlée sanglante où tout avait succombé. Son corps était couvert de coups de sabre. Si ses blessures étaient nouvelles, il se faisait lier sur son cheval; le bras en écharpe, il chargeait l'ennemi. Les soldats surpris de le voir survivre à toutes les batailles, disaient que ce général avait fait un pacte avec le diable. La fureur de sabrer le fit surnommer le Boucher de la Vendée. « Rappelé à Paris après la bataille de Savenay, dit M. de Beauchamp, il jugea sa perte inévitable. Son imagination frappée lui représentait les milliers de victimes qu'il avait immolées à la République. Il s'avoua obsédé de ces funestes images, et dans ses rêves il ne voyait que du sang ».

NOTES HISTORIQUES.

De quelques chefs de la guerre civile dans la Vendée, en 1793.

Le prince de Talmont était alors général en chef des Vendéens, avec le titre de Régent des affaires royales. Il montait souvent un cheval blanc, comme tous les généraux de leurs armées. Un jour qu'il arrivait dans le château de Cholet, il en vit sortir trente-huit prisonniers républicains. Ce prince s'informe ; on lui répond que ce sont des prisonniers faits à la bataille livrée le jour précédent, qui viennent d'être condamnés par le comte d'Elbée à perdre la vie. « Quoi ! dit le prince, vous faites des prisonniers malgré les ordres qu'on vous donne, et vous voulez le massacrer après que la fureur du combat est calmée ! Eh bien ! je leur fais grace. » A l'instant, ces malheureux crièrent : Vive le prince de Talmont ! leur cri fut répété par tous les républicains captifs dans le château. Ce prince avait de la grandeur et de l'humanité.

Le comte d'Elbée était généralissime des armées catholiques et royales. Il avait cinquante ans ; sa taille était haute . ses cheveux blancs lui donnaient l'air d'un vieillard vénérable , et cet ascendant de l'âge et d'une valeur tranquille que les Vendéens aimaient à

trouver dans leurs généraux, parce qu'ils sentaient que leur courage avait besoin d'être conduit. Il commanda les Vendéens à la bataille de Martigné (15 juillet 1793). Pris par l'armée de la République, dans l'île de Noirmoutiers, il fut condamné à être fusillé: comme il avait été grièvement blessé, il subit son supplice dans un fauteuil. C'était un des meilleurs officiers de l'armée Royale, dont il dirigeait presque toutes les expéditions.

Le marquis de Bonchamp avait fait la première campagne de la liberté à l'armée du Nord commandée par le général Dumouriez. Pendant les quartiers d'hiver, il lui fut permis de se rendre dans la Vendée où il était né. Lorsque les habitans se révoltèrent contre la république, ils le forcèrent de se mettre à leur tête; cependant ils le soupçonnaient de n'avoir pas un dévouement bien fidèle à leurs intérêts; le marquis de Bonchamp avait acquis, en 1791, pour plus de soixante mille francs de biens du clergé. Il fut blessé dangereusement à Beaupréau, où il fut surpris par le général Beaupuy. Depuis cette défaite, les Vendéens virent qu'ils n'avaient d'autre ressource que de passer la Loire, pour mettre ce fleuve entr'eux et l'armée de Mayence commandée par Kléber qui marchait à leur poursuite. Ce fut alors que l'armée royale fit les apprêts du supplice de six mille républicains prisonniers de guerre. On devait les fusiller, parce qu'on n'avait ni bateaux, ni assez de tems pour les faire passer au-delà de la Loire. Les canons et les obusiers chargés à mitraille étaient tournés contre eux, mèche allumée, lorsque

le marquis de Bonchamp se fit porter presque mourant dans une litière, et dit aux républicains, d'une voix qui commençait à s'éteindre ; « Camarades, je ne souffrirai pas qu'on attente à votre vie ; je vous le jure, foi de royaliste. » Il délivra ces malheureux, dont plusieurs étaient attachés à la bouche du canon. Bonchamp mourut le lendemain. Il fut enterré dans l'église des Varades, entre Ingrande et Ancenis. Les six mille républicains furent délivrés, la nuit même, par les chasseurs francs de Mayence.

La roche-Jaqcuelin n'avait alors que vingt ans. Des généraux de la Vendée, c'était le plus courageux. A la bataille de Coron, il chargea, à la tête de la cavalerie, deux pièces de douze et un obusier ; saisissant d'un main l'anse de l'obusier, il sabrait de l'autre le canonnier qui allait y mettre le feu, lorsqu'un officier de l'armée républicaine s'avança vers lui avec la même audace, et lui porta un coup de manchette qui le mit hors de combat.

Stofflet, ancien garde-chasse, ne fut qu'un brigand sans éducation, sans lettres et sans humanité. Les siens le nommaient le Néron de la Vendée. Sa taille petite et mal faite était un sujet de risée pour ses soldats. Qu'on se figure un gros nez aplati sur une tête livide hérissée de noirs cheveux, avec des yeux stupides dont le sinistre regard semblait dévorer son ennemi. Ce qui ajoutait le ridicule à l'horreur, c'était la recherche dans

son uniforme vendéen. La partie du vêtement qui, chez les peuples modernes, presse le corps depuis le col jusqu'aux genoux, était ventre de biche; couleur qu'il avait choisie pour exprimer son humeur sauvage. Ses revers et ses paremens noirs étaient l'emblème de la mort qui signalait son passage. Il était couvert de fleurs de lys d'or, et orné de deux épaulettes.

Lorsque le chef de l'escorte des prisonniers républicains, dont j'ai parlé plus haut, lui remit l'ordre de route du comte d'Elbée, il adressa la parole à un de nos officiers qui lui était particulièrement recommandé, et lui dit avec la dureté d'un bourreau: « Non, tu es un coquin, tu seras fusillé comme les autres. » Ce monstre était abhorré des Vendéens; et il les commandait! C'est que malgré son naturel stupide et sauvage, il connaissait les deux premiers mobiles du cœur de ses soldats, et en général de tous les hommes: la crainte et l'espérance.

Renaud, ancien garde-chasse comme Stofflet, n'avait pas son inhumanité. Il sauva la vie à un de nos officiers nommé Maurice, au moment où ses blessures le livraient sans défense à douze Vendéens furieux. Il est blessé, s'écriaient-ils, il n'est plus bon à rien, il faut le fusiller..... « Allez, leur répondit Renaud, allez le conduire à Isernay; je vous en rends responsables. S'il est blessé, sachez qu'il n'y a que des lâches qui ne le soient jamais.

Ce n'était point un généreux courage qui animait alors les deux partis; c'étaient les deux fanatismes les

plus terribles qu'on ait jamais vus l'un à l'autre opposés ; la religion et la liberté. Aussi la bravoure ressemblait à la rage et à la soif de la vengeance. Cette férocité, cachée dans l'homme condamné aux derniers travaux de la société, se décèle et s'irrite dans les guerres civiles, où chaque soldat se transforme en bourreau. « Représentez-vous des soldats de la République, a écrit l'officier dont je tiens ces mémoires sur la guerre de la Vendée, couverts de crachats et de boue, traînés avec ignominie à travers une populace effrénée qui les poursuit avec des cris et des hurlemens épouvantables ; trente baïonnettes les menacent ; on les perce de coups avant d'arriver au lieu où on les fusille. » Le même officier, qui habite aujourd'hui une retraite où il a porté l'horreur de toutes les guerres, quel que soit le nom dont la politique ambitieuse des rois les décore ; le même officier vit un de ces fanatiques s'avancer avec une fureur qui étouffait sa voix. Le Vendéen lui appuya un pistolet sur la poitrine, en disant : « Scélérat, si tu n'allais périr d'un supplice plus horrible, tu ne mourrais que de ma main. » Et le souffletant, il arrache les boucles à ses oreilles qu'il déchire. « Il faut que je fasse un effort sur moi-même, continue l'officier dans ses mémoires, pour retracer tant de cruautés. Les Vendéens, du côté des Sables, enterrèrent tous vifs des républicains jusqu'au cou, et dans leurs jeux faisaient saut r leur crâne avec des boules de quilles. Près du Château de Coudrai-Monbeau, ces cannibales firent prisonnier un volontaire du bataillon de Finistère, le hachèrent par morceaux, lui arrachèrent le cœur et le dévorèrent dans leur rage exécrable. J'ai vu cet infor-

tuné ! j'ai vu tant d'horreurs ! mais, ô honte de la liberté ! des soldats des bataillons de Paris commirent des forfaits qui feraient frémir la nature si je les révélais. Je n'excepte que le quatorzième entre ces bataillons. Si les Vendéens poussaient l'inhumanité jusqu'à refuser à leurs prisonniers un verre d'eau pour étancher la soif la plus dévorante, cette cruauté pouvait-elle justifier la barbarie de leurs ennemis ? »

Ceux qui veulent que l'on éloigne de nos yeux ces affreux tableaux, devraient savoir que c'est le récit des actions inhumaines qui en prévient le retour. Peut-être y a-t-il eu moins de mauvais rois et de destructeurs farouches, depuis que l'histoire punit ceux qui ont fait le malheur du genre humain, et qu'elle s'offre toujours menaçante aux tyrans que la flatterie voudrait rassurer contre la haine de leurs contemporains et le jugement de l'inexorable avenir.

MOREAU,

GÉNÉRAL EN CHEF. (1)

RÉNÉ MOREAU naquit le 14 de mars 1758 à Rocroi, dans le département des Ardennes, qui le premier donna l'exemple d'un dévouement glorieux dans les dangers de la patrie. A l'approche des armées étrangères en 1792, ce pays arma quarante mille combattans ; il ne conserva qu'un homme par charrue. D'un bout à l'autre de la forêt des Ardennes que des hommes simples habitent, tous les bras furent occupés des travaux de la guerre; tous les cœurs se montrèrent dignes de repousser ces rois jaloux et superbes, qui s'avançaient sur le territoire pour fouler aux pieds nos lois et notre liberté.

(1) Plusieurs de nos écrivains ont attribué les actions de Moreau né à Rocroi au général Moreau né à Rennes. L'un assiégeait Luxembourg pendant que l'autre combattait en Hollande. D'anciens historiens ont confondu deux Amilcars, deux Scipions, etc. Il semble que la méprise était plus facile.

Moreau s'engagea à seize ans dans le régiment d'Auxerrois, fit, comme grenadier, les campagnes de l'Amérique, et eut la jambe fracassée d'un coup de feu devant Sainte-Lucie. Son colonel qui l'aimait voulut le faire officier. Moreau avait une taille noble, la figure la plus heureuse, de l'esprit et de la bravoure : ce n'était pas assez dans une monarchie. Il revint en 1783, avec la plaque de cuivre, dans son pays où il reprit l'état de menuisier qu'il avait appris de son père. Au commencement de la révolution, son talent pour la guerre, qui n'avait rien de la rudesse d'un soldat, l'éleva au commandement de la garde nationale. Il fut suivi des regrets de tous les habitans, lorsqu'en 1791, nommé chef de bataillon, il quitta sa femme, ses enfans et un attelier de trente ouvriers, pour voler à la défense de la patrie, oubliant la blessure qu'il avait reçue autrefois, et qui n'avait été jamais bien guérie.

Après le siége de Thionville, le grade de colonel ne parut pas un grade assez digne de ses exploits. En six mois de tems, il fut fait maréchal-de-camp, général de division et général en chef de l'armée de la Moselle (1792 et 1793). Il aima, et il devait aimer une liberté qui, en le portant aux honneurs, le ven-

geait de l'injustice de lá monarchie. Il s'aperçut cependant que son bonheur excitait l'envie. Près de lui était un ancien capitaine de son régiment; la nature avait refusé à cet homme cette bravoure impétueuse qui emportait les grades dans la guerre de la liberté : rien n'annonçait qu'il ne restât pas capitaine toute sa vie. Moreau sut que cet officier avait dit qu'il n'était général que par faveur : il voulut tenter son courage ou le punir avec esprit. Il va le trouver et lui dit : « Je sais une occasion où d'un seul coup vous deviendrez colonel ». Le capitaine sourit. « Il s'agit, continue Moreau, de passer un petit torrent, de vous avancer dans le défilé d'une montagne où plongent cinquante pièces d'artillerie, d'y gravir deux à deux, et d'emporter une redoute d'assaut à la tête de votre compagnie ». Le vieux capitaine change de visage, et répond que c'est toujours à lui qu'on propose ces expéditions d'où on ne revient jamais. « J'en suis bien revenu moi, lui répart vivement Moreau; il y a six mois que la redoute est enlevée, et voilà comment je suis général. J'ai voulu me venger de vos reproches; restez dans votre obscurité ».

Les représentans du peuple voulurent, mal-

gré Moreau attaquer Permesens (septembre 1793); ils marchèrent les premiers contre les retranchemens prussiens et cent pièces de canon. Nos soldats commençaient l'escalade, lorsqu'une colonne renversée par la mitraille, mit le désordre dans l'armée. Les commissaires de la Convention, qui l'avaient conduite avec plus d'impétuosité que de prudence, avaient, contre toutes les règles de la guerre, appliqué à cette attaque le système que tout doit céder à la furie française. Les soldats rentrèrent dans le camp accablés de douleur; ils demandaient d'autres combats pour venger leur défaite. L'armée avait perdu quatre mille hommes et presque tous ses canons. On pallia cette perte, à la Convention; on n'y fit monter le nombre des morts qu'à cent cinquante. Le Comité de Salut public, au lieu de rappeler ses commissaires coupables d'inexpérience et de témérité, destitua le général en chef Schawenbourg qui, pour être né d'une des plus nobles maisons d'Alsace, n'en servait pas moins bien la liberté de son pays, et le remplaça par Moreau de Rocroi, fils d'un simple artisan.

Quand le Comité de Salut public ne put cacher plus long-tems la déroute de l'armée devant Permesens, un député de la Conven-

tion dit à la tribune des Jacobins : « que tous les états-majors étaient corrompus ; que le soldat français, qui est *le peuple de l'armée*, avait vaincu jusqu'ici, malgré ses généraux, pour sa patrie et pour sa liberté ». Le lendemain de ce discours, le Comité de Salut public suspendit tousles généraux nobles : (*a*) c'était enlever son expérience à l'armée. Une erreur de ces tems déplorables était de croire qu'un noble n'avait feint de se déclarer pour la révolution que pour trahir la liberté. Mais où trouver l'amour de l'indépendance, si ce n'est dans le cœur de l'homme à qui sa naissance, ou l'éducation, qui le distingue encore mieux, inspirent des sentimens élevés ? Cette flamme divine, dont brûlèrent les plus grands citoyens des anciennes républiques, est moins encore dans les dernières classes de la société où l'amour du gain et les durs travaux accoutument l'âme à la crainte et à une sorte d'humilité. Duroi, républicain rigide, mais juste cette fois, s'écria : « Ce n'est point assez d'avoir fait la guerre à Paris pour avoir acquis les connaissances nécessaires à un général habile, il faut du génie et de l'expérience. Si vous voulez vaincre vos ennemis, ne confiez le commandement des armées qu'à des généraux ins-

truits; il faut leur laisser des officiers qui, pour avoir le malheur d'être nés nobles, n'en sont pas moins amis de la liberté ». Un membre de la Convention, dont le premier état fut d'être médecin, Duhem, dit : « Nous sommes entre deux écueils, l'ignorance et la trahison; mais entre des maux inévitables, il faut choisir le moins grand ». Il conclut à une *purgation générale* des armées (1). Billaud-Varennes se révolta contre cette proposition, qu'avant de destituer un général il fallût prévenir la Convention. Digne organe du tyran, il soutint qu'il fallait s'assurer d'abord de la personne d'un général. Un autre renchérit sur ces maximes qu'eût rougi d'avouer le ministre stupide d'un despote d'Asie. « On parle de talens militaires, s'écria-t-il; eh! n'avons-nous pas l'impétuosité française »?

Les douleurs de son ancienne blessure forcèrent Moreau à céder le commandement au général Hoche, qui n'avait que vingt-deux ans. Ce dernier livra bataille aux Prussiens près d'Ornebach. Moreau était affaibli par une fièvre qui menaçait sa vie. Il se fit lier sur son cheval, et ne quitta le champ de bataille qu'après la fuite de l'ennemi.

(1) Moniteur du 27 Septembre 1793.

A Tripstad (messidor an 2, 1793), la cavalerie prussienne charge cinq fois nos tirailleurs ; Moreau les rallie cinq fois au cri de Vive la République! les forme en bataillon carré et gravit une montagne. Tout céda aux baïonnettes et au pas de charge. Les généraux ennemis avaient fait jurer à leurs soldats de périr avant de se rendre. Ces soldats furent hachés sur leurs canons dans les redoutes emportées.

Après avoir enlevé les retranchemens de Trèves, Moreau marche à l'attaque de Rheinsfeld (brumaire an 2). Ce fort, défendu par la nature et les batteries de la rive droite du Rhin, protégeait les incursions des ennemis sur un pont volant. Moreau examine tous les endroits faibles et fait amener, dans une seule nuit, son artillerie devant la citadelle. Le succès de l'attaque parut si certain aux Autrichiens, qu'ils abandonnèrent la place et quarante canons de gros calibre. Tout était disposé pour faire sauter le fort à l'entrée des Français; une mèche allumée dans un souterrain allait communiquer le feu à un magasin à poudre. Un de nos soldats l'éteignit en s'y précipitant.

Moreau chassa de la forêt de Gennevaldt

cinq mille Autrichiens retranchés, et investit Luxembourg (frimaire an 3, 1794). Il bombardait cette place défendue par le maréchal de Bender, lorsqu'une maladie causée par les fatigues de la guerre l'enleva, le 22 pluviose 1794, à sa patrie et à sa modeste famille, « qui n'a reçu de lui d'autre héritage (m'a écrit le premier magistrat de Rocroi), que le souvenir de ses vertus et de son courage ». (*b*)

NOTES.

(*a*) La Convention exila, de Paris, ce même jour, tous les nobles. Un député ayant demandé une exception en faveur de ceux qui avaient acheté leur noblesse ou qui s'étaient donné de faux titres de chevalier, de comte et de marquis, on répliqua : « Le tems de les anoblir est venu. » « Je crois qu'il serait mieux, s'écria Rulh, le plus brutal de l'assemblée, de ne pas reconnaître de nobles, *attendu* la fragilité des femmes, des marquises, des duchesses surtout. Il n'y a qu'une noblesse certaine dans le monde : c'est celle des chevaux arabes, parce qu'on les apparie en présence de témoins. »

(*b*) Il n'y avait pas encore de *censeurs*, quand les journaux annoncèrent la vie de *Moreau*, réunie, dans le même volume, à Hoche, Marceau et Kléber, etc. Moreau (de Rennes), surnommé le grand capitaine, venait de subir un jugement, auquel tout Paris s'était intéressé. Il fut débité 4000 exemplaires, avant que le public reconnût la méprise causée par les journalistes. Le préfet de police, de son côté, m'envoya, à quatre heures du matin, deux gendarmes pour saisir le manuscrit et l'édition. On nous rapporta que M. le préfet avait été confondu de son étourderie, *en ne trouvant rien* qui méritât la saisie et la prison.

DAGOBERT,

GÉNÉRAL EN CHEF.

Si les guerres des rois sont injustes quand elles ont pour but des conquêtes qui laissent toujours des voisins à redouter, l'enthousiasme guerrier, qui, en 1792, transforma tout français en soldat, eut pour cause la seule ambition que l'histoire puisse avouer; la défense du territoire et l'amour de la liberté. « Aussi, quel tems fut jamais plus fécond en miracles de bravoure que les premières campagnes des Français? On se précipitait vers nos frontières menacées. Des vieillards ranimés cachèrent leurs cheveux blancs sous le casque guerrier; des femmes trompèrent les yeux sous l'uniforme, pour être admises dans nos camps. La vieillesse bravait les fatigues, l'enfance étonnait l'âge viril, le sexe le plus faible donnait au nôtre l'exemple de l'intrépidité. Le général Dagobert, âgé de soixante-quinze ans, montait à cheval tous les jours à quatre heures du matin pendant l'hiver le plus rude, et

à minuit visitait encore nos avant-postes ».

Dagobert (Louis-Auguste) était né d'un père noble, à Saint-Lô, dans le département de la Manche. Il entra, comme officier, dans le régiment de Tournaisis; tous ses grades jusqu'à celui de maréchal-de-camp furent le prix de son courage, aux batailles de Minden et de Glostercamp (1760). Général d'avant-garde à l'armée d'Italie, sous Biron, il prit un camp à l'ennemi (1793). La France n'avait point alors vers cette frontière ces grandes armées qui, sous Pichegru, Jourdan et Kléber, menaçaient tout le nord de l'Europe. Dagobert était forcé de vaincre à la tête d'une division souvent moins nombreuse qu'un seul de nos régimens d'aujourd'hui. Avec huit cents soldats près de Nice, il attaqua deux mille Piémontais : après les avoir taillés en pièces, il atteignit une autre colonne sur les hauteurs du col de Négro, et la poursuivit, de poste en poste, jusqu'à la Vésubia; il franchit tous les défilés, et campa toutes les nuits sur le sommet glacé des montagnes. Le bruit de sa valeur le fit choisir pour commander l'armée des Pyrénées-Orientales. Le Comité de Salut public lui promit cent mille hommes contre l'Espagne; mais ce genéral apprit qu'il ne

trouverait que cinq ou six mille soldats sans fusils et sans artillerie. Pendant qu'il hésitait de se rendre aux frontières, il fut réveillé un matin par la voix d'un colporteur de journaux, qui criait sous ses fenêtres : « Arrestation du général Dagobert; décret qui le traduit au tribunal révolutionnaire ». Ce général descend dans la rue, et sans se faire connaître, achète le journal. Qu'on se peigne sa surprise de n'y pas trouver un seul mot de ce qu'il venait d'entendre. Il comprit que c'était une ruse barbare de son gouvernement, et il partit sur-le-champ pour l'armée (1793).

Il combattit contre trente mille Espagnols avec une poignée de soldats, s'empara de Puicerda, marcha sur Belver, et s'avança le long d'une gorge jusqu'à trois lieues d'Urgels : il reconquit ainsi en vingt-quatre heures la Cerdagne française. Après ces victoires, ce vieux guerrier demanda au Comité de Salut public qu'il lui permît d'aller mourir dans une retraite; il alléguait sa faiblesse et soixante ans d'une vie qu'il avait consumée dans les camps. Ses douleurs lui annonçaient que sa fin était prochaine; mais ranimé par l'ardeur qu'il portait dans son sein, il se lève au milieu d'une nuit, se fait porter sur son cheval, livre ba-

taille aux Espagnols, les met en déroute, prend leurs munitions, les bombes, les obusiers, et quatorze canons destinés au siége de Mont-Libre. Il les poursuit sur leur territoire, s'empare de la vallée d'Aran, et se présente devant Campredon : son avant-garde enveloppée par le feu de la mousqueterie espagnole, se précipite la baïonnette en avant. Dagobert n'accorda au commandant que deux heures pour se rendre. Les habitans, à qui le gouvernement de Castille avait dit que nos soldats violaient les femmes et mangeaient les enfans, nous abandonnèrent la ville déserte (1794). L'hiver força les Français et les Espagnols à prendre leurs quartiers d'hiver. Le sang cessa d'inonder du moins ce champ de bataille. Dans les premiers jours de germinal, une division que Dagobert commandait en personne, prit une redoute située sur une montagne escarpée. L'armée, enfoncée dans la neige dont la terre était couverte, s'avança sous les murs d'Urgels. Le général français voyait ses forces l'abandonner sans être moins actif et moins intrépide. La nuit qui fut sa dernière, sa main traçait encore le plan du siége de la citadelle d'Urgels. Il expira le lendemain, 29 germinal an 3, 1794, à Puicerda,

après avoir conquis toute la Cerdagne espagnole. Il est le premier général républicain qui ait terminé sa vie sur une terre étrangère soumise à ses armes. Son seul héritage fut deux grands exemples : sa valeur et son désintéressement. Les officiers payèrent ses funérailles. La République alors était pauvre comme ses défenseurs. Les derniers honneurs d'un général étaient des chants guerriers, un arbre de liberté planté sur sa tombe, et souvent les larmes de ses soldats.

DUGOMMIER,

GÉNÉRAL EN CHEF.

Ses combats dans les colonies.—Ses malheurs. —Sa fuite.—Son arrivée en France.

JEAN-FRANÇOIS COQUILLE-DUGOMMIER naquit en 1736, à la Basse-Terre, dans l'île de la Guadeloupe. Il entra à treize ans au service, mérita la croix de Saint-Louis, et se retira à la Martinique. Riche colon, heureux père, plus heureux époux, il partageait ses jours entre l'étude et l'agriculture. La paix de son habitation s'évanouit, lorsque la liberté apporta dans les colonies les orages des révolutions (1). Il fut nommé député à l'assemblée de son île, qui devait s'occuper *de la réforme des abus.* Le vœu de son cœur était de favoriser l'intérêt de la colonie, sans nuire à celui

(1) « Avant la révolution, disait-il quelquefois avec » douleur, tous mes jours étaient sereins ; je n'avais » point d'ennemis. »

de la métropole; de briser les chaînes du citoyen, sans donner de commotion à celle de l'esclave (1).

La révolution enfanta, dans cette île, les mêmes malheurs qu'en France. Si l'obligation de descendre parut douloureuse à ceux qui s'étaient emparé des premiers degrés de la fortune et du pouvoir, tout ce peuple de noirs, *les Droits de l'homme* et le sabre à la main, ne voulut plus rentrer dans les chaînes de ses maîtres. Sous ce ciel ardent, l'amour de la liberté fut aussi extrême que la résistance de ceux qui la détestaient. Les ennemis de Dugommier armèrent les noirs contre lui. Dans un des premiers combats qui firent couler le sang dans les villes, accouru pour sauver son détachement enveloppé par une armée de mulâtres, il vit six des siens mutilés, dix autres furent hachés par morceaux; un capitaine de mulâtres fit lier vingt-six prisonniers, et, fléchissant le genou, donna l'ordre de les fusiller, de sang-froid, et long-tems après le com-

(1) Cette phrase est littéralement copiée d'un mémoire que Dugommier publia à son arrivée en France; il y est éloquent, ce qui est remarquable dans un homme de guerre

bat : d'autres furent plongés dans des cachots. Ces premières barbaries furent exercées par des blancs ; ils croyaient sauver leurs biens et fermer leur île à la révolution.

Dugommier ne commandait que quatre mille hommes. Il eût pu égaler ses forces à l'armée ennemie, en armant les esclaves ; mais il n'en eut jamais la coupable pensée. Les patriotes de la Martinique accusèrent les plus riches colons d'avoir commencé la révolte des nègres en leur donnant des armes, et de leur avoir enseigné à massacrer les blancs et eux-mêmes par ce funeste exemple. On força un riche propriétaire du parti de Dugommier de donner la liberté à ses esclaves, pour prix d'avoir porté les armes et *bien servi contre leurs maîtres.* « O vous, écrivait Dugommier à ses ennemis, » qui avez approuvé l'armement des esclaves » contre leurs maîtres, je vous dénonce comme les fléaux des Antilles ! Une foule de noirs » fugitifs vient de passer à Saint-Domingue ; » doutez-vous qu'ils ne soient à la tête des bataillons qui en ruinent les campagnes, qui » en exterminent les riches habitans ? Ils ont » appris, à la Martinique, à se servir de la » torche et du fer : ils ont appris, avec impunité, à massacrer les blancs. Votre aveugle-

» ment, la fureur du pouvoir vous ont fait
» relâcher le lien politique si nécessaire à
» vous-mêmes, pour resserrer les chaînes que
» vous nous préparez ».

Le commandant du roi bombarda le Fort-Royal, et réduisit la ville et la garnison à la plus cruelle famine. Pour lever contre Saint-Pierre, retraite de Dugommier, une armée nombreuse et formidable, on promit aux nègres le pillage et le massacre des habitans; on donna le commandement de cette horrible troupe à un nègre esclave, nommé Fayance, échappé au dernier supplice. Dugommier résista pendant sept mois, quoiqu'il eût perdu par la famine plus d'un tiers de ses forces. Jamais l'amour de la liberté n'enfanta autant de prodiges de bravoure que dans ce petit coin du Nouveau-Monde. S'il eût été un petit bourg de l'ancienne Grèce, il eût été immortalisé par ses historiens. Telle fut l'incroyable résistance de ces Français. Le commandant du roi les accusa d'avoir voulu livrer la colonie aux Anglais, tandis que Dugommier, qui les commandait, écrivait à M. Matheus, gouverneur de la Grenade, « de ne point envoyer
» de secours à cet attroupement monstrueux
» de blancs, de noirs et d'esclaves, coupables

» de cruautés qui devaient soulever toutes les » nations policées ». Il conjurait ce gouverneur anglais, au nom de l'humanité et de l'intérêt des puissances qui avaient des possessions dans cet archipel, d'arrêter les effets *d'une si effrayante contagion;* mais les Anglais avaient jeté dans cette île tous les fermens de la discorde, pour l'affaiblir et s'en rendre maîtres.

A l'arrivée d'un nouveau commandant et des commissaires de Louis XVI (1791), Dugommier cessa de combattre et se retira dans ses foyers : il croyait y trouver le repos qu'il avait sacrifié à la révolution; sa vie fut menacée. On l'avertit secrètement de songer à sa sûreté. Quelques jours après, sa tête fut mise à prix; il prit la fuite, erra sans nourriture, dans des déserts peuplés de serpens, et gagna enfin un rivage qu'il quitta, suivi de ses deux enfans.

Dugommier arriva en France dans ces tems de malheur et d'opprobre, où des chefs sanguinaires, animés contre les riches, et maîtres des palais déserts, s'élevaient à cette puissance effroyable et ridicule par l'excès de la bassesse et la brutale insolence de ces burlesques usurpateurs. La Convention nationale, courbée

sous un joug plus redoutable que le sceptre qu'elle avait brisé, n'avait d'autre volonté que celle de ses douze tyrans. L'histoire doit avouer qu'au milieu des tombeaux dont ils couvrirent la France, la Convention triompha des efforts de ses innombrables ennemis; elle grava le nom de liberté au cœur de nos soldats, mit la nation entière sous les armes, et souvent elle éleva le mérite et le courage aux emplois les plus éminens de la guerre (*a*). La République n'était pas dans la France avilie; elle était toute entière dans nos armées. Dugommier alla combattre à celle d'Italie (*b*).

L'Europe était liguée contre nous; la guerre civile ravageait la Vendée; Lyon était révolté, et nos frontières envahies : les Anglais, maîtres des mers, menaçaient nos places maritimes. Des forces nouvelles sortirent du sein même de tant de malheurs; le patriotisme, adroitement exalté, le besoin de vivre en cherchant la mort, la misère des campagnes, et la persécution des villes, poussèrent la jeunesse aux frontières. Ces nouveaux soldats, amollis et tremblans, s'endurcirent; mêlés et confondus dans nos anciens bataillons, ils égalèrent les vieux soldats en courage.

L'armée d'Italie, cantonnée sur les monta-

gnes des Alpes, donnait l'exemple de la constance dans les maux : du haut des rochers, elle bravait l'hiver et défiait le nombre de ses ennemis. Dugommier se plaça aux avant-postes. Une belle taille, ses traits majestueux et doux, ses cheveux blanchis par le malheur, charmèrent la rudesse de ses soldats. Il campa sur une hauteur avec huit cents hommes. Une colonne de six mille ennemis s'avança : intrépide et favorisé par sa situation ; il reçut la première décharge, et répondit par un feu terrible. Sa fierté imposa aux assaillans, ils n'osèrent gravir le rocher, où une poignée de Français parut inébranlable. Saisissant alors l'instant de la victoire, il fondit sur l'ennemi, et couvrit le champ de bataille de cadavres autrichiens et piémontais. Il rassemble les soldats des camps voisins, poursuit, à leur tête, les mêmes hommes qui ont osé l'attaquer, les taille en pièces ou les repousse jusque dans leurs montagnes ; le grade de général de division fut la récompense de ces premiers exploits (1793).

Enlèvement des redoutes par les Français. — Les Anglais incendient l'escadre.—Six mille habitans sont condamnés par Fréron à être foudroyés par l'artillerie.

Le canon qui foudroyait les Lyonnais révoltés contre la Convention avait retenti dans le Midi épouvanté (an 2, 1793). Tandis que la famine, au pied des remparts de Toulon, moissonnait les habitans, les Anglais vinrent leur offrir de les nourrir et de les défendre : le désespoir et la trahison leur livrèrent une escadre et un des plus beaux arsenaux du monde. Le nombre et le courage de nos soldats n'auraient pas réduit cette place, l'une des mieux fortifiées de l'Europe : il fallait un général habile; le gouvernement plaça Dugommier à la tête de quarante mille combattans. Des volontaires accoururent des départemens voisins.

Les Espagnols et les Anglais garnirent les forts des pièces même des vaisseaux que Toulon leur avait livrés. Parmi leurs redoutes, on distinguait Malbosquet, du nom du terrain où elle était bâtie; elle dominait la mer et la

plaine où campait notre armée. Dugommier établit, sur la crête d'un mont, un retranchement que les soldats nommèrent *redoute de la Convention*. La forêt d'oliviers qui l'entourait fut abattue. L'étonnement des Anglais fut extrême, lorsqu'à la première clarté d'un jour serein, ils découvrirent cette masse épaisse, d'où vingt pièces de canon lançaient des boulets sur leurs remparts. Une décharge de mousqueterie annonce qu'on attaque le camp français et la redoute; nos soldats des postes avancés cherchent l'ennemi à travers les ténèbres. Le jour découvre à leurs yeux les hauteurs garnies d'une colonne d'Espagnols et d'Anglais, et nos soldats qui se replient ou qu'on égorge. Cette barbarie allume la vengeance; une poignée de Français se rallie sur une hauteur voisine, et arrête les efforts d'une armée. Le bruit du tambour et le pas de charge annoncent de loin l'arrivée du camp. Ces Français poussent des cris de joie; ils n'attendent pas le renfort, ils se précipitent. L'armée les suit dans la plaine, les rangs se dispersent, les soldats se confondent, les baïonnettes se croisent, et la redoute est enlevée aux Anglais, aux cris de vive la République! Dugommier combattit toujours à la tête des soldats. Blessé, il ne

voulut se retirer qu'avec son armée victorieuse : les troupes, accablées de fatigue, ne songèrent au repos qu'après avoir prodigué aux blessés, ennemis ou français, les soins de l'humanité.

La colonne ennemie était formée des plus braves Anglais, Espagnols, Napolitains et Piémontais. Le général Ohara, qui commandait les premiers, fut fait prisonnier. Les Anglais surtout étaient dignes d'être opposés aux Français; plusieurs se firent tuer sur les canons de la redoute qu'ils ne voulurent jamais abandonner.

Les alliés élevèrent de nouvelles fortifications; ils appelèrent des renforts. Toulon vit alors, dans ses remparts, une armée de vingt-cinq mille ennemis. Les généraux français retenaient à peine l'ardeur de leurs soldats. Le 26 frimaire, 1793, Dugommier visita les camps. Ses discours animèrent ses soldats déjà si animés. Devant la petite ville de Seigne, s'élevait une redoute, nommée *Gibraltar* par les Anglais, qui la comparaient aux rochers de cette forteresse. La montagne était défendue par plusieurs rangs de palissades. La terre, hérissée de pieux, semblait une forêt de dards : des fossés et des batteries protégeaient toutes

les issues. Ce fut contre cette redoute que Dugommier dirigea les efforts de l'armée. Il prit huit mille hommes d'élite. Chacun ambitionnait l'honneur du danger ; il l'accorda aux chasseurs et aux grenadiers, et se plaça à leur tête.

L'armée réunie s'ébranla, lorsqu'un orage vint rendre la nuit plus sombre ; les soldats n'avançaient qu'avec des efforts inouis, au milieu de pieux aigus qui fermaient le passage. Ils arrivent au pied de la redoute. Des pièces de campagne, au bas des embrasures, foudroyaient ceux qui s'offraient les premiers. Le courage des soldats fut long-tems inutile. Sans échelles pour livrer l'assaut, ils recevaient la mort sans pouvoir la donner. Leur intrépidité tenta un dernier effort ; l'un sur l'autre élevés, ils furent portés par la force des bras sur le rempart. Le sabre entre les dents, le fusil en bandoulière, ils passent à travers les embrasures des canons, dans l'instant où les pièces ayant tiré reculent par leur mouvement ordinaire. L'ennemi se presse autour d'eux, les égorge sur le parapet ou les précipite. Les républicains trois fois culbutés, remontèrent trois fois dans la redoute. Les armes à feu étaient inutiles, l'arme blanche por-

tait seule la mort. La baïonnette se retire du corps du soldat expirant, pour se plonger dans le corps du soldat qui le remplace. La confusion des rangs, la pluie qui tombait à flots pressés, augmentaient le carnage. La résistance des Anglais fut si grande, que les Français cédaient, quand de nouveaux soldats arrivent; on n'entend qu'un cri : victoire et liberté! Tout ce qui restait d'ennemis fut massacré sur les canons. Nos soldats, inondés de pluie et de sang, ne se reposèrent qu'après avoir tourné contre les Anglais les canons dont ils s'étaient emparé. Les Français avaient traîné des pièces de campagne jusque sur les sommets des montagnes. Ce fut à l'attaque du fort Pharaon que Bonaparte, à vingt-deux ans, se fit remarquer par l'habileté et la hardiesse de ses dispositions. Un représentant du peuple ayant voulu changer la place d'une batterie, le jeune officier lui dit avec fierté : « Cette batterie restera là, et je réponds du succès sur ma tête ». La batterie resta, le fort Pharaon fut pris.

Après trois jours de combats, nos soldats se reposaient sur le rivage : ils virent une effrayante lueur s'élever sur la mer; la flotte anglaise embrâsait nos vaisseaux, et s'éloignait

à la clarté de l'incendie. La poudre s'allume, et lance avec le bruit du tonnerre les débris de notre escadre. Ce fut à la vue de ces flammes horribles, que le même serment fut prononcé par les soldats de l'armée : *Guerre éternelle aux Anglais !* Un cri de vengeance demande l'assaut. Dugommier conduit une colonne sous les murs de la place. Quelques habitans s'étaient emparés d'une porte ; ils l'ouvrent ; nos soldats se précipitent dans la ville. L'arrière-garde ennemie, taillée ou poursuivie, tombe et périt dans la mer en fuyant vers ses vaisseaux. L'armée se porte à l'arsenal ; les Anglais y avaient jeté des mèches de soufre enflammé, que des forçats plus humains s'efforçaient d'éteindre ; et telle fut la nécessité où les Anglais avaient réduit l'armée, qu'elle accepta les honteux secours de tous les galériens déchaînés (*c*).

Six mille familles en larmes se sauvèrent vers le rivage à travers les bombes et les boulets. Les hommes éperdus, les mères désolées, avec des enfans suspendus à leur mamelle, furent foudroyés, étouffés dans les flammes, ou disparurent dans les abîmes de la mer. La ville fut mise au pillage. Le désordre fut si grand, que les proconsuls de l'armée trouvèrent à

peine un asile contre la fureur des soldats qui, indignement mêlés à huit cents galériens, se partageaient les logemens et les dépouilles.

Le Comité de Salut public ordonna la démolition de la ville et la mort de tous les habitans. Au milieu de tant de brigandages, Dugommier pleura sur sa victoire. Il parut au conseil des cinq proconsuls, lorsqu'ils déployaient l'appareil du carnage. « Représentans du peuple, leur dit-il, sans doute il y » eut dans cette ville des traîtres qui l'ont vendue aux Anglais; mais les plus grands coupables ont fui sur la flotte de ces perfides » insulaires. S'il est des hommes criminels qui » aient osé attendre la vengeance que vous » portez, le tems vous les fera connaître; le » tems seul peut éclairer votre justice et calmer les haînes qu'enfantent les guerres civiles. Si vous punissez aujourd'hui, toutes » les passions choisiront leurs victimes. Voyez » cette ville déserte et désolée. Qu'allez-vous » immoler? Des vieillards, des enfans et des » femmes qui ne s'armèrent jamais contre » nous »! Que pouvaient le cri de l'humanité près des cinq proconsuls ministres rigoureux des arrêts du Comité de Salut public! Un représentant du peuple, nommé Fréron, im-

posa silence à Dugommier, en lui disant que son partage était de combattre, et non pas de juger (*d*).

Il voulut que tous ceux qui avaient porté les armes fussent sacrifiés aux mânes des soldats qui avaient péri sous les murs de la ville. Comme il surpassait ses collègues en barbarie, il fut seul écouté. Il ordonna, sous peine de mort, à tous les habitans de se rendre au Champ-de-Mars. Cet appel imprima la terreur. L'espoir du pardon rassembla huit mille citoyens dans la même enceinte, qui devait devenir pour eux un horrible et vaste tombeau. Cette multitude épouvanta Fréron: entouré d'armes et de canons près de vomir la mort, à son affreux signal, il connut l'effroi sans sentir la pitié. On nomma un jury pour punir les plus coupables; on le choisit parmi les trois cents Jacobins, que les Anglais avaient enchaînés dans un vaisseau! Ces hommes animés par la soif de la vengeance, saisirent leurs victimes au gré de leurs caprices. « Avance, disent-ils à un citoyen ». — « Je n'ai pas pris les armes ». — Marche toujours ». Un autre avoue que la violence et la force lui mirent les armes à la main, il implore leur pitié; il est entraîné. Un Toulonnais de soixante-six

ans leur dit : « vous voyez ma vieillesse ; je » n'ai pu offrir mon faible bras à l'Anglais ». On le pousse au nombre des rebelles. Le canon tire sur tous ces malheureux. On dit qu'après la première décharge, Fréron s'écria : « Que tous ceux qui ne sont pas morts se relèvent, la nation leur pardonne ; les blessés obéissent. Le canon les foudroie une seconde fois, ou le sabre les extermine. Des habitans des campagnes voisines accoururent à une fête du *triomphe de la République* ; ils furent immolés avec cette foule d'infortunés, près de l'autel où ils venaient offrir de simples vœux pour le succès de nos armées.

Trois malheureux méritent qu'on retrace leur histoire. Les tourmens inventés par les tyrans de la fable sont ici loin de la simple vérité. On arrache un vieillard des bras de son fils ; on l'entraîne. Après la première décharge, entouré du rempart de tant de corps renversés, il feint d'être frappé et demeure immobile à la voix homicide qui commande de se relever ; il trompa ainsi la mort et le vœu des assassins. Lorsque la nuit eut couvert de son ombre les Toulonnais privés de sépulture, les huit cents galériens vinrent les fouiller et sabrer ceux qui palpitaient encore. Chargés

de butin, ils se retirent. Ce vieillard ose alors soulever sa tête pour la première fois. Au milieu du silence, il croit qu'il est le seul être animé dans ce vaste champ de carnage; il se traîne en gémissant. Tout-à-coup il aperçoit un malheureux qui s'agite, il l'appelle; il reconnaît son fils. L'un sur l'autre appuyés, et se soutenant à peine, ils errent long-tems dans la campagne. Enfin, ils osent frapper, pendant la nuit, à la porte d'une maison inconnue; elle s'ouvre à leurs gémissemens, et un pauvre laboureur les cache à la rage de leurs bourreaux.

Un jeune officier de marine, frappé d'une balle, fut long-tems plongé dans un assoupissement mortel. Il marche incertain; déchiré d'horribles douleurs, il implore par des cris une main qui lui donne la mort. Un factionnaire l'arrête. « Qui que tu sois, lui dit l'offi-» cier égaré, au nom de l'humanité, achève » de m'arracher la vie ». — « Mets-toi à ge-» noux, dit le soldat, tu vas être obéi ». Mais un coup de feu eût jeté l'alarme dans les postes voisins; le jeune officier se prosterne sous le bras vigoureux qui va l'assommer. La violence du coup lui fracasse le crâne, il tombe évanoui, et la sentinelle s'éloigne. Il resta jus-

qu'au lendemain dans un profond sommeil, image du néant. La fraîcheur de la nuit le rappela une seconde fois au sentiment. Luttant avec la mort, il se traîna vers une chaumière, où une famille en pleurs vit avec effroi ses blessures, et ranima sa vie presque éteinte par la perte de son sang.

Ce qui avait échappé au sabre et au canon fut livré au bourreau. Un vieillard paralytique, trop faible pour monter sur une charrette, fut porté dans une chaise à bras sur l'échafaud; une femme eut la tête tranchée vingt-quatre heures après son accouchement. Ce siége coûta la vie à vingt mille Français, tués en combattant, ou livrés à des supplices inouis par les commissaires de la Convention; et ce fut un des moindres résultats des dissensions, des vengeances et des fureurs de cette assemblée!

Dugommier commande l'armée des Pyrénées-Orientales. — Ses victoires sur les Espagnols. — Il est tué dans un combat. — Son caractère. — Malheurs de sa famille.

L'ARMÉE espagnole inondait le Roussillon (1794), occupait Bellegarde, Collioure, et menaçait Perpignan. Dugommier passe le Tech et se présente devant la fameuse redoute de Montesquiou. Les soldats Espagnols devaient se croire invincibles dans les retranchemens dont ils étaient couverts. Une colonne française, à la faveur de la nuit, gravit la montagne, et s'élança sur les bataillons ennemis; leur fuite précipitée entraîna toute l'armée espagnole; elle abandonna les retranchemens du Boulon, et gagna, en désordre, les gorges de la Catalogne. Les Français s'emparèrent du camp, du général espagnol, d'un butin immense, et de deux cents pièces de canon.

Des chemins furent taillés entre des précipices, des quartiers de rochers comblèrent les abîmes; des canons, apportés par une flotille, furent traînés par les soldats, des bords de la

mer jusque sur le sommet des montagnes. Les Espagnols n'avaient pas prévu que les Français vaincraient aussi la nature. Ils avaient, à quelque distance du fort Saint-Elme, négligé une hauteur importante; Dugommier y construisit une redoute, d'où neuf bouches d'airain semblèrent suspendues sur leur tête. Les Espagnols s'avancèrent pendant la nuit, nos grenadiers furent massacrés sur leurs canons, Dugommier fut enveloppé. Il succombait sous le nombre, lorsqu'un régiment de chasseurs, avec des cris perçans, accourt à la lueur des armes, et l'arrache mourant des mains des Espagnols. Dugommier blessé semblait n'éprouver d'autre douleur que celle de la mort de tant de braves qui s'étaient dévoués pour l'enlever à l'ennemi. Il reçut les secours de l'art sur le champ de bataille; et malgré le sang qu'il avait répandu, il ne voulut le quitter qu'après la prise de la place assiégée.

Les soldats demandaient l'assaut à grands cris. Sans abri, sans bois, sans eau, ils attendaient jusqu'au soir des vivres, qui rarement calmaient leur faim dévorante. Ils aimaient mieux chercher la mort que de languir dans ce cruel repos. Dugommier voulut en vain arrêter leur ardeur imprudente; ils franchirent

les palissades et dressèrent des échelles sous le feu de l'ennemi. Ils furent précipités par les Espagnols sur des monceaux de morts. Les plus audacieux ne purent atteindre la brèche; ils tombaient de fatigue et de désespoir. Dugommier qui voit tant d'efforts, touché de leur repentir, s'écrie : « Amis, votre courage im-» pétueux est aujourd'hui inutile; attendons » quelques jours encore : la prudence et le tems » ramèneront la victoire ». Le feu de nos batteries continua avec plus de vigueur; la brèche augmenta tous les jours. L'ennemi qui craignait un second assaut, abandonna les remparts de Saint-Elme. L'armée française, en entrant dans ce fort qui tombait en ruine, rendit justice au courage espagnol qui l'avait défendu jusqu'au dernier moment. Collioure capitula; huit mille prisonniers de guerre furent renvoyés sur parole, et déposèrent leurs armes devant les vainqueurs. Le ministre espagnol retint les prisonniers français; le Comité de Salut public irrité fit rendre le décret de *guerre à mort* (*e*). Dugommier osa déclarer à ses officiers assemblés, qu'une nation n'était pas responsable de la perfidie de son gouvernement. Ce décret sanguinaire proclamé, malgré lui, dans son armée, ne fut exécuté que

par quelques soldats égarés, rendus barbares par les proconsuls, ministres des cruautés du Comité de Salut public (*f*). Le partage dont, alors, les rois alliés menaçaient la France, rendait furieux le peuple et l'armée : les proclamations des généraux et des commissaires de la Convention portaient en tête ces mots menaçans : *Guerre à mort aux Tyrans ! point de prisonniers !* « Un état n'est jamais si redoutable au dehors, dit Montesquieu, que lorsqu'il est dans les horreurs d'une révolution ». Mais les rois savent-ils profiter des leçons de l'histoire, et lisent-ils Montesquieu ?

L'armée française avait déployé ses camps sur le revers des montagnes qui regardent la Catalogne ; elle bloqua Bellegarde. Le général espagnol marcha avec cinquante mille combattans, pour la secourir. Le général Mirabel, à la tête de cinq mille hommes, l'arrêta. Il fut enfoncé quatre fois, il rallia toujours ses soldats et les conduisit à la charge. La prise de la forteresse fut due à son intrépidité. Après seize heures d'un combat sanglant, il trouva sur le champ de bataille la mort qu'il avait trop bravée.

L'armée se déploya dans les premières plaines de la Catalogne, Dugommier, lassé

de tant de combats, voulut d'un seul coup fixer la victoire par une bataille. (novembre 1794). L'ennemi s'était retiré dans ses retranchemens; plusieurs furent emportés l'épée à la main. L'armée française se précipitait à travers le feu des bombes et des canons; Dugommier, sur la montagne noire, guidait les mouvemens. Un éclat d'obus le frappe, son sang rejaillit sur les officiers qui l'entourent; ils le soulèvent, il n'était déjà plus. L'armée combattait toujours; un murmure confus se prolonge dans la ligne, les soldats troublés demandent leurs général; un cri soudain, *il n'est plus!* retentit dans les rangs; l'armée s'arrête au milieu de la victoire, et rentre, à pas lents, dans la tente pour donner un libre cours à ses regrets.

On creusa, au milieu de la forteresse, le tombeau qui reçut le corps défiguré de ce grand général; l'armée en pleurs suivit son convoi funèbre. De ces vastes plaines qu'ils semblaient dominer, les soldats ramenaient leurs yeux vers le cercueil; ils se demandaient, en soupirant : « A quoi ont servi tant de victoires »? Un arbre de liberté fut le seul monument que l'armée lui éleva : nul ne prononça d'oraison funèbre; mais on entendit les

sanglots de ses officiers et les larmes de ses soldats, coulèrent sur sa tombe.

Dugommier avait soixante ans lorsqu'il fut tué. Ce général a réuni plusieurs des talens et quelques-unes des vertus que nous admirons dans les grands hommes de l'antiquité. Il avait la bonté et la prudence de ce Fabius (1) qui sauva sa patrie du joug des Carthaginois. Il fut rusé dans les combats comme Annibal. On vit régner dans ses armées la même discipline et le même désintéressement que dans les camps de Paul Emile. Il fut toujours vainqueur. Au siége de Toulon, il n'avait que trente-cinq mille hommes contre vingt-cinq mille assiégés. L'armée espagnole fut toujours plus nombreuse que celle qu'il commanda. Ses proclamations et ses discours à ses armées sont pleins de cette éloquence qui élève le courage. Quelques écrits qu'il a laissés sont d'un style pur, élégant et animé; il eût pu, comme un très-petit nombre de guerriers, être un excellent historien de ses exploits.

(1) Les Romains l'appelaient *Ovicula*, la petite brebis, pour la douceur de ses mœurs. Il mérita, depuis, le nom de *Maximus*, très-grand, et le titre de bouclier de l'empire.

Ce qui le distingua toujours, fut l'humanité : avare du sang de ses soldats, il s'exposait lui-même avec intrépidité (*g*); aussi leur dévouement fut sans bornes. Près de Belver, des volontaires, fatigués d'une longue marche et d'un combat, manquaient encore de souliers; on leur annonce que l'ennemi s'avance, qu'il faut marcher à sa rencontre. D'un mouvement soudain, ils coupent leurs sacs de peau, en font des semelles, courent, et font mordre la poussière à six cents Espagnols. Il était adoré des soldats. Quand il fut blessé, ils furent inquiets de son absence; ils furent inconsolables de sa mort, et long-tems après, leurs cœurs se serraient au seul nom de celui qu'ils aimaient comme leur père.

Sa popularité n'affaiblit jamais la discipline. Nul supérieur ne fut plus respecté : en voici un exemple qui eût trouvé sa place dans l'histoire des beaux jours de la discipline romaine. De jeunes miliciens avaient commis une faute légère, ils se reconnurent coupables avant que Dugommier eût prononcé. A quelques jours de là, le général disposait tout pour livrer un combat. Le bruit des armes retentit jusque dans la prison. Ces jeunes gens s'agitent, et menacent d'en briser les portes. Les gardes

effrayés viennent dire au général que les prisonniers se révoltent ; il accourt. Il voit des soldats qui frémissent d'être oisifs : ils demandent des armes pour combattre avec lui. Dugommier, attendri, les délivre ; ils le suivent sur le champ de bataille. Après la victoire, ils se dérobent au pardon de leur général, et rentrent dans la prison, pour donner à l'armée un exemple unique de leur soumission et de leur repentir.

Dugommier devina le génie naissant de Bonaparte. On m'a rapporté que l'accompagnant un jour au Comité de la guerre, il dit : « Je » vous présente un jeune officier du plus » grand mérite ; il ira loin. Représentans, que » ce jeune homme fixe votre attention; car, » ajouta-t-il avec sa franchise militaire, si » vous ne l'avancez pas, je vous réponds qu'il » saura bien s'élever de lui-même ».

Dépouillé, dans les colonies, de deux cents mille livre de rente par les Anglais, il ne laissa pas de quoi payer ses funérailles. Il avait connu l'indigence, et il savait y compâtir. Devenu général, son mépris pour les richesses fut tel, qu'on put lui appliquer avec justice ces mots d'un historien sur Épaminondas, mort comme lui victorieux sur le champ de bataille :

Paupertatem adeò facilè perpessus est, ut de republicâ nihil prœter gloriam ceperit: « il sup» porta si facilement la pauvreté, que, de tous » les biens de la république, il ne prit pour » son partage que la gloire » (*h*). L'adversité vint, une seconde fois, accabler sa famille et une jeune fille qu'il avait chérie entre tous ses enfans. Madame Dugommier fut mise aux fers par les Anglais, lorsqu'ils s'emparèrent de la Guadeloupe; elle supporta avec la fermeté d'une Lacédémonienne les rigueurs que l'ennemi se plut à faire éprouver à la femme d'un général, français et victorieux. Des officiers prisonniers avec elle m'ont attesté que, couchée sur le plancher, et manquant de nourriture, elle ne descendit jamais à la moindre prière pour obtenir sa liberté; elle inspira à ces officiers, par sa constance et ses sentimens élevés, la plus grande vénération. Elle écrivait alors à sa fille : « Ce qui doit me consoler, » s'il est possible, de la mort de ton père, » c'est qu'il a péri glorieusement, en défen» dant sa patrie »; et quelque tems après : « Tous mes biens sont séquestrés. Quoique je » sois dans la plus affreuse misère, mon cou» rage ne m'abandonne pas : suis mon exem» ple, fille infortunée » !

La Convention avait décrété que le nom du général Dugommier serait gravé sur la colonne du Panthéon, et qu'une pension de dix mille francs serait payée à sa famille. Le Directoire négligea ce premier devoir de la nation envers un général qui l'avait sauvée de l'invasion de l'ennemi; il n'adoucit jamais la profonde misère de ses enfans; il oublia un de ses fils dans les prisons de l'Angleterre, où le désespoir termina sa vie. Des secours inhumainement refusés, l'abaissement de l'infortune, l'éloignement ou l'insensibilité des amis de son père, tel était le funeste héritage de la fille de Dugommier. De tous ceux qui avaient reçu des bienfaits ou des honneurs de ce général, nul ne la soulagea : un officier (1), presque aussi pauvre qu'elle, fut le seul qui se montra fidèle au souvenir de l'amitié. « Si je succombe » au champ d'honneur, lui avait écrit le gé» néral Dugommier, et que tu me survives, » prends soin de ma malheureuse épouse et de mes enfans ». Ce brave officier, réformé, pour prix de ses services, ne recevait, depuis deux ans, que neuf francs par mois. Malgré son indigence et ses blessures, il fit deux cents

(1) M. le colonel Dumoûtier.

lieues à pied pour consoler la fille de son ami. Son cœur fut déchiré, lorsqu'il la vit abandonnée, pâle et desséchée de tristesse et de faim. La pauvreté la lui rendit plus chère; il l'épousa. L'espoir les rappelait de Marseille à Paris; ils sollicitèrent des secours pour ce long voyage. La fille de l'immortel Dugommier n'obtint qu'une feuille de route, comme la fille d'un simple soldat!

NOTES SUR DUGOMMIER.

(*a*) **Dugommier** aimait la liberté avec idolâtrie ; il se passionna pour un changement heureux, comme tous les philosophes et ces hommes purs de l'Assemblée constituante, qui eurent de grands talens et des vertus élevées. Voici le fragment d'un écrit de Dugommier, intitulé : *Ma profession de foi.* « J'ai vécu » cinquante ans sous le despotisme militaire. J'ai » connu, à quatorze ans, la morgue et l'injustice de » ceux qui commandent. J'ai trop souvent gémi d'a» voir vu le caprice et la faveur l'emporter sur les » ordonnances et l'équité. Réformé et rendu à l'état » civil, j'ai cru pouvoir respirer librement dans mes » foyers ; mais ils étaient en Amérique, et j'ai re» trouvé tous les abus qui m'avaient révolté sous l'u» niforme. Devenu *bourgeois*, j'étais isolé, sans autre » protection que celle de la loi, et cette loi était » presque toujours muette quand je la réclamais. J'ai » dévoré cent fois un juste ressentiment : j'ai partagé, » avec des millions de citoyens, la vive douleur » de voir la plus grande portion du genre humain » avilie par l'opinion de quelques êtres, que les pré» jugés seuls élevaient au dessus des autres. J'ai eu » toute ma vie un pareil système en horreur. Pen» dant cinquante ans, je n'ai pu que soupirer. Un » moment inespéré, un moment plus heureux a » tout changé ; la révolution nous a régénérés, et

» l'homme enfin est rétabli dans toute sa dignité. Qui » peut me faire un crime de mon enthousiasme pour » un nouvel ordre de choses selon mon cœur? Qui » peut, sans crime, me reprocher de combattre pour » le soutenir, quand il est applaudi par ma nation » et par mon roi? Oui, j'approuve l'égalité, j'idolâtre » la liberté, et je déteste l'oppression. Appelé pour » y résister, je volerais au bout de l'univers. Quels » étaient les opprimés, à la Martinique, où j'ai porté » mon faible secours? N'étaient-ce pas mes amis ar- » rachés de leur asile, plongés dans des cachots flot- » tans, loin de la terre et de l'air? N'était-ce pas » une ville entière privée de tous les droits que lui » donne la révolution, et menacée de sa ruine par » une armée de nègres et de mulâtres. Oui, je le jure, » je dévoue le reste de ma vie à la liberté, à l'égalité » et à la justice : partout où je verrai l'oppression, je » me mêlerai aux braves qui voudront y résister. Si » quelqu'un me prête d'autres vues, il me calomnie, » et je le plains, car il est injuste. Eussé-je à par- » courir une carrière aussi longue que celle qui est » derrière moi, je la remplirais des preuves du sen- » timent qui me *transporte*. Le ressort qui me pousse » ne m'est point étranger; il était dans mon cœur : » il était comprimé ; la révolution le dégage, et je » *mourrai patriote* » (1789).

« (*b*) Cette Convention, a dit M. Moussard, ré- » ceptacle de toutes les passions, de tous les vices, de » tous les crimes, quelquefois humaine et magna- » nime, presque toujours cruelle, implacable, into- » lérante et persécutrice, semble n'avoir existé que

» pour attester qu'une assemblée, qui fait les lois et » réunit tous les pouvoirs, devient le plus épouvan- » table fléau qui puisse affliger l'espèce humaine».

Voltaire, qu'on n'accusera point de ne pas aimer la liberté, parle ainsi, dans son histoire de Charles XII, d'une diète convoquée, à Varsovie, par le roi Auguste, tandis que le roi de Suède menaçait la Pologne. Les grands corps qui délibèrent dans les tems de troubles, se ressemblent dans tous les pays. On cite ce passage de Voltaire, comme une des plus importantes leçons de l'histoire :

« Un jour, dit cet historien, les intérêts du roi » Auguste dominaient dans la diète ; le lendemain, » ils y étaient proscrits. Tout le monde criait pour la » liberté et la justice ; mais on ne savait point ce que » c'était que d'être libre et juste. Le tems se perdait » à cabaler en secret et à haranguer en public. La diète » ne savait ni ce qu'elle voulait, ni ce qu'elle devait » faire. Les grandes compagnies n'ont presque jamais » pris de bons conseils dans les troubles civils, *parce* » *que les factieux y sont hardis et que les gens de bien y* » *sont timides pour l'ordinaire* ».

Quand je parlais à l'abbé Raynal, solitaire et retiré du monde (en 1790), des premiers excès de la révolution, il me répondait : « Le premier usage de « la liberté est toujours un abus : attendons ». Ce fut au nom de ces philosophes célèbres, dont il était le dernier, que, revenu de l'illusion qui l'avait séduit en 1789, il adressa à l'Assemblée nationale ces sévères et tardives leçons :

» Je suis, je vous l'avoue, profondément attristé

» des crimes qui couvrent de deuil cet empire. Se-
» rait-il donc vrai qu'il fallût me rappeler, avec ef-
» froi, que je suis un de ceux, qui, en éprouvant
» une indignation généreuse contre le pouvoir arbi-
» traire, ont peut-être donné des armes à la licence !
» *Non, jamais les conceptions hardies de la philosophie
» n'ont été présentées par nous comme la mesure rigoureuse
» des actes de la législation.*

« Vous ne pouvez donc nous attribuer, sans erreur
» ce qui n'a pu résulter que d'une fausse interpréta-
» tion de nos principes. Eh ! cependant, près de des-
» cendre dans la nuit du tombeau, que vois-je autour
» de moi ? des troubles religieux, des dissensions ci-
» viles, la consternation des uns, la tyrannie et l'au-
» dace des autres, le sanctuaire des lois environné
» d'hommes effrénés, qui veulent alternativement ou
» les dicter, ou les braver ; des soldats sans discipline,
» des chefs sans autorité, et la puissance publique
» n'existant plus que dans les clubs, où des hommes
» ignorans et grossiers osent prononcer sur toutes les
» questions politiques.

« La France entière présente deux tribus très-pro-
» noncées : celle des gens de bien, des esprits modé-
» rés, classe d'hommes muets et consternés mainte-
» nant ; tandis que des hommes violens s'électrisent,
» se serrent, et forment un volcan redoutable qui
» vomit des torrens de laves capables de tout englou-
» tir. Vous avez fait une déclaration des droits, *et cette
» déclaration est parfaite, si vous la dégagez des abstrac-
» tions métaphysiques qui ne tendent à répandre dans l'em-
» pire, que des germes de désorganisation et des désordres.*

« L'Europe étonnée vous regarde; l'Europe qui peut
» être ébranlée jusques dans ses fondemens par la pro-
» pagation de vos principes, s'indigne de leur exagé-
» ration... Ah! n'aspirez pas au funeste honneur de
» vous rendre redoutables par des innovations immo-
» dérées, aussi dangereuses pour vous-mêmes que
» pour vos voisins! ouvrez encore une fois les an-
» nales du monde! appelez à votre aide la sagesse
» des siècles! etc., etc. »

« Pourquoi, disait l'éloquent Vergniaux à la tribune de la Convention, pourquoi présenter la Liberté et l'Egalité sous la forme de deux tigres qui se devorent; tandis qu'on devrait les offrir sous la forme de deux frères qui s'embrassent? Si la liberté se propage chez l'étranger avec tant de lenteur, c'est qu'ils ne l'ont encore aperçue que sous un voile ensanglanté. Quand, pour la première fois, les peuples se prosternèrent devant le soleil, qu'ils appelèrent le père de la nature, croyez-vous qu'il fût enveloppé des nuages qui portent la tempête? » Dans un autre discours, il compare la révolution à Saturne qui dévore ses enfans.

(*c*) Ces huit cents galériens trouvèrent des protecteurs parmi nos députés, lorsque le gouvernement voulut les remettre dans les fers. Au reste, l'appui que ces affreux auxiliaires offrirent aux Français, dans une ville consumée par les flammes, ne pouvait être rejeté sans danger, dans un si grand désordre. On pourrait le justifier par plus d'un exemple : on n'en citera qu'un seul où la nécessité d'un semblable renfort était moins grande que dans la prise de Toulon.

« On peut tirer parti de toutes sortes de personnes » à la guerre, dit l'auteur des hommes illustres de la » France ; les méchans y poussent quelquefois l'in- » trépidité plus loin que les gens vertueux. Le maré- » chal de Brissac, l'un des plus grands et des plus » vertueux guerriers du seizième siècle, durant sa sa- » vante guerre du Piémont, avait toujours à ses ga- » ges, une soixantaine de *braves*, condamnés à mort » pour divers crimes commis en France. Les mur- » mures qu'il entendait de tous côtés sur l'indécence » et le danger qu'il y avait d'être entourés d'hommes » si corrompus, ne font aucune impression sur lui. » Ayant à faire un assaut à la citadelle de Cazal, il » le fit commencer par ces brigands, qui firent des » prodiges de valeur, et se firent presque tous tuer. » « Voilà, dit-il à ces censeurs, l'usage que je fais de » ces scélérats : je donne leur vie pour épargner celle » des gens de bien. »

(*d*) Dugommier fut vivement affecté des sanglantes exécutions dont il fut le témoin. Il arracha à la mort plusieurs familles qui y étaient destinées. Il suffit de lire les lettres qu'il a laissées, pour se convaincre des efforts qu'il fit pour sauver d'autres infortunés ; mais ces efforts furent presque toujours malheureux.

Opposons à ces scènes d'horreur, un contraste frappant de la générosité du soldat français, délivré de l'oppression des tyrans de la Convention. Je trouve cet exemple attendrissant et sublime, dans l'histoire de la défense d'Ancône, en l'an 8, par M. Mangourit. « Avant d'entrer dans la ville de Sinigallia, en Italie, nos troupes ne parlaient que de la mettre à feu et à

sang ; mais quand elles virent ses places solitaires, ses édifices saccagés, le feu consumant le reste de ses toits ; quand cette population, naguères si opulente, et de son industrie maritime, et de son marché annuel, s'offrit avec les haillons de la misère devant elles ; quand ses magistrats abattus, ses puissans détrompés se jetèrent aux pieds du général Monnier en implorant miséricorde, une compassion céleste amollit le cœur des guerriers ; ils laissèrent tomber leurs armes. Ces infortunés étaient affaiblis par la faim, le soldat partagea ses distributions ; ils étaient nus, les sacs du soldat furent ouverts ; ils craignaient la mort, la consolation leur vint du soldat : on donnait en français, on remerciait en italien ; mais on s'entendit. »

(*e*) Cette guerre avec l'Espagne fut souillée par des brigandages et des actes de férocité, qu'on n'avait guères vus dans celles de nation à nation, depuis cent cinquante ans, excepté dans les guerres du Czar Pierre I.er et de Charles XII, roi de Suède (*). Un général espagnol (c'était avant le décret de guerre à mort) donna l'ordre de brûler vifs deux de nos miliciens, parce qu'un de ses soldats tué eut son habit brûlé par le coup de feu qui l'avait atteint. Des régimens espagnols, pendant leur retraite, mirent en

(*) Le roi de Prusse, Frédéric II, ne regardait pas Charles XII comme un grand homme, parce que Charles n'était qu'un héros. Après la bataille de Trawenstad, six mille Moscovites demandèrent la vie à genoux au général suédois ; mais on les massacra inhumainement plus de six heures après le combat, *pour se débarrasser de ces prisonniers dont on n'eût su que faire.* Ces horreurs ont terni la gloire de Charles et de son rival.

avant des prisonniers français et les femmes qu'ils avaient enlevées. Le premier exemple d'incendie fut donné par des Espagnols, au village de Tressère. Si quelques Français devinrent barbares, par droit de représailles, des Espagnols leur donnèrent le spectacle horrible d'un cadavre à la broche. « C'est une calomnie » insigne, dit Dugommier dans sa correspondance » avec le général espagnol, d'avoir dit que nous traînions nos prisonniers à la suite de notre armée, » comme un premier rempart contre le feu de votre » artillerie; il a toujours suffi de nos baïonnettes pour » couvrir une retraite ».

Ces crimes doivent être regardés comme l'ouvrage de quelques hommes, que leur cruauté rendait puissans et redoutables dans les deux armées; ils ne doivent jamais servir à caractériser deux grandes nations comme l'Espagne et la France.

(*f*) La postérité s'étonnera que cet horrible décret ait été encore rendu par la Convention nationale, après la mort du tyran de la république. La victoire n'est belle qu'autant qu'elle se laisse attendrir par des ennemis supplians et désarmés.

Hommes, soyez humains; c'est le premier devoir.

Ce vers se trouve dans la prose de Rousseau. Les grandes pensées se renferment naturellement dans la mesure des vers.

(*g*) L'histoire a toujours marqué l'humanité dans un grand général, comme le plus beau trait de son caractère. Le maréchal de Saxe parut plongé dans une tristesse profonde, la veille de la bataille de Raucoux, en

songeant à tout le sang qui allait couler. Ces regrets d'un général qui, dans le silence de la nuit, s'attriste en pensant aux massacres du lendemain, prouvent un grand fonds d'humanité. Il ménagea toujours, autant qu'il put, le sang des subalternes. Un jour, un officier général lui montrant un poste qui pouvait être utile : « Il ne vous en coûtera pas, dit-il, plus de douze gre- » nadiers. » — « Passe encore, dit le maréchal de » Saxe, si c'était douze lieutenans-généraux. »

(*h*) Le duc de Montausier, grand homme de guerre et courtisan vertueux, disait : « Faisons craindre à nos » ennemis notre valeur, et non pas notre cupidité ».

PÉRIGNON,

GÉNÉRAL EN CHEF. (1)

Siége de Rose. — Paix avec l'Espagne

DOMINIQUE DE PÉRIGNON, fils d'un conseiller, naquit le 31 mai 1754, à Grenade, dans le département de la Haute-Garonne. Il entra comme sous-lieutenant dans le corps des grenadiers-royaux de Guyenne. Député à l'Assemblée législative (1792), dédaignant ces succès de tribune que le délire des Français accordait aux opinions extrêmes et aux orateurs des factions, il s'éloigna de Paris en 1793 pour commander une légion des Pyrénées-Orientales. Les Espagnols venaient de s'emparer du Mas-de-Serre; Pérignon, sans pièces de canon, marcha contre leurs batteries avec

(1) On aurait dû placer Pérignon après Marceau, Hoche et Pichegru; mais il succéda immédiatement à Dugommier, et son article termine la guerre contre l'Espagne.

l'avant-garde de l'armée; une charge de leur cavalerie rompit les lignes des chasseurs. Pérignon prend le fusil d'un soldat blessé, et à côté des grenadiers du régiment de Champagne, s'avance en bravant le feu de l'ennemi. Cette intrépidité rallie les chasseurs; on pousse les Espagnols, et l'avant-garde est victorieuse.

Pérignon s'avança pendant la nuit contre un camp retranché près de Peyrestorte. Il recommande à deux mille grenadiers de ne pas tirer. Les batteries espagnoles lui en tuent cinq cents, les autres font feu sur l'ennemi. Pérignon qui les devançait, obligé de se baisser pour éviter leurs balles, revient ventre-à-terre, leur reproche avec fureur l'oubli de ses ordres, les ramène à la charge, et se jette le premier dans les retranchemens; il fut blessé. Ses grenadiers emportèrent le retranchement après un horrible carnage.

Il enleva le village retranché de Montesquiou. Le lendemain, il attaque le campdu Boulon, et tourne l'aile droite de l'ennemi qui lui abandonne ses magasins, son artillerie, et fuit à travers les montagnes (1794). Pérignon passe les Pyrénées, et vient camper sur la route de Figuières. Ses manœuvres hardies empêchèrent les Espagnols de ravitailler Bellegarde. Il

les poussa devant lui, et les défit au combat de la Joncquière. Ce succès permit qu'on investît Bellegarde, la seule place que l'ennemi gardât sur le territoire de la République. A la bataille du 27 frimaire 1794, où Dugommier perdit la vie, le centre, commandé par Pérignon, ne fut pas un instant ébranlé par le feu des batteries espagnoles.

Nommé général en chef, il livra, trois jours après, la bataille d'Ascola. Cent redoutes, défendues par cinquante mille hommes enfermés dans ces retranchemens, furent emportées en moins de six heures. Les bataillons français s'étaient avancés l'arme au bras contre les boulets et la mitraille; ils tuèrent trois généraux et le comte de La Union, qui commandait l'armée espagnole. Elle perdit dans cette déroute tous ses camps et son artillerie composée de deux cents bouches à feu. Le soir même, le fameux fort de Saint-Fernando, fut investi par nos soldats; ils tournèrent contre la place les canons dont ils venaient de s'emparer. Pérignon fit sommer le gouverneur de lui livrer le château; une garnison de neuf mille cent vingt-huit hommes mit bas les armes. Elle avait des approvisionnemens immenses, et plus de deux

cents pièces de canon en batterie ou en réserve.

Rose arrêtait les progrès de l'armée; son fort, nommé *Bouton de Rose*, n'avait jamais été pris. Le général Pérignon conçoit le dessein de gravir la montagne à pic, élevée de deux mille toises, sur le bord de la mer. Un plateau dominait le *Bouton*, la place et la rade. Les ingénieurs de l'armée déclarèrent qu'il était impossible d'y monter pour placer les batteries. « C'est aussi l'impossible que je veux », répond le général. Il fit tailler un chemin de trois lieues sur la montagne et monter les canons à la prolonge, à une hauteur presque perpendiculaire. L'œil ne fixait jamais ces hardis travaux sans un sentiment de surprise et d'effroi. Les Espagnols étaient vaincus par l'étonnement, lorsque les Français ouvrirent la tranchée. Le feu du fort et de la flotte ennemie fut effroyable Pérignon entra le premier par la brèche à la tête de ses grenadiers. A ce long siége, son corps parut endurci aux privations, pendant que son visage conservait la sérénité qui fait braver au soldat les dangers et l'excès de la misère. Un jour qu'assis sur un quartier de rocher, il commandait des manœuvres, une bombe tombe et brûle son ha-

bit; on lui crie de se lever. Il resta immobile au milieu des éclats qui le couvrirent de terre. Il avait besoin de montrer ce tranquille mépris de la mort pour animer son armée à l'assaut qu'il méditait.

La place de Rose, secourue par l'escadre espagnole, n'etait pas réduite; le siége devenait plus rude. Les ingénieurs avouèrent leur impuissance à continuer les travaux du siége, si les retranchemens n'étaient pas enlevés. « Qu'on se prépare, dit Pérignon; demain à cinq heures je serai à la tête des grenadiers ». A huit heures, la baïonnette des Français avait emporté tous ces retranchemens malgré la mousqueterie, les canons et les bombes qu'on lançait. La place de Rose fut rendue, et la flotte espagnole se retira. Nos soldats prouvèrent, dans cet assaut, ce que peut leur courage quand il est conduit par un chef habile (1). Le général français réunissait toutes ses forces pour envahir la Catalogne, lorsque la cour de Madrid signa, à Bâle, la paix avec la

(1) Voltaire, dans son Siècle de Louis XIV, dit que les Français sont les premières troupes du monde, *quand ils sont conduits.*

France. Le général espagnol, dom Joseph de Urrutia, en avait fait les premières ouvertures au général français dans une lettre où il laissait entrevoir que si tout autre que le général Pérignon eût commandé l'armée française, il n'eût point demandé la paix. C'est une louange adroite, si l'on veut, dans un général ennemi qui cherche à détourner de sa patrie les fléaux de la guerre; mais ici l'éloge du général courtisan était une justice.

Pérignon refusa le ministère de la guerre. Soit qu'il craignît que ses soins y fussent mal secondés, ou qu'il voulût visiter un pays plein de sa renommée, il préféra l'ambassade en Espagne. Il amena le prince de la Paix à conclure un traité d'alliance, malgré toutes les cours de l'Europe liguées contre nous. Le général Pérignon entra chez ce prince pour signer le traité au moment où on apprenait par des dépêches que les Français avaient reçu un échec en Italie. Ce prince les lui fait lire. « Eh, mais! lui dit l'ambassadeur français, ces dépêches changeraient-elles quelque chose à vos dispositions » ? — « Point du tout, répart le ministre du roi; je ne vous les ai montrées que pour vous prouver qu'elles n'y changent rien ». Et sur-le-champ il signe le traité.

Le Directoire le rappela deux ans après. Cette injustice étonna jusqu'aux envoyés des cours étrangères. L'ambassadeur d'un roi dit au général français : « J'aimais votre République ; mais je suis bien changé depuis votre rappel. Qui pourra la servir comme vous l'avez fait? Le général Pérignon refusa, à son retour, le commandement de deux armées, pour goûter un repos nécessaire. Il sortit bientôt de sa retraite à la voix du Directoire, qu'il confondit avec celle de la patrie, menacée par la quadruple alliance des Turcs, des Napolitains, des Autrichiens et des Russes.

Bataille de Novi.

L'ITALIE conquise par Bonaparte était au pouvoir des Russes (an 6). Le général Pérignon conduisit l'aile droite de l'armée vers le Piémont, malgré les habitans armés en faveur des Autrichiens. Joubert, général en chef, l'avait partagée en deux ailes. Pérignon gardait les vallées de la Bormida et du Tanaro. Vingt-cinq mille hommes de l'armée autrichienne, sous MM. de Kray et Bellegarde, s'avancèrent vers le corps de ce général qui défendait le chemin du village de Pastourana, et lui livrèrent onze combats. Après la mort de Joubert, qui avait imprudemment engagé cette bataille, Pérignon défendait encore le village de Pastourana par des prodiges de valeur, quand l'armée russe le déborde et l'enfonce. Cent hommes qui l'avaient suivi périrent à ses côtés ; il tomba lui-même sur la poussière inondée du sang ennemi, frappé de trois coups de sabre à un bras et de neuf coups à la tête. Il dut la vie à la nuit qui survint, et à sa présence d'esprit. Foulé par les pieds des che-

vaux, il saisit de la main qui lui reste la queue du cheval d'un soldat russe, dont le mouvement le relève. Il offrit sa bourse au cavalier qui le mit en croupe et le mena droit à la tente des officiers russes. A peine fut-il reconnu, qu'il reçut d'eux ces soins compatissans qu'un vainqueur doit à la valeur malheureuse. Le prince Constantin daigna le visiter; il lui montra cette pitié plus puissante que l'art à calmer les souffrances. Ce général, presque mourant, oubliait ses blessures pour implorer le soulagement des autres officiers : il voulut qu'on donnât les premiers soins à un de ses aides-de-camp, nommé Chevalier, placé dans le même lit, aussi mutilé que lui. De justes récompenses attendaient le général Pérignon au retour de ses campagnes. Bonaparte le nomma sénateur, maréchal d'empire et gouverneur de Naples. Ce général mourut gouverneur de Paris, la sixième année du renouvellement du règne des Bourbons.

HOCHE,

GÉNÉRAL EN CHEF. (1)

Éducation qu'il se donne lui-même.—Ses premiers succès.

Lazare Hoche (2) naquit le 24 de juin 1768, à Montreuil, près de Versailles, d'un père garde du chenil de Louis XVI, Sa mère mourut en lui donnant le jour. Une tante, marchande de légumes, lui fit apprendre à lire et à écrire. Il était le premier dans l'école, et le plus fort dans les combats que ses petits camarades se livraient. Le curé de Saint-Germain-en-Laye l'entendit chanter; il

(1) La seconde édition de la Vie de Hoche fut défendue par la Censure, en 1813.

(2) M. Rousselin de Saint-Albin publia, en 1798, une Histoire de ce général, en deux volumes. Elle fut recherchée et l'est encore de ceux qui aiment à connaître toutes les actions et tous les traits caractéristiques de ce grand homme de guerre.

le fit enfant-de-chœur. A quatorze ans, refusant les secours de cette pauvre tante, il entra comme palefrenier dans les écuries du roi (1782). Quel courtisan de Louis XVI eût deviné, dans cet enfant, le grand capitaine qui, dix ans après, devait reprendre à l'ennemi nos places fortes du Rhin, effrayer l'Irlande, vaincre les Anglais à Quiberon, et menacer Vienne, après avoir renversé et dissipé devant lui une des plus grandes armées de l'Autriche?

On ne rapporte l'origine de ce général, que pour relever sa gloire personnelle. Shakespear, avant d'être le premier poète de l'Angleterre, avait gardé les chevaux à la porte du théâtre de Londres, et, le fanal à la main, éclairé les passans dans les rues; Iphicrates un des plus grands généraux d'Athènes, était fils d'un cordonnier; il épousa la fille d'un roi de Thrace. A dix-sept ans, Hoche rougit d'avoir un maître. La lecture des voyages lui fit naître le dessein de partir, comme soldat, pour les Indes-Orientales. Le sergent auquel il s'adressa, le trompa; il lui fit signer un engagement pour les gardes-françaises. Il l'envoya à Paris. Arrivé au régiment, Hoche, pour sa bien-venue, fit manger à ses camarades les cinq louis que le sergent lui avait donnés. Il fit en un mois l'ap-

prentissage qui occupait alors l'année d'un soldat. Sa belle taille le fit nommer grenadier. Voyant dans ses camarades des connaissances qu'il n'avait pas, il résolut de se donner lui-même l'éducation dont la pauvreté de ses parens l'avait privé. Il se levait avec le jour, passait la journée à tirer de l'eau pour les jardiniers à bêcher la terre sous les rayons ardens du soleil. La nuit, il brodait des vestes et des bonnets de police; il allait les vendre dans un café, près du pont Saint-Michel. On voyait avec plaisir sa bonne mine et la décence de son maintien. De l'argent qu'il gagnait, il payait le soldat qui montait ses gardes, et louait des livres. Son esprit devint si éclairé qu'il put discourir, mieux que beaucoup d'officiers, de la tactique française et de ses défauts. En peu de mois, le plus jeune fut le premier des grenadiers. Il était sobre dans les plaisirs; il avait pour amis les plus braves. « Les plus braves sont les meilleurs, disait- » il ». Dans une rixe entre des bourgeois et un garde-française, ce dernier fut assassiné. Hoche voulut le venger; ne trouvant pas le meurtrier dans sa maison, il renversa les meubles dans sa fureur. Il fut mis trois mois au cachot. Quand il revint à la caserne, pâle et

défiguré, tous les soldats s'écrièrent qu'ils le vengeraient de celui qui, en rapportant l'affaire, l'avait fait condamner à un traitement si rigoureux; il calma leur colère. Il eut depuis sous ses ordres l'auteur de sa punition; il le combla de bontés. Il devait la cicatrice d'un coup de sabre entre les yeux à son dévouement pour l'amitié; un caporal, délateur de profession, se faisait craindre de ses camarades, sans que personne osât lui résister, Hoche, en lui portant un coup mortel, en reçut un qui lui laissa cette cicatrice qui, loin de le défigurer, relevait l'air martial de sa figure.

Le maréchal de Biron, d'un caractère ferme et respecté, fut remplacé, dans le commandement des gardes-françaises, par M. du Châtelet, que le régiment accusa d'avarice et de honteux profits sur les soldats. La révolution agitant les esprits, M. du Châtelet redoubla ses rigueurs, les coups de plat de sabre, le piquet; il retenait sans cesse les soldats aux casernes, dans la crainte qu'ils ne vissent le mécontentement général. On l'accusa d'avoir dit à la cour : « Il faut consigner tout le régi» ment, afin de pouvoir, au besoin, opposer » les enfans de la canaille à la canaille même ». Hoche, nommé caporal, fut chargé de l'ins-

truction des recrues. Un jour, les grenadiers retenus à la caserne, se mirent à danser. Leur gaîté déplut aux officiers ; ils menacèrent Hoche de l'envoyer en prison s'il ne nommait à l'instant les auteurs de cette joie extraordinaire : « Vous pouvez, messieurs, m'envoyer » où vous voudrez, répondit Hoche; mais je » vous conseille de faire agrandir les cachots, » car vous aurez plus d'un rieur à punir ». Cette réponse hardie ne fut suivie d'aucun châtiment; elle prouve à quel point l'autorité était affaiblie, et combien le peuple et le tiers-état commençaient à se faire craindre et respecter.

Lorsque les Parisiens attaquèrent la Bastille (1789), Hoche monta un des premiers à l'assaut de cette prison d'état. On a dit que si le maréchal de Biron se fût trouvé encore à la tête des gardes-françaises, il les eût empêché d'assiéger la Bastille, et que la révolution n'aurait pas eu lieu. Ceux qui l'ont bien vue, cette révolution, savent qu'alors nulle puissance humaine ne pouvait arrêter le torrent, hors l'éloquent Mirabeau par l'ascendant de son caractère et la force de ses discours. Il est des tems où la parole exerce plus d'empire sur la multitude que la présence d'une armée.

Un jour de manœuvre, aux Champs-Élisées, M. de Servan, ministre de la guerre, aperçut une compagnie qui se distinguait par la propreté dans l'uniforme et la précision de ses mouvemens : « Quel est ce jeune homme, demanda-t-il, qui conduit si bien sa compagnie » ? Le ministre retint le nom de Hoche; trois jours après, il lui envoya un brevet de lieutenant dans le régiment de Rouergue (1792).

Hoche, dit M. de Rousselin, avait la taille haute, ses formes unissaient l'élégance à la force; il avait les cheveux, les sourcils et les yeux noirs; sa bouche était petite, ses dents belles, sa physionomie spirituelle; la sévérité qui dominait sur ses traits était souvent adoucie par la grâce de son sourire; son maintien était grave et imposant, sa démarche fière. On rapporte qu'une femme de la cour l'ayant remarqué à Versailles, dans une revue, avait dit : « On ferait un général de ce jeune homme ».

Il fit des prodiges de valeur au siége de Thionville; à l'armée des Ardennes, sous Le Veneur, sa compagnie était sans cesse la première au feu. Pendant le siége de Maëstricht, l'armée française manqua de subsis-

tances ; Hoche parcourut le pays avec un régiment de hussards ; en moins de deux jours, l'armée fut fournie de farines, de viandes et de fourrages.

Cependant l'armée du Nord, mise en déroute à Aldenhowen, force celle des Ardennes, conduite par Le Veneur, à repasser la Meuse. Déjà les hussards ennemis tombaient sur ses derrières ; le trésor de l'armée, l'argent des contributions, les hôpitaux allaient tomber au pouvoir des Autrichiens ; Hoche les sauva contre toute espérance. Dès ce moment, aide-de-camp du général Le Veneur, il partagea avec lui tous les dangers de la retraite. Il était à ses côtés à la bataille de Nerwinde (1793). Sous Louvain, il se battit depuis quatre heures du matin jusqu'à sept heures du soir. Pendant qu'on rompait les ponts sur la Dyle pour arrêter les Autrichiens, Hoche, à la tête de quelques braves, disputa le terrain pied à pied. Il arriva au camp de Maulde au moment où Dumouriez, général en chef de l'armée du Nord, faisait arrêter Camus et ses collègues, commissaires de la Convention nationale, et tentait de livrer le territoire aux généraux de l'Autriche. Le Veneur, fidèle à la France et à l'armée, envoya

Hoche à Paris, pour informer le conseil exécutif de la République du danger de sa position. Hoche montra une confiance courageuse contre ce revers. Ce qui fut ordonné pour prévenir les suites de la trahison de Dumouriez, fut l'ouvrage d'un jeune homme de vingt ans. Le prix de ses services fut le grade d'adjudant-général chef de bataillon.

Le Veneur, qui, pendant l'absence de Custine, commanda l'armée du Nord, chargea Hoche de parcourir ce pays. Hoche le visita en trois jours. Un mémoire, qu'il écrivit sur les moyens de reprendre l'offensive, parut un chef-d'œuvre. Un jour, qu'après des reconnaissances périlleuses, il revenait au camp, il vit cinquante gendarmes arrêter le général Le Veneur, par l'ordre d'un représentant du peuple. A cette vue, il n'est pas maître de retenir son indignation; il s'écrie : « Est-ce » MM. Pitt et de Cobourg qui gouvernent la » France »? On l'accusa d'avoir dit que Pitt et Cobourg gouvernaient la France; il fut traduit à Douai, au tribunal révolutionnaire. Il fut acquitté, et courut se placer à la tête des bataillons qui étaient en présence de l'ennemi.

Dix-huit mille Anglais, réunis à vingt-deux

mille Autrichiens, venaient de débarquer près de Dunkerque. Ils campèrent dans les environs du village d'Honscoote, et, après avoir forcé le camp français, ils parvinrent jusque sur le glacis de la place. Ils l'auraient emportée, s'ils avaient eu plus d'audace. Houchard, général en chef de l'armée française, fit entrer des troupes dans Dunkerque; Hoche ranima le courage des habitans : « Croyez, » leur dit-il, que le salut de la place est as- » suré; la garnison sera heureuse si, au prix » de son sang, elle terrasse les ennemis de la » République ». Il fut chargé des reconnaissances des attaques. Il harcela l'ennemi et culbuta ses avant-postes. Partout il se montra terrible. Il fit passer dans l'âme des soldats ce feu de la liberté qui le dévorait. Ses mots d'ordres peignent son âme républicaine, et quel puissant ressort faisait agir nos soldats. Ces mots étaient : CASSIUS-SPARTE. DESPOTES-MORT. LIBERTÉ-UNIVERS. Ces mots, que j'ai cru devoir rapporter, peignent l'énergie de ces esprits ardens à qui la France dut les premières victoires qui la sauvèrent du joug des rois alliés.

Le 6 septembre 1793, Hoche attaqua l'ennemi sur quatre points différens. Son avant-

garde fit replier les avant-postes qui lui étaient opposés. Le lendemain, il fit deux sorties encore plus meurtrières. Tout le camp français s'ébranle; Jourdan, alors adjudant-général, attaque l'ennemi avec une vigueur terrible; Hoche foudroie l'aile gauche. Il voulait poursuivre les Anglais l'épée dans les reins; un ordre l'obligea de rentrer dans la place. On l'entendit, animé de colère, s'écrier : « Que faisons-nous ici? Il n'en devrait pas échapper un seul ». On dit que les Anglais, forcés de se retirer par le canal de Furnes où il y avait deux pieds de sable, auraient laissé leur bagage et leur artillerie, si Houchard, général en chef, les eût fait inquiéter dans leur retraite. Hoche avait passé six semaines sans se déshabiller ni dormir.

Il avait reconnu que Rosendall est une position avantageuse; il y forma un camp retranché, et, prolongeant ses lignes depuis Furnes jusqu'à la mer, il couvrit Dunkerque et mit cette place à l'abri d'un nouveau blocus. Malgré le malheur de son éducation, l'esprit de Hoche s'agrandissait. Il forma aux manœuvres de nouveaux bataillons; il les accoutuma au feu. Il veillait aux travaux de la place, faisait des reconnaissances et des attaques, allait lui-

même chercher les fourrages, pillait les magasins de l'ennemi, lui enlevait ses grains et ses bestiaux, coupait les ponts, rompait toutes les communications. Le gouvernement lui déféra le commandement en chef du camp retranché. Les travaux commencés sur de mauvais dessins, languissaient. Ce que des soldats n'avaient pu faire par la crainte des punitions, Hoche le fit exécuter par l'amour de la patrie et l'enthousiasme de la liberté. En six jours, des lignes de dix-huit cents toises d'étendue furent tracées; le parapet fut à haûteur, et le fossé creusé. Restait l'Estrand, que la mer découvre lorsqu'elle baisse. A la marée basse, la cavalerie ennemie pouvait y tourner les dunes. Hoche fit couper des arbres par trois bataillons; deux cents chevaux les traînèrent au bord de la mer. Dunkerque présenta une barrière inexpugnable.

Hoche fut chargé d'attaquer Furnes, Nieuport et Ostende. A Nieuport, l'ennemi avait masqué des batteries formidables. Le général n'avait que des pièces de quatre; il ne put tenir contre des obus et des canons du calibre de quarante-sept. Ces faibles attaques successives lui parurent indignes de la puissance d'une grande nation. Il écrivit cette lettre au

Comité de Salut public : « Nous ne faisons » qu'une *guerre d'imitation ;* nous suivons les » ennemis partout où ils se présentent ; et sans » chercher à pénétrer leurs desseins, nous don» nons souvent dans les piéges qu'ils nous ten» dent. Je l'ai écrit au Comité de Salut pu» blic, il y a deux mois ; réunissons-nous en » masse, et marchons fièrement à la victoire. » Ne nous arrêtons que lorsque les coalisés » seront terrassés. Ils ont manqué deux fois » de l'être ; qu'à la troisième ils n'échappent » pas. Le salut de la patrie ne dépend pas de » la prise d'une bicoque. Réunissons deux ar» mées ; que l'une, de soixante mille hommes, » se porte sur Tournai ; l'autre, de trente » mille, sur Ypres et Ostende. Sortons de » Lille, et allons renouveler la scène de Fon» tenoi ; et, dussions-nous nous y noyer, bai» gnons-nous dans le sang des tyrans. Il n'est » point d'obstacle invincible ; le Français, con» duit par l'amour de la patrie, les surmon» tera tous. Il faut que la République n'at» tende pas l'an prochain pour être sauvée ». Ce plan, qui fut suivi, décida des victoires de la République. Ce fut après avoir lu ce mémoire, que Carnot, chargé de la direction de la guerre, dans le Comité de Salut public,

dit à ses collègues : « Voilà un sergent d'in-
» fanterie qui fera son chemin. Parcourez ce
» mémoire ; sans être militaire il vous intéres-
» sera ». Robespierre le prit ; quand il l'eut
achevé, il dit : « Voilà un homme excessive-
» ment dangereux ».

Reprise des lignes de Weissembourg sur l'armée prussienne. — Haine des représentans du peuple contre ce général. — Il est enlevé à son armée et mis en prison.

DES conceptions aussi vastes, dans un général de vingt-deux ans, demandaient un plus grand théâtre. Hoche, élevé tout-à-coup au grade de général de division, fut en même tems nommé commandant en chef de l'armée de la Moselle. Là, le bras de ce grand capitaine posa les premiers fondemens de sa supériorité militaire et de celle de sa nation. La France était malheureuse. L'ennemi victorieux était parvenu à persuader à l'Europe, et aux Français même, sa prééminence dans l'art de la guerre. « Qu'est-ce, disait-on, que des milices » nouvelles contre les vieux soldats de la Prusse » et de l'Autriche ? Pouvez-vous opposer, com- » me généraux, des fils de laboureurs aux illus- » tres capitaines formés par Frédéric ». On oubliait que les rois de Perse avaient été vaincus par des troupes nationales à Platée, à Marathon et à Salamines.

Cent mille soldats Allemands, bien discipli-

nés, s'étaient avancés, du Haut-Palatinat dans le Hundsruch; le centre de leur armée s'était emparé du Fort-Vauban, occupait les fameuses lignes de la Lauter et de Weissembourg, et bloquait Landau; la gauche, retranchée à Kaiserslautern, poussait ses colonnes vers la Sarre, tandis que d'autres passaient la Blise. Cette armée étrangère pouvait se déborder comme un torrent dans la Lorraine. L'armée de la Moselle, campée à Forbach, était bloquée par les Prussiens; celle du Rhin, commandée par Pichegru, avait été forcée de se jeter derrière les lignes de Weissembourg. Quatre mois s'étaient passés sans que les deux armées françaises eussent osé attaquer. Les Prussiens avaient eu le tems de se fortifier sur la Sarre, et les Autrichiens, dans les Vosges, à Niderbon, à Freischvillers et à Rhinsoffen. Ce fut dans ce moment d'allarmes que Hoche arriva à l'armée de la Moselle. Sa vue inspira la confiance aux troupes. On écrivit dans un journal : « Courage, confiance, défenseurs de la » patrie ! notre nouveau général m'a paru » jeune comme la révolution, robuste comme » le peuple. Il n'a pas la vue myope comme » celui qu'il vient de remplacer; (1) son regard

(1) Le général Houchard.

» est fier et étendu comme celui de l'aigle.
» Nous serons conduits comme des Français doivent l'être.

Hoche éleva à de nouveaux grades les officiers en qui il reconnut du mérite. Il parcourut lui-même tous les corps de son armée. L'indiscipline était partout; les officiers bravés n'osaient faire punir leurs soldats. Hoche disait aux derniers que c'était dans l'absence de la discipline militaire, que la ligue des rois avait conçu l'espoir de conquérir la France. Rassurant ensuite les villes qui craignaient de se voir envahir par les Prussiens, il haranguait les habitans. Dans les assemblées publiques, il terminait ses discours par ces mots : « Aux armes, citoyens ». Lorsqu'il établit des magasins, à peine purent-ils suffire à recevoir les dons qu'on apportait. A Phalsebourg, il fit relever les fortifications. « Votre place, dit-il,
» aux citoyens, est la clef du département de
» la Meurthe et des Vosges ; battez-vous con-
» tre les ennemis. Vous avez du fer, du cou-
» rage : nous les vaincrons ».

Bitche était le seul fort qui empêchât la Lorraine et l'Alsace d'être envahies. L'avant-garde ennemie s'était avancée; les haches faisaient tomber la dernière porte de la ville. La

garnison se réveille en sursaut; elle n'était composée que d'un bataillon de jeunes gens : « Aux armes, crie-t-on de toutes parts, l'en- » nemi est dans la ville ». Une maison construite en bois, est la première sur le passage des Prussiens. Le maître y met le feu, en disant : « Elle servira de flambeau dans la nuit » pour nous éclairer ». L'incendie découvrit la montagne d'où les Prussiens allaient se précipiter dans la ville; ils furent foudroyés par l'artillerie de la citadelle. C'est ainsi qu'on sauva la forteresse, la seule qui, de ce côté, restait à la République.

Il fallait délivrer Landau. Avant d'y marcher, il harangua ainsi ses soldats : « Partout » les armes de la République triomphent; » nous sommes les derniers à vaincre, mais » nous vaincrons : vous combattez pour la » liberté! Allons, et que l'ennemi morde la » poussière sous l'effort de nos baïonnettes, » la terreur des tyrans ».

Avant d'arriver à la hauteur de Weissembourg, il devait renverser trente mille Prussiens. Il écrivit au ministre de la guerre : « Par les coups que je vais porter à la tyran- » nie, vous pourrez juger de ma haine pour » les tyrans ».

A ses généraux de division : « Le jour de la » vengeance approche, songez qu'elle doit » être terrible. Je vous défends de correspon- » dre avec Kalkreutz (1) autrement qu'à coups » de canon et de baïonnettes. La lettre qu'il » écrivit hier a pour objet de connaître le chef » de cette armée ; je me ferai connaître à lui » sur le terrain ».

Cette violence d'expressions, alors nécessaire pour réveiller l'espoir de la victoire, dans une armée plusieurs fois battue, n'est rien près de l'ordre de vaincre, que lui envoyaient les représentans du peuple.

« Général, il faut que dans dix jours, il ne » reste pas un ennemi pour reporter, dans » son pays, des nouvelles de l'Alsace. C'est à » toi de nous montrer si tu es capable d'un » coup généreux. Enflamme ton armée : nous » t'attendons à Landau.

Les représentans du peuple à l'armée du » Rhin,

» SAINT-JUST et LEBAS ».

Ces détails appartiennent à l'histoire, ils peignent l'esprit dont la Convention nationale

(1) C'était le général prussien.

avait animé l'armée. Les forces de la France n'auraient pu vaincre l'Europe si elle n'eût fait entendre partout le cri de la liberté. Ce puissant ressort, en agissant sur l'imagination vive des Français, leur donna l'audace que suit toujours la victoire.

La bouillante activité de Hoche avait déjà tout réformé dans son armée. Une commission militaire jugeait les pillards avec une sévérité inexorable; l'ardeur se joignit à la discipline. Ses soldats étaient épars, Hoche les rapprocha : en leur faisant voir l'ennemi de près, il les aguerrit. Son plan fut d'abord de repasser la Sarre en présence des Prussiens; de suivre le cordon des montagnes des Vosges, pour les attaquer dans leurs retranchemens de Kaiserslautern et descendre ensuite sur Landau. En cas de revers, il s'était ménagé un dernier moyen de débloquer Landau; c'était de replier son centre sur la droite, de traverser, au nord-est de Bitche, cette chaîne prolongée de montagnes, qu'il n'aurait pu prendre à revers, à Kaiserslautern, pendant que, sur ce dernier point, son aile gauche, en partant de Sarre-Libre, tiendrait quelque tems en échec le plus grand corps de l'armée ennemie, qu'il aurait réussi à y attirer. On attribua ce

plan au Comité de Salut public, puis à Pichegru, généralissime des deux armées sur la Moselle et le Rhin. Il est plus sûr qu'il fut conçu par le général Hoche.

L'armée se mit en marche le 27 brumaire an 2 (1793), sur trois colonnes. Hoche n'ébranla le centre qu'au moment où les deux ailes étaient assez avancées pour le seconder. L'ennemi, étonné de la vigueur de l'attaque, se retira sur les hauteurs de Blisecastel; mais déjà Hoche avait passé la Blise, s'était emparé de Bising et de Blisecastel, après avoir tué sept cents hommes dans un combat. Le duc de Brunswich fuyait jusqu'à Kaiserslautern. Là, se réunirent toutes les forces prussiennes. On doit se rappeler que la prise de ce fort débloquait Landau et assurait, dans le Palatinat, la défaite entière des Prussiens.

Hoche s'avance et renverse tous les corps qui s'opposent à son passage. Il parvient au pied des hauteurs escarpées de Kaiserslautern; il gravit la montagne défiant les ennemis sur le plateau même où ils se sont retranchés. Sur-le-champ, il se décide à livrer bataille. Un coup de canon donne le signal. Il s'élance des rangs, jette son bonnet en l'air, et, d'une voix qui a l'éclat du tonnerre, il

crie : « *Vive la République* » ! Ce cri retentit dans l'immense front de son armée. Quarante Français attaquèrent quarante mille Prussiens, qui dominaient sur eux du haut de la montagne. On se lança des boulets de cent pièces de canon; on se battit avec fureur pendant deux jours. Malheureusement, l'artillerie légère des Français, placée sous les redoutes ennemies, fut entièrement détruite. La division de gauche, se trompant dans sa marche, mit le désordre dans le chemin d'une autre colonne, et l'empêcha de tourner la position de Kaiserslautern. Hoche, dont la vue était perçante, voit cet accident à plus de trois lieues d'éloignement. Il accourt frémissant de fureur; son plan change, et ses ordres partent comme l'éclair. Six de ses bataillons attaquent une redoute qui incommode sa droite. Enflammés par sa voix, ces bataillons soutiennent tout le feu des Prussiens, qui emporte des rangs entiers sans qu'un seul Français recule. Ainsi son plan, qu'une méprise avait renversé, fut heureusement remplacé par l'audace. Le feu, qui durait depuis deux jours, avait consumé toutes les munitions; Hoche ordonna la retraite. Un coup de canon fut tiré, pendant la nuit, dans le camp des Prussiens; Hoche

ému s'écria : « Des munitions leur arrivent ». Leurs cris de joie confirmèrent son pressentiment. Le général français, renfermant sa tristesse, laissait voir un front serein. Forcé de songer à la retraite, il dit : *Qu'on batte la marche rétrograde*. Le mot de retraite lui semblait affreux à l'oreille d'un républicain. Il se retira dans un ordre si parfait, que l'ennemi ne put jamais l'entamer. Deux représentans du peuple parurent mécontens de sa retraite ; ce général leur dit froidement : « Que » ne preniez-vous un arrêté pour fixer la victoire » ?

On crut alors qu'on n'avait plus d'espoir de débloquer Landau. Les Autrichiens répandaient le bruit que cette ville s'était rendue. Ce fut dans ce moment que Saint-Just et Lebas, représentans du peuple, écrivirent cette lettre au général malheureux :

Bitche, 12 frimaire an 2 de la République.

» Général, tu as pris à Kaiserslautern un » nouvel engagement : *au lieu d'une victoire,* » *il en faut deux*. L'ennemi s'était retranché » jusqu'aux dents ; rends-lui la pareille à Rentel, à Sausekil et à Anweiller ; il faut sur » leurs hauteurs, pratiquer des redoutes et des

» batteries. Si l'ennemi s'avance contre Deux-» Ponts, attends-le; mais attaque toujours, » sans souffrir qu'il te prévienne, c'est le » moyen d'entretenir le courage et l'espérance » parmi les soldats. Tu as tout à craindre si » l'on t'attaque. Il faut que toute la ligne » frappe à-la-fois, et frappe sans cesse; que » l'ennemi n'ait pas un moment de relâche. » Mets la plus grande rapidité dans ta marche » sur Landau : le Français ne peut s'arrêter » un moment sans s'abattre.

» SAINT-JUST et LEBAS ».

La nature avoit doué le général Hoche de cet ascendant qui relève le courage du sein de l'adversité. Il fit retrancher Pirmasens, Horneback, Blisecastel et Saint-Imbert. Il avait supprimé les tentes, comme inutiles à des soldats républicains. Il avait marché sur Kaiserslautern en bivouaquant toujours, pendant un hiver rigoureux. Les soldats étaient heureux quand, la nuit, près d'un bois, il faisaient un grand feu avec les arbres. Les forêts disparaissaient sous la hache de ces soldats; les branches leur servaient de lit. Ils les brûlaient avant de se mettre en marche.

La terre se couvrit de frimas; l'armée de-

manda à entrer dans ses quartiers. Hoche vit un régiment plus mutin que les autres; il mit à l'ordre que le régiment n'aurait pas l'honneur de marcher au premier combat. Tous les soldats, les larmes aux yeux, vinrent le prier de les placer à l'avant-garde.

Il craignait cependant que Landau, depuis six mois abandonné à ses propres forces, ne se rendît aux Prussiens. Il plaça du gros canon sur les hauteurs de Blisecastel, et, par des coups tirés d'intervalle en intervalle, pendant la nuit, il fit entendre à la garnison qu'il marchait au secours de cette forteresse. Il commanda l'attaque en personne; l'ennemi fut mis en déroute et chassé au-delà de Wert: « Amis, dit ce général, dès ce moment Landau est libre ». Il précipite l'armée dans les plaines de Weissembourg, renverse l'armée prussienne, enlève les redoutes et l'artillerie, marche sur le flanc droit de l'ennemi, et le force d'abandonner Haguenau, qu'on regardait comme inabordable. Ce coup de force ouvrit le passage de la forêt à la grande armée du Rhin, commandée par Pichegru. Ces deux généraux ne se réunirent qu'après quatorze jours de marche et de combats sur la glace. Leur jalousie éclata à l'instant. Hoche,

la joie sur le front, embrassa Pichegru. Celui-ci répondit à peine à l'accueil d'un rival dont le bras s'était trop signalé dans cette campagne. Les représentans du peuple, entre ces deux rivaux, hésitèrent à donner le commandement en chef des deux armées. Leur choix tomba sur Hoche, couvert de sueur et de poussière. Pichegru se retira, en lui laissant quatre divisions qu'il avait commandées. On entendit Hoche s'écrier : « Que Pichegru est » flegmatique! ses joues m'ont paru glacées ». Il dit à un de ses amis en pleurant : « Ne me » félicite pas sur mes victoires. J'ai terrassé » beaucoup d'ennemis; je m'en suis fait de » plus terribles dans la République même ».

Hoche, à la tête de deux armées, développa de plus grands mouvemens. L'ennemi, qui se croyait maître de Deux-Ponts, fut étonné de se voir attaqué à Kidelberg et dans les gorges de Dahn et d'Anweiller. Pendant que Pichegru tombait sur Haguenau et sur les redoutes qui s'étendent depuis la forêt jusqu'aux bords du Rhin, Hoche franchissait des monts inaccessibles. Il attaqua brusquement et enleva les lignes de Weissembourg défendues par toute l'armée autrichienne unie à celle du prince de Condé. Si un général de

cavalerie eût exécuté son ordre, de tourner la position de l'ennemi, nommé le Geisberg, en enfonçant, avec douze escadrons, trois bataillons de Pandours, l'armée des alliés mettait bas les armes. Elle se retira en désordre, laissant ses hôpitaux et ses magasins. C'était l'élite des généraux ennemis : Brunswick, Kalkreutz, Clairfait, Hohenlohe et le prince de Condé. C'est ainsi que Hoche ouvrit à Pichegru le chemin de Landau. Ce dernier entra le premier dans la ville; mais le vrai vainqueur était celui dont le bras avait renversé devant Pichegru les premiers obstacles. Hoche fit élever en grade tous les généraux qui l'avaient secondé : Championnet, Lefebvre, Debelle, Grenier, Desaix, Andréossy, et ce brave Détré, qui perdit une main à Kaiserslautern, sans vouloir quitter ses canons.

Il poursuivit l'Autrichien sans relâche, tailla en pièces son arrière-garde, lui enleva Germersheim et le fortifia. Worms et Spire lui ouvrirent leurs portes; le fort Vauban fut repris par le général Lefebvre, depuis duc de Dantzick. L'armée demandait le repos. Pichegru mit ses troupes en cantonnemens. Hoche demanda à passer le Rhin, près de Strasbourg, avec vingt-cinq mille hommes, sûr de

porter la terreur au cœur de l'Allemagne; mais Saint-Just, son ennemi, fit rejeter ce plan par le Comité de Salut public.

Dans une fête à Thionville, le général Hoche vit une jolie personne de quinze ans; il fut épris de l'air de candeur qu'elle unissait à la beauté. Jeune et victorieux, il devait plaire; il fut aimé et l'épousa. Ce général, tout couvert de gloire, avouait qu'il était malheureux. L'éclat est un tourment, quand le cœur n'est pas satisfait. Son bonheur, comme époux, commençait à peine, lorsque Saint-Just vint le troubler (1793). On attribua la haine de ce député à deux causes: Saint-Just, après le déblocus de Landau, voulant attirer le général dans le parti de Robespierre, lui avait proposé cinquante mille écus. Hoche, croyant qu'il était perdu s'il refusait, accepta cette somme, mais il la versa dans la caisse de l'armée. Voici l'autre motif du ressentiment de Saint-Just: cinq jours avant l'attaque de Weissembourg, il avait demandé au général Hoche le plan de la bataille. Celui-ci refusa; le défaut de secret lui avait fait manquer de prendre Kaiserslautern. Le député lui jura alors une haine implacable. Mais il ne lui était pas facile d'arrêter ce général dans l'armée

dont il était adoré; il trouva le prétexte de le faire nommer général en chef de l'armée d'Italie. A peine Hoche arrivait-il à Nice, qu'un général vint lui signifier l'ordre de l'arrêter. « Je vous ai fait d'abord l'accueil qu'on doit » à un général, lui répart Hoche; j'ignorais » que vous fussiez un gendarme ». Il eut la candeur de croire qu'il suffirait d'être entendu pour être renvoyé à ses fonctions. Il obtint des gendarmes, d'être conduit directement au Comité de Salut public. Le premier député qu'il aperçut, fut Saint-Just lui-même. Hoche lui demande justice : « On vous fera tout-à-l'heure » celle que vous méritez, lui répond le pro» consul ». Et il donne l'ordre de le conduire en prison. Hoche, dans son cachot, fit voir autant de force d'âme, qu'il avait déployé de courage sur le champ de bataille : « Eh! » qu'est-ce que mon malheur, disait-il près » de tant de calamités publiques? Le jour que » j'embrassai la révolution, je sus que ce tor» rent pouvait m'entraîner ». Il ne montrait jamais de crainte au nom du tyran qui remplissait tous les jours la prison de nouvelles victimes. Il répétait ces mots de Sénèque : « Nous ne sommes au pouvoir de personne,

» quand la mort est en notre pouvoir (1) »

Il se partagea entre l'amour qui fait supporter les maux de la vie, le vin qui les fait oublier, et le sommeil qui serait aussi bienfaisant que la mort, si on ne se réveillait plus dans l'infortune. Hoche fut délivré de sa prison (10 thermidor an 2) peu de jours après le supplice de Robespierre, de Saint-Just et des autres complices de ce tyran. Dans le plus affreux dénuement, il en fut réduit à solliciter long-tems sans succès des secours, dans les antichambres de ce Comité de Salut public qui avait la hauteur des grands qu'il avait renversés, avec une rudesse et une cruauté que ces grands n'avaient pas. Après avoir, pendant un mois, abreuvé ce général de refus humilians, le Comité lui rendit le commandement en chef, que l'injustice lui avait ravi; mais, par une injustice presque aussi déplorable, on lui ordonna d'aller combattre des Français d'une autre opinion, dans la Vendée.

(1) *Non sumus in ulli potestate, cùm mors in nostrâ potestate est.*

Guerre de la Vendée. — Bataille de Quiberon. — Première pacification des pays infestés par les Chouans.

A peine fut-il sur le théâtre de la guerre civile (an 3), qu'il tourna les yeux avec regret vers cet autre champ de bataille, qu'il avait arrosé du sang ennemi. « Que ceux qui battent » tous les jours des Autrichiens, dit-il, sont » heureux » ! Il succédait à des généraux sous qui la guerre de la Vendée n'avait pu que s'irriter et s'étendre. La haine était dans tous les cœurs, le poignard dans toutes les mains. Les uns égorgeaient leurs semblables au nom de la religion, les autres au nom de la liberté. Le Comité de Salut public n'avait qu'un système : exterminer tous les royalistes, n'accorder aucun pardon. Hoche, dès le premier jour, ne craignit pas de recourir à la clémence. Sans songer s'il perdra sa faveur près d'un gouvernement jusqu'alors inflexible, ses premières armes furent l'indulgence et la pitié. Il écrivit au Comité de Salut public, comme article pre-

mier de son plan de campagne : « Quelques pro-» clamations feraient plus que le canon ». Son regard pénétrant distingua les agens payés par l'Angleterre de cette foule de malheureux poussés par le besoin ou par le fanatisme. Il invoqua pour eux, près du gouvernement, la tolérance et la douceur : « Quand aux chefs, » qui sont les instrumens de l'Angleterre, je » leur réserve, disait-il, *la capitulation des* » *baïonnettes* ». Il forma un double plan : tandis qu'il poursuivait les chefs, qu'il traversait leurs desseins par la rapidité de ses mouvemens, et que ses postes, répandus sur les côtes de la mer, prévenaient ou interceptaient les envois d'hommes et de munitions des ports de l'Angleterre, sa modération cherchait à réconcilier ceux que la crainte ou l'erreur avaient éloignés de la République. Il parla aux passions, pour les adoucir; à l'intérêt particulier, pour le ramener à l'intérêt de la nation. Il temporisa comme Fabius. Ce que le général romain avait fait par prudence , Hoche le fit par humanité.

Les soldats avaient été retenus dans des cantonnemens, prêts à exécuter le pillage, le meurtre et l'incendie. Leur réunion dans les camps pouvait seule ramener la discipline,

présenter le spectacle de la force qui produit la soumission sans verser le sang ennemi. Il rendit un autre service à ce pays. Le Comité de Salut public avait ordonné d'y couper toutes les haies qui séparent et garantissent chaque domaine. A la vérité, les haies y gênaient à chaque pas la marche des troupes de la République, assuraient aux rebelles la facilité d'épier les détachemens républicains, de les attaquer sans être vus, et de se cacher s'ils étaient obligés de fuir. Mais les haies fournissent des bois de chauffage et de construction, et enferment les bestiaux, qui font la richesse des habitans. En respectant cette propriété, chère au paysan et au laboureur, sa politique lui fit voir un moyen de reconcilier les royalistes avec ses soldats, devenus protecteurs de l'agriculture. Hoche vivait sous la tente avec ses soldats, comme s'il eût été leur camarade, couchait sur un lit de paille, à côté de ses grenadiers, ne mangeant que du pain de munition. Quand les troupes ont un semblable exemple sous les yeux, elles n'osent se plaindre. Si cette vie simple et dure déplaisait à quelques *officiers colifichets* (1), elle lui faisait,

(1) Nom qu'il donnait aux jeunes gens efféminés.

dans les soldats, autant d'amis que de témoins.

Le retour de l'ordre rendait la considération à l'armée ; le soldat n'était plus traité en brigand par l'habitant des villes, qui, n'éprouvant pas de vexations, n'eut plus de motifs de représailles. Le laboureur laissa tomber le fer, que la vengeance ou le soin de sa vie avait mis dans ses mains. Hoche se résigna lui-même à une espèce de commandement de gendarmerie indigne de lui. « Je fais, écrivait-il à un géné- » ral de ses amis, ce qu'on appelle la guerre des » chouans. Continuez d'enlever des villes d'as- » saut, de gagner de grandes batailles; lorsque » j'aurai pris un chouan, je m'empresserai de » vous en transmettre la grande nouvelle ». Il ne lui restait plus à combattre que des royalistes qui avaient refusé leur pardon, ou des assassins sur les routes publiques.

Les rênes de l'état, arrachées aux mains barbares du premier Comité de Salut public, étaient tombées dans des mains faibles (an 3, 1794). Le nouveau gouvernement était pressé de voir finir la guerre, et il la ranima dans les ennemis du dedans et du dehors, en rappelant des armées presque toute la jeunesse, dans les campagnes désertes qu'on voulait

repeupler. Le découragement survint. Cette faute, que sa cause semblait rendre excusable, eut des suites funestes. Hoche les avait prévus ; il avait tenté de résister. Il ne put arrêter ce torrent, favorisé par le gouvernement même. L'affaiblissement de l'armée républicaine enhardit les chouans, qui recommencèrent leurs assassinats. Dans les fermes, dans les villages, on leur offrit des retraites, des vivres et des armes, tandis que les soldats républicains ne trouvaient ni pain, ni asile. Hoche rapporte lui-même qu'à Rennes, il ne rencontra pas un seul habitant qui voulût lui louer sa maison. La modération qu'il montra, dès son arrivée, prouve combien il eût aimé à seconder celle de son gouvernement ; mais il voulait que la générosité fût soutenue de la puissance. Il désirait la paix ; mais il savait qu'on ne la ramène pas avec de la faiblesse. Forcé d'exécuter l'amnistie accordée par le gouvernement à cette multitude effrénée de chouans accoutumés aux meurtres et au pillage, il conçut l'idée de rendre utile à la République l'audace éprouvée de ces hommes dangereux ; il voulut en former des corps, semblables aux bandes de Duguesclin, allant détrôner Pierre le Cruel, ou aux régimens de révoltés, levés par le ma-

réchal de Villars dans les Cévennes, destinés sur les rivages même de l'Angleterre, à punir la puissance qui les avait soulevés. Ce projet excellent ne fut pas agréé par le gouvernement, qui laissa la chouannerie déchirer le sein de la République.

Cependant, il y avait des négociations entre les chefs des royalistes et les généraux républicains. « C'est une chose bien ridicule, » a écrit le général Hoche, de voir des bri- » gands, se disant fort bons chrétiens, ne par- » ler que de Dieu, se proclamer les vengeurs » de l'église, et demander leurs autels, qu'on » n'avait pas voulu encore leur permettre de » relever ». Le principe de ce général était la tolérance; il recommandait les plus grands égards pour la religion. Les prêtres avaient une grande autorité; Hoche recommanda à ses officiers de les tenter par l'appât de l'argent qu'il leur faisait donner comme des secours pour les pauvres. Il crut qu'il ne pouvait pas payer trop cher les secrets de son ennemi. Il avait pour la guerre ses espions; il voulut en avoir parmi les prêtres; il s'en offrit une légion. Les femmes, qui se mêlent de toutes les affaires, surtout dans les troubles civils qui favorisent leur penchant à une

liberté extrême, les femmes firent par l'attrait de l'amour ce que les prêtres avaient fait pour de l'argent; éprises en secret de la beauté du général de la République, elles furent ou feignirent d'être persuadées de la justice de la cause pour laquelle il combattait, et entraînèrent beaucoup de prosélytes dans le parti d'un homme qu'elles n'avaient pu voir sans l'aimer.

Tandis que ce général faisait servir l'amour même au succès de ses négociations, on lui reprochait de contrarier les ordres de la Convention nationale. Prévenu qu'il était accusé, il osa répondre que c'était dans la faiblesse et la crédulité du gouvernement qu'était la cause de la lenteur des négociations; que les chouans, dans l'espoir des secours des Anglais, ne feraient que des trèves et jamais de paix sincère; que le gouvernement oubliait la dignité républicaine en traitant comme de puissance à puissance avec Charette et Stofflet.

Une première entrevue avec un des chefs des chouans, nommé Cormartin, lui avait donné l'espoir d'un rapprochement; mais, pour obtenir une soumission entière à la République, Hoche demandait un renfort de troupes

qui en imposât aux chouans. Au lieu de le seconder, le gouvernement lui enlevait chaque jour des soldats, sous prétexte d'une pacification prochaine. Vingt représentans du peuple semblaient n'être arrivés que pour se contrarier, diviser les esprits, exercer un empire absolu sur le général et l'armée. L'un enlève une garnison dans le moment où Hoche craint un débarquement d'Anglais; l'autre, à qui le gouvernement avait prescrit de rendre vingt-trois mille hommes que Hoche avait envoyés à l'armée de l'Ouest, les refuse et garde soixante-deux mille combattans pour le seul département de la Vendée où la paix est signée, pendant que Hoche n'a que trente mille soldats pour défendre sept départemens menacés de l'incursion des mécontens de la Vendée. Le général ainsi contrarié sentait plus vivement encore le besoin de la paix; mais il voulait que, sans laisser de tems aux rebelles, on les forçât de choisir sur-le-champ entre la République et la guerre. Il avait écrit qu'*avec cinq cents mille francs, et vingt épaulettes, on aurait les plus considérables d'entre les mécontens, et qu'un peu de fermeté suffirait pour le reste.* Mais les représentans du peuple étaient jaloux du rôle de négociateurs; ils discutaient et ne

concluaient rien. Ils eurent la faiblesse d'entendre Cormartin, chef de chouans, demander que Hoche et ses lieutenans fussent exclus des conférences, et la faiblesse plus grande de l'accorder: Hoche, en se retirant, dit *qu'il était heureux de n'être pas présent à la honte d'un traité où la perfidie dictait la loi à la lâcheté*.

Les chouans employaient le tems de la suspension d'armes à tramer des complots. Hoche avait les yeux toujours ouverts sur des dangers qui, méconnus des représentans du peuple, ne lui paraissaient que plus certains. Il surprit un des chefs des chouans, nommé Clermont, qui, sous prétexte d'arrêter les hostilités dans les cantonnemens qu'on lui permettait de parcourir, distribuait de faux assignats, fabriqués par les Anglais. Il fit aussi arrêter un chef, nommé Laboissière, qui avait prêté serment de fidélité à la République. On le prit au moment où un esquif, payé par les Anglais, le conduisait à Gersey, à l'armée des princes. On faisait des recrues pour les chouans dans l'armée même de la République. Hoche ne commandait plus; les représentans du peuple avaient usurpé la conduite des affaires. Il s'en plaignit avec amertume. On le menaçait

de l'éloigner de son armée, quand une flotte anglaise se présenta à la vue des côtes. Les chefs de chouans se hâtèrent de signer la paix; cette ruse rendait plus facile la descente de quarante mille hommes, assemblés à Gersey sous les drapeaux de l'Angleterre. Hoche garda son attitude militaire. Pour prévenir l'embauchage dans son camp, il multiplia les marches et les contre-marches de ses colonnes mobiles. Il ordonna de respecter les signes de la liberté, et d'arrêter quiconque paraîtrait sans cocarde nationale, ou refuserait, sur le *Qui vive?* de répondre : *Républicain*. Cormartin, le plus souple des rebelles refusa de quitter la cocarde noire et son ancien habit uniforme. Il délivra, au nom des princes, des passeports où les généraux de la République étaient nommés assassins. Il recrutait lui-même sous la tente de Hoche. Ce général, ayant surpris, sur ses propres soldats, qui désertaient, des lettres de Cormartin, fit arrêter ce chef et ses complices qui allaient, à la tête d'un rassemblement, s'emparer de l'arsenal de Cicé. Une autre révolte éclatait dans le Morbihan. Hoche fit périr trois cents chouans sous les baïonnettes.

Cependant dix mille émigrés, sur une flotte

anglaise, débarquent à Quiberon; il part de Rennes et se rend sur les côtes, avec une diligence extrême. Chérin, ancien généalogiste du roi, était son chef d'état-major. Il le laisse à Rennes, pour rassembler les troupes, l'artillerie et les munitions. Chérin, qui joignait l'intelligence à l'activité, faisait arriver vers lui des convois continuels. Les chouans portaient partout le meurtre et l'incendie. Les routes étaient interceptées, les ponts coupés, les escortes attaquées. Hoche eût perdu toutes ses communications sans le général Chérin, qui ne se coucha pas pendant quinze nuits. Il tenta de s'opposer au débarquement. L'inégalité de ses forces l'ayant forcé d'abandonner ce dessein, il prit position à Auray, d'où il les observa lui-même. Son chef d'état-major y faisait filer des troupes à grandes journées. Hoche laissa les émigrés maîtres du fort de Quiberon et de la presqu'île qu'il commande, certain de les y enfermer, disait-il *comme un rat dans une souricière*. Il avait souvent prédit ce débarquement au Comité de Salut public, qui n'avait pas voulu y croire. Cette nouvelle, alors trop certaine, y causa l'épouvante et le désespoir. Tallien, membre de ce Comité de Salut public, offrit d'aller combattre les

émigrés et les Anglais, et jura de revenir vainqueur. On lui avait reproché, dans le sein de la Convention, trop de clémence pour les émigrés et les royalistes; il parti chargé d'ordres rigoureux, moins pour combattre que pour se justifier.

Cependant, l'effroi s'était emparé de tous les habitans voisins de la falaise de Quiberon. Les chaumières étaient abandonnées; les bestiaux, sans guides, erraient dans les campagnes. On arrive à Quiberon par une langue de terre sablonneuse, qui n'a qu'une lieue dans sa largeur, qui s'étrécit jusqu'à l'entrée de l'île où elle n'a plus que trente toises; l'entrée est fermée par le fort Penthièvre, et ce fort venait de se livrer à l'ennemi. Le camp des républicains appuyé à la mer par ses deux ailes était situé sur cette langue, nommée la Falaise, à une lieue et demie du fort. Les chaloupes canonnières de la flotte anglaise s'avançaient, chaque jour, jusqu'à la portée du fusil du rivage. Pendant que l'ennemi retranché s'occupait à bénir les églises, le général républicain préparait une attaque audacieuse. Les ingénieurs taxèrent de témérité l'assaut contre le fort qui défendait l'entrée; ils assuraient qu'on ne pouvait s'en emparer qu'en ouvrant

la tranchée; mais, que sont les règles de l'art, quand la valeur est surnaturelle? Hoche ordonne à une colonne, commandée par Ménage, adjudant-général, de filer par la droite, le long de la mer, et d'en tenter l'escalade. Une colonne, conduite par le général Vattau, fut chargée de l'attaquer de front; une troisième, commandée par Humbert, devait le tourner. C'était à la faveur de la nuit. Un orage affreux survint. Les colonnes se heurtèrent et se rompirent. Hoche, avec un sang froid admirable, rétablit les rangs au milieu des ténèbres qui l'environnaient. L'orage devait rassurer l'ennemi contre une attaque soudaine. Le jour découvrit le fort Penthièvre. Les chaloupes anglaises bordaient le rivage. Les républicains, pour attaquer, passèrent dans l'eau jusqu'à la ceinture. Ils n'avaient pas une pièce de canon, et leurs fusils, mouillés par la pluie, étaient des armes inutiles. De front, ils étaient foudroyés par les batteries du fort; sur les flancs, par les chaloupes et les frégates anglaises. L'intrépide Ménage, à la tête de deux cents braves, à travers la mer, et sous le feu de la mitraille de l'ennemi, se glissa, de rochers en rochers, jusqu'au pied du roc de la forteresse. Il le gravit, et, se précipitant dans

l'intérieur, le sabre à la main, tue tous ceux qui lui résistent. Le reste de l'armée suivit son général; il soumit la presqu'île en courant. Les ennemis chassés se réunirent tous sur le rocher, au bord de la mer. Ils envoyèrent plusieurs parlementaires pour obtenir des conditions s'ils se rendaient. Tallien leur répondit: « Qu'y a-t-il de commun entre nous, que la » vengeance et la mort »? Hoche fit battre la charge; les boulets et la mitraille de l'escadre anglaise ne purent arrêter les républicains. Sept cents grenadiers fondirent impétueusement sur le rocher, la baïonnette en avant. Les émigrés, jetant des cris de désespoir, demandèrent à se rendre. Hoche leur envoya l'ordre de mettre bas les armes, et de faire cesser le feu des Anglais. On a rapporté que ces malheureux avaient répondu : « Ah! ne » voyez-vous pas qu'ils tirent sur nous comme » sur vous? Nous sommes aussi des Français ». Ils profitaient d'un moment de trève pour s'embarquer. Hoche fit traîner deux pièces de canon sur les bords de la mer; vingt coups à mitraille empêchèrent les bâtimens de revenir vers le rivage. Tous ceux qui étaient renfermés dans l'île vinrent mettre bas les armes et se rendre à discrétion. Parmi les prisonniers,

on reconnut l'évêque de Dol, tout son clergé, et presque tous les officiers de notre ancienne marine. M. de Sombreuil, jeune homme d'un rare mérite, digne de pardon, si les vainqueurs savaient pardonner dans les guerres civiles, avait commandé toute l'armée des émigrés, à laquelle il avait réuni six mille soldats de la République, qu'on avait tirés des prisons de l'Angleterre. Ils n'avaient pas été plutôt débarqués, qu'ils se souvinrent qu'ils avaient combattu pour la liberté; ils vinrent se ranger sous les drapeaux de la République. Les représentans du peuple firent fusiller les émigrés Français pris les armes à la main. Le jeune Sombreuil subit le même supplice. Le général Hoche l'eût sauvé, s'il avait eu le pouvoir de lui faire grâce; il le pleura. M. de Sombreuil avait plus que de la valeur et du génie; il était vertueux.

Hoche poursuivit sans relâche d'autres bandes d'émigrés. De retour à Rennes, il reprit son plan de pacification. Le gouvernement lui confia un plus vaste commandement, et toute la conduite de la guerre, en le nommant général en chef de l'armée de l'Ouest. Ce fut alors qu'il dit : « Je suis enfin libre de faire » finir cette guerre funeste ». Pour arracher

aux rebelles leurs armes, il leur demanda, au nom de la paix, d'en être le dépositaire. Ses colonnes mobiles enlevaient partout les bestiaux et ne les rendaient qu'en échange des armes. Attentif au maintien de la discipline dans ses troupes, il amena les paysans à la soumission, et, ce qui est plus difficile, à la sécurité. Le gouvernement réunit alors trois armées en une seule, sous son commandement; elle fut appelée armée des côtes de l'Océan. On établit le régime militaire dans tous les pays insurgés; on mit en état de siége les villes troublées par les factions; on institua des commissions pour juger les rebelles pris les armes à la main.

Hoche était autorisé à offrir des conditions aux chefs des chouans, ou à leur permettre de se retirer dans les pays étrangers. Il fit poursuivre Charette et Stofflet, les deux chefs les plus dangereux de l'armée ennemie. Il fit punir de mort ce dernier, avec cent de ses complices. Un mois après, Charette fut pris; il eut la douleur, en subissant son supplice, d'entendre ce même peuple, qu'il avait rendu si royaliste, crier : *Vive la République !*

Hoche passa la Loire avec quinze mille

hommes et trois mille chevaux. Il attaqua à-la-fois les départemens de la Sarthe, de Maine-et-Loire, de Loire-Inférieure et du Morbihan. La résistance des rebelles fut terrible. Lorsqu'atteints par les colonnes mobiles, ils se trouvèrent acculés, ils se battirent à la baïonnette et corps à corps. « Ces malheureux » étaient des Français » dit le général Hoche. M. de Scepeaux, chef de chouans, fut le premier qui se soumit. Son exemple fut suivi par plus de cinq départemens. Celui de la Mayenne, les districts de Domfront, Vire, Mortain et Avranches, les départemens de l'Orne, du Calvados et de la Manche furent aussi purgés de la présence des chouans, après plusieurs combats furieux.

Cette guerre, qui avait coûté tant de trésors et de sang, où avaient échoué tant de réputations militaires, fut terminée en deux mois. Admirable résultat des efforts du génie d'un homme aussi grand négociateur que grand capitaine! Au nom de pacificateur de la Vendée, il ajouta un plus grand bienfait pour les habitans; il leur donna la liberté, leva l'état de siége et fit succéder au régime militaire le gouvernement constitutionnel.

Expédition contre l'Irlande.

Hoche conçut le projet de faire retomber le fléau de la guerre sur le cabinet de Saint-James. Il avait une haine vive pour le gouvernement anglais, depuis que, du rivage de Quiberon, il avait vu ces insulaires, fuyant sur leurs vaisseaux, abandonner à la rigueur des lois de la République les émigrés qu'eux-mêmes avaient vomis sur nos côtes. Il demanda à porter au sein de la Grande-Bretagne ces mêmes soldats, compagnons de ses victoires. Le vice-amiral Truguet, alors ministre de la marine, équipait des flottes. Il y eut une conférence secrète chez Carnot, membre du Directoire, le premier des hommes pour bien diriger la guerre qu'il était forcé de faire, en la détestant. Le ministre de la marine proposa un plan vaste, décisif. L'argent manquait; le Directoire voulut qu'il n'y eut d'expédition que contre l'Irlande. Hoche se trouva trop resserré dans les bornes de ce plan; mais il considéra l'Irlande comme le chemin de Londres. Ce pays a une population de plus de

quatre millions d'hommes. L'Angleterre y prend ses matelots et ses soldats. La fertilité du territoire, les matières qu'elle en retire, les manufactures, les munitions navales, offrent des ressources inépuisables. Le ministère anglais avait réduit l'Irlande à une espèce de servitude; le mécontentement des esprits les disposait à recevoir tout changement favorable à l'indépendance. Les Irlandais, à la vérité, sont de zélés catholiques; mais cette religion même nourrissait dans leur cœur le sentiment de la liberté.

Il y avait en Irlande trois partis, *les Anglais*, *les Orangistes*, *les Irlandais-Unis*. Le premier, composé des agens du ministère, était voué au gouvernement; le second, tout rempli des descendans de ceux qui mirent sur le trône d'Angleterre Guillaume III, prince d'Orange, aïeul du roi qui règne encore, formaient la partie la plus nombreuse des deux chambres du Parlement et des magistrats des villes. Ce parti ne ménage les ministres du roi, qu'à condition qu'il aura la fortune, les honneurs, les charges et les places au Parlement. Le troisième, celui des *Irlandais-Unis*, forme les neuf-dixièmes de la population d'Irlande; il peut être regardé comme la nation.

Quarante mille volontaires Irlandais s'étaient unis par le serment de périr ou de vivre libres. Ils n'attendaient qu'un général français. Hoche arrive à peine au port de Brest, qu'il trouve qu'on veut changer l'expédition, et aller combattre les Anglais dans les Indes. On perd un tems précieux. « Il est au moins » inutile, s'il n'est dangereux, écrivit ce général, de faire quatre mille lieues pour cher- » cher les Anglais, qui sont à notre porte. Ne » serons-nous pas assurés que leurs colonies » nous appartiennent du moment où nous » marcherons sur Londres » ? Le refus des secours nécessaires à l'expédition, les dénonciations portées contre lui, dans le sein du Corps législatif, remplissaient son cœur d'amertume. Il s'indigna sans se rebuter; il pressa le travail dans les arsenaux de Brest, sur les vaisseaux. Les plus grands obstacles furent dans les officiers de la marine, qui, refusant de reconnaître son autorité, ne voulaient, disaient-ils, recevoir des ordres que du ministre de la marine. L'insubordination était alors sur nos escadres. Cependant, ce général traçait un plan hardi de débarquement. Il voulait, s'il touchait au rivage, ravir à ses soldats tout moyen de retraite, en renvoyant tous ses

vaisseaux dans les ports de la République.

C'était peu pour Hoche de brûler les arsenaux de l'Angleterre; il voulait relever les opprimés, et que sa victoire, pour l'homme libre, fût un bienfait. Il ambitionnait encore de rendre à la France la puissance sur mer qu'elle avait perdue.

Le secret devait être l'âme de cette expédition; mais comment le garder au milieu des préparatifs? L'Angleterre avait un ambassadeur à Paris, lord Malmesbury. Ses espions cherchaient à découvrir le but de l'armement de la flotte de Brest. Le général Hoche avait ses espions parmi les chouans; il sut qu'on avait promis cent louis à un imprimeur de Rennes, s'il voulait communiquer un imprimé qui fît connaître la destination de l'escadre. Hoche, pour tromper son ennemi, composa un manifeste au peuple de Portugal. Il le communiqua, avec l'air du mystère, à un prêtre du pays, pour le traduire en langue portugaise; il était sûr que son faux secret serait révélé. C'est ainsi qu'il donna le change aux espions de l'ambassadeur anglais.

Peu de tems après, on accusa le cabinet de Londres d'avoir voulu faire assassiner ce général. Le ministre de la guerre l'avait averti

qu'un émissaire anglais était parti de Londres pour attenter à sa vie. Hoche ne se mit point en garde. Un coup de pistolet lui fut tiré dans une rue de Rennes; l'assassin s'était appuyé sur une borne qui, en vacillant, détourna la balle. La sérénité du général fut remarquable dans ce moment. Ce malheureux fut vu par lui sans colère. Il se jeta à ses genoux, implorant sa miséricorde. Hoche laissa couler des larmes : « Malheureux, lui dit-il, as-tu une » femme et des enfans »? L'assassin avoua que la misère de sa famille l'avait porté à ce crime. On lui avait promis cent louis. Hoche en envoya vingt-cinq à sa femme. Il fit faire le portrait de cet homme; il le portait et le considérait souvent. Il ne rechercha que l'instigateur du crime. C'était un homme de qualité, qui cachait son nom sous celui de Charles. On lui écrivit peu de jours après, qu'il serait empoisonné. Le lendemain, il sentit des tranchées violentes. Un médecin ordonna les vomissemens. Qu'on se peigne la douleur de ce général, qui croit porter la mort dans ses entrailles, au moment où son armée s'éloignait du rivage. Quelques jours après, le mal s'évanouit, sans que le médecin pût en découvrir la cause.

Cependant, l'insubordination de l'escadre avait gagné trois compagnies de grenadiers; mécontentes de n'avoir pas reçu le prêt, elles refusaient de s'embarquer. Hoche ordonna que ces grenadiers fussent envoyés dans un village, à quinze lieues de Brest, et privés de l'honneur d'avoir part à l'expédition. Une heure après, on vint lui rapporter que les grenadiers venaient de s'embarquer. Hoche les fit ramener à terre : « Je ne veux point, » dit-il, avec moi des hommes qui n'ont d'au- » tre mobile que l'argent ». La honte d'être séparés de l'expédition les mit au désespoir : ils menacèrent de tuer les auteurs de leur révolte; ils supplièrent. Hoche, touché de leur repentir, crut leur faute assez expiée, et leur permit de rentrer dans l'armée.

Ce général s'embarqua sur le vaisseau où était l'Irlandais Théobald Wolf Tone, l'un des auteurs de l'*Union*. Il était connu en France sous le nom du général Smith. C'est le même qui, deux ans après, fut pris par les Anglais. Lorsqu'il entendit l'ordre de le mettre aux fers, il répondit : « Vous avez beau » faire, je suis plus fier de mes chaînes que » d'une étoile ou d'une jarretière ». Traduit devant une Cour martiale, ses juges lui con-

seillèrent de nier ses intentions pour sauver sa vie ; il s'écria : « Qu'il avait tout fait pour ai-
» der sa patrie à briser le joug ; que n'ayant
» pu réussir, il se trouvait heureux de sceller
» de son sang les principes sacrés de l'indé-
pendance ». Ayant demandé sans succès à être fusillé comme soldat, il se coupa la gorge dans sa prison, pour éviter la honte de l'échafaud.

L'armée navale, composée de quinze mille hommes, avait mis à la voile, en décembre 1794. Elle avait trompé l'ennemi, qui croisait devant Brest. Il ne fallait que deux jours d'un vent favorable, pour descendre sur le rivage. Le vent devint contraire dès que la flotte arriva dans la haute mer ; le signal du départ avait été donné trop tard ; la flotte n'avait pas appareillé à-la-fois. Cette première faute fut irréparable. Un ouragan entraîna la frégate du général en chef loin du corps de l'armée. Les vaisseaux, éloignés de leurs chefs, craignirent d'aborder les côtes d'Irlande ; ceux qui en approchèrent furent rejetés par les vagues. Nos vaisseaux furent reconnus des habitans, qui, pendant dix jours, tressaillirent de joie à la vue de leurs libérateurs ; mais au lieu d'agir, on délibéra : on devait débarquer, on as-

sembla des conseils. Tout fut prétexte pour rester dans les vaisseaux. Il sembla que les Français n'avaient plus cette audace qui avait vaincu tant de fois leurs ennemis. Rien ne prouve mieux que les hommes, dans la guerre, ont besoin d'une seule tête pour les conduire. Pendant ces funestes irrésolutions, la frégate du général Hoche luttait contre plusieurs vaisseaux ennemis. Elle échappa à leur poursuite; elle arriva enfin devant les ports d'Irlande, où elle devait trouver toute la flotte réunie. La douleur du général éclata, lorsqu'il apprit qu'elle était séparée et qu'elle avait pris le large. Il voulut d'abord se précipiter au milieu de quelques patriotes réunis, et, par l'effort de son courage, jeter au sein de l'Angleterre le germe *d'une Vendée républicaine*. La solitude du rivage et l'abandon de ses soldats le forcèrent de s'éloigner. Il pleura, dit-on, au moment où ses regards perdirent cette île d'où il devait chasser l'esclavage et fonder la liberté.

Il essuya encore des tempêtes. Il bravait, en riant, la fureur des flots. Assis sur une peau d'ours blanc, il disait à un officier de marine : « Après avoir vaincu les Anglais, » nous irons faire respecter le pavillon répu-

» blicain autour du globe ». Sa présence d'esprit avait plusieurs fois sauvé la frégate, lorsqu'elle se trouva dans un plus grand danger; poursuivie par deux gros vaisseaux ennemis, à peine leur échappait-elle, à la faveur des ombres de la nuit, qu'elle tomba, à la pointe du jour, au milieu de la flotte anglaise. La mer devint si agitée, que la frégate française, pendant tout un jour, parut aux Anglais un de leurs bâtimens, tant ils étaient occupés de se conserver eux-mêmes. Changeant vers la nuit sa direction, elle arriva à l'île de Rhé, à la faveur des ténèbres.

Hoche fut long-tems tourmenté par le souvenir de ce revers. Il courut chez M. Truguet, ministre de la marine : « Mon ami, lui dit-il, » nous sommes ce qu'il y a de plus malheureux » sous le ciel. J'ai bien souffert; mais le moin- » dre de mes maux est d'avoir été cent fois » menacé d'être englouti par la mer. Nous se- » rions les plus vils des mortels si nous aban- » donnions le peuple Irlandais à la vengeance » de ses tyrans. Notre entreprise n'est qu'ajour- » née. Pendant que je cours combattre à l'ar- » mée de Sambre-et-Meuse, équipez de nou- » veau votre escadre; réparez votre marine, » je m'attache à jamais à sa destinée. Ecrivez-

» moi que vos dispositions sont faites, et je
» quitte à l'instant les bords du Rhin pour
» voler à ceux de l'Océan ».

ARMÉE DE SAMBRE-ET-MEUSE.

Bataille de Neuwied. — Déroute complète de l'armée autrichienne.

L'ARMÉE de Sambre-et-Meuse, après avoir vaincu l'Allemagne dans tant de batailles, n'avait plus de soldats. Ce qui restait était nu, affamé, consumé par les maladies. Deux de ses plus grands capitaines s'en étaient éloignés, Kléber, par ressentiment contre le Directoire, Bernadotte, pour combattre en Italie, sous le général Bonaparte. Tirer tout le parti possible d'une multitude d'hommes qu'on conduit est l'art d'un grand capitaine; il lui faut plus de caractère que de génie. Cette armée, qui avait conquis un territoire presque aussi grand que celui de la France, était accablée de la plus affreuse misère. Les peuples vaincus avaient été dépouillés, et les vainqueurs languissaient dans le besoin, avilis et méprisés par une foule de fournisseurs et de commissaires du Directoire qui adminis-

traient les pays conquis. Ces hommes étalaient le luxe aux yeux du soldat qui mourait sans secours dans les hôpitaux. Le Directoire trompé, envoyait de l'intérieur des fonds aux entrepreneurs qui les retenaient et se faisaient encore payer à Paris. On adopta enfin un autre système; Hoche eut toute l'administration des pays conquis. Les habitans, délivrés des rapines des financiers, se dévouèrent au général français. Il introduisit une innovation heureuse; de chaque arme, il fit une division distincte. Klein commanda les dragons, Richepanse les chasseurs, Ney les hussards, d'Hautpoult la grosse cavalerie; l'infanterie fut partagée en six divisions. Auparavant, les différentes armes étaient mêlées, chaque division était une armée. Sous son commandement, toutes les divisions formèrent une seule masse serrée, dont le poids ne pouvait être arrêté par aucune force humaine. En attaquant ainsi les Autrichiens, avec l'impétuosité qu'il donnait à son armée, Hoche avait promis de les culbuter jusqu'à Vienne.

Les Autrichiens tremblaient au bruit de ces apprêts formidables. Mallet-du Pan, qui avait vendu sa plume au cabinet de Londres, écrivit: « Pour la campagne d'Allemagne, on compte

» essentiellement sur le général Hoche. Cet of-
» ficier, ancien sergent aux gardes-françaises,
» est un républicain fanatique, violent, auda-
» cieux, actif, diligent, un vrai jacobin ».

L'armée, campée près de Neuwied, était forte de quatre-vingt mille hommes. L'avant-garde, conduite par Lefebvre, passa le pont de cette ville, et se forma dans la plaine ; elle fut suivie du gros de l'armée. Le général autrichien, M. de Kray, lui fit proposer un armistice, en attendant, dit-il, que la paix conclue entre la France et l'Autriche fût officiellement confirmée à l'armée française. Hoche lui demande, pour gage de sa parole, que les Autrichiens se retirent derrière le Mein, et qu'on lui remette la forteresse d'Ehrenbreisten. Ces propositions sont refusées ; on se sépare. A l'instant, l'ennemi commence le feu de son artillerie. Maître des hauteurs qui entourent la plaine de Neuwied, son front était couvert de redoutes fraisées et palissadées. Au premier coup de canon, l'artillerie légère des Français, soutenue par des chasseurs et des hussards, se porte en avant ; on attaque, on enlève les redoutes du centre. Hoche fait avancer sa droite pour tourner l'ennemi, et ordonne à l'infanterie de charger sur

les redoutes et de les emporter à la baïonnette, tandis que lui-même, à la tête de deux régimens de chasseurs, coupe les Autrichiens et renverse leur cavalerie. La déroute fut complète. Hoche ne leur laissa pas le tems de se rallier; il les fit atteindre dans les gorges et dans les montagnes par les chasseurs et les hussards. L'armée s'avança jusqu'à Montabor, Dierdoff et Altenkirch. Cette bataille, près de Neuwied, fit perdre à l'ennemi quarante pièces de canon, ses munitions, ses bagages, cinq mille morts et onze mille prisonniers.

La victoire était décisive. Les Autrichiens devaient être poussés jusqu'au cœur des états héréditaires. Ils étaient forcés, dans toutes leurs positions, au-delà de Limbourg, de Wetzlar et d'Herbon. On leur prit de vive force Giessen, ville fortifiée. Ils fuyaient épouvantés vers Francfort et Mayence; tout ce qui ne tombait pas sous le fer était fait prisonnier. Lefebvre, à l'avant-garde, avait atteint l'ennemi devant Francfort, l'avait culbuté jusques sur les glacis de la place; les autres divisions enveloppaient l'ennemi de toutes parts; Lefebvre allait s'emparer de la ville. M. Milius, commandant pour l'Autriche, accourut annonçant qu'un courrier, en-

voyé d'Italie par le général Bonaparte, avait apporté les préliminaires de la paix. Le général Lefebvre crut d'abord que c'était une ruse autrichienne. Quand il vit le courrier, il lui dit : « Tu aurais bien dû, en route, t'amuser » à boire une bouteille de vin ». En effet, les Autrichiens étaient dans la consternation ; deux jours plus tard, ils n'avaient plus d'armée.

Révolution du 18 fructidor an 5 (1796).— Défiance qu'il inspire au Directoire.—Sa mort. — Bruits qui ont couru.

Hoche accusait moins les vents d'avoir fait échouer son entreprise sur l'Irlande, que l'indiscipline et la jalousie de quelques capitaines de vaisseau. Mais le malheur même de sa première expédition semblait révéler à notre marine des forces qu'elle ignorait ; elle prouvait à l'Angleterre que les Français pouvaient attaquer ses côtes, malgré la ceinture d'eau qui lui sert de barrière , malgré les vaisseaux qu'elle oppose comme des remparts. Hoche n'avait jamais abandonné son premier dessein. Lorsqu'il partit pour commander l'armée de Sambre-et-Meuse, il écrivit au général d'Hédouville : « Ma fortune me menât-elle aux » portes de Vienne, ce que j'espère, je quit» terais cette armée pour aller à Dublin, et » de là à Londres ». L'Angleterre devait craindre alors que la France ne détachât d'elle quatre millions de sujets Irlandais, avec les richesses de leur territoire et de leur indus-

trie. Jamais moment ne fut plus propice à la France. Ce fut ce danger qui fit naître à M. Pitt le projet de l'union de l'Irlande, qu'il poursuivit sans relâche. Le roi Georges lui-même avait exprimé ses alarmes aux deux chambres du parlement, dans un message où il recommandait *de prendre les moyens les plus efficaces pour faire avorter le dessein qu'avait l'ennemi de séparer l'Irlande de la Grande-Bretagne.* Le gouvernement anglais, dans sa frayeur, s'était humilié au point d'envoyer un ambassadeur aux Irlandais. Lord Moira fut chargé de leur offrir les conditions les plus favorables, s'ils voulaient renoncer à leur alliance avec la République française et jurer fidélité au roi. On s'engageait à leur envoyer, pour lord-lieutenant ou vice-roi, le prince de Galles, qui aurait eu pour premier secrétaire, lord Moira, Irlandais d'origine, très-estimé dans leur pays. On leur accordait encore, ce qui jusqu'alors avait été toujours refusé, l'émancipation des catholiques, et une réforme dans le parlement. Ces propositions furent rejetées. Le gouvernement s'en vengea par le supplice de plusieurs Irlandais, qu'il fit battre de verges dans les places publiques, et pendre, après avoir vainement tenté de leur ar-

racher des aveux sur des dépôts d'armes. Ce qui touchait plus vivement le général Hoche, ce n'était point l'intérêt politique qui voulait qu'on affaiblît l'Angleterre en lui enlevant l'Irlande ; mais le sort déplorable des malheureux patriotes Irlandais. Abandonnés, leur alliance avec la République n'eût été pour leur maître qu'un nouveau prétexte d'appesantir le joug; la France leur devenait horrible. La haine pouvait produire la vengeance, et l'Irlande qui, depuis sa révolte, forçait l'Angleterre à entretenir contre elle une armée de quarante mille hommes qui eussent été utiles contre la France, l'Irlande donnait au contraire, à l'Angleterre, le même nombre de soldats, du jour qu'elle se serait soumise.

Jamais circonstance ne fut si heureuse. Le gouvernement adopte le plan de cette conquête : Hoche part pour la Hollande, et presse l'équipement des vaisseaux de cette nation, notre alliée. Il revient aux bords du Rhin, en détache un corps d'élite qui marche vers Brest; il donne aux travaux du port une activité jusqu'alors inconnue. Les vaisseaux étaient armés, équipés. La grandeur et la facilité de l'expédition allaient relever la gloire de la marine française. L'intérêt des factions

de l'intérieur fit taire l'intérêt national. Un nouvel orage menaçait le directoire et l'assemblée nationale divisés. Les troupes du général Hoche, dans leur marche vers le port de Brest, passent les limites dont la constitution défend aux armées d'approcher. Le Corps législatif accuse le Directoire de vouloir attenter à la représentation nationale. C'est ici qu'on peut voir combien les dissensions civiles nuisent au succès de la guerre. Hoche, accusé à son tour, déclare que ses troupes marchent vers Brest, pour une expédition contre l'Irlande. Ainsi l'Anglais ne put douter de la destination des troupes, et ce secret révélé renversait le dessein.

Malgré le désaveu du général Hoche, l'opinion est encore qu'il était déjà de la faction du Directoire. Les généraux Pichegru et Willot étaient députés à l'Assemblée nationale; Hoche avait dans le premier un rival redoutable, et dans le second un ennemi déclaré. Il vint secrètement à Paris. Trois membres du Directoire, Barras, Rewbel et Laréveillère, à la tête du parti républicain, préparaient un coup d'Etat contre le parti royaliste de l'Assemblée; ils choisirent Hoche pour instrument de leur dessein. Un guerrier, trop

souvent, ne connaît d'autre droit que l'épée; Hoche se fit illusion au point de croire qu'il fallait que les armées violassent la constitution pour sauver la république. Les trois conjurés du Directoire lui ordonnèrent donc de se rendre à son armée et de s'avancer vers Paris avec ses troupes. Ce mouvement et les actes qui le suivraient devaient être terminés en vingt-quatre heures, après quoi le général Hoche sortirait de Paris et mènerait ses troupes à Brest pour l'expédition l'Irlande. Pendant ce tems-là, les généraux Willot et Pichegru prononcèrent des discours violens contre l'approche des troupes vers Paris, et demandèrent que le général Hoche fût mis en jugement. Willot voulait qu'on allât attaquer le Directoire au Luxembourg; il s'engageait à amener Barras, Larévcillère et Rewbel enchaînés. Les temporiseurs le traitèrent de *mauvaise tête*, et le lendemain ils furent tous, ainsi que lui, condamnés à être déportés.

Cependant, le Directoire avait craint, dans un jeune général entreprenant, cette espèce de dictature qui ne devait durer que vingt-quatre heures; et quoique Hoche affectât de dire qu'il avait une horreur moins grande de la royauté que du pouvoir militaire, et qu'il

briserait son épée après avoir sauvé la République, le Directoire n'en crut rien. Alarmé de l'usage que le général ferait du pouvoir qui lui était confié, il brisa l'instrument avant de s'en servir; il le renvoya à son armée, sans lui rendre les quatre-vingt mille francs que ce général avait prêtés pour le succès de cette révolution. On dit même que les trois directeurs, trop certains que le général devait tourner sa dictature contre eux, l'auraient fait arrêter, s'il n'eût déjà cherché un asile au milieu de son armée. On sait quelles furent les suites de cette révolution, où Pichegru, Willot et cent autres députés au Corps législatif, furent condamnés à être déportés à Cayenne. Les patriotes de l'assemblée dirent que cette journée avait sauvé la République; mais, depuis ce tems, les finances furent épuisées, le gouvernement méprisé; l'ennemi nous enleva presque toutes nos conquêtes. L'Italie même eût été perdue, sans le retour d'Égypte du grand capitaine qui l'a deux fois conquise.

Hoche, indigné de la perfidie du Directoire, éclatait en menaces au milieu de son armée. La violence de son caractère commençait à le faire craindre du gouvernement: Dès-

lors, sa santé s'altéra et ses traits se couvrirent d'une pâleur mortelle. Le général Schérer, ministre de la guerre, l'avait peint redoutable au gouvernement. Hoche crut pouvoir le braver; il lui écrivit : « Si je n'étais
» persuadé que le Directoire fera, sous peu de
» jours, justice de vos perfidies, je ne pren-
» drais que la peine de vous déclarer que je
» ne veux plus correspondre avec vous. Vous
» convient-il de faire une adresse aux armées,
» vous, l'âme et le chef des conspirateurs?
» vous, qui nous avez entourés d'espions; qui
» avez persécuté les amis de la liberté? Hâtez-
» vous de faire oublier jusqu'à votre nom aux
» républicains que vous avez trahis, qui vous
» abhorrent ».

Peu de tems après avoir fait éclater ses ressentimens contre le ministre, son mal augmenta; il sentit ses entrailles se déchirer. Consumé d'un feu que rien ne pouvait éteindre, il s'écria : « je ne peux plus endurer le tourment de la vie. Il faut qu'une main perfide ait attaché à ce corps la robe de Nessus. Il expira dans d'horribles convulsions. Les uns attribuèrent sa mort au poison, d'autres à une passion ardente pour les femmes. On l'ouvrit; de larges taches noires avaient rongé les intestins. Divers exa-

mens de médecins semblèrent démontrer que ce général était mort d'un de ces poisons d'Italie qui irritent les sens et qui, augmentant toujours la force d'un certain organe, éteignent la flamme de la vie au dernier terme de la volupté. D'autres crurent reconnaître, dans les intestins, des traces de sublimé. La faculté de médecine hésita de prononcer. Nous n'oserons pas accuser un corps aussi célèbre d'avoir craint de dire la vérité. L'armée fut consternée de sa mort; elle perdait un grand capitaine. Le Directoire, qui craignait son ambition, dissimula sa joie, en ordonnant une cérémonie funèbre.

Le général Hoche haïssait la noblesse, les titres, et ces emplois héréditaires qui, dans la magistrature et les armées, enlèvent leur récompense aux talens et à la probité, qui valent mieux que la naissance. Sans être inhumain ni farouche, sur ce point c'était un vrai Marius. Lorsqu'il fut général d'armée, une femme très-vaine, qu'il aimait, voulut qu'il fît accroire que sa mère, avant de se marier, l'avait eu d'un grand de la Cour. « Je » suis sorti d'un homme du peuple, répondit » le général; je ne veux pas d'un sang noble » aux dépens de la vertu de ma mère ».

Hoche s'abandonna à la séduction des fem-

mes, et, comme tous les hommes à bonnes fortunes, n'estima que celle qui l'avait refusé. En Allemagne, dans la Vendée, à la cour du Directoire, car le Directoire avait une cour, il avait vu les plus belles prévenir son hommage, qui, toujours, était assez prompt. « Savez-vous, disait-il au général Chérin, quel fut le jour le plus heureux de ma vie. — Celui où vous gagnâtes la première bataille. — Non, celui où ma roture vainquit la fierté d'une femme noble, en faisant semblant de la dédaigner ». La liste des dames, *qui l'avaient adoré*, était aussi longue que celle du duc de Lauzun, qui nous a donné le nom de cent vingt femmes, dans ses Mémoires; ce qui peut faire présumer qu'ayant laissé les vieilles et les laides, Lauzun aurait eu toute la cour s'il l'avait voulu.

Avec des traits fort doux, ce général avait de la rudesse; presque toutes ses liaisons se terminaient par des outrages. J'ai vu une lettre de lui dans les mains du général Chérin, ancien généalogiste du roi, alors son chef d'état-major. Celui-ci devait la remettre à une femme de qualité, sous peine de destitution; elle finissait ainsi. « J'apprends, à l'armée, que vous m'avez donné six rivaux depuis un

mois; c'est trop peu, en vérité, pour une Française et une Créole. Pour vous consoler de mon absence, je vous envoie les douze plus beaux grenadiers de mon armée ».

Si on trouvait le trait indigne d'un grand homme, on peut se rappeler, dans Plutarque, le panier d'ordures que le grand Pompée, qui n'était pas contrarié dans ses amours, mais dans sa politique, verse sur la tête de l'austère Caton.

SIMPLES

NOTICES HISTORIQUES

SUR LES REPRÉSENTANS DU PEUPLE

En mission près des Armées commandées par le général Hoche, et sur les Chefs de la Vendée qu'il a soumis.

SAINT-JUST.

ANTOINE-LOUIS-LÉON DE SAINT-JUST naquit à Blérancourt, près de Noyon, en 1768. L'enthousiasme qu'il montra pour la révolution, le fit nommer, à vingt-quatre ans, député, par le département de l'Aisne, à la Convention nationale.

A l'ouverture de la discussion sur le procès de Louis XVI, le 13 novembre 1792, il prononça un discours violent : après s'être indigné que ce prince se trouvât, par la forme même du jugement, élevé au-dessus des autres citoyens, il demanda la prompte et sanglante punition de ses crimes.

Le 16 décembre, il combattit la proposition de l'exil des Bourbons, et motiva son opinion, qui pouvait passer pour singulière dans sa bouche, sur la rai-

son, plus singulière encore, qu'il existait un projet de leur substituer d'autres Tarquins. En janvier 1793, il vota pour la mort de Louis XVI, et contre l'appel au peuple. Il présenta ensuite un projet de constitution démocratique. Le 28 juillet 1793, il fit un long rapport sur les crimes attribués aux girondins ; il demanda qu'ils fussent mis hors la loi : ce que la Convention exécuta. Il fit déclarer « que le gouvernement » révolutionnaire durerait jusqu'à la paix, et que les » administrations et tous les fonctionnaires seraient » sous la surveillance du Comité de Salut public. » Il fit séquestrer, par une loi, les possessions des étrangers dont le pays était en guerre avec la république, et arrêter ceux qui se trouvaient en France.

Après la prise des lignes de Weissembourg par les Autrichiens, envoyé en Alsace, il y continua les proscriptions. La guillotine *demeura en permanence* sur la place de Strasbourg, et une autre parcourut les campagnes. Il ordonna un emprunt de trois millions pour la défense de la ville, et une réquisition des lits et des habillemens des riches, pour vêtir et coucher les soldats. Il envoya à Paris, les fers aux mains, les administrateurs de la Meurthe, qui avaient fait les plus grands sacrifices à la république, mais qu'il accusait de fédéralisme.

De retour à la Convention, vers la fin de 1793, Saint-Just y obtint plus d'influence que jamais; il devint, avec Couthon, le régulateur des projets du tyran. Le 19 février, il présida la Convention ; le 25 du même mois, il fit, au nom du Comité de Salut public, un rapport sur les détentions arbitraires, et sur les

moyens d'en arrêter le cours ; il y faisait un long parallèle de l'état de la France sous Louis XVI et sous le Comité de Salut public, et assura « que, sous ce » prince, les prisons, les échafauds, etc., consu» maient la moitié plus de victimes que depuis le ré» gime de la terreur ».

Le 31 mars, il présenta un rapport sur Danton et vingt autres députés qui conspiraient contre le Comité de Salut public. Pour prévenir leurs desseins, il les fit arrêter la veille de son discours à la Convention. Il dit à ceux qui craignaient la contre-révolution après le supplice de Danton, de Lacroix, de Séchelles, de Westermann : *La force de la révolution est dans le peuple et non dans la renommée de quelques personnages.* Camille Desmoulins avait imprimé, dans le *Vieux Cordelier*, « que *Saint-Just portait sa tête comme un saint sacrement* ». L'orgueilleux député, en lisant cet article, s'écria : « qu'il ferait porter à Camille la sienne d'une autre » façon ».

Il acheva d'attirer toute la tyrannie de la Convention dans le Comité de Salut public, en faisant rendre la loi dite *de grande police*. Après avoir violemment déclamé contre les ennemis de la révolution, il fit décréter « la traduction au tribunal révolutionnaire de » Paris des conspirateurs de tous les points de la ré» publique ; l'établissement des commissions popu» laires, pour examiner les causes des détentions ; l'é» loignement de Paris et des places fortes des étran» gers et des ex-nobles, et la déportation à la Guyanne » de ceux qui se plaindraient de la révolution ou vi» vraient en fainéans ».

Envoyé à l'armée du Nord, il donna au tribunal révolutionnaire, établi à la suite de cette armée, la même férocité qu'à ceux de l'intérieur : il faisait fusiller cinquante officiers et soldats dans un jour, pour cause d'insubordination. Les mêmes hommes, qu'on avait abandonnés au pillage et à l'indiscipline la plus effrénée, dans la campagne d'hiver, furent tout-à-coup punis de mort pour les fautes les plus légères. Un lieutenant-colonel d'artillerie fut conduit au supplice par l'ordre seul de Saint-Just, parce que les travaux du siége de Charleroi n'allaient pas assez vite. Un officier autrichien, pour traiter de la reddition de cette place, lui fit demander une demi-heure d'entretien. Le trompette qui se présenta n'eut d'autre réponse que celle-ci : « Allez dire à votre général, que les ré- » publicains ne reçoivent et n'envoient que du plomb ». Il fit à la Convention, le rapport de la victoire de Fleurus, où il s'était lui-même distingué par son courage et son sang froid. Quand il revint dans l'Assemblée nationale, il donna un tableau curieux des sommes qui avaient servi à acheter l'alliance ou la neutralité de quelques Etats. La cour de Constantinople seule avait coûté, en diamans ou en numéraire, soixante-dix millions.

En sortant de la séance du 8 thermidor an 2 (26 juillet 1794), dans laquelle Bourdon de l'Oise et Tallien avaient osé s'élever contre Robespierre, il le pressa de ne pas perdre un instant, et de s'assurer de ses ennemis pendant la nuit même; mais l'incertitude et la frayeur l'emportèrent sur ses conseils. Robespierre remit à vingt-quatre heures l'exécution du plan que

proposait Saint-Just, et le chargea de sonder de nouveau et de préparer le lendemain, par un discours, l'esprit de la Convention. Dès l'ouverture de la séance du 9 thermidor, Saint-Just se présenta avec audace à la tribune, et déclara « que dût-elle devenir pour lui » la roche Tarpéïenne, il n'en dirait pas moins son » opinion ». Mais en vain essaya-t-il de dénoncer les comités de gouvernement, les cris de l'assemblée lui ôtèrent la parole. Il resta constamment dans un des coins de la tribune, prêt à parler; mais les partisans même de Robespierre se tournèrent contre lui, pour ne pas partager sa défaveur; et, sans avoir tenté de nouveaux efforts pour résister à ses ennemis (ce qui étonna tous les spectateurs), il se vit bientôt compris dans le décret d'accusation porté contre le tyran. Réfugié ensuite avec lui à l'hôtel-de-ville, il fut saisi par les troupes de la Convention, et exécuté le lendemain. Il était alors âgé de vingt-six ans. Il marcha à la mort avec sang froid, au milieu des insultes et des cris de la populace.

Il avait publié, en 1791, un ouvrage intitulé : *L'esprit de la Révolution et de la Constitution de la France*, et le poëme d'*Orgon*, imité de la Pucelle. En 1801, il parut un ouvrage posthume, contenant ses travaux sur les institutions : cet écrit est incorrect et boursouflé, mais plein de recherches profondes ; c'est la même éloquence que celle de la tribune de la Convention, qui acheva de corrompre la langue, déjà altérée par la recherche et l'emphase des derniers écrivains du siècle de Louis XV.

LEBAS,

Député du Pas-de-Calais à la Convention.

Il vota pour la mort de Louis XVI. Ami de Saint-Just, il l'accompagna dans les départemens du Nord, où ils firent mettre en prison tous les nobles à la fois, et dans les départemens du Rhin, où ils exercèrent la plus horrible tyrannie. Après avoir envoyé à l'échafaud, Schneider, qui avait commencé à dévaster ce pays, ils se firent en quelque sorte ses continuateurs. « On vit, dit Prudhomme, l'armée révolutionnaire » poursuivre ses sanguinaires excursions, protéger les » proconsuls, le vandalisme, le brigandage, les réquisitions forcées, les taxes militaires, les concussions, » l'emprisonnement des pauvres comme des riches, » de l'ouvrier des campagnes comme de l'artisan des » villes. Les malheureux Alsaciens s'enfuirent vers la » forêt Noire; les ateliers, les manufactures, les » champs mêmes furent abandonnés; et plusieurs communes restèrent entièrement désertes ».

De retour de cette mission, Lebas demeura attaché au parti de Saint-Just et de Robespierre; le 9 thermidor an 2 (27 juillet 1794), au moment où la Convention nationale portait un décret d'arrestation contre ces deux députés, Lebas s'écria « qu'il ne voulait pas » partager l'opprobre de ce décret, et qu'il demandait aussi contre lui la même mesure ». Elle fut prise sur le champ. S'étant déclaré en insurrection dans

l'hôtel-de-ville, avec les deux Robespierre, Saint-Just et Couthon, il fut mis hors la loi. Il se tua d'un coup de pistolet, à l'instant où les commissaires de la Convention allaient porter les mains sur lui.

TALLIEN.

Jean-Lambert Tallien dut son éducation à un grand seigneur dont son père était le portier. Il fut commis chez un procureur, copiste et prote dans l'imprimerie du libraire Pankouke. Un journal qu'il faisait afficher, et les discours violens qu'il prononçait à la barre de l'Assemblée législative, au nom du peuple, le firent nommer secrétaire-général de la commune, après le renversement du trône. L'histoire (et son nom doit s'y trouver pour les malheurs qu'il a causés, et pour les maux plus horribles qu'il a prévenus en précipitant Robespierre de la tribune), l'histoire l'accuse de n'avoir pas été étranger aux massacres dans les prisons, le 2 septembre 1792 (*). C'est dans le cours de ce mois funeste qu'il fut nommé député du département de Seine-et-Oise à la Convention nationale.

Envoyé à Bordeaux pour faire exécuter les décrets rigoureux de la Convention, il ne put voir madame de Fontenay sans l'aimer éperdument. Jeune et belle, cette dame adoucit en un instant les passions violentes de Tallien par la passion qu'elle lui inspira. Ce député destitua le comité révolutionnaire de Bordeaux

(*) Voyez le Moniteur et les diverses histoires de la révolution.

comme vexant les citoyens; il fut rappelé par Robespierre. Ce tyran fit plonger madame de Fontenay dans un cachot; seule, couchée sur de la paille, que même on ne changeait pas, elle y fut privée du jour, et presque de nourriture. Tallien, tout à l'amour et à la vengeance, résolut la mort du tyran. Le 8 thermidor an 2, il peignit sous les plus vives couleurs tous les maux dont la France gémissait. Rappelant les crimes que Robespierre avait ordonnés, les lois atroces qu'il avait fait décréter, les victimes qu'il avait immolées, il fit rougir la Convention d'un si vil esclavage. Ramenant ensuite l'assemblée de la honte à la fureur, il tourna les yeux vers le buste de Brutus, et tirant de sa ceinture un poignard, il jura qu'il le plongerait dans le cœur de Robespierre, si les représentans du peuple ne brisaient à l'instant leurs chaînes. Robespierre voulut en vain se faire entendre, la Convention l'envoya le lendemain à la mort.

Tallien ne sut pas recueillir les fruits de cette révolution qui l'immortalise; il n'eut qu'un moment, mais ce moment fut sublime. Notre nation a trop oublié le service qu'il lui a rendu. Les Anglais, qui ne lui doivent rien, lui donnèrent des marques d'estime; lorsqu'il fut pris par un vaisseau de leur nation, à son retour d'Egypte, ils adoucirent sa captivité. Le parti de l'opposition le fit assister à une séance du parlement, où tous les yeux furent tournés vers lui. C'est une preuve nouvelle que les hommes célèbres ne sont appréciés qu'après leur mort, ou lorsqu'ils sont à une grande distance de leur pays.

SIMPLES

NOTES HISTORIQUES

SUR QUELQUES CHEFS DE LA VENDÉE.

CHARETTE DE LA CONTRIE.

Il naquit à Gouffé, dans la Bretagne, en 1763, d'une famille riche et ancienne. Il avait servi avant la révolution, comme lieutenant de vaisseau. Il fut proclamé tumultuairement colonel de la garde à Machecoult. Il s'empara, le 10 mars 1793, de Pornic, petit port à dix lieues de Nantes, et quelques jours après, de Machecoul, où les patriotes laissèrent douze canons, douze milliers de poudre, quinze cents tués et cinq cents prisonniers. Attaqué peu de tems après, Charette lâcha le pied devant les républicains. Ses soldats, ameutés par la marquise de Goulenne, furent sur le point de le massacrer. Plus heureux ou plus brave, il reprit Machecoul. Il mit le siége devant Nantes, mais il ne put s'en rendre maître, parce qu'il fut abandonné par un grand nombre de soldats de la rive droite de la Loire. Au commencement d'août 1793, Charette se dirigea sur Luçon, avec d'Elbée, et fut repoussé. Il marcha contre le général Beysser, le battit et le poursuivit jusqu'au pont de Nantes. Attaqué à son tour par ce général de la république, au-

quel Canclaux s'était réuni, il fut forcé d'évacuer le port de Saint-Père, et de se retirer sur Tiffauges. Il y retrouva M. de Bonchamp, et partagea ses succès au combat de Torfou, qui fut suivi de celui de Montaigu, où ils furent encore victorieux. Ils portèrent leurs forces vers Saint-Fulgens, où les débris de l'armée républicaine des Sables s'étaient réunis. Ils la surprirent pendant la nuit et la dispersèrent. Lorsque M. d'Elbée fut élu général en chef de la Vendée, Charette, jaloux de lui, de M. de Bonchamp et de M. de Marigni, s'éloigna et fit une armée à part dans le Bas-Poitou. Sa séparation causa plusieurs échecs à la grande armée vendéenne. Il eut long-temps des succès dans le pays entre Nantes et les Sables, et l'occupa presqu'en entier. Il fut enfin battu près de la dernière de ces deux villes et de Luçon. Il s'empara des îles de Bouin et de Noirmoutiers; mais les républicains les lui enlevèrent bientôt. Pendant que le général Turreau s'emparait de la dernière, Charette se voyait encore forcé de combattre près Machecoult. La Convention ayant proposé une amnistie aux royalistes, Charette se rendit à Nantes, pour conclure un traité, qui fut aussitôt rompu que signé. Les commissaires de la Convention publièrent une proclamation qui rejetait toute la perfidie de cette rupture sur Charette. Il rassembla alors les débris de son armée, et tenta, sans succès, de déterminer le débarquement du comte d'Artois, qui était à l'île Dieu, avec quatre mille Anglais et quinze cents émigrés. C'est de ce temps que commencèrent ses revers; il fut battu dans un nouveau combat, à la fin de février 1796, et ne

marcha plus que de défaite en défaite. Harrassé de fatigue, blessé à la tête et à la main, il fuyait à travers un bois, appuyé sur deux de ses soldats qui tombèrent morts de deux coups de fusil; le général Travot, se jetant alors sur Charette, se nomma et lui fit rendre ses armes. On le conduisit à Nantes. En sortant du bateau qui l'y avait amené, il s'écria : « Voilà » donc où les Anglais m'ont conduit ». Un prêtre *assermenté* l'accompagna au milieu de son supplice; il ne voulut ni se mettre à genoux, ni souffrir qu'on lui bandât les yeux. Il vit, sans changer de visage, sans montrer le moindre trouble, les soldats prêts à faire feu sur lui, et leur donna lui-même le signal. Sa veste et son pantalon furent vendus vingt-cinq louis en or. Il était d'une taille moyenne et mince; il avait l'air fier et le regard dur. On peut le regarder avec raison comme un des artisans de la ruine de son parti. Sa jalousie contre d'Elbée et Bonchamp, qui avaient plus de talens militaires et politiques que lui, désunit les forces des royalistes. Sa dureté aliéna les troupes dans sa propre armée, et sa haine contre les prêtres, qu'il eut la maladresse d'éloigner de lui, détruisit l'enthousiasme nécessaire dans une guerre dont la religion était le prétexte.

STOFFLET.

Il naquit à Lunéville. Après avoir servi seize ans comme soldat, il devint garde-chasse du comte de Maulevrier. Voyant, en 1793, le Bas-Anjou et les

pays voisins très-animés contre la Convention, il souleva une soixantaine de forgerons, et, réuni à Cathelineau, simple tisserand, qui s'était nommé général d'une autre armée, il s'empara de Chollet et de Vihiers. Il marcha ensuite sur Bressuire ; avec Laroche-Jacquelin, Lescure, il délivra Desessarts, Marigny, etc., qui devinrent autant de chefs de la Vendée, et suivit d'Elbée, qui commanda depuis l'armée du Haut-Poitou. Il battit souvent les républicains, et fut regardé, par eux, comme un très-bon militaire. Après le passage de la Loire, il fut fait major-général, et eut une très-grande part aux victoires de Laval et de Dol. A la suite de la déroute du Mans, il repassa la Loire avec Laroche-Jacquelin ; après la mort de ce chef, il devint l'un des trois généraux de la Vendée ; il commanda dans le Haut-Poiton et l'Anjou. Ayant appris que Charette et Sapinaud avaient négocié avec les républicains, il refusa de suivre leur exemple ; mais, voyant toutes les forces ennemies se réunir pour l'accabler, il conclut à Saint-Florent, le 2 mai 1795, avec la république, une espèce de paix ou d'armistice, qui fut l'époque de la décadence marquée de son parti. S'apercevant que Hoche faisait, en un mois, plus de mal aux royalistes, avec les armes de l'adresse et de la modération, qu'il n'avait pu leur en causer en six mois en les combattant, il recommença la guerre ; mais il lui fut impossible de rassembler des forces considérables, et de soulever de nouveau un pays que le général républicain avait gagné par la tolérance, ou intimidé par les colonnes mobiles qui le traversaient sans cesse en tous

sens. Trahi par des habitans de Saugrenière, pendant qu'il les excitait de prendre les armes, il fut enlevé par un détachement de deux cents grenadiers et de vingt-cinq chevaux, et fait prisonnier, malgré la résistance qu'il voulut d'abord leur opposer. Il n'avait avec lui qu'un domestique et deux aides-de-camp. Il fut conduit à Angers, et fusillé le 23 février 1796. Il mourut avec courage. Il était âgé de quarante-quatre ans. On a compté qu'en deux ans, il avait livré cent cinquante combats aux républicains.

FROTTÉ.

Né en Normandie, d'une famille noble. Il fut un des derniers chefs de chouans qui accédèrent à la pacification conclue par Hoche, en 1795. Il reprit les armes en 1799; il délivra sa mère et un grand nombre de royalistes, emprisonnés en exécution *de la loi des ôtages*. A la tête de forces considérables, il commanda dans presque toute la Normandie. Lorsque Brune marcha contre les chouans, Frotté rejeta la pacification offerte par les consuls; quand il vit tous les autres chefs y accéder, il se détermina enfin à écrire au général de la république qu'il souscrivait aux lois acceptées par les autres chouans. Mais une lettre, où il disait à un de ses amis qu'il fallait se soumettre à tout, hors au désarmement, et une seconde, dans laquelle un de ses officiers nommait le château où il était retiré, étant tombée entre les mains des républicains, avant qu'il eût reçu réponse du général en chef,

il fut fait prisonnier, avec six autres chefs, au moment où il allait se rendre à Alençon, pour négocier son accommodement. L'officier qui avait causé sa perte se brûla la cervelle de désespoir, quand il apprit les suites de son imprudence. Frotté mourut avec le plus grand courage. Il parut devant ses juges avec audace. Au milieu des débats, il se fit apporter du vin, et cria, en buvant avec les autres accusés : *vive le Roi*! Frotté et son état-major furent conduits, à pied, au lieu où ils devaient être fusillés. Aucun ne voulut qu'on lui bandât les yeux, et tous attendirent la mort debout.

SCÉPEAUX.

OFFICIER de cavalerie avant la révolution, il se jeta, dès 1793, dans le parti des royalistes de la Vendée. Après la prise de Saumur, il servit dans l'armée de Bonchamp, qui était son beau-frère. Il suivit l'armée vendéenne en Bretagne, et se cacha dans les environs de Ségré, après la défaite du Mans. Il rallia, en 1794, les insurgés de la rive droite de la Loire, sous le nom de chouans. Après la mort de Charette et de Stofflet, il remporta une victoire sur les républicains, près d'Aubigné. Il se soumit enfin, quand il vit la faiblesse de son parti et la nouvelle puissance de la république, sous le consulat de Bonaparte.

MARCEAU,

GÉNÉRAL EN CHEF.

MAURICE MARCEAU, fils d'un avocat, naquit en 1769 à Chartres, qui a produit Régnier, le plus ancien de nos poètes satyriques; Nicole, auteur des Essais de morale, le meilleur livre de Port-Royal après ceux de Pascal; Rotrou, auteur de Venceslas. Chartres était destinée, de nos jours, à une plus grande gloire, en voyant naître Colin-d'Harleville, que la candeur de son âme et les grâces de son style ont fait surnommer le Lafontaine de la comédie.

Le père de Marceau le destinait à l'étude des lois. La passion du fils pour le métier des armes, fut plus puissante que l'autorité de sa famille. Il entra, à quinze ans, comme simple soldat, dans le régiment de Savoie-Carignan. On parlait alors de réforme, de liberté, d'égalité politique. Marceau entrevit un changement favorable au mérite. Il étudia, sans maître, les mathématiques; en deux ans il lut et médita Xénophon, Polybe, Feuquières, Saxe,

Folard, le grand Frédéric et les meilleurs historiens. Cet amour pour les lettres plut à M. de Séran, colonel du régiment de Savoie; il le fit sergent. Ce premier grade causa à Marceau une joie plus vive que les grades élevés qu'il sut mériter depuis sur le champ de bataille.

Sa famille ne lui pardonnait pas d'avoir préféré la vie pénible d'un soldat au tranquille exercice du barreau. L'amitié de ses compagnons ne pouvait le consoler du ressentiment de son père, et une distance de deux cents lieues le séparait d'une sœur qu'il aimait. « J'étais loin de ma bonne sœur, dit Marceau dans ses mémoires (1), et tout languissait autour de moi ». Cette sœur lui tenait lieu de la mère qu'il avait perdue; elle avait été l'appui de son enfance. Après cinq ans d'absence, il obtint un congé, et vint près d'elle à Paris. « J'étais sur le point de rejoindre mon corps, dit-il dans ses Mémoires, lorsque les événemens du mois de juillet 1789 changèrent pour moi la face des affaires : j'aurais été soldat toute ma vie; je pus alors espérer quelque

(1) C'est un livre précieux des pensées et des campagnes du général Marceau, écrit par lui-même, qui n'est pas encore imprimé.

chose de plus (1) ». Il marcha, le 14 juillet 1789, à la tête d'un détachement de la section de Bon-Conseil, pour s'opposer à l'approche des troupes que la Cour faisait avancer sur Paris. Il dut à son dévouement pour la cause du peuple le congé absolu que l'Assemblée constituante accorda aux soldats qui s'étaient unis à la bourgeoisie. Maître de lui, il vole à Chartres pendant qu'on forme la garde nationale. Toutes les villes armaient alors des bataillons contre les puissances voisines, jalouses de la constitution libre que la France voulait se donner. Marceau fut fait commandant du bataillon que le département d'Eure-et-Loir venait de former. Il partit pour les frontières. Il avait consumé six mois dans les lenteurs de l'instruction militaire de la jeunesse que son pays lui avait confiée, lorsque le général Lafayette, dont la main était accoutumée à tenir la balance entre les droits du peuple et la défense du trône, se vit arracher

(1) M. de Caraman, ancien lieutenant-général des armées du roi, parlant de l'élévation rapide de tant de simples soldats devenus de grands capitaines, me dit : « Comment cela ne serait-il pas arrivé ? Lorsque la révolution commença, presque toute l'instruction militaire était dans les sergens et dans les soldats ».

l'équilibre par les fureurs de l'Assemblée législative et la faiblesse de Louis XVI. Lafayette dut fuir la rage des factieux qui demandaient sa tête. L'armée, qui a fait le même serment, plaint son général et menace d'accompagner sa fuite. Lafayette avait pour lui les titres de législateur, de fondateur de la liberté du Nouveau-Monde, d'ami de Washington. Un soldat ignoré sort des rangs, harangue la multitude incertaine ; la fureur dans les yeux et la pointe du sabre sur le sein d'un officier qui entraîne ses soldats, il s'écrie : « Français, il est un devoir plus sacré que l'amour pour son général, celui de ne pas laisser cette frontière sans défense ». Toute l'armée s'arrête : ce soldat était Marceau.

Il était dans Verdun, lorsque les Prussiens en firent le siége. Cette patrie du célèbre Vauban, que Vauban avait fortifiée, oublia que la patience à la guerre trompe rarement le courage. Marceau, dans un conseil, opina pour une résistance héroïque ; la terreur des habitans l'emporta ; la reddition de la place fut résolue. Le colonel Beaurepaire, qui commandait dans la place, se donna la mort, indigné de la honte de ses soldats. Marceau fut choisi pour porter la capitulation au roi de Prusse.

Devoir cruel, que les lois de la guerre imposaient au plus jeune officier! Le front couvert d'un bandeau, il s'avança sur la place d'armes vers ces troupes étrangères qu'il aurait vaincues s'il eût été le maître dans Verdun; des larmes inondaient son visage. Le roi de Prusse les vit couler; il dut penser qu'avec de tels hommes la France allait devenir invincible. Marceau perdit dans ce siége ses équipages, son argent, ses tentes et ses chevaux. « Que voulez-vous qu'on vous donne, lui dit un représentant du peuple? — Je ne veux, répondit le guerrier, qu'un sabre nouveau pour venger notre défaite ».

Il fut envoyé dans la Vendée. La légion Germanique, où il était lieutenant-colonel, commit des fautes dans la guerre; le Comité de Salut public ne les pardonnait pas. Marceau avait pour accusateur un représentant du peuple, nommé Bourbotte, dont les dangers de la République égaraient le jugement; il crut voir un traître dans ce jeune officier. Marceau, si brave sur le champ de bataille, parut devant cinq proconsuls avec une timidité touchante. Sa défense fut simple et persuasive; sa jeunesse et les grâces naïves de son langage firent expirer le reproche sur les lèvres de son accusateur.

Il marcha vers Saumur pendant que cette ville était attaquée par les royalistes. Marceau, hors des murailles avec sept cuirassiers, vit une troupe de Vendéens qui entraînaient un prisonnier : c'était ce même Bourbotte qui fut son ennemi; il fond pour l'enlever. Trois de ses cuirassiers sont mis hors de combat. Il porte le député sur son cheval et le force de s'éloigner, en lui disant : « Il vaut mieux qu'un soldat comme moi périsse qu'un représentant du peuple ». Un des cuirassiers qui lui restent est frappé. Mon capitaine, lui dit cet homme, je ne puis vous défendre. Je meurs; prenez mon cheval, et sauvez-vous ». Marceau saute sur le cheval, et avec trois cuirassiers se fait jour à travers l'ennemi.

Il fut nommé général en chef de l'armée de l'Ouest (1793). Il livra tous les jours des combats. De toutes les actions où il déploya son courage, la bataille du Mans fut la plus décisive. Dans ce jour funeste aux deux partis, où périrent dix mille Républicains et trente mille Vendéens, on le vit charger lui-même, et enfoncer l'ennemi. Il ennoblit encore ce succès par un trait qui prouve qu'il fut exempt de jalousie et supérieur à la crainte que la tyrannie inspire à presque tous

les hommes. Avant la bataille, les députés en mission dans la Vendée lui remirent la destitution du général Westermann et lui ordonnèrent de l'éloigner sur-le-champ de l'armée. A la veille d'une bataille, il sentit de quel prix était un tel officier; il le consulta sur les positions. Il fut si satisfait de ses réponses, que, malgré le danger où la désobéissance l'exposait, il garda la destitution dans sa poche. Après la bataille, il publia hautement ce qu'il devait aux conseils de Westermann, et le fit conserver.

Dans ces premiers tems des fureurs de la guerre civile, le fanatisme et l'amour armaient des milliers de femmes dans la Vendée. Une jeune fille, belle comme ces divinités qu'Homère représente le casque sur la tête et la lance à la main, poursuivie par des soldats, tombe expirante aux pieds de Marceau. « Sauve-moi, s'écrie-t-elle ». Il la relève, fixe les yeux sur des traits enchanteurs, et les détournant dans un trouble cruel, il la confie à une famille vertueuse. Une loi punissait de mort le républicain qui faisait grâce à un vendéen pris les armes à la main. Marceau fut dénoncé. Tout se préparait pour son supplice, lorsque le représentant du peuple qu'il avait arraché des mains

des vendéens, accourut de Paris, Il se présente au tribunal, demande les pièces du procès, et les déchire. Mais, ni la protection de ce député, ni les larmes de Marceau ne purent sauver la jeune infortunée de la fureur d'une commission militaire, présidée par deux proconsuls exécuteurs des décrets du tyran de la République. Les juges qui refusèrent la grâce du jeune objet de la clémence du général Marceau étaient dignes de servir sous un maître tel que Robespierre. Les hommes qui n'adoucirent jamais les lois sanglantes de la révolution, auraient montré la même barbarie dans les tems malheureux de la monarchie : sous le dur ministère d'un Le Tellier, ils auraient commandé les dragonades et massacré les huguenots. Ces juges firent arracher la belle vendéenne à l'asile où Marceau l'avait cachée. Condamnée, à dix-sept ans, à mourir, elle confia son portrait à un ami, pour l'offrir au guerrier dont la pitié et les traits pleins de douceur étaient trop bien gravés dans son cœur. En marchant au supplice, elle plaça sur ses lèvres une rose artificielle, dont un jour la main de Marceau avait orné ses beaux cheveux. Le bourreau montra sa tête après l'avoir tranchée ; le peuple épouvanté crut qu'elle vo-

missait des flots de sang. C'était la rose que la bouche encore animée pressait avec des grincemens, dans les convulsions de la mort. Marceau désespéré voulut la suivre dans la tombe : cette horrible image poursuivit toujours sa mémoire; et, long-tems après, lorsqu'il la retraçait, la douleur suspendait son récit, et il versait des pleurs brûlans de rage.

Il quitta ce théâtre sanglant où la clémence était un crime; heureux de descendre du grade de général en chef à celui de général de division, il commença ces mémorables campagnes qui fondèrent la liberté française. La prise de Thuin annonça sa présence à l'armée des Ardennes. A celle de Sambre-et-Meuse, avec Championnet, Bernadotte et Kléber, il livra ces grandes batailles les plus disputées de celles qui ont affermi la révolution (1793). A Fleurus, il commanda une des ailes droites de l'armée; il eut deux chevaux tués sous lui. Sa division, la plus exposée, ayant été détruite, il combattit comme un simple soldat, à la tête de quelques bataillons. Son désespoir, sa fureur intrépide décidèrent le succès de cette journée. Aux batailles de l'Ourthe et de la Roër, il guidait le bouillant courage de ces avant-gardes qui, par des victoires, annon-

çaient aux ennemis l'approche des armées qu'elles précédaient. Près des murs de Coblentz, il n'attend pas sa division; il se fait suivre de quelques soldats, escalade et emporte les forts de la ville. Dans le Hundsruch, tout hérissé de rochers, coupé par des ravins profonds, couvert d'impénétrables forêts, au milieu des gorges et des défilés, il attaque partout des ennemis nombreux, redoutables par l'expérience et la bonté des positions. Il les harcèle et surmonte à-la-fois les obstacles du climat, de la nature et des hommes. Je suspends ses combats, pour un trait touchant de sa vie privée.

Quand la fortune et l'orgueil n'ont point altéré sa bonté primitive, l'homme, dans la force des ans, est souvent ramené vers le doux souvenir de l'amie dont les bras ont porté son enfance, qui, par de petits dons excitant son sourire, fit sentir à son jeune cœur la grâce d'un bienfait. Marceau fut aimé dès le berceau d'une femme du peuple, heureuse dans sa pauvreté.

Toutes les fois que la bonne Francœur paraissait, l'enfant levait ses petits bras, et s'enlaçait aux siens par de douces étreintes. Elle donnait des fruits, Marceau

d'innocentes caresses. Il y a loin, sans doute, des hommages que lui rendaient des nations soumises aux petits dons d'une pauvre femme. Quinze ans après, Marceau remporte une victoire. Le soir, il était seul avec sa sœur et quelques àmis; on lui parle de la gloire de ses conquêtes. « La guerre, s'écria Marceau, fait le malheur du monde. Ah! puisse la paix descendre sur la terre; nous irions la cultiver ». Son attention se porta un instant sur sa petite fortune, noble prix de ses exploits. « J'ai, dit-il, deux cents louis. Ma chère sœur, sais-tu ce que nous ferons en arrivant à Chartres? Nous irons chez la bonne mère Francœur. Il y a si long-tems que je ne l'ai vue »! et des larmes inondèrent son visage. Marceau ne devait plus revoir et le pays et la digne femme qui lui faisaient aimer le souvenir de son enfance.

La division, commandée par Marceau, défilait par la chaussée d'Altenkirchen. Il fallait arrêter l'ennemi pour favoriser la retraite du reste de l'armée (an 4, 1794). Marceau choisit une position, et y place une batterie de dix pièces d'artillerie légère. Il s'avança pour reconnaître l'ennemi; un coup de carabine part d'une haie qui cache un Tyrolien. Marceau

s'arrête, il sent à ses douleurs qu'il est mortellement blessé. Nos grenadiers l'emportent sur un brancard qu'ils forment avec leurs armes. Ils arrivèrent le soir à la petite ville d'Altenkirchen. Marceau y fut reçu par les principaux officiers de l'armée; les larmes coulaient. Malgré ses souffrances, il opposait un front serein aux alarmes de ses amis. Il leur dit: « Je suis trop regretté ». Les généraux consentirent avec peine à le laisser avec un fidèle ami à la générosité du vainqueur. Qu'il fut triste le moment où ils se séparèrent de lui pour aller combattre et arrêter l'ennemi!

Il s'endormit, affaissé de fatigue et de la chaleur du jour. Dès le matin il reçut la visite d'un capitaine de hussards de Kaiser, qui commandait les avant-postes autrichiens. Le général Haddick vint lui témoigner combien il était affecté de son malheur. L'archiduc Charles, prince aussi grand qu'il est humain, et le général Kray lui envoyèrent leurs chirurgiens; bientôt son lit fut entouré de tous les généraux de l'armée ennemie, qui lui marquaient leur estime et leur douleur. Le vieux général Kray, que Marceau avait toujours combattu, resta long-tems près de son lit, triste et les yeux baissés; il pressait ses mains

mourantes. Les corps des hussards de Blankenstein et de Barco, qui avaient le plus fait la guerre contre lui, voulurent le voir. Marceau sentait que son dernier moment approchait; il leur parla avec cette douceur qui lui était naturelle. Les chirurgiens élargirent sa plaie; il souffrit avec le courage le plus calme: il parla à ses amis de sa mort comme d'un moment heureux; il les consolait lui-même. Cependant ses douleurs redoublent, et le sommeil n'entre plus dans ses yeux enflammés. Ses dernières paroles à son aide-de-camp furent : « Mon ami, je ne suis plus rien ». Son corps resta entre les mains des Autrichiens qui l'entouraient; ils fondirent en larmes, en regardant le ciel; méditant, près de ces yeux éteints, sur l'ombre fugitive de la vie et cet orgueilleux néant que nous nommons la gloire.

Ainsi périt, à vingt-six ans, frappé d'un coup imprévu, ce vaillant homme que la mort avait respecté sur des champs de bataille couverts de cent mille Français mourans à ses côtés. La nature fut indulgente envers Marceau; sa candeur, son esprit rendaient plus séduisantes l'élégance de sa taille et la grâce de ses traits. Deux de ses réponses peindront sa modestie: un homme de beaucoup de mérite le félicitait

sur les victoires du Mans et de Savenay. « Ce n'est pas moi qu'il faut complimenter, lui répondit-il; c'est Kléber, à qui je dois tout ». Un ministre lui conseillait de demander un commandement en chef. « Je me garderai bien, dit-il, de vouloir commander une armée; je n'ai pas assez d'expérience ».

Son corps fut rendu par les Autrichiens à l'armée de Sambre-et-Meuse; sa pompe funèbre y fut célébrée avec la majesté due au souvenir de ce jeune héros. Depuis la pointe du jour, un coup de canon, tiré d'heure en heure, annonça cette auguste cérémonie : des salves d'artillerie et de mousqueterie semblaient retracer l'image du désordre où sa mort avait mis nos soldats. Le fort Pétersberg de Coblentz prit le nom de fort Marceau : l'armée lui éleva des monumens; celui où ses cendres reposent fut construit sur les dessins du général Kléber, qui ne devait lui survivre que quatre ans. On lui a aussi érigé une pyramide à la place où il reçut le coup mortel, et un troisième monument dans les champs de Messeinheim.

KLÉBER,

GÉNÉRAL EN CHEF.

Guerre de la Vendée. — Ses victoires à l'armée de Sambre-et-Meuse. — Ses retraites.

JEAN-BAPTISTE KLÉBER naquit à Strasbourg en 1754 (*a*). Le curé d'un village d'Alsace l'éleva par cet esprit de bienfaisance que la philosophie conseille et que la religion seule inspire. Kléber vint très-jeune à Paris apprendre l'architecture sous le célèbre Chalgrin. Il dut à l'amitié de deux illustres étrangers dont il avait pris la défense, à Strasbourg, dans un combat singulier, d'être reçu élève à l'école militaire de Munich. Un des maîtres mourut; le présomptueux élève demanda sa place. Le corps de ces fiers professeurs punit la vanité du jeune homme par quelques jours de prison. Dans ce tems-là, M. le général de Kaunitz, fils du premier ministre de l'empereur d'Allemagne, voulut voir l'école de Munich. Le

prisonnier fit placer, comme par hasard, ses dessins et ses plans sur le passage du prince, qui en parut frappé. Il demanda l'auteur de ces petits chefs-d'œuvre; Kléber se présenta. La beauté de sa taille, l'esprit qu'il mit dans ses réponses achevèrent de gagner le prince, qui lui proposa de venir habiter sa terre près de Vienne. Kléber le suivit, et obtint une place de sous-lieutenant dans le régiment de Kaunitz, où il fit ses premières armes contre les Turcs. Après huit ans, il se dégoûta du service d'une puissance étrangère, secrètement aigri d'avoir vu qu'on n'accordait qu'à la naissance les grades élevés.

Il était, depuis six ans, inspecteur des bâtimens publics à Béfort; dans les oppositions violentes excitées, en 1789, par les nouveaux systèmes, le régiment Royal-Louis, dévoué à la cour, marcha contre les officiers municipaux dévoués au parti du peuple. Tout fuyait, lorsque Kléber, le sabre à la main, couvrit de son corps élevé et robuste les magistrats menacés. Il repousse les soldats; et présente un défi aux deux colonels. Cet élan qui décelait son caractère, le porta comme simple grenadier dans les bataillons du Haut-Rhin et l'éleva rapidement au grade d'adjudant-général.

Au siége de Mayence, il commanda et exécuta lui-même ces sorties de Biberach et de Marienborn, qui le firent annoncer aux armées comme une de leurs plus belles espérances, par le jeune général Meunier qui avait porté à la guerre le génie des Euler et des Vauban.

Il fut envoyé dans la Vendée, à la tête d'une colonne (1793). L'Angleterre venait de soulever cette province qui s'ouvre par ses côtes à l'Océan, et où le terrain creusé par des ravins profonds ne permet aucun développement à l'art de la guerre. Les prêtres y entraînaient aux combats des peuplades entières, comme aux tems des croisades. « Parmi tant de prédicateurs du mensonge, dont plusieurs sont sincères et pieux, dit M. Garat (1), règne un imposteur qui se promène au milieu des bandes royales, et marche à leur tête comme l'envoyé du ciel même. Il ordonne aux foudres républicaines de s'écarter de lui; sa voix qu'il remplit, à son gré, d'accens touchans ou d'accens homicides, on la prend pour la voix du Dieu dont il porte dans ses mains les images. Soixante mille hommes à genoux, les uns dans la boue ou dans la pous-

(1) Dans son éloge funèbre du général Kléber.

sière, les autres sur les caissons et sur les affûts des canons, après avoir reçu les bénédictions de l'imposteur, se relèvent dévorés du besoin de donner la mort ou de la recevoir ».

Les maîtres de la France crurent qu'ils devaient combattre le fanatisme de la religion par le fanatisme de la liberté : au lieu d'envoyer dans la Vendée des hommes éminemment militaires, ils confièrent l'autorité de général en chef à des officiers dont les noms n'avaient été signalés que dans les sociétés populaires, à ces généraux patriotes enfin, a dit un historien, qui voulaient toujours exterminer les rebelles et ne savaient jamais les battre.

Kléber eut de la peine à comprendre comment cette multitude qui ne paraissait armée que de fanatisme et d'instrumens du labourage, pourrait résister à des bataillons qui venaient de se battre contre les meilleures troupes de l'Europe. Il plaça ses troupes entre les côtes de la mer et les rebelles, pour prévenir les descentes des Anglais, pour rejeter les Vendéens les uns sur les autres, les resserrer au centre même de la rébellion, les désarmer ou les détruire dans une seule bataille. Il marcha sur Tiffauge avec quatre mille sol-

dats et six canons, sans s'informer des forces de l'ennemi. Il découvre trente mille hommes placés sur les hauteurs garnies d'artillerie, remplissant l'air et les creux des vallons d'effroyables hurlemens. Il les attaque et les ébranle. Il les précipitait du sommet des montagnes, lorsque leur nombre s'étend et se déborde sur ses deux ailes. Kléber n'eut plus d'espace pour combattre : si les Vendéens, maîtres de ses canons, ne sont arrêtés quelque tems au passage d'un ravin, la retraite est impossible. Il appelle un officier d'un courage éprouvé : « Prends, lui dit-il, une compagnie de grenadiers, arrête l'ennemi devant ce ravin : tu te feras tuer, et tu sauveras tes camarades. « Oui, mon général, répond l'officier avec une soumission héroïque ». Tous périrent. Ce dévouement, égal à celui des trois cents Spartiates, suspendit la marche des Vendéens.

Ce succès lui apprit qu'il ne pouvait vaincre par les règles ordinaires ; il y suppléa par un génie tout nouveau. Dès ce moment, suivant que les mouvemens de l'armée étaient déterminés par ses conseils ou par les ordres du général en chef, l'armée fut victorieuse ou battue. A Cholet, la marche tracée par Klé-

ber fut suivie; seize mille républicains renversèrent soixante mille Vendéens qui les enveloppaient, et les rejetèrent de la rive gauche sur la rive droite de la Loire. A Château-Gontier, le général en chef voulut que ses ordres eussent la même prééminence que son grade, et les colonnes de la République furent rompues et dispersées. En vain le brave Beaupuy envoya sa chemise sanglante à ses grenadiers, en vain Kléber et Marceau surpassèrent tout ce qu'on racontait de leur valeur; les Vendéens portèrent la terreur sur Grandville, Angers et Nantes. Dans ce moment, où la confiance des soldats ne pouvait se ranimer que par Kléber, le gouvernement le destitue, et nomme le jeune Marceau au commandement en chef de l'armée.

La fierté de Marceau avait été blessée de la franchise austère de son rival; il se vengea, mais avec noblesse : gardant le vain titre de général en chef, il en remit toute l'autorité à Kléber. « Menez, lui dit-il, cette armée à la victoire. Qu'est mon courage près de votre génie ? Je courrai sous vos ordres dans l'avant-garde de l'armée (*b*) ». De marche en marche, d'échec en échec, Kléber poussa les Vendéens entre la Loire et la Vilaine, dont il leur a

rendu le passage impossible. « C'est ici, dit-il, que je les voulais ». Les commissaires de la Convention ordonnent qu'on attaque de nuit. Non, dit Kléber, les braves gens ont rarement quelque chose à gagner en se battant dans les ténèbres : il est bon de voir clair dans une affaire sérieuse, et celle-ci doit se décider au grand jour ». Il livre bataille près de Savenay. Ce fut moins une déroute qu'une destruction de tous les Vendéens. De leurs soixante mille combattans, cinq ou six cents cavaliers, qui disparurent dans les marais, furent les seuls débris qui échappèrent. Cette victoire eût terminé la guerre : Kléber répondait, sur sa tête, de l'obéissance et de la tranquillité de ces provinces, si on les confiait à sa surveillance et au bonheur de ses armes. La politique incertaine ou barbare du Comité de Salut public ne voulut ni de la clémence ni de l'ascendant d'un guerrier; il envoya des proconsuls pour achever d'aigrir et de soulever les habitans par des lois de sang et l'appareil des supplices.

Kléber entra à Nantes, aux acclamations du peuple. Cette ville donna une fête aux généraux vainqueurs. Au moment où une couronne de laurier descendit sur le front de Klé-

ber, un représentant du peuple, soit qu'il fût jaloux, ou qu'il pensât qu'on ne devait pas flatter un général qui n'avait fait que son devoir, s'écria : « Les couronnes ne sont pas dues aux généraux, mais aux soldats, qui seuls gagnent les batailles ». Kléber répondit vivement : « Les généraux républicains qui, presque tous comme moi, ont commencé par être grenadiers, n'ignorent pas que ce sont les soldats qui gagnent les batailles; mais ces soldats de la République, parmi lesquels il en est tant qui peuvent aspirer au commandement, savent que des milliers de bras ne remportent des victoires que lorsqu'ils sont dirigés par une seule tête. Nous avons tous vaincu; je prends cette couronne pour la suspendre aux drapeaux de l'armée ».

Le gouvernement avait promis d'éclatantes récompenses aux vainqueurs de la Vendée; Kléber fut exilé. La cause de sa disgrâce fut trop belle pour ne pas la révéler. Ce général avait montré toute son horreur pour cette loi sanguinaire, proclamée par la République, comme par ses implacables ennemis; cette loi qui faisait des champs de bataille d'immenses échafauds où les vainqueurs devaient donner la mort à ceux qui avaient rendu les armes,

Parmi tant de guerriers trop magnanimes pour souiller ainsi leurs victoires, nul n'avait désobéi avec moins de mystère que Kléber. A Saint-Florent, il avait accordé la vie à quatre mille prisonniers. Partout où il donnait des ordres, il sauvait des flammes les villes et les hameaux. En vain le fanatisme des Vendéens le sollicitait à la loi des représailles; la première des lois pour ce général était de ne pas imiter l'exemple des barbares, et de fouler aux pieds les décrets sanguinaires du tyran de la République.

Le besoin que la France avait de son bras, le fit nommer général de division à l'armée du Nord. Passages de grands fleuves, marches audacieuses, retraites savantes, siéges de places fortes, batailles rangées, telles furent les campagnes de Kléber, depuis le jour où il arriva à l'armée du Nord, jusqu'à celui où il cessa de se battre en Europe.

Placé à la tête de trois divisions, il exécuta le passage de la Sambre, en présence des armées de la Prusse et de l'Autriche (1793). Il gagne, avec Jourdan, la fameuse bataille de Fleurus, marche sur Mons, force le camp retranché du Mont-Panisel, le passage de la Roër, et jette l'ennemi sur la rive droite du Rhin. Après vingt

jours de tranchée ouverte et quarante-huit heures de bombardement, il entre dans Maestricht. Des remparts de cette place où il arbore le drapeau de la liberté, il passe au blocus de Mayence. Ses soldats presque nus sur la glace étaient exposés à mourir de faim. Il sut tourner leur désespoir contre les ennemis : au milieu de toutes les douleurs, ils n'exhalaient de cris que pour braver la garnison et l'appeler au combat.

Les arts, l'éloquence, la poésie et l'histoire ont célébré ce passage du Rhin, préparé pendant plusieurs mois par un monarque puissant contre la Hollande, qui ne pouvait opposer à Louis XIV aucune force imposante sur la rive attaquée ; sous la République, les généraux ont passé six à sept fois le Rhin, malgré les forces réunies de l'Empire Germanique. Ces prodiges de l'héroïsme, à force d'être répétés, étaient souvent ignorés des Français, pendant que ces prodiges assuraient leur prééminence militaire sur les autres nations. C'est à l'histoire qu'il appartient de faire sortir de l'oubli un des faits d'armes de Kléber, qui n'a été conservé jusqu'à présent que dans la mémoire de ses soldats (1794). Les divisions qu'il commandait se présentèrent sur la rive gauche du

Rhin pour passer ce fleuve où il a le plus de largeur et de rapidité; elles n'avaient ni bateaux ni argent. Kléber trouva de l'argent lorsque la République elle-même n'en avait pas. Les bateaux furent construits avec tant de rapidité, que *les forêts*, pour me servir du vers de Lucain, *semblaient descendre sur le fleuve*. Le passage s'exécuta avec tant d'ordre, qu'il n'interrompit pas le silence de la nuit. Kléber arrive à Eichelkaamp à la pointe du jour, fond sur les troupes qui gardent cette rive gauche du Rhin, et les poursuit sur la Sieg dont il force le passage. Il se répand sur le territoire de l'Empire Germanique, et par de savantes manœuvres sur le flanc droit de l'armée ennemie, il l'attire autour de lui, et l'oblige à laisser les bords du Rhin sans défense.

Malgré une multitude d'actions brillantes, le moment où les forces ennemies devaient nous faire repasser le Rhin approchait. Kléber dit à Marceau : « A l'instant où tu jugeras que j'ai traversé le pont à Neuwied, fais mettre le feu à tous les bateaux qui sont sur le Rhin ». Marceau calcule mal les momens; les bateaux emportés par le courant du fleuve embrasent le pont, et l'armée se trouve pres-

sée entre un fleuve étincelant de flamme et les Autrichiens qui la foudroyent. Marceau, ses pistolets sur le front, veut se punir d'une erreur si funeste; Kléber seul, calme au milieu du tumulte, les arrache à la main égarée de ce guerrier. « Jeune homme, lui dit-il, allez vous faire casser la tête en défendant ce passage avec votre cavalerie; c'est ainsi qu'il vous est permis de mourir ». Il appelle le chef des pontonniers : « Combien de tems vous faut-il pour jeter un pont? — Vingt-quatre heures sont nécessaires. — Je vous en donne trente, et vous m'en répondez sur votre tête ». Il demande le silence aux troupes dont le désespoir fait retentir le rivage. « Soldats, s'écrie-t-il, les Autrichiens commencent enfin à être dignes de lutter contre vous. Faisons leur voir que lorsque nous sommes arrêtés par un fleuve, c'est sur eux que nous nous précipitons ». A ces mots d'un guerrier qui avait la taille et le regard des demi-dieux d'Homère, et dont la tête surmontée d'un haut panache semblait porter le destin de l'armée, les soldats ne voient plus les dangers qui les ont fait pâlir. Ils s'animent et s'irritent, et, le sabre à la main, ils mettent un long espace entre les travaux du rivage et le champ de bataille. Klé-

ber reprend alors sa retraite; et le dernier de l'armée; il met le pied sur le pont dont il a prolongé la construction par des victoires.

Dans la campagne qui s'ouvrit, où tous les avantages de la République et de l'Empire Germanique furent si balancés, Kléber, à la tête de l'aile gauche de l'armée, compta presque tous les jours par des succès (an 5, 1794). Sur les hauteurs d'Altenkirchen, il mit l'armée du prince de Wirtemberg en pleine déroute. L'Autriche alarmée de cette marche toujours victorieuse, fit avancer contre Kléber toute son armée forte de soixante mille hommes. Elle était conduite par ce jeune prince Charles, qu'une cour jalouse n'appelait au commandement que dans les plus grands dangers. Kléber n'avait que vingt mille hommes; mais sur les hauteurs d'Ukrad, il disposa tellement des positions, que jamais ses vingt mille hommes n'en eurent davantage en tête; ses soldats, qui ne se reposaient jamais, ne cédèrent jamais à ceux du prince Charles qui changeaient et se relevaient tous les jours. Après ces victoires, qui avaient plus d'éclat encore aux yeux des Allemands qu'à ceux des Français, que pouvaient contre lui des géné-

raux moins habiles? Il battit le général Kray à la Koldieck et le prince de Vartensleben à Friedberg. Francfort lui ouvrait ses portes, lorsque la jalousie de son gouvernement l'éloigna de l'armée, au moment où il avait mérité d'en avoir le commandement suprême.

Kléber va combattre en Egypte. — Ses victoires. — Sa mort. — Portrait de ce général.

KLÉBER fut un des guerriers qui, condamné au repos par le traité signé avec l'Autriche, montrèrent le plus d'ardeur pour la conquête de l'Egypte. A peine débarqué sur cette terre nouvelle pour les Français, il marcha sur Alexandrie, et reçut une blessure grave à l'escalade des remparts. A la tête d'une des divisions de l'armée, il prend le fort d'El-Arisch, suit le désert, s'empare de Gaza, et emporte la ville et les forts de Jaffa (an 6).

Pendant le siége de Saint-Jean-d'Acre, il se détacha du camp avec une partie de l'avant-garde. L'ennemi descendait dans la plaine; il le prévient, bat dix mille hommes, et répand tant d'épouvante, qu'il le force à se retirer en désordre vers le Jourdain. Au village de Fouli, qu'il enlève à la baïonnette, il passe au fil de l'épée tout ce qui lui résiste : à la bataille de Mont-Thabor, il marche au pas de charge sur la cavalerie ennemie, la sépare de son

camp, et la force de chercher un asile au-delà des monts. Il revient à Saint-Jean d'Acre, dont ses victoires ont protégé le siége, y signale sa valeur et bat complétement les Turcs au combat d'Aboukir.

Bonaparte, en quittant l'Egypte, laissa à Kléber le commandement de l'armée (an 7, 1797). Elle était affaiblie par les combats et les marches dans le désert : sans espoir de secours du côté de la France, elle voyait le Visir s'avancer avec quatre-vingt mille hommes et soixante pièces de canon. Kléber négocia. Il convient avec le commodore Sydney Smith que nos soldats seront ramenés en France sur des vaisseaux anglais. Fidèle à ce traité, il venait de livrer aux Ottomans tous les forts de la Haute-Egypte et la ville de Damiette, lorsque Sydney Smith et milord Keith, commandans de la flotte anglaise dans la Méditerranée, lui écrivent qu'un ordre du roi d'Angleterre leur défend de consentir à aucune capitulation, si l'armée française ne met bas les armes, n'abandonne ses vaisseaux et ne se rend prisonnière de guerre. Kléber, indigné à la lecture de cette lettre, s'écria : « Soldats, vous répondrez à cette insolence par des victoires ». Il développa son armée dans la plaine

de Coubé et enleva le village de Matarich où l'avant-garde turque s'était retranchée. Il entourait l'obélisque d'Héliopolis, lorsqu'il apperçoit l'armée du Grand-Visir sur les hauteurs de Séricourt et d'El-Marci; il la dispersa dans les déserts. Le Caire se soulève; le Pacha, vaincu à Matarich, y avait armé jusqu'aux vieillards, aux femmes et aux enfans. Kléber fit sommer la ville de se rendre. Elle rejette le pardon qui lui est offert et brave la menace de la plus terrible vengeance. Les Français furieux pénétrèrent dans les rues, brûlèrent cinq ou six cents maisons et égorgèrent neuf cents mamelucks. L'Egypte fut conquise une seconde fois.

Kléber semblait régner sur l'Orient par sa clémence et la terreur de ses armes. Mais parmi les ennemis qu'il avait vaincus, était un jeune Osmanlis qui crut servir sa religion par le meurtre d'un infidèle. L'Aga des janissaires l'avait séduit et armé d'un poignard. L'Osmanlis traversa les déserts, erra quelque tems au Caire, et se cacha dans les détours de la grande mosquée du temple, où il avait invoqué Mahomet; il pénètre sur la terrasse où Kléber se promène; il s'approche d'un air triste et timide, il presse la main du général

attendri en voyant sa jeunesse et sa misère. L'Osmanlis à genoux marquait la place de son crime. Il se relève, et d'un premier coup de poignard renverse à ses pieds le second conquérant de l'Egypte.

Kléber est le plus grand homme de guerre de la révolution, si on excepte, en France, une seule grande renommée. Il joignait l'enthousiasme d'un républicain au sang-froid d'un général, la science au génie, la force à la beauté, et l'expressive fierté du regard à une voix dont l'éclat arrêtait les séditions et couvrait les murmures de son armée. Nos soldats le nommaient le dieu Mars.

Il porta dans les camps le mépris de ces richesses qui sont des dépouilles; il ne se précipita pas dans la révolution; il parut l'ennemi de la liberté, parce qu'il haïssait l'indiscipline, la licence et les lois inhumaines. Lorsque, sous des gouvernemens plus doux, il vit la gloire de nos armes croître avec sa renommée, il ne respira l'ardeur des combats que pour porter chez les nations soumises la liberté qu'il adorait. On l'a entendu exprimer le regret de n'être pas né sur un trône d'Asie pour y faire lui seul une révolution. Avec un génie éminent pour la guerre,

il n'eut jamais, en Europe, le commandement en chef d'une armée. C'est qu'il ne sut ni adoucir la vérité, ni pardonner les fautes de ceux qui gouvernaient; il disait qu'il fallait une opposition à côté d'une grande autorité. Cette franchise lui fut funeste. « Mais il n'ambitionna jamais le premier rang dans la République, dit M. Garat; et si ses services l'y eussent élevé, il en serait descendu pour être, dans le second grade, l'égal par ses talens, et le juge par ses censures, de celui qui aurait commandé au premier. (1) »

(1) Kléber, qui avait six pieds, ne pouvait se persuader que Bonaparte, avec cinq pieds deux pouces, pût se faire obéir et être un grand général. Bonaparte avait écrit d'Egypte : « Rien n'est beau comme Kléber, un jour de bataille. » Ce compliment du général en chef ne le désarma pas, et de la prévention il passa à la haine. Quand Bonaparte quitta son armée, Kléber le fit pendre en effigie dans son jardin, et écrivit au Directoire que *le général transfuge, sans espoir de pardon, renverserait son gouvernement.* La lettre tomba dans les mains de Bonaparte le jour qu'il se fit proclamer consul. On dit en France, et on imprima à Londres, qu'il avait fait assassiner Kléber; mais Kléber n'était plus, quand Bonaparte aurait pu songer à s'en venger. Ce fut donc une de ces calomnies qu'on croit facilement contre tout ministre ou tout souverain. Bonaparte

laissa à Marseille, dans un lieu obscur, le corps de son ennemi, envoyé d'Egypte. Si la nation doit des honneurs au second vainqueur d'Egypte, Bonaparte ne lui devait pas moins que de l'oubli. Ce fut sa seule vengeance.

Kléber aimait à mortifier l'orgueil des seigneurs allemands : entre vingt traits, j'en citerai un que ses aides-de-camp racontaient toujours en riant. Le jour de son entrée dans une petite ville, sur les bords du Rhin, il fut logé chez un vieux baron qui avait une belle femme. L'Allemande, *à la vue du dieu Mars*, éprouvant une sympathie soudaine, proposa de lui faire voir son jardin. Le baron jaloux, les voyant s'égarer dans une allée, les suit sur la pointe du pied, et surprend la brillante baronne tombant comme une conquête au pouvoir du guerrier. Kléber, sans se déconcerter, le regarde et lui dit : « M. le baron, vous êtes bien hardi de venir troubler un général en chef dans ses fonctions.

NOTES SUR KLÉBER.

(*a*) Le père de Kléber vivait à Strasbourg du travail de ses mains ; il était terrassier du cardinal de Rohan. Nous ne rapportons l'humble origine de ce général, que pour honorer sa mémoire d'une illustration personnelle. L'histoire doit marquer ces faibles commencemens d'un grand homme. Patercule appelle un illustre Romain sans naissance : *vir novitatis nobilissimæ*, un homme d'une nouveauté très-noble. Tels furent, parmi nous, Chevert, Jean-Bart et Dugay-Trouin, et en Prusse, le général Dorfling, sur lequel je rapporterai une anecdote peu connue. Dorfling était originairement tailleur : en sortant d'apprentissage à Tangernunde, il eut l'ambition de vouloir aller travailler à Berlin. Comme il fallait passer l'Elbe dans un bac, et qu'il n'avait pas de quoi payer, le passage lui fut refusé. Piqué de cet affront, il dédaigna un métier qu'il en crut la cause, jeta son havresac dans le fleuve et se fit soldat.

Il marcha à pas de géant dans cette carrière. Il eut bientôt l'estime de ses camarades, ensuite de ses officiers, et enfin de l'Electeur son maître. Ce grand prince qui aimait la guerre, qui la savait et qui était forcé de la faire, avança rapidement un homme qui joignait les vertus du citoyen à tous les talens militaires. Dorfling fut fait feld-maréchal, et remplit l'idée qu'on doit se former d'un homme qui, de l'état de soldat, parvint au généralat.

Une fortune si considérable excita la jalousie des cœurs sans élévation. Il y eut des hommes assez bas pour dire que Dorfling, pour être devenu grand seigneur, n'avait pas perdu l'air de son premier état, « Oui, dit-il à ceux qui lui rapportèrent ce discours, j'ai été tailleur, j'ai coupé du drap; mais maintenant, continua-t il, en portant la main sur la garde de son épée, voici l'instrument avec lequel je coupe les oreilles de ceux qui parlent mal de moi. » (*Mémoires de Polnitz.*)

(*b*) Marceau avait été blessé par cette sévérité que Kléber portait dans les armées, et qu'il n'avait pas ailleurs. Marchant un jour à la tête de sa division, il s'en était séparé pour voir Kléber qu'il ne connaissait encore que par sa grande réputation. Kléber reçoit les hommages de Marceau d'un air froid, et lui demande où est la troupe qu'il commande. « Elle est à une lieue d'ici, lui répond ingénûment Marceau. » Eh bien! reprend Kléber : « Allez vous remettre à sa tête; vous n'auriez pas dû vous en éloigner : nous aurons le tems de nous voir après avoir vu l'ennemi. »

Une autre fois, Marceau poursuivit l'ennemi avec plus d'ardeur que de prudence à travers un pont hérissé de chevaux-de-frise et de canons. Il écrit bientôt à Kléber d'empêcher que l'ennemi ne le tourne. « Marceau est un jeune homme, dit Kléber d'une voix haute, il ne suffit pas qu'il reconnaisse sa faute, il faut qu'il la sente bien. » Et en prenant des mesures promptes pour lui ménager une retraite, il lui laissa de vives alarmes sur le danger où il venait de s'engager. De pareilles leçons humiliaient Marceau avant

de l'éclairer ; il s'en plaignit avec amertume. On a vu comment il s'en vengea.

En l'an 5, pendant un armistice d'hiver, Kléber vivait solitaire à Coblentz ; il consacrait ses jours et ses nuits à méditer sur les grands maîtres de l'art de la guerre. Il était enthousiaste de tout ce qui était hors des usages de son siècle. Dans une de ses soirées où il admettait deux ou trois officiers, après avoir plaisanté sur la tactique uniforme et savante de l'Autriche, qui avait cédé au pas de charge et à des hymnes guerriers, il prit un ton sublime, et rappelant la manière de combattre de tous les peuples qui ont brillé sur la terre, il dit : « On s'est moqué de nos chants patriotiques ; dans les guerres de nations, comme celle que nous faisons depuis sept ans, ces chants doivent enflammer le courage des guerriers. Si jamais je commande en chef une armée, je veux que dans chaque bataillon, dans chaque compagnie, il y ait des soldats à voix de Stentor, qui, au commencement des combats, entonnent des chansons de guerre. C'est ainsi que combattaient les Spartiates, et les anciens peuples du Nord, qui marchaient à la victoire, animés par les chants des Bardes. »

PICHEGRU,

GÉNÉRAL EN CHEF.

ARMÉE DU RHIN ET DE LA MOSELLE.

Son éducation. — Il se fait moine. — Origine de sa fortune militaire. — Général en chef de l'armée du Rhin, il prend Weissembourg, débloque Landau, chasse les Autrichiens du territoire

Charles Pichegru naquit le 16 février 1761, à Arbois, dans le département du Jura. Son père, qui était un pauvre vigneron, donnait chaque mois le fruit de son travail pour le faire élever dans le collége de sa petite ville. Pichegru apprit mal le latin, ne goûta jamais l'éloquence et la poésie; mais il fut le premier de son cours en mathématiques. Les Minimes, qui avaient été ses maîtres, le reçurent comme novice. Son penchant pour les femmes lui fit abandonner la vie monastique. Il erra quelque tems de ville en ville sans trouver un em-

ploi. Un jour qu'il était tourmenté par la faim, il s'adressa à un recruteur qui lui mit trois louis dans la main, et lui fit signer un engagement dans le régiment d'Auxonne-artillerie. Il y enseigna les mathématiques, et dut à cette science d'être nommé sergent-major. Des personnes qui l'ont connu m'ont dit qu'il donnait aux soldats des leçons à trois livres par mois, et qu'il était heureux d'un si faible produit : c'est que son cœur était fermé à l'ambition, *ce ver qui pique le cœur et ne le laisse jamais tranquille* (1). S'étant blessé la main dans un exercice, il parut inhabile à servir et fut réformé. Il tourna alors les yeux vers les Minimes, qui l'avaient toujours aimé. Ces bons pères lui donnèrent, dans leur collége de Brienne, la place de professeur de mathématiques, avec cinquante louis d'honoraires ; et pour ne pas paraître avoir pris hors du couvent ce maître habile, ils lui offrirent trois cents livres de plus et un vêtement gratuit tous les ans s'il consentait à s'habiller en Minime. Pichegru aimait l'argent ; il prit le froc et le scapulaire,

(1) Massillon. (Supprimé comme une allusion, par M. le général Pommereul, directeur de la librairie, en 1811).

Ces petits faits peignent les hommes; ils peuvent expliquer l'air mystérieux, ou, si l'on veut, la dissimulation qu'on reprocha à Pichegru, lorsqu'il devint général. Il m'a paru piquant de remonter à l'humble fortune de cet homme, destiné, en 1789, à rester toute sa vie moine ou soldat, et qui, trois ans après, dans une révolution, détrône le Stathouder et fait envier son bras à des rois tremblans pour leurs couronnes.

Au commencement de la guerre, un bataillon du Gard perdit son chef à Besançon; Pichegru, alors président de la société populaire, fut présenté aux soldats, qui le proclamèrent leur commandant. La discipline dont il offrit l'exemple rare pour ce tems, sa jeunesse, sa modestie, la timidité qu'il alliait au courage attirèrent vers lui l'attention de Lebas et de Saint-Just, commissaires de la Convention. Sa gloire ne doit pas être plus ternie pour avoir trouvé de tels protecteurs, que celle des généraux romains qui durent leur fortune à Sylla et Marius, plus barbares que ces deux proconsuls.

Lorsque les Français perdirent les lignes de Weissembourg, Saint-Just et Lebas destituèrent tous les généraux : dans une proclamation au nom du Peuple Français, ils ordonè-

rent à tout soldat qui se sentait destiné par la nature à commander, de se présenter pour *maîtriser enfin la victoire.* Ils menaçaient de toute la colère du peuple l'homme présomptueux qui oserait porter un fardeau qui devait accabler sa faiblesse. Cet appel, dans le danger extrême de la République, inspira plus de terreur que d'ambition. Onze officiers seulement se présentèrent, les mêmes qui vainquirent depuis les plus puissans rois de l'Europe.

La France avait alors un million de combattans, mais pas un seul grand capitaine. Les deux proconsuls placèrent Pichegru à la tête de l'armée du Rhin, en lui donnant pour collègue le jeune Hoche, général en chef de celle de la Moselle. Ces deux armées étaient entourées de dangers extérieurs et de ceux que l'indiscipline faisait naître. Le général Pichegru cassa d'abord les officiers ignorans dont le patriotisme sauvage était haï des habitans des villes, que les hommes de guerre sont toujours sûrs de gagner quand ils font respecter leurs libertés. Il sentit qu'un camp transformé en club est mal gardé, et qu'au lieu d'insulter son ennemi, il valait mieux l'atteindre dans ses retranchemens.

Il faut des actions, et non pas des paroles.

Ce vers d'Achille, dans l'Iphigénie de Racine, était sa maxime. Il méprisa les clameurs de ceux qui ne s'élevaient qu'à la faveur des troubles politiques.

Après avoir établi un ordre admirable, il ébranle le centre et l'aile gauche de son armée, tandis que la droite marche aux ennemis, que l'art de ce général laisse incertains où il va porter ses forces. Ce mouvement parut déjà une conception du génie. Cependant l'ardeur de nos soldats fut impuissante contre les bataillons serrés, la tactique immobile et savante de l'Autriche. Le général français leur fit passer la nuit sous les armes ; à la pointe du jour (frimaire an 2, 1793) ; quand il les vit animés par la canonnade, sa voix les emporta avec cette espèce de fureur que la liberté rendait plus impétueuse ; ils chargèrent les hauteurs ennemies sous le feu qui les enveloppait. Le bruit du canon tonnant à coups pressés ne pouvait couvrir ce cri : *Vive la liberté !* L'arme blanche et cent mille voix élevées dans les airs tournèrent en fuite tous les Autrichiens. Il fit alors attaquer, par l'armée de la Moselle, Reishoffen, Freschvilliers et

Werd (2 nivose an 2). Cette armée emporte la tête de tous les retranchemens, et lui ouvre ainsi le chemin de Landau. L'ennemi abandonna Bischvillers, Drusenheim et Haguenau. Vainement protégé par les ouvrages qui couvraient la ligne qui unissait ces trois postes retranchés, il fut poursuivi à travers la forêt, perdit Ossendorf, et fut refoulé sous les murs du fort Vauban.

Restaient ces redoutables lignes de Weissembourg, où nous avions été vaincus, et depuis si souvent repoussés. La même tactique, c'est-à-dire la baïonnette, les reprit ainsi que Lauterbourg avec ses canons, ses munitions de guerre et de grands magasins. Ces succès décidèrent la levée du camp autrichien. Pichegru marcha rapidement sur Landau. La garnison enclavée dans le pays occupé par les armées du roi de Prusse et de l'empereur, abandonnée, depuis cinq mois, à sa constance et à son courage, ignorait qu'il s'avançât pour la délivrer. Le général prince de Hohenlohe tenta de l'effrayer ou de la séduire pour la faire capituler; le commandant, nommé Laubadère, fut inébranlable. Pichegru entra le premier dans cette forteresse. Il en écrivit la nouvelle au ministre, avec cette modestie que

relevait encore l'éclat de sa victoire. « Citoyen » ministre, je m'empresse de t'annoncer (1) » que Landau est débloqué; j'y suis depuis » une heure. Le général Hoche te donnera des » détails ». Un simple témoin de tant de belles actions ne se fût pas exprimé avec cette indifférence pour lui-même. Cette simplicité désarmait l'envie. Pichegru s'empara de Spire, de Germersheim, de Lersmersheim, de Merckstal, et emporta de vive force les lignes de Kaiserslautern. Les ennemis effrayés de ces conquêtes rapides dans une campagne d'hiver ouverte depuis deux mois, abandonnèrent le fort Vauban. Alors la République fut délivrée de leur présence sur les frontières de la Moselle et du Rhin.

Cependant la jalousie, cette faiblesse de presque tous les hommes, et surtout des guerriers, long-tems cachée dans le cœur du général Hoche et de Pichegru, éclata aux yeux des représentans du peuple. Le premier, jeune, impétueux, fier de ses exploits et de sa beauté, montrait ouvertement sa haine : Pichegru, formé par la nature à l'art de feindre, détestait, mais sans emportement, l'arrogance de

(1) Une loi nouvelle ordonnait de se tutoyer.

son rival. Hoche fut arrêté par les représentans du peuple, et mis en prison. Pichegru, éloigné aussi par eux de l'armée du Rhin, vint à Paris, mais pour concerter un plan de campagne avec le Comité de Salut public, qui l'avait nommé général en chef de l'armée du Nord.

Il porta sur ce nouveau terrain une tactique à lui, qui déconcerta celle des rois de trois nations belliqueuses. A l'armée du Rhin, ses plans avaient été secondés de la valeur du général Hoche, qui mérita de partager ses triomphes; mais à celle du Nord qui envahit la Hollande, il ne dut qu'à lui seul cette grande conquête.

ARMÉE DU NORD.

Situation de la République. — Prise de Courtrai et de Menin par les Français. — Victoire sur Clairfait, Cobourg, le duc d'Yorck. — Bataille près de Courtrai. — Prise d'Ypres, de Gand, d'Ostende, etc.

LORSQUE la campagne s'ouvrit, la France était déchirée par des factions qui devaient la détruire (1793) : et cependant, au milieu d'une anarchie dont aucune révolution n'avait offert l'exemple, elle conservait un principe de vie, de force et d'ambition (car les républiques n'en sont pas exemptes), qui lui faisait braver tous les rois de l'Europe. Si dans un million de soldats il y eut des hommes avides de pillage, égarés par des exemples barbares, les autres portaient dans leur cœur l'amour de la liberté. De jeunes généraux combattirent, comme Turenne et Catinat, avec cette humanité dont on est convenu de suivre les lois pour adoucir le plus horrible fléau que l'ambition fasse naître entre les nations policées. Les militaires avaient alors près d'eux, comme tous les citoyens, des délateurs et des bour-

reaux. La modération, la politesse, l'élégance dans l'uniforme les exposaient à des outrages. Si un officier voulait punir un soldat qui négligeait ses devoirs pour haranguer dans un club, il était sûr d'être destitué par les commissaires du Comité de Salut public. Ceux qui cherchaient aux armées un asile contre les persécuteurs y trouvaient de plus le fer et le feu de l'ennemi. Mais comment tant de braves n'osaient-ils briser ce joug honteux de la tyrannie? ils craignaient que le moindre murmure ne perdît un reste de discipline et n'entraînât des maux plus funestes: les ambitieux prodiguaient leurs bassesses, tandis que les hommes de bien, *qui sont timides d'ordinaire* (1), croyaient que c'était assez d'être soldats.

L'armée du Nord avait été toujours battue, excepté à la bataille d'Honscoote et au déblocus de Maubeuge. Elle était dispersée autour de nos places, depuis Givet jusqu'à Dunkerque, pour protéger les villes où les proconsuls voulaient commander avec sécurité. Si un général faisait évacuer un seul village pour couvrir son camp, il était accusé de trahison. Le gouvernement venait de sacrifier plusieurs

(1) Voltaire.

généraux à ses soupçons; il semblait craindre autant des victoires que des défaites. Condé, Valenciennes, le Quesnoi, toutes nos places fortes étaient au pouvoir des rois alliés, lorsque le général Pichegru se montra aux soldats découragés. Il rétablit l'ordre, apprit aux ridicules orateurs des clubs à préférer l'exercice à la tribune, n'accorda pas l'impunité au voile du patriotisme, instruisit les jeunes volontaires; et au lieu d'un confus assemblage de déclamateurs furieux, il eut des corps réguliers soumis au frein de la discipline, et cet art lui valut une armée.

Le gouvernement, qui joignait le ridicule à un peu de grandeur, envoyait pour plans aux généraux l'ordre de vaincre. Pichegru n'en eut point d'autre de ce fier Comité de Salut public, qui se promettait plus de la violente passion de la liberté dans nos soldats que du génie d'un général qu'il n'avait pas encore éprouvé. Pichegru n'avait recueilli, dans ses instructions, que le conseil vague d'agir au centre de l'ennemi et d'inquiéter ses flancs. Il suivit ce plan, en reconnut l'impuissance, et l'abandonna. Il tira les troupes des cantonnemens, où elles se perdaient dans l'oisiveté des villes, forma des camps sur les frontières, et

remplit à-la-fois deux desseins: préparer les soldats aux fatigues, et tromper l'ennemi sur ses mouvemens.

On voulut chasser les Autrichiens de la forêt de Mormale, où ils s'étaient retranchés, et assiéger le Quesnoy; mais Pichegru craignit pour ses soldats la présence des lieux où, jusqu'à lui, les efforts du courage avaient été inutiles. Il abandonna le Quesnoy, Landrecies, tous les siéges, et forma soudain le plan d'arracher l'ennemi du théâtre de ses victoires, en ordonnant à ses lieutenans une invasion dans la Flandre. Sous lui combattaient Souham, remarquable par sa taille, sa force et sa bravoure; Macdonald, d'une valeur tranquille; Moreau, savant dans la manœuvre; Vandamme, né soldat et général; Régnier, excellent par le bras et le conseil; Daendels, Hollandais, respirant les combats, sage dans ses dispositions, impétueux dans le choc des soldats qu'il conduit; Dewinter, qui a la même patrie, manœuvrant avec autant de calme sous la mitraille que dans un exercice; Dumonceau, d'un mérite modeste; Liébert, ardent, laborieux, fidèle à ses devoirs; Jardon, terrible en chargeant l'ennemi, et qui semble se jouer en défiant la mort.

Souham, à la tête de trente mille hommes, forçant tous les postes sur son passage, entra dans Courtrai, tandis que vingt mille soldats, conduits par Moreau, s'avançaient sur les deux rives de la Lys, pour investir Menin. L'ennemi marcha au secours de cette place; Pichegru, qui sait quelle supériorité le Français a dans l'attaque, prévient M. de Clairfait, et du premier choc le force à se retirer sur les hauteurs de Castel. L'armée passe par cinq défilés que des batteries couvrent de mitraille; les jeunes gens de la réquisition fuient épouvantés, c'était leur première bataille. Ils sont ralliés par les généraux et menés droit aux Autrichiens; ils les taillent en pièces, et emportent leurs batteries. Dès ce jour, entre vieux et jeunes soldats, l'intrépidité fut égale. Menin, bombardé par Moreau, se rendit quand sa garnison eut perdu l'espoir d'être secourue par M. de Clairfait, battu en bataille rangée. Un régiment français d'artillerie perdit deux canons; Pichegru fit mettre à l'ordre que ce régiment n'en pourrait demander qu'après en avoir enlevé le même nombre. Deux jours après, ce corps en reprit quatre à l'ennemi.

Landrecies venait de tomber au pouvoir des Autrichiens; le général français ne tenta

pas de le reprendre. Il lui était démontré qu'il ne pouvait remporter de succès au centre. Il assemble à Sanghien vingt mille hommes toujours battus près de Cambrai, les ranime par le voisinage et l'appui du corps victorieux sous lui à Courtrai, et commande au reste de ses troupes de marcher sur la Sambre, pour agir avec l'armée des Ardennes contre le flanc gauche de l'ennemi.

Le général de Clairfait cherchait à couvrir la Flandre; accru de ses renforts, il entreprit de nous chasser de Courtrai. Ses dispositions étaient supérieurement faites; parmi ses batteries, deux vomissaient la mitraille à travers les seuls défilés par où les Français pussent passer pour se mettre en bataille. Ses fantassins et sa cavalerie formaient un arc dans la plaine. Malgré ces forces et cent bouches d'airain qui renversent des rangs entiers, nos jeunes soldats s'y développent, et se battent pendant quatorze heures. M. de Clairfait leur échappa à la faveur de la nuit. On vit dans cette bataille de quelle émulation le général en chef les avait animés; c'était la seconde qu'ils livraient aux Autrichiens. Les morts et les blessés étaient portés à travers leurs rangs. Ce déchirant tableau fit couler leurs pleurs

sans ébranler leur courage. On conçoit que la France ait trouvé des généraux parmi des hommes valeureux, animés d'une juste ambition; mais que, des chaumières et des villes opulentes, il soit sorti tout-à-coup, comme par enchantement, d'innombrables soldats, capables, à dix-huit ans, de combattre les troupes les plus aguerries, c'est un miracle de la liberté qui nous a donné cette impulsion terrible que les rois de l'Europe jalouse doivent respecter dans un peuple qui aurait le malheur de devenir conquérant (1), lorsqu'il ne voulut d'abord que défendre son territoire et son indépendance contre leur ambition.

Pendant que l'aile droite de l'armée de Pichegru, réunie à l'armée des Ardennes, passait la Sambre, et la repassait presqu'aussi vite, soumise aux ordres de deux proconsuls farouches qui prodiguaient le sang du soldat dans des combats inutiles, l'Empereur d'Allemagne, Cobourg, Clairfait et le duc d'Yorck, avec trois grandes armées, tentaient de bloquer Pichegru dans Courtrai. Leur plan fut admirablement conduit; le duc d'Yorck, à la

(1) Supprimé par la censure, en 1811.

tête de quarante-cinq mille hommes, force le camp de Sanghien et les postes français sur la route de Lille, pendant que le général Clairfait, animant vingt-cinq mille Autrichiens au carnage, passe la Lys à Warwick et à Commines, s'empare des hauteurs de Lincelles, et menace de se réunir au prince anglais. Il semblait que rien ne pouvait sauver l'armée française d'une défaite. Le plan de l'ennemi, savamment calculé par le général Marck, quoique calqué sur le fameux cercle du duc de Vendôme, tendait à rompre la communication de l'armée avec nos frontières et à forcer sa retraite sur Cassel. M. de Clairfait, à la faveur d'un mouvement sur Séclin, devait la prévenir sur ce point, la forcer à combattre avec désavantage, ou à errer au hasard dans un pays dévasté. Il allait enfin bloquer Lille, dont il fermait les communications s'il était victorieux dès le premier combat. Le danger était extrême. Le général français battu, à l'exemple du grand Frédéric, s'arrête sur le champ de bataille, et décide d'attaquer lui-même les ennemis le lendemain de sa défaite.

A trois heures du matin, Souham, avec trente mille hommes, fondit sur l'armée an-

glaise, et mit, vers la nuit, quarante-cinq mille soldats du duc d'Yorck en pleine déroute; Moreau, après avoir éprouvé deux échecs, qu'il sut réparer en habile capitaine, remporta une égale victoire sur M. de Clairfait. Pichegru aurait bloqué le lendemain l'armée autrichienne; mais Clairfait, instruit de la défaite du prince anglais, profita de la nuit pour passer la Lys, et se sauver sur Thielt. Sa retraite se fit avec tant d'ordre et de silence, qu'elle n'inspira point de soupçon. Le lendemain, son armée fut à l'abri de toute poursuite. Cette bataille décida du succès de la campagne, et fixa, de notre côté, la supériorité de l'artillerie, par la perte irréparable que l'ennemi fit de la sienne. On ne parla presque point à Paris de cette belle victoire. Les tyrans jaloux qui gouvernaient la France cherchaient à affaiblir la gloire des généraux et le vainqueur lui-même, tout entier à la poursuite du duc d'Yorck et de Clairfait, n'envoyait, à chaque triomphe, qu'un billet plus simple et plus laconique que tout ce qu'on connaît des généraux de Sparte et de Rome: comme à la prise de Landau, où ce fut assez pour lui d'annoncer son entrée après le débloquement de cette forteresse.

L'Empereur se sauvait à Vienne pendant que les Français avançaient toujours sur la rive gauche de l'Escaut. A Pont-à-Chin, nos colonnes, cinq fois repoussées, revinrent au combat avec une nouvelle fureur, s'armèrent de torches, et brûlèrent sur l'Escaut des bélandres chargées de fourrage. Dans cette mêlée sanglante, on vit un cavalier, dont les jambes tombaient en lambeaux, haranguer ses camarades avec sérénité, et dans son agonie leur faire envier la gloire de recevoir de pareilles blessures.

Le siége d'Ypres devenait moins difficile si Pichegru remportait une nouvelle victoire sur l'armée de Clairfait. Il feignit une attaque sur cette place pour l'attirer; mais l'Autrichien, prompt à pénétrer l'artifice de son rival, demeura immobile. Le général français fit investir la ville; Clairfait s'avança contre ces apprêts menaçans. Alors Pichegru, dont la maxime est d'attaquer le premier, fait entendre l'ordre de livrer bataille. Clairfait, rejeté sur Thielt, revient et charge les Français, à la tête de ses renforts. Son premier choc renversa l'aile droite de l'armée; mais l'infanterie du général Macdonald, habilement disposée, fut inébranlable contre l'effort de tous les cavaliers autrichiens; leurs chevaux, à cha-

que attaque de front et de flanc, tombaient morts, le poitrail ouvert par nos baïonnettes. La prise d'Ypres et d'une garnison de sept mille hommes devait suivre et suivit cette victoire sur M. de Clairfait. Cette place mit dans nos mains la clef de la West-Flandre. L'ennemi, affaibli dans ses lignes, se retira sur Gand; mais la prise de cette ville, où il eût fallu laisser une garnison nombreuse, ne pouvant influer sur le succès de la campagne, l'armée se dirigea vers Bruges dont le général Moreau venait de s'emparer.

Pichegru voulait passer l'Escaut près d'Oudenarde pour séparer l'armée anglaise et M. de Clairfait, fermer à ce général le chemin de Bruxelles, se porter sur les derrières des armées ennemies et se joindre à l'armée de Sambre-et-Meuse aux ordres de Jourdan. Le succès de ce plan était certain; il épargnait le sang français, et même celui de l'ennemi en triomphant de lui (messidor an 2, 1793). Tandis que ce passage se dispose, arrivent un autre plan du Comité de Salut public et l'ordre absolu d'aller s'emparer d'Ostende, et de détacher, pour l'île de Valcheren, seize mille hommes nécessaires à l'armée. Pichegru n'osa résister au gouvernement. Sa docilité à suivre

un mauvais plan pouvait seule désarmer l'orgueil des tyrans à qui tout était soumis par leurs tribunaux sanguinaires.

La garnison d'Ostende, effrayée à l'approche de quelques troupes françaises, se sauva sans tirer un coup de canon : Gand reçut nos soldats avec les plus vives acclamations; mais cette joie se changea en tristesse par les rapines des fournisseurs et des commissaires de la Convention. Sous le prétexte des besoins de l'armée, ils prirent tout aux habitans, jusqu'au vernis et aux dentelles. Pichegru, témoin de ces vols qu'il ne pouvait punir, disait que ce n'était pas ainsi qu'on garderait ses conquêtes chez un peuple dont les vœux avaient combattu pour nous. Oudenarde et Tournai se soumirent. Tant de prises de villes, de batailles gagnées prouvent que le système ancien le commencer par le siége des places est plus meurtrier et moins prompt. Ce n'était pas en faisant périr des milliers d'hommes dans la tranchée, c'est en battant l'ennemi en pleine campagne qu'il forçait les villes à se rendre. Voici une de ses maximes : les places sont imprenables tant qu'elles sont défendues par une bonne armée; mais nulle forteresse ne peut tenir quand les troupes qui doivent arrêter

l'ennemi se laissent vaincre en bataille rangée. Cette tactique lui a livré plus de places fortes qu'à aucun général célèbre dans l'histoire.

Décret qui ordonne le massacre des Anglais prisonniers de guerre ; horreur qu'il inspire aux généraux et aux soldats. — Prise de Malines. — Humanité envers les garnisons anglaises de Valenciennes, de Condé, de Landrecies et du Quesnoi. — Siége de l'Écluse, de Crève-cœur et de Bois-le-Duc.

Nous sommes parvenus à ce tems déplorable où les partis de la Convention, pleins d'un fanatisme sauvage pour la liberté, ou jouets des artifices des Anglais, rendaient ces lois dans lesquelles l'extravagance l'emportait sur la barbarie (messidor an 2, 1793). Nous avons connu les hommes dont la vue, du sein des intrigues, perça la profondeur de l'horrible politique de nos voisins; ils pensaient tous que si la révolution unanime de 1789 éclata par la volonté du peuple Français, les petites révolutions qui empêchèrent le succès de la grande furent l'ouvrage du gouvernement anglais; que le décret de *guerre à mort*, que les proscriptions furent payées par les agens se-

crets du célèbre Pitt mêlés aux plus fougueux jacobins et aux républicains fanatiques de la Convention. On se souvient que le peuple Anglais et son Parlement, dont l'autorité est souvent supérieure à celle du monarque, avaient refusé long-tems d'entrer dans la ligue des rois contre la République. La funeste adresse de M. Pitt chercha des prétextes pour faire déclarer la guerre au nom de sa nation. L'intérêt des Bourbons et de la noblesse, à qui la France venait d'enlever des priviléges dont les Anglais avaient privé la leur, ne pouvait animer un tel peuple à nos querelles; il fallait inventer des ressorts d'intérêt personnel. Le premier que M. Pitt fit jouer en France, ce fut l'injuste rigueur qui remplit les prisons d'Anglais restés sur notre territoire et qui confisqua leurs biens. Les orateurs de Londres n'avaient qu'à citer cette loi dans leur parlement pour faire naître dans leur nation le désir de la vengeance. Le décret qui ordonnait de massacrer les garnisons anglaises, dans toutes les places fortes que nous soumettions à nos armes, était encore sorti de la tête féconde de ce ministre. Au commencement de la campagne, les Anglais combattaient aux avant-gardes de leurs alliés où presque tou-

jours ils étaient taillés en pièces par les soldats de la République. Tout Londres murmurait de la perte de ces hommes. Pitt sollicite par ses agens à Paris un nouveau décret de mort, et obtient des généraux de l'Autriche que les Anglais demeurent en troisième ligne. Il apaisa ainsi les murmures du peuple et ménagea le sang de ses soldats. Tant que cette loi subsista, nos troupes ne combattirent presque jamais que contre les Autrichiens. Si cet horrible décret ne fut jamais appliqué aux Impériaux, c'est que l'empereur d'Allemagne n'avait point d'agens qu'il eût voulu acheter assez cher à la Convention et dans le club des Jacobins.

Les lois inhumaines d'une nation contre d'autres nations retombent toujours sur celle qui les a faites. Si le Comité de Salut public avait eu dans son sein un seul officier qui se fût trouvé à des batailles, il aurait su qu'on détruit mieux une armée en faisant beaucoup de prisonniers qu'en égorgeant un petit nombre d'hommes, et qu'il faut moins de tems pour environner trois mille ennemis que pour égorger cent soldats. Cette loi, digne de la férocité du Czar Pierre Ier ou de son rival Charles XII, qui, en 1720, sortaient à peine de la barbarie,

rendit l'Anglais furieux, et nous exposa à de sanglantes représailles. Les généraux, les officiers et les soldats recevaient avec horreur ces ordres barbares. En voici un exemple : un sergent amena au général Pichegru trois cents prisonniers Anglais : *Sans doute, toute la Convention*, lui dit-il, *n'a pas entendu que les soldats français fissent le métier de bourreau. Si les vingt cannibales qui la gouvernent ont soif de leur sang, qu'ils viennent les tuer eux-mêmes.* Un des proconsuls de l'armée, instruit du propos du sergent, ordonne qu'on le saisisse. Le sergent se sauve, et du fond de sa retraite lui adresse ce billet : *Je ne déserte pas, je me retire. Je verserai encore mon sang pour la République, lorsque les généraux, et non les députés, auront le commandement des armées.*

Les Autrichiens, affaiblis par les victoires de Pichegru au centre et à l'aile gauche de leur armée, perdaient, à droite, dans les champs de Fleurus, une des batailles les plus décisives de cette campagne. Tandis que chassés par Kléber du mont Palissel, ils abandonnaient Saint-Amand, Marchiennes et Cateau, Pichegru fit investir Condé, Valenciennes, le Quesnoi et Landrecies. Son avant-garde entra

à Bruxelles le même jour que les soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse. Ces mêmes représentans du peuple, qui avaient tant reproché à Louis XIV d'avoir usurpé la gloire de ses généraux, voulurent s'attribuer le mérite de ces conquêtes.

Pichegru marcha vers Malines où les Anglais et une armée hollandaise s'étaient retranchés. Les Français passèrent à la nage un large canal, et escaladèrent les remparts. Vers ce tems-là l'armée reçut le décret qui lui ordonnait d'égorger les garnisons anglaises de Valenciennes, de Condé, de Landrecies et du Quesnoi. C'était forcer les assiégés à vendre chèrement leur vie; et que d'hommes aussi il nous fallait sacrifier! Si, pour venger ses alliés, l'empereur d'Allemagne eût fait une loi semblable, au premier revers tous les Français étaient égorgés dans les villes de la Flandre. Pichegru, pour sauver l'honneur aux Anglais enfermés dans le Quesnoi, voulait du moins ne signifier l'horrible décret que quand les progrès du siége leur permettraient de se rendre avec gloire; mais les proconsuls de l'armée ordonnèrent que la sommation se fît le jour que la place serait investie. Le commandant anglais leur envoya cette réponse : « Une

» nation n'a pas le droit de décréter le déshon-
» neur d'une autre nation ».

Tandis que les Anglais, effrayés du succès rapide de tant de siéges, abandonnaient la ville et la citadelle d'Anvers (août 1793), Nieuport se rendit au général Moreau. Les assiégés étaient presque tous des Hanovriens et des Anglais condamnés par le décret de la Convention. Moreau leur offrit la vie; c'était exposer la sienne à la vengeance du tyran. Les proconsuls qui résidaient à Bruxelles, furent consultés; ils opinèrent tous à l'égorgement des prisonniers; mais un représentant du peuple digne de ce nom, Lacombe Saint-Michel, montra de l'horreur pour cette barbarie. Remarquez qu'elle eût fait couler le sang de six mille soldats de la République avant qu'ils plongeassent leur sabre dans le corps des derniers Anglais, prolongé la résistance de l'ennemi, et consumé, dans des sables brûlans et marécageux, l'armée française qui les assiégeait; mais cette humanité envers l'ennemi, et on ose le dire, envers nous-mêmes, ne désarma pas la colère de Robespierre; il dénonça à la tribune les représentans du peuple et tous les généraux de cette armée. Un député s'étant écrié que leur clémence envers les Anglais

avait aussi conservé cinq ou six mille soldats à la République : Eh ! que m'importe six mille hommes, répliqua ce tyran, lorsqu'il s'agit d'un principe ! Il fut précipité le lendemain de la tribune d'où il voulait immoler ces nouvelles victimes.

Moreau méditait alors une des plus belles entreprises de la guerre ; le siége de l'Ecluse. Les troupes ne pouvaient arriver dans l'île où cette forteresse est située, que sur une digue inondée de tous côtés et défendue par une batterie de quatorze canons : tout manquait au général. Ses soldats nagèrent de l'une à l'autre rive ; d'autres s'avancèrent sur des madriers, bravant le feu qui les foudroyait. Ils emportèrent quatre-vingt-dix pièces de canon. Tandis que ce général se signalait par cet exploit le plus hardi de la guerre, son père périssait sur l'échafaud révolutionnaire. A cette mort funeste, il voulut quitter un pays où les hommes et les lois étaient devenus également horribles. Il servit alors ce même pays où des maîtres inhumains pillaient ses biens et avaient assassiné l'auteur de ses jours.

Le Quesnoi se rendit au général Schérer. Après une résistance glorieuse, le commandant anglais dont on a vu la belle réponse aux

menaces des proconsuls, déclara, dans une lettre envoyée au général français, qu'il ne rendait cette place que pour sauver la vie de sa garnison et qu'il faisait le sacrifice de la sienne. Toute l'armée avait admiré sa constance et sa fierté. Bientôt Condé et Valenciennes capitulèrent. Si on eut entrepris ces divers siéges au commencement de la campagne, ils auraient exigé une armée de deux cents mille hommes. C'est une preuve nouvelle que les places ne résistent que lorsque de grandes armées les défendent.

Pichegru rencontra l'avant-garde du duc d'Yorck à Boxtel; c'est un poste naturellement retranché par la Dommel et un ruisseau très-profond. La rivière et le ruisseau sont passés à la nage. Cette audace qui surprenait toujours l'ennemi, lui fit rendre les armes. Trente hussards du huitième régiment les firent mettre bas à deux bataillons anglais : un tambour de dix-huit ans amena seul dix prisonniers. On peut croire ces miracles de bravoure lorsqu'ils sont attestés quinze ans après l'événement.

Le duc d'Yorck fit marcher dix régimens pour nous attaquer. C'était une ruse pour couvrir sa retraite. Pichegru la devine. Il en-

voie une découverte, qui prend trois mille ennemis avec leurs canons, qui force le prince anglais à passer la Meuse et à laisser sans secours Berg-Op-Zoom, Bréda et Bois-le-Duc. Cette action semble peu considérable en soi; elle le deviendra par la prise de ces trois forteresses et par la défaite entière de l'armee anglaise, réduite à l'impuissance de les secourir désormais. Cet art était celui de Turenne; il excite moins d'admiration qu'une grande bataille, mais il mérite plus d'estime.

Le trait suivant peut éclairer nos soldats sur cette fougue impétueuse, que les historiens leur reprochent. Les généraux Souham et Reynier rencontrent un peloton de cavalerie anglaise, qui fait feu et les charge au galop. Les deux généraux se replient sur un régiment de chasseurs français. Ces chasseurs les prennent pour des commandans anglais que la frayeur fait abandonner à leurs cavaliers; ils les chargent avec une fureur aveugle; heureusement aucune balle ne porta. Ces méprises arrivent plus souvent aux Français qu'aux soldats des autres nations.

Le pain des soldats arrivait difficilement d'Anvers à travers les bruyères du Brabant. Bois-le-Duc, sur la rive gauche de la Meuse,

offrait un entrepôt pour les munitions de bouche, et un appui formidable et nécessaire à l'armée, pendant qu'elle chassait le prince anglais; mais l'entreprise du siége était périlleuse, et semblait impossible. Bois-le-Duc est environné de forts inaccessibles; des inondations s'étendaient à plus de trois cents toises de ses fortifications : elle était comme une île au milieu d'un grand fleuve. La grosse artillerie manquait; les pluies devaient rendre la tranchée impraticable. Ces obstacles auraient arrêté le général le plus brave, formé à l'ancienne tactique. Pichegru fait investir le vaste contour de la place par ses escadrons et son infanterie, établit des batteries d'obusiers pour incendier la ville, et malgré la crue des eaux commence la tranchée. De prime abord, ses soldats s'emparent du fort d'Orten. Les journaux du tems rapportèrent d'absurdes rodomontades des Français durant le siége : les commissaires de la Convention, placés quelquefois loin des événemens, envoyaient en France des récits merveilleux, dont la valeur française n'a pas besoin; d'un trait de plume, ils tuaient des milliers d'ennemis, ne perdaient jamais qu'un ou deux républicains, faisaient franchir à

cheval les palissades des forts. La vérité est qu'on entra sans difficulté.

L'attaque du fort de Crèvecœur, armé de trente-huit canons et d'obusiers, fut plus meurtrier. Il se rendit après six jours de bombardement.

Les inondations augmentaient devant Bois-le-Duc, et la tranchée devenait impraticable. Ce siége pouvait nous arrêter plusieurs mois, lorsque le prince de Hesse, qui commandait la place, demanda à capituler. Pichegru trouva dans les forts cent quatre-vingt-dix-huit canons, mortiers ou obusiers, et d'immenses magasins. On reprocha au prince de Hesse, de s'être casematé en homme qui aimait la vie, d'avoir *blindé* sa demeure avec des remparts de fumier, et de ne s'être pas montré en personne aux assiégeans. Le commandant de Grave, qui n'était pas prince, laissa voir dans une lettre qu'il n'était pas content du courage de la garnison de Bois-le-Duc, et que si lui, simple officier de fortune, il eût défendu cette forteresse, il ne l'eût rendue qu'après avoir épuisé le sang de ses troupes et celui de nos soldats. Parmi les officiers français qui se distinguèrent à ce siége par le talent et l'intrépidité, on remarqua le

général Sauviac, commandant du génie : encore malade des blessures qu'il avait reçues au siége de Gertruidemberg, il trouva des forces nouvelles dans son courage. La Convention n'avait pas aboli le décret de mort, quoique le tyran ne fût plus depuis deux mois; tant le bien se fait avec lenteur! Bois-le-Duc renfermait six cents soldats anglais; Pichegru fit sortir de la place trente charriots couverts, et défendit de les visiter : ils cachaient les prisonniers que le décret vouait à la mort.

Trois semaines avaient suffi pour soumettre une place qui autrefois avait résisté un an au prince d'Orange. Si on compare ces succès à la lenteur de nos anciennes conquêtes, on verra combien, en dix-huit mois, Pichegru avait perfectionné l'art de la guerre et accru dans les soldats cette valeur digne d'éloges quand elle défend le territoire ou porte la liberté aux nations soumises (1). Il avait prodigué sa vie pendant ce siége, en visitant sans cesse les tranchées. On y admira aussi le courage bouillant du général Daendels, et la tranquille bravoure du général Dewinter: l'un

(1) Supprimé par la censure.

remarquable par des conceptions hardies, une exécution prompte; l'autre, par des plans que la prudence rendait infaillibles : tous deux vrais hommes de guerre avec des qualités opposées. Le trait qui suit prouvera combien le sacrifice de la vie est facile dans les militaires français : le général Lacombe-Saint-Michel, alors représentant du peuple, suivait toutes les opérations du siége. Il se rendit en plein jour, sur le glacis, et y brava, sans s'émouvoir, plusieurs décharges d'artillerie. Ce courage explique le secret de la moitié de nos victoires; l'autre est dans les plans de nos grands capitaines.

Passage de la Meuse et de larges canaux. — Combat sur la digue du Vaal — Fuite du prince anglais. — Prise de Venloo et de Nimègue. — Tentative inutile sur l'île de Bommel.

Chaque victoire justifiait une tactique nouvelle, qui convenait à des soldats dont aucun n'était exercé à faire des siéges, et moins capables de constance que de triompher en courant. Que Pichegru eût suivi, par crainte, le plan du Comité de Salut public, il faisait égorger sans fruit quatre-vingt mille hommes devant nos places du Hainault, il ne pénétrait point dans la mer d'Allemagne et aux frontières de Westphalie. On estimait à vingt mille les soldats qui avaient péri dans les batailles qu'il venait de livrer dans les plaines; le seul siége de Valanciennes lui eût coûté cinquante mille combattans. En passant la Meuse, il avait laissé Gand, Hult, Axel dans la Flandre, Berg-Op-Zoom et Bréda; toutes ces places devaient se soumettre sans con-

sumer nos forces. Le roi de Prusse (1) fut le seul entre les rois qui reconnut du génie dans ce système ; il écrivit à l'empereur d'Allemagne : « Vous ne pouvez sauver la Belgique de « l'invasion des Français ; ils ont des armées « toujours renaissantes, et leurs généraux « ont inventé une tactique qui déconcerte la « nôtre et la met toujours en défaut ».

Pendant que l'armée de Sambre-et-Meuse s'emparait de Juliers, de Cologne, de Bonn, et menaçait Maëstricht, Pichegru s'avançant vers Nimègue et vers Grave, faisait passer la Meuse à ses soldats (vendémiaire an 3.) Ils furent trois jours sans pain : un brouillard épais les arrêta une nuit au milieu de fossés remplis d'eau. Le général n'entendit pas une plainte sur des souffrances que la liberté leur rendait moins cruelle. Aux premiers rayons du soleil, on leur apporta des provisions; ils les jetèrent pour courir sur l'ennemi, qui s'était retranché sur les digues de la Meuse et du Rhin. Une prairie immense s'offre devant eux, coupée de fossés larges, profonds, et remplis d'eaux croupissantes : au-delà, vers Druten, les Anglais avaient dressé des batteries

(1) Frédéric-Guillaume II, père du roi régnant.

sur une digue qui domine la plaine, que défendaient encore des corps de cavalerie et de nombreux bataillons; leur défense prouvait une bonne tactique. Cette gloire et celle des retraites étaient les seules que leur laissât le général français. Sur chaque fossé étaient des ponts de distance en distance ; ils étaient rompus par l'ennemi qui fuyait le dernier. Ces obstacles croissaient en avançant dans la plaine; le duc d'Yorck pensait que les Français ralentis y viendraient briser l'effort de leur courage; mais deux de leurs colonnes marchèrent vers un canal large de vingt pieds, tout bordé d'artillerie; on bat la charge, elles franchissent les fossés et traversent le canal, ayant de l'eau jusqu'aux épaules. Sur la digue du Vaal, le colonel Bonhomme, à la tête de son régiment, fondit sur les troupes anglaises, et prit un bataillon tout entier. Un simple hussard, nommé Minier, eut l'intrépidité de pénétrer seul dans les rangs d'un autre bataillon ennemi, tua l'enseigne et enleva le drapeau. Un régiment de cavalerie enveloppe un peloton de hussards républicains; ceux-ci le chargent avec tant d'audace et de vigueur qu'ils percent à travers leurs rangs et rejoignent leurs camarades. Sur la digue de la

Meuse, le général de brigade Jardon se précipita avec un régiment de hussards sur la légion de Rohan, presque toute composée d'émigrés français. Ce fut un combat à mort, d'hommes dans la première ardeur de la liberté contre d'autres devenus furieux par l'excès de l'infortune. Ces derniers périrent presque tous sur le champ de bataille, excepté soixante que Jardon sauva de la rage de ses soldats.

Nous étions maîtres du pays qui est entre la Meuse et le Rhin, et Nimègue était la seule place par où l'ennemi pût s'ouvrir un passage; Pichegru la fit investir (brumaire, 1793.) Il chargea Moreau de s'emparer de Venloo, qui devait lier les deux ailes de la grande armée. Cette place ne pouvait résister longtems au vainqueur de l'Écluse; la garnison fut taillée en pièces dans une sortie : le commandant, intimidé par la proximité des ouvrages, capitula. Kléber prit Maëstricht, après onze jours de tranchée ouverte. Nimègue n'était encore attaqué que sur la rive gauche du Vaal; trente-six mille Anglais, campés sur l'autre bord, y faisaient passer sur un pont volant des forces toujours nouvelles. Les lignes avancées, garnies de canons et de mor-

tiers, dont les feux se croisaient, couvraient ses remparts et en faisaient comme un camp retranché : une autre ligne que les ingénieurs nomment *trous de loups*, ceignait la place et lui servait de barrière contre l'effort de notre cavalerie. Il aurait fallu faire passer le Vaal à trente mille hommes de plus pour entourer toute la ville; mais la crue subite des eaux pouvait les séparer du reste de l'armée, et dans un échec ils ne pouvaient être secourus. Le général Souham, qui commandait le siége, regardait cette entreprise comme une vengeance des commissaires de la Convention dont il avait blessé l'orgueil par sa franchise. Il commanda une attaque de vive force; c'était une résolution désespérée. La terreur que nous inspirions aux Anglais suspendit le sacrifice du sang qui allait couler. Des pointes de l'arc formé par sa division, deux batteries tiraient sur le pont volant et coulèrent bas des bateaux qui le soutenaient. Les Anglais effrayés sortirent de la ville pendant la nuit. Ils retirent le pont sur la rive, le brûlent, et abandonnent les Hollandais dans la ville. Ces derniers éperdus se jettent dans un bac pour se sauver, mais leur poids rompt le cable. Nos soldats les retirèrent du fleuve, au milieu des

décharges que les Anglais dirigeaient contre nous à-la-fois et leurs alliés : action inhumaine qui ajoutait à la honte de les avoir abandonnés ! Nimègue ouvrit ses portes.

L'armée française était alors dans le plus déplorable dénuement ; elle avait passé sept mois dans la boue, dans l'eau, dans les marécages ; la moitié était dévorée de gale : tous les soldats étaient sans bas, sans souliers, sans vêtemens, sur le sol glacé qu'ils avaient conquis, et dont ils étaient les maîtres les plus indigens. Le malheur sous lequel ils étaient courbés frappait vainement les yeux des fournisseurs. A peine nos soldats avaient-ils pris une place, que ces hommes au cœur de fer enlevaient tous les draps et ne leur laissaient qu'un pain noir à dévorer. Ce qui prouve que les maîtres des républiques comme ceux des empires se jouent de leurs semblables, c'est que les proconsuls refusèrent à l'armée un repos nécessaire. Renfermés dans des palais, loin de l'inclémence de l'air, ils méditaient une expédition inutile sur les îles de Bommel et de Béthuwe, malgré des chemins impraticables, deux grands fleuves et le manque de barques pour tenter ce passage : si des soldats pénétraient dans l'île, le débor-

dement des eaux pouvait les séparer de l'armée et les laisser à la merci des Anglais. Le général Moreau, dont la prudence éclairait les desseins, prédit des malheurs. Le général Daendels plus impétueux fut entraîné à cette conquête par les prodiges d'audace qu'il avait vus dans les Français aux passages des fleuves. Quatre compagnies de grenadiers passèrent le Vaal, enclouèrent des canons, mais se rembarquèrent aussi vite, pour échapper aux forces supérieures de l'ennemi. L'attaque du fort Saint-André nous fut plus funeste; la mitraille fit périr un grand nombre de Français : mort qui n'est que déplorable quand elle est inutile à la patrie. Le général Daendels eut la noble franchise d'avouer son erreur. Quel courage ou quel art peut toujours vaincre la nature !

L'armée se vit arrêtée par des torrens d'eau dont la Hollande était couverte. Pichegru, affaibli par les progrès d'un mal qui menaçait sa vie, qu'il avait trop prodiguée dans les combats et dans les siéges, s'était retiré à Bruxelles. La Convention lui avait envoyé un plan qui aurait perdu l'armée si la maladie que, dans d'autres tems, il eût supportée sous la tente, sans aller chercher le séjour de

Bruxelles, n'avait suspendu ce funeste projet. Ce général eut l'adresse de sauver l'armée par son éloignement, comme il l'avait fait si souvent par sa présence.

Un froid rigoureux vint geler les canaux et les fleuves. Cet hiver fut un de ces événemens qu'on ne voit qu'une fois dans un siècle ; la fortune semblait le préparer au progrès de nos armes au moment où Pichegru revenait à l'armée. Le général du génie Sauviac l'instruisit des expériences qu'il venait de faire sur la glace ; il lui affirma que si le froid augmentait, ou se soutenait au même degré, on pouvait tout entreprendre, et conquérir en quelques jours le reste de la Hollande.

De nouveaux commissaires de la Convention arrivèrent au camp, avec un faste pareil à celui des proconsuls romains : leur morgue hautaine éloignait d'eux les cœurs des généraux et des soldats. Un de ces représentans du peuple eut la barbarie d'assommer à coups de plat de sabre, sur le glacis de Nimègue, un soldat qu'il vit changer son arme contre celle d'un prisonnier. Il ne parlait que de *liberté et d'égalité parfaite*, et ces deux choses n'avaient pas de plus grands ennemis que lui. Les hommes qui aspiraient à cette liberté,

qui n'est pas celle des sauvages au milieu des forêts, et dont deux états modernes seulement donnaient l'exemple au monde, pensaient que si elle s'établissait en France, ce ne serait pas à de tels hommes que la nation devrait ce bonheur.

Passage des fleuves sur la glace. — Fuite du Stathouder. — Prise de sa flotte sur les glaces du Zuiderzée par la cavalerie du général Moreau. — Honneurs extraordinaires que les magistrats de la Hollande rendent à Pichegru.

On a reproché à Louis XIV d'avoir manqué le moment d'entrer dans la capitale de la Hollande, d'avoir affaibli son armée en la divisant en trop de places, et d'avoir laissé à son ennemi le tems de respirer. Condé et Turenne disaient que ce n'était point avec des garnisons que l'on prenait des États, mais avec des armées. Louvois voulut que tout fut places et garnisons; et ni Turenne ni Condé n'eurent la force de désobéir à ce ministre. Pichegru, avec autant de génie que ces deux capitaines, avait au-dessus d'eux l'expérience de l'histoire, et le courage de résister au Comité de Salut public plus redoutable que Louvois. Aussi évita-t-il les fautes qu'on avait reprochées à Louis XIV. A peine

fit-il les apprêts de son invasion, que le gouvernement hollandais lui offrit la paix, par cet instinct qui ouvre les yeux aux hommes à l'approche d'un grand péril. Les propositions, qui eussent paru avantageuses deux mois auparavant, furent rejetées au moment d'une facile conquête. La maison de Nassau n'inspirait plus de crainte et touchait au terme de sa puissance, comme tant d'autres familles souveraines qui ont brillé un moment sur la terre pour descendre, à leur tour, d'un trône que leurs ancêtres avaient usurpé.

Cette maison s'était fait des ennemis de presque tous les Hollandais, dont les pères avaient bien voulu être gouvernés par elle, mais sans jamais paraître ses sujets. Les usurpations du dernier prince avaient secrètement aigri tous les esprits. Ce peuple se souvenait toujours qu'en 1775, il s'était nommé un chef pour éviter d'avoir un maître; que son stathouder était électif, et qu'il avait le droit de le supprimer. Il en avait fait voir un exemple du tems même de Louis XIV; (1) mais malheureusement pour les rois et pour les peuples dignes de la liberté, tout gouverne-

(1) Supprimé comme une allusion, en 1810.

ment tend à l'absolu pouvoir; il le saisit dès qu'il a la force en main, et que les premiers d'une nation le favorisent. Le stathouder, qui gouvernait en 1747, viola la constitution de son pays, en rendant sa dignité héréditaire dans les mâles et les femmes de sa maison. Les ancêtres de ce peuple auraient puni cet essai de la tyrannie; mais les Hollandais étaient alors moins jaloux de leur liberté, qu'attentifs aux avantages de leur commerce, qu'ils craignaient de troubler: ils se soumirent presque sans murmurer.

Le dernier des stathouders attenta ouvertement, en 1787, aux droits du peuple; il nomma à toutes les places; et toujours plus ambitieux, il voulut donner celles où les députés des villes représentent la nation. Des provinces se révoltèrent; le stathouder réduisit ses sujets avec les troupes du roi de Prusse, son beau-frère. (1) Il est des tems où une nation n'a rien de mieux à faire que de souffrir l'usurpation lorsqu'elle ne se joint point à l'intolérance et à la cruauté. Tant que le stathouder fut le plus fort, il méprisa le ressentiment du peuple hollandais; mais

(1) Supprimé comme allusion.

quand une armée française parut dans le voisinage de la Haye, ses courtisans et ses ministres se troublèrent; (1) et la force du despotisme à son tour fut vaincue par celle de la liberté. Quelle haute leçon pour ceux d'entre les rois qui règnent par la volonté de leurs nations! Les Hollandais ont cru trouver la cause de leur asservissement dans l'alliance de leur stathouder avec le roi de Prusse, et dans ses gardes étrangères. Qu'ils lisent l'histoire de leurs ancêtres, ils verront que le joug qui leur fut imposé, vint d'avoir dégénéré des simples vertus de ces hommes tous marins ou soldats pour la patrie, et d'avoir sacrifié, pour les richesses du commerce du monde, ce fier ressort de l'âme, que les nations, non moins que les particuliers, perdent dans l'avarice, dans l'amour du gain, comme dans l'extrême indigence.

Pour conquérir la Hollande, il fallait un hiver aussi rigoureux que celui où Charles XII, roi de Suède, perdit la moitié de son armée. Les habitans du Brabant hollandais étaient si convaincus que nous échouerions dans ce projet, que lorsque nous leur disions

(1) Supprimé par la censure.

que nous prétendions aller au Zuyderzée; ils répondaient gravement : « Eh bien, on « vous y noiera ». Cette conquête semble impossible dans les tems ordinaires, par les fleuves, les lacs et les larges canaux. A l'approche d'une armée, les Hollandais peuvent percer les digues qui retiennent les eaux de la mer et inonder leurs provinces. Si le général français eût attendu le printems, il est à croire qu'ils eussent pris ce parti extrême, à l'exemple de leurs ancêtres qui noyèrent toutes les campagnes, pour arrêter Louis XIV. » Amsterdam, dit Voltaire, fut alors » comme une vaste forteresse au milieu des » eaux, entourée de vaisseaux de guerre, qui » eurent assez d'eau pour se ranger autour » de la ville; ces extrémités parurent moin- » dres que l'esclavage. »

Tandis que le général prussien Molendorf n'osait passer le Rhin sur la glace, nos soldats conduits par Pichegru se battaient le jour, et campaient toutes les nuits sur les inondations glacées de la Hollande (1794.) Le général Daendels marcha, sur la Meuse, à l'île de Bommel; la garnison hollandaise fut facilement vaincue par une attaque, dont les élémens paraissaient complices : à la

guerre, ce qui surprend décide de la victoire. Bréda fut emporté : la ville de Grave, chef-d'œuvre de fortifications, était investie depuis plus de trois mois; le commandant hollandais avait vu chasser les armées qui pouvaient le secourir. On l'avait sommé, on bombardait sa ville; isolé, il n'en fut pas moins inébranlable. Il ne se rendit que lorsqu'il eut épuisé le sang de ses soldats et toutes ses munitions.

La violence du froid avait glacé le cours rapide du Vaal (nivose an 3, 1794.) Deux cents mille Français manœuvrèrent sur ce fleuve, traînant avec eux leur pesante artillerie. La patience des soldats parut le comble de l'héroïsme; fixes à leurs postes, sans crainte, sans murmure, ils trouvaient sur les eaux la mort qui les avait épargnés sous les voûtes des forts embrâsés : malgré l'âpreté d'un climat plus mortel que les batailles, *ils faisaient leur service avec tant de gaîté, qu'on les aurait pris pour ces anciens Saliens qui chantaient et dansaient dans leurs cérémonies en l'honneur des dieux belliqueux.* (1)

(1) Relation de la conquête de la Hollande, par M. le général Sauviac.

Le prince d'Orange était campé près de Gorcum ; l'armée anglaise s'étendait de Culembourg au canal de Panerden, et vingt-cinq mille Autrichiens, aux ordres d'Alvinzi, occupaient la ligne depuis Arnheim jusqu'à Wesel; Macdonald, Vandamme et Moreau battirent le prince Anglais, repoussèrent vingt charges des Autrichiens, et emportèrent toutes les batteries dressées sur les digues du Vaal : alors rien ne put empêcher l'envahissement de toutes les Provinces-Unies

On sait que ces provinces sont le pays le plus bas de l'Europe; les Flamands l'appèlent un *Polder*, qui signifie terre volée à l'eau. La West-Frise, et surtout le comté de Flandre seraient à chaque instant menacés de disparaître sous les eaux de la mer, sans les digues qu'on élève avec des frais énormes. On raconte que les Hollandais ayant déplu à un empereur des Turcs, il dit en colère : « Si » ces marchands ne fléchissent, j'enverrai » chez eux un corps de pionniers pour jeter » toutes leurs terres dans la mer. » Le stupide despote ignorait que leurs écluses, plus redoutables que ses canons, auraient englouti ses armées, avant qu'elles pénétrassent au cœur de la Hollande.

L'armée française n'avait à craindre qu'un dégel, et il survint malheureusement : on éprouvait les plus vives alarmes. Le lendemain, les fleuves et les canaux se raffermirent sous le poids de l'armée au moment de disparaître dans des abîmes entr'ouverts. Elle marche vers cette grande île que forment le Vaal et le Leck avant de se confondre dans la Meuse, s'empare de Burick, de Culembourg, et se présente devant la forteresse de Gorcum gardée par le prince d'Orange. Cette place est la porte de la Hollande par ses ouvrages et ses faciles inondations : les glaces en rendirent l'abord aussi aisé que celui des autres villes. Le stathouder, pour n'être pas prisonnier, fut réduit à la dure extrémité d'abandonner ses états : après de tristes adieux, dans la Haye, à ses sujets que son malheur ne put émouvoir, il s'embarqua pour l'Angleterre. (1) Leçon triste pour lui, heureuse pour d'autres rois, s'ils pouvaient craindre de devenir odieux par l'absolu pouvoir, dans les pays où la liberté respire au fond des cœurs ! Le stathouder avait ce qu'on nomme un parti, mais point

(1) Supprimé par la censure.

de peuple. Les places et l'argent qu'il distribuait semblaient lui avoir attaché quelques hommes, tant qu'il n'y eut pas de grande révolution; mais dans cette inconstance du sort, les ambitieux qu'il avait élevés, montrèrent moins de courage que les mécontens de ses états; il se vit abandonné de ses sujets, et vaincu par des généraux et des officiers hollandais, autrefois exilés par lui, et qui marchaient, pour l'en punir, aux avant-gardes de l'armée française.

Les villes de Dursted, de Rhenen, d'Arnheim, d'Amersfort, venaient se rendre à l'envi au vainqueur de Clairfait, du duc d'Yorck et du prince d'Orange; des députés de la province d'Hollande lui présentèrent, dans Utrecht, les clés d'Amsterdam, l'entrepôt du commerce de l'Europe. Pichegru les suivit, et fit son entrée dans cette ville au bruit de l'artillerie et d'une musique guerrière : les plus belles femmes vinrent lui offrir des couronnes de fleurs; l'enthousiasme fut si vif, qu'il fut porté en triomphe par les vaincus jusqu'à l'Hôtel-de-ville.

Les Français n'avaient qu'à se présenter à la porte des villes, pour s'en rendre maîtres. Entre Gertruydemberg et Dordrecth est un

lac nommé Biesbos. Chaque pays est affligé par ses fléaux. Voyez l'Italie où des villes sont couvertes sous la cendre et la lave des volcans : on marche en Suisse sur les débris des montagnes qui se précipitent sur les habitations des hommes : la Hollande sera un jour submergée : en 1421, la mer rompit une de ses digues, et couvrit en un instant soixante-douze villages qui s'élevaient à la place du lac de Biesbos. C'est à travers ce vaste réservoir de la mer, qu'une division française s'avança à la conquête des villes de Dordrecht et de Rotterdam: Les Hollandais fidèles au stathouder furent forcés de se soumettre; ceux qui l'avaient abandonné dans son malheur s'allièrent à nous pour lui résister, s'il tentait de rentrer la force à la main. Les États-Généraux ordonnèrent aux officiers du prince de livrer ses places fortes aux Français; nos généraux ne désarmèrent point les garnisons, satisfaits du serment qu'elles firent de ne plus porter les armes contre la république. Les magistrats de La Haye donnèrent l'exemple de l'estime pour le général français; il semblait plus un libérateur qu'un vainqueur redoutable. Ils le logèrent au château même du stathouder, et le firent servir dans un

superbe festin, par les domestiques du prince en grande livrée; ces hommes lui rendirent encore plus de respect qu'à leur maître, qui n'avait pas su conserver ses états : sujet de méditation profonde pour les courtisans! Eux et les valets du prince se voyaient brillans d'or, mais vaincus, mêlés à des guerriers au teint basané, dont le fer victorieux leur faisait respecter avec surprise leur mâle pauvreté et les lambeaux de leurs grossiers uniformes.

La conquête des provinces d'Over-Yssel, de Groningue et de Frise, achevèrent de nous livrer toute la Hollande, malgré le grand fleuve et les places fortifiées qui leur servent de barrière. Le passage de l'Yssel par nos soldats inspira une si grande terreur aux Anglais qui gardaient encore ces trois provinces, qu'il suffisait de faire paraître de loin vingt grenadiers pour mettre en fuite deux de leurs régimens. Toutes ces victoires étaient remportées par de jeunes soldats de la réquisition, la plupart élevés dans la mollesse, à qui leurs pères ne croyaient pas la force de porter un fusil : sans pain, sans vêtemens, ils couchaient sur la terre humide; ils donnèrent aux jeunes gens nés dans les campagnes

l'exemple du courage, qui est toujours plus grand dans l'homme bien élevé, et parurent plus qu'eux endurcis aux travaux et aux fatigues de la guerre.

L'étonnement que donnent ces conquêtes cède à l'éclat d'une expédition singulière de la cavalerie commandée par le général Moreau ; la flotte du stathouder fut surprise par les glaces, en entrant dans le détroit qui est entre la West-Frise et l'île du Texel; l'eau de la mer s'y durcit comme le lit d'une rivière. Moreau, voyant des bâtimens armés et des vaisseaux marchands arrêtés dans les glaces, y fit traîner ses canons pour les battre comme des forteresses : ses cavaliers coururent sur les eaux du Zuyderzée, et, comme des marins, prirent les vaisseaux à l'abordage. C'est la première fois qu'on a vu des escadrons s'emparer d'une flotte sur les abîmes de la mer qui menaçaient de s'ouvrir sous le poids des canons, des hommes et des chevaux.

L'armée anglaise s'était sauvée au fond de la Westphalie. Le roi de Prusse voyant cette frontière de ses états ouverte au conquérant de la Hollande, fit la paix avec la République. La terre manqua alors au général français ; il n'eut que la mer devant lui. La Hollande

dans cette révolution, n'eut à gémir d'aucune des calamités qui avaient désolé la France; ses habitans se disputaient à l'envi à qui recevrait le plus de Français dans leurs maisons, qui, comme on sait, sont des sanctuaires de bonnes mœurs et de vertus; et l'armée française mit le comble à la gloire de sa conquête par un désintéressement et une discipline admirables dans des troupes indigentes et victorieuses.

Pichegru généralissime à Paris, pendant une sédition.

La Convention nationale était haïe du peuple qui ne la craignait plus, depuis qu'elle s'était délivrée de son tyran. Menacée de voir le palais des Tuileries, où elle gouvernait, emporté d'assaut, comme au 10 août 1792, elle annonça, par un décret, qu'elle se rassemblerait à Châlons-sur-Marne, si les ennemis de la République, à Paris, tentaient de la disperser. Le peuple, toujours plus malheureux, s'arma de piques et se fit précéder de deux mille femmes, maigres et livides comme les furies, pour demander du pain dans l'enceinte même de ses assemblées. Ce peuple n'était pas tout-à-fait coupable; la faim le consumait. On accusait publiquement le Comité de Salut public d'avoir produit la famine, pour lui ôter la force de se révolter. C'était une calomnie, sans doute, mais on la crut. Le bas peuple s'assembla une seconde fois, entra, à force ouverte, dans le palais, demanda insolem-

ment du pain et la constitution de 1793, que Robespierre même avait laissée dans l'oubli comme trop républicaine. La Convention, sous un prétexte de bien public, celui de protéger les subsistances qui *devaient arriver* des provinces, fit distribuer aux citoyens des armes contre les prolétaires, et nomma Pichegru généralissime. Ce général n'eut qu'à se montrer à la tête de cinq ou six mille soldats tirés de son armée; la multitude lui abandonna, sans combat, ses canons et ses armes. Ce fut le premier exemple, qu'il suffit de quelques soldats et d'un nom qui impose, pour réduire une capitale soulevée : le second fut donné un an après, le 13 vendémiaire, par Bonaparte.

La Convention reçut Pichegru comme son sauveur et celui de la France « Ce sera une douce satisfaction pour moi, lui dit ce général, d'apprendre à nos frères d'armes que la Convention a abattu le reste de la faction tyrannique qu'elle frappa le 9 thermidor an 2. Ils ne jetteront plus derrière eux ces regards inquiets, pour les jours de ce qu'ils ont de plus cher; ils ne verront plus comme ennemis que les tyrans extérieurs qui veulent les asservir : nous les combattrons. La Convention nationale veut

la liberté, le peuple la soutiendra et les armées la feront triompher ». Le président lui répondit : « Brave général, tu as vaincu de grandes armées, les fleuves n'ont pu arrêter ton courage, et tes loisirs mêmes ont été utiles à la patrie. Les factieux sont aussi dangereux à la République que les Autrichiens. Annonce à tes frères d'armes que la Convention nationale déploiera, contre les artisans de l'anarchie, ce courage dont vous donnez l'exemple sur les bords du Rhin ».

Pichegru abandonne Manheim aux Autrichiens. — Révolution. — Pichegru est transporté à Cayenne.

En vendémiaire an 4 (1795), l'armée autrichienne osa violer le territoire de la Prusse, qui avait fait une paix séparée avec la République; quelques partis enlevèrent, devant Mayence, des lignes qui auraient dû résister à cinquante mille hommes. A Manheim, un commandant français, pour gagner du terrain, avait commis l'imprudence de prendre position en avant de la ville; son excuse est de n'avoir pas prévu qu'il serait trahi par Pichegru. Les Autrichiens profitèrent de cette faute; ils retirèrent leurs postes de la rive droite du Rhin, pour renforcer leur corps de bataille. Pichegru envoya Montaigu commander à Manheim; ce général, ancien officier de gendarmerie, sortait de l'armée de Sambre-et-Meuse. Pichegru lui confia cette place, parce qu'il le crut incapable de la défendre. Les Autrichiens attaquèrent le camp

avancé de Manheim, le même jour que Mayence, avec une telle impétuosité qu'ils le forcèrent; ils s'emparèrent de la tête du pont du Necker. Montaigu le reprit et tua, de sa main, le prince de Schawartzbourg. Pichegru, sous prétexte de rallier son armée, venait de quitter Manheim bloqué sur la rive droite du Rhin. Montaigu, dont la paye, comme celle de tous les généraux, n'était que de huit francs par mois en argent, avait reçu l'ordre de n'imposer aucune taxe de guerre, de la part du Directoire qui craignait d'indisposer les habitans. Malgré cet obstacle, il obligea les Autrichiens à attaquer cette place méthodiquement; et, divisant ainsi leurs forces, il favorisa le retraite des armées. Rien ne fut négligé pour le corrompre. Le brave Beaupuy, mort depuis au champ d'honneur, alors dans une position non moins difficile, lui écrivait : « Allons, brave général, votre défense de Manheim vous fera bien de l'honneur ».

Après onze jours de tranchée ouverte, deux brèches, l'une de cent pieds de longueur, l'autre de deux cent quatre-vingt, Montaigu était dans son dernier retranchement. Le baron de Wurmser, qui avait ménagé le palais, par égard pour le prince Palatin, écrivit à Mon-

taigu : « Je sais que ce palais est le seul asile pour vous et les habitans contre mon artillerie ; mais il dépend de moi de le détruire ». L'effet suivit la menace. Montaigu capitula. La garnison obtint les honneurs de la guerre. M. de Wurmser lui accorda, sur sa parole, sa rentrée en France : mais la calomnie l'avait devancé ; on le constitua prisonnier. Après dix-neuf mois, un conseil militaire reconnut son innocence. Il eût suffi des sommations imprimées, du général Wurmser, pour le justifier. Le Directoire avait des soupçons sur Pichegru ; ils furent confirmés, quelques mois après, par cette lettre, découverte dans le portefeuille du marquis d'Entragues. On soupçonna ensuite ce marquis d'avoir vendu son portefeuille à Bonaparte, qui l'envoya au Directoire ; car comment se serait-il exposé à être arrêté à Venise par un vainqueur qui devait le faire fusiller ? D'autres accusent le Directoire d'avoir fabriqué cet écrit. On nè voit que bassesse dans les deux partis.

« J'ai laissé à Manheim, écrivait Pichegru au prince de Condé, neuf à dix mille hommes, tout ce que j'ai de plus mauvais dans mon armée. J'espère qu'il en reviendra peu et que les Autrichiens en feront bon marché. J'ai

donné le commandement au général Montaigu, officier sans talens, que je regarde comme hors d'état de soutenir long-tems le siége. Manheim rendu, qu'on m'attaque et je réponds du succès ».

Un historien a écrit que Pichegru fit une *honorable retraite*. Le Directoire le nomma ambassadeur en Suède, pour l'éloigner. Il refusa et se retira près de Besançon, où il lui fut facile de se faire nommer député. Le gouvernement connut bientôt toute la trahison de ce général : il en avait la preuve ; mais il dissimula quelque tems ; il savait qu'un autre complot se tramait pour le renverser. Il fit avancer un corps de troupes, commandé par Hoche, ennemi de Pichegru. Ce dernier s'éleva, dans l'Assemblée, contre la marche de soldats qui passaient les limites fixées par la constitution.

« Soldats de la liberté, disait Pichegru, autrefois, dans l'état monarchique, les armées étaient la propriété d'un maître et ne connaissaient que sa volonté. Maintenant, vous appartenez à vous-mêmes et à la nation ; vous ne devez rien faire qui détruise ou même altère ce que son vœu a établi : vous devez protéger les institutions sociales et conserver les pou-

voirs émanés directement du peuple. C'est pour la nation seule que vous devez combattre ». Les soldats ne voulurent plus reconnaître la voix d'un général qui n'était point à la tête d'une armée; et le Directoire, avec une mauvaise foi, excusable par la perfidie de ses ennemis, attribua la marche des troupes à une erreur de route, et acheva de méditer son coup d'état. Six jours après (le 18 fructidor an 5), il fit entourer, à cinq heures du matin, les deux conseils, et conduire au Temple Pichegru et Willot, avec dix-sept autres députés.

On lut, sur les murs de Paris, une proclamation du Directoire. Il y avait eu, entre le prince de Condé et Pichegru, général en chef de l'armée du Rhin, une négociation pour livrer la frontière d'Huningue. Pichegru devait marcher sur Paris avec les émigrés, et proclamer Louis XVIII. Le prince de Condé lui promettait le gouvernement d'Alsace, le cordon rouge, le château de Chambord, douze pièces de canon enlevées aux Autrichiens, un million comptant, deux cents mille livres de rente; la terre d'Arbois, sa patrie, aurait porté le nom de Pichegru. Ce général avait répondu : « Je ne ferai rien d'incomplet; je ne veux pas être le troisième tome de Lafayette et de Dumou-

riez; mes moyens sont grands comme mes ressources, tant à l'armée qu'à Paris. Je sais qu'il faut en finir; que la France ne peut rester en République et qu'il lui faut un roi; mais il ne faut commencer cette révolution que quand on sera bien sûr de l'opérer efficacement et promptement. Il faut que vous sachiez que, pour le soldat français, la loyauté est au fond du gosier : en lui faisant crier, *vive le Roi!* il faut lui donner du vin et un écu dans la main; que rien ne lui manque en ce premier moment, et que mon armée soit payée jusqu'à la troisième ou quatrième marche sur le territoire français ».

Personne ne crut à cette conspiration; elle était cependant réelle. Il y a eu en France deux cents complots, depuis vingt-sept ans, et je n'en ai pas vu un seul auquel le peuple ait ajouté foi. Il en est de même en Angleterre. C'est un des malheurs des gouvernemens : en les faisant détester, on pense y parvenir, ou, ce qui console, renverser ceux qu'on envie. Quelques mois après, Moreau envoya au Directoire d'autres écrits, trouvés dans le fourgon d'un major-général autrichien, qui fuyait devant lui. On peut lire ces détails dans la vie de Moreau. On n'avait

pu expliquer la découverte du portefeuille de d'Entragues, à Venise, qu'en disant que celui-ci l'avait vendu; mais, ce qui surprend davantage, c'est que d'autres papiers, écrits par Pichegru, aient été saisis sur le charriot de guerre d'un général autrichien, exposé, depuis plus d'un an, à la vue des Français. Il semble que les Anglais qui dirigeaient toute cette politique, ayant échoué dans la première entreprise, placèrent ce charriot dans le camp autrichien pour qu'il fût pris et devînt un brandon de discorde entre les deux partis.

Pichegru et dix-neuf députés, enchaînés dans des voitures fermées de grilles de fer, furent conduits à Rochefort, où on les embarqua pour Cayenne. Après six mois de souffrances dans cette colonie, Pichegru inspira à sept de ses compagnons la résolution la plus hardie. Ils se présentèrent à la porte du fort de Synamary, pendant que tout dormait. Pichegru monte, avec Aubry et le général Ramel, sur le bastion; ce dernier va droit à la sentinelle, en lui demandant l'heure qu'il est; la sentinelle fixe les étoiles; il lui saute à la gorge; Pichegru la désarme et l'entraîne, en la serrant pour l'empêcher de crier. Ils rejoignent leurs camarades au pied du rempart et entrent dans la pirogue qui les attend.

Ils arrivèrent au fort de Monte-Krufk, après neuf jours de dangers. Le commandant, qui n'aimait pas le Directoire, feignit de ne pas les reconnaître, et les laissa passer comme des marchands de Surinam, colonie anglaise; un petit bâtiment les porta à l'embouchure de la rivière de Démerary. Enfin, ils s'embarquèrent à Déal pour Londres, où les ministres anglais leur firent l'accueil qu'ils font toujours *à tout homme du continent* (people of the continent), qui peut nuire un jour à son pays. Il est des offenses ou des maux qui ne se pardonnent pas entre simples particuliers. Il semble que les grands, avec plus d'orgueil, aient moins de souvenir. Dans une séance de la chambre des pairs, on vit Pichegru entre le duc d'Yorck, qu'il avait vaincu près de Lille et en Hollande, et le Stadhouder, qu'il avait détrôné.

Mort de Pichegru. — Opinions diverses à ce sujet.

On doit cette justice à Bonaparte, que du jour où il s'empara du pouvoir, il adoucit le sort de tous les proscrits. Ce fut l'intérêt de sa politique. Mais ceux qui gouvernent font le bien si rarement qu'on doit les louer quand cela arrive, et laisser à l'ingratitude la triste découverte de l'égoïsme dans la vertu. Pichegru ne fut pas rappelé. Bonaparte savait qu'il recevait des ministres anglais une pension de quinze cents livres sterling, comme Dumouriez. Si Pichegru se fût retiré chez de moins implacables ennemis, Bonaparte l'eût craint encore comme rival, mais n'aurait pas pu refuser son retour.

Pichegru, après avoir débarqué sur une côte isolée de France, se cacha à Paris. Comme dans tous les complots, il y a toujours quelque chose de plus honteux que le complot même, un ancien ami et une femme qu'il avait aimée firent connaître sa retraite à la police, pour une somme de cent mille francs.

Un commissaire et six gendarmes entrèrent, pendant son sommeil, dans sa chambre, à trois heures du matin. Il fut enveloppé dans ses draps, avant qu'il pût saisir un poignard et deux pistolets sur sa table de nuit.

Interrogé par MM. Réal, conseiller d'état, et Dubois, préfet de police, il parut plus ferme que ces deux magistrats. Il fut trouvé mort dans sa prison, avant de paraître devant la cour avec cinquante de ses complices. Un procès-verbal apprit qu'il s'était étranglé avec une cravatte serrée par le bâton d'une chaise, *dont il s'était servi comme d'un tourniquet.* Mais tout Paris crut que Bonaparte l'avait fait assassiner. Pendant que j'étais à Londres, M. Warden, anglais, et le duc de Rovigo publièrent deux écrits qui prouvent que Pichegru avait médité de se détruire. Six jours avant sa mort, il avait demandé tous les livres, surtout Sénèque, qui conseillent le suicide, et ont appris aux mortels désolés que, « par cette puissance qu'on prend sur soi-» même, on peut, à tous les instans, échapper » à toute autre puissance ». (1)

Si à l'éclat, on préfère les services réels,

(1) Montesquieu.

aucun général ne surpassa la gloire de ce grand capitaine. Il avait repris nos places du Rhin et du Nord, et chassé les Autrichiens, les Anglais et les Prussiens du territoire. Voilà pour la liberté. La prise de la Hollande est l'exploit le plus singulier et un des plus glorieux de la révolution. Louis XIV y avait échoué, avec une armée commandée par Turenne. Pichegru n'imposa d'autre condition aux Hollandais que d'être libres : il refusa d'eux une pension de mille louis, dans un tems où il portait un habit de bure et avait moins de dix-huit cents francs, par an, de sa République. Ce désintéressement, qui égalait alors plus d'un général français aux Camilles, ne dura que deux ou trois ans. On sait quel général mit le premier d'accablans impôts sur les vaincus, et quels généraux suivirent son exemple.

On a cité avec répugnance cette lettre où Pichegru avouait le dessein de faire périr vingt mille Français devant Manheim, pour attirer une armée autrichienne sur le territoire. Personne ne croira que Pichegru ait été si différent de lui-même. Le portefeuille de d'Entragues, *trouvé à Venise*, a dû être prodigieusement altéré. L'échec de ce général,

sous Manheim, fut un des jeux de la fortune; car l'armée de Jourdan, qu'on n'osa pas accuser, éprouva, le même jour, à la même heure, le même revers devant Mayence. Il est indubitable que Pichegru résolut de rendre la France à ses anciens souverains; mais on sait aussi qu'il voulait consommer cette révolution sans guerre civile, sans le concours des Autrichiens. Il sonda le cœur de ses soldats, et les trouvant encore dans cette ferveur pour la République, qui eût fait verser des flots de sang, il remit son plan à des tems plus éloignés.

Après tant de vœux inutiles pour la liberté, de conquêtes perdues et deux invasions de tous les peuples armés, qui épuisèrent la France de plus d'argent que Bonaparte n'en ravit à l'Europe, combien de Français regretèrent que Pichegru n'eût pas réussi vingt ans plus tôt, si cette révolution devait coûter aussi peu de larmes que la révolution faite par Monck et les Anglais seuls, sous le fils de Cromwel. Pichegru, conspirant en faveur d'un roi, paraît moins coupable, aujourd'hui, aux républicains détrompés, que Bonaparte conspirant pour se faire Empereur.

La France fut heureuse d'échapper à un

dernier malheur, le démembrement de ses belles provinces, après l'exemple de tant d'états ravis par un insatiable conquérant. Elle ne pouvait attendre cet avantage inespéré, des vainqueurs de Bonaparte, pleins de ressentiment et d'ambition; elle le dut au respect de ces mêmes vainqueurs pour un Bourbon détrôné. Pendant que Bonaparte perdait jusqu'aux conquêtes que la France avait faites avant lui, un roi, sans armées, conserva toutes les conquêtes de ses ancêtres. Louis, en montant deux fois sur le trône dont Bonaparte descendait, a prouvé que les seules qui soient durables sont celles que le tems a confirmées.

« La France, telle qu'un corps robuste que la perte de son sang n'aurait pas épuisé, est, de nos jours, le même royaume, dont la force, depuis deux cents ans, dit milord Chesterfield, oblige la prudence de deux ou trois puissances du premier ordre à s'unir entre elles pour la balancer ». Aux conquêtes de ses aïeux, respectées par l'ennemi, Louis a joint l'inestimable don d'une Charte et de la liberté. Puissent ses successeurs la respecter toujours et le peuple n'en abuser jamais! L'Angleterre, qui retrouva la Charte donnée par ses rois saxons, cinq cents ans avant que la France en eût une,

ne vit tant de guerres civiles et de détrônemens, que parce que le peuple et, plus souvent, les rois manquèrent à ces deux devoirs.

Des historiens ont justifié Alexandre d'avoir ravagé l'Orient, parce qu'il l'avait éclairé. La postérité pardonnera à Bonaparte ses conquêtes, si elles deviennent, comme je le crois, l'origine de toutes les libertés. En soumettant les peuples à son épée, il alluma chez eux l'amour de l'indépendance, comme on enflamme les grandes passions par l'absence de l'objet aimé. Dans nos tems modernes, quelques nations durent ce résultat à la tyrannie; c'est la première fois qu'il embrasse tout le genre humain. Cette philosophie, dont les principes doivent s'appliquer avec sagesse à l'art de gouverner, transplantée de la Grèce à Rome, n'était connue que du Parlement anglais, il y a quarante ans. Elle se montra, par intervalles, dans nos livres et dans nos assemblées publiques; Bonaparte, qui craignait sa voix, la couvrit de chants de victoires. Mais enfin, foulée par le poids des armes, comme le salpêtre dont la force augmente sous la main qui le comprime, elle brisa sa prison, lançant au loin le cri de liberté. Deux cents millions de voix unanimes, dans les deux mondes, l'ont répété.

NOTES SUR PICHEGRU.

J'ai connu des généraux de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui font remonter plus haut le dessein de Pichegru contre la République. Au commencement de 1794, quand il fut nommé général en chef de l'armée du Rhin, il est certain que les généraux autrichiens tentèrent de le corrompre. Il se garda d'en rien dire aux représentans du peuple : ce tort accrut le soupçon. Un général français n'avait alors que huit francs par mois en numéraire ; il était exposé à la faim comme ses soldats. L'abondance était dans le camp ennemi: *Paupertas malesuada malorum.*

Après la bataille de Fleurus, Jourdan, qui l'avait gagnée, cessa d'être sous la dépendance de Pichegru, qui en conçut de la jalousie et voulut lui enlever seize mille hommes, pour affaiblir d'autant l'armée de Sambre-et-Meuse ; ce qui lui fut refusé. Le général N*** témoin irrécusable, dit dans ses mémoires, qui n'ont jamais paru, que Pichegru essaya de mettre aux prises l'armée de Sambre-et-Meuse et celle du Nord. M. Guiton-Morvaux était alors représentant du peuple près de la dernière. C'était, comme on sait un célèbre chimiste : il avait abandonné la science paisible dans laquelle il excellait, pour la vie agitée des camps où il aimait à dominer. Il dit à Pichegru : « Général, il paraît qu'il se prépare quelque chose d'affreux entre les deux armées. » Pichegru répondit : il n'y a qu'un mauvais sujet qui ait pu vous dire...... — Vous lui rendriez plus de justice, si vous le connaissiez.—Je ne me trompe jamais. — Il paraît que les généraux prétendent la supériorité sur les représentans : je saurai les faire respecter. — Si vous le croyez, *citoyen représentant*, prenez ma démission. — On saura l'accepter quand il en sera temps ». Guiton-Morvaux se calma, et dissimula son ressentiment, pour ne pas contrarier les

opérations de l'armée. — « Pichegru, disent ces mémoires, comprit qu'il était dévoilé, et rivalisa de gloire avec Jourdan, malgré sa jalousie et son système, caché au fond du cœur, de rétablir la monarchie ». Il est difficile de croire, comme les mémoires voudraient l'insinuer, qu'il ait conquis ensuite la Hollande malgré lui.

M. Warden, Anglais, attaché à Bonaparte dans l'île Sainte-Hélène, comme chirurgien, rapporte cet entretien au sujet de Pichegru. « A cette époque de ma vie, dit Bonaparte, j'avais réussi à rendre l'ordre et la tranquillité à un royaume déchiré par les factions et noyé dans le sang. La nation me plaça à sa tête. Je n'arrivai point comme votre Cromwell, ou votre Richard III. Non. Je trouvai une couronne dans un ruisseau fangeux; je la nétoyai et la plaçai sur ma tête. Réal me disait tous les jours dans ses rapports, que des conspirations fomentaient; les noms mêmes m'étaient donnés : mais on ne pouvait obtenir de preuves satisfaisantes; la vigilance continuelle de la police était en défaut. Le général Moreau commença à donner des soupçons, et je fus pressé sérieusement de donner l'ordre de l'arrêter. Mais son caractère était tel, son nom si grand, l'estime qu'on lui portait si universelle, qu'il me parut n'avoir rien à gagner et tout à perdre en conspirant contre moi. Je refusai donc l'ordre de l'arrêter, en signifiant ces mots au ministre de la police. « Vous avez nommé Pichegru, Georges et Moreau. Prouvez-moi que le premier est à Paris, et je donne sur-le-champ l'ordre d'arrêter le dernier. »

« Une circonstance très-singulière me conduisit à l'évidence du complot. Une nuit que j'étais agité et sans sommeil, je m'élançai de mon lit, et j'examinai la liste des traîtres qu'on soupçonnait. Le hasard qui gouverne ce monde, me fit tomber sur le nom d'un chirurgien qui revenait des prisons de l'Angleterre. L'âge, la naissance, l'expérience de la vie dans cet homme, me firent penser que sa conduite devait être attribuée

à tout autre motif qu'à un fanatisme de jeune homme pour la royauté. Aussi loin que j'en pus juger, *l'argent me parut son objet.* Je le fis arrêter. On fit semblant de le juger. Il fut condamné et informé qu'il n'avait que six heures à vivre. Le stratagème eut l'effet qu'on désirait; il fut effrayé au point d'avouer tout. »

« L'Angleterre, continua Bonaparte, m'accuse de la mort de Pichegru. » C'est très-sûrement, lui répliqua M. Warden, l'opinion générale, qu'il fut étranglé en prison par vos ordres. « Quelle fausseté! quelle folie! s'écria Bonaparte : belle preuve que le préjugé peut détruire cette raison si vantée des Anglais! Pourquoi, je vous le demande, lui ravir en secret cette vie que la loi réservait à la main du bourreau? C'était bien différent à l'égard de Moreau : s'il fût mort dans un cachot ç'eût été matière à justifier le soupçon, qu'il n'était pas coupable de suicide. C'était un homme cher au peuple et adoré de l'armée. Je n'aurais pu échapper à la haine, quelque innocent que j'eusse été, si la justice de sa mort (en supposant que les lois l'eussent déclaré criminel) n'eût pas été prouvée à tous les yeux par l'exécution la plus publique. »

Voici ce qu'on n'osait se dire qu'en secret, lorsqu'on apprit la mort de Pichegru. — Bonaparte craignait les révélations de ce général devant le tribunal : la haine, excitée contre lui par le procès de Moreau, devait doubler par celui de Pichegru. C'était trop de ces deux grands accusés; il condamna le dernier à être étranglé dans sa prison par quatre Mamelucks; il les fit fusiller, le lendemain, pour dérober la trace de son crime; expédient fort singulier pour empêcher de parler des complices, qui devaient se plaindre au peloton de soldats qui les aurait exécutés.

Nous avons lu, dans une histoire imprimée à Londres, ce conte singulier que plus d'un historien français a copié : « Quand le commissaire, chargé par Réal de dresser procès-verbal de la mort de

Pichegru, se présenta à la porte de la prison, le geolier lui dit : « Vous venez un jour trop tôt, Pichegru ne sera *expédié* que demain ». Le commissaire revint, le jour suivant, et *constata* le suicide.

Quand Bonaparte fut renversé, des journalistes eurent le courage de publier que le suicide de Pichegru était impossible, de l'aveu de tous les médecins. Si ces médecins avaient lu les histoires d'Orient et ces contes de sérails où les mœurs sont fidèlement peintes, ils y auraient vu beaucoup de morts pareilles, que les esclaves et les maîtresses des sultans se sont données avec une écharpe serrée autour du cou, d'une main aussi assurée, mais moins robuste que celle de Pichegru.

Je citerai un fait, encore inconnu, qui dément la théorie des médecins. Pendant la conquête de la Hollande, Pichegru s'obstinait, un matin, à rester tard au lit. M. Charles Nodier, et un aide-de-camp, lui soufflèrent un camouflet dans le nez. Pichegru se réveille en sursaut et tombe dans des convulsions qui font craindre pour sa vie. Quand il fut revenu, il dit à ces jeunes gens, avec la bonté qui lui était naturelle : « Vous ignorez que je n'ai pas le cou fait comme celui des autres hommes ; un rien m'étouffe. Si jamais je suis ennuyé de la vie, je n'aurai pas besoin d'une arme pour me la ravir ; je n'aurai qu'à serrer un peu fort le nœud de ma cravatte. »

Si le gouvernement eût fait étrangler Pichegru, il aurait choisi un genre de mort moins incroyable ; il pouvait faire publier qu'il s'était tué avec un canif, ou pendu à un soliveau de sa prison. Ce défaut de précaution dans un gouvernement où il y avait des scélérats, mais pas un sot, est peut-être la preuve la plus forte que la mort de Pichegru fut volontaire.

Nous savons que l'opinion de l'Europe et des Français, que celle des juges de la Cour criminelle, qui est encore au-dessus, fut que Pichegru avait été assassiné. Mais on doit se rappeler le tems où ce bruit prévalut ; Bonaparte était l'oppresseur de l'Eu-

rope ; le peuple français le voyait assis sur un trône usurpé. Bonaparte était haï, Moreau aimé, Pichegru regretté. Attribuer des actions incertaines, même aux tyrans, c'est leur donner l'avantage de se justifier des crimes réels qu'ils ont commis. Nous n'avons cherché que la vérité dans cet examen, et nous terminerons comme l'historien Josephe, quand il rapporte un fait incroyable : « Vous pouvez l'admettre ou le rejeter ».

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE PREMIER VOLUME.

Fin de la Table des Matières du premier Volume.

Fin de la Table des Matières du premier Volume.

